



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LII^e Année

Tome I N^o 2 - Février 1977

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 Crise pétrolière, inflation et autres causes du chômage dans les pays industrialisés.
- 23 Mesure de politique monétaire — Communiqué du 16 février 1977.
- 24 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale — Résultats du mois de janvier 1977.
- 1 Statistiques.
- 149 Législation économique.
- 157 Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

CRISE PETROLIERE, INFLATION ET AUTRES CAUSES DU CHOMAGE DANS LES PAYS INDUSTRIALISES

*« On doit exiger que je cherche la vérité,
mais non que je la trouve ».*

DIDEROT.

Il est devenu banal d'affirmer que la crise récente remet en cause quelques axiomes de la politique conjoncturelle que l'on pouvait croire fermement ancrés. Ainsi en est-il de l'efficacité avec laquelle une régulation appropriée de la demande devait permettre, pensait-on, d'assurer une croissance économique équilibrée. Certes, si la trajectoire déviait, à un moment donné, la balance pouvait pencher tantôt vers l'atonie et un certain sous-emploi des capacités de production, tantôt vers l'emballement et la menace inflationniste. Doser la correction nécessaire n'était pas facile, mais au moins savait-on qu'entre Charybde et Scylla, un passage était ouvert qui devait permettre, moyennant l'utilisation appropriée des instruments disponibles, d'assurer le cours optimum de l'activité économique.

Cette représentation de la croissance équilibrée et du rôle de la politique conjoncturelle se trouve singulièrement ébranlée depuis que la crise récente a réintroduit le signe moins dans l'évolution du revenu réel, et paraît avoir fait de l'inflation et du chômage deux complices et non deux périls antagonistes. Par son ampleur et sa persistance, le sous-emploi de la main d'œuvre et des équipements ne peut plus s'interpréter comme un simple accident de parcours de nature conjoncturelle. Accompagnée et même précédée d'une inflation singulièrement aiguë et tenace, la récession ne peut manquer de faire surgir la question : le chômage est-il un produit de l'inflation ?

La présente contribution s'interroge sur les origines de la crise et sur la nature du lien qui peut unir l'inflation et le chômage.

Sur le premier point, la tentation n'est pas rare d'attribuer à la récession des explications monistes, du type : « tout vient du pétrole, ou tout vient de la

masse monétaire, ou tout vient des finances publiques, ou tout vient de la progression des salaires, ou tout vient de l'inflation aux Etats-Unis, ou tout vient du désordre monétaire international ». Les dérèglements de l'activité économique sont trop étroitement imbriqués dans un réseau complexe et mouvant d'interférences socio-politiques pour s'accommoder de telles simplifications. Aussi n'entend-on pas renier ici la multiplicité des enchaînements qui se sont cumulés pour provoquer la crise. En particulier, la part importante que cette étude réserve aux effets de la hausse des prix du pétrole ne procède pas du souci de privilégier ce facteur, certes important, parmi tous les autres qui seront évoqués; elle se justifie par la nécessité de mettre en lumière l'incidence trop confusément perçue d'une brusque détérioration des termes de l'échange sur le niveau de l'activité économique et de l'emploi.

Sur le second point, à savoir la recherche des enchaînements qui, de l'inflation, mèneraient au chômage, un modèle explicatif simple vient aisément à l'esprit dans un pays d'économie ouverte comme la Belgique : la hausse des prix détériore la capacité concurrentielle de l'économie, favorise la consommation de produits importés en lieu et place des produits nationaux, pénalise l'industrie exportatrice à l'avantage de ses concurrents étrangers et, par ce double effet, entraîne un ralentissement de l'activité économique accompagné de chômage.

Un tel raisonnement peut expliquer l'infortune d'un ou quelques pays. Il ne peut être généralisé sans tomber dans l'irréel, car quel serait donc l'heureux concurrent qui, échappant au sort de la plupart des pays industrialisés, aurait été épargné par l'inflation — y compris l'inflation importée — et aurait évincé les autres de leurs marchés, s'abritant ainsi de toute récession ? En fait, l'aggravation combinée de l'inflation et du sous-emploi n'a pas été le triste privilège de la seule économie belge, ni même des économies les plus ouvertes sur l'étranger. Les données du tableau I témoignent avec éloquence de la généralité du phénomène. A l'exception du cas de l'Italie, où le taux de chômage est un médiocre indicateur de l'évolution du sous-emploi des capacités de production, tous les pays envisagés enregistrent une progression tendancielle du chômage. Dans six de ces pays, le taux de chômage observé en 1973, deuxième année consécutive d'un puissant essor conjoncturel, demeure supérieur à celui de la moyenne des années 1965 à 1968. L'aggravation du chômage est générale, après 1973.

Le même comportement s'observe, avec un certain effet d'anticipation, dans les indices des prix à la consommation. L'inflation s'accroît à travers les cycles conjoncturels et une véritable flambée des prix s'amorce dès 1973.

Deux conclusions se dégagent de la lecture de ces données :

— le couplage de l'inflation et du chômage est en germe dans l'évolution des dix dernières années; le pétrole ne peut donc tout expliquer;

— l'aggravation est nette, à partir de 1973; le pétrole a donc pu jouer un rôle. Quel est-il et comment l'expliquer? C'est par là qu'il convient de commencer.

Les responsabilités de la crise pétrolière.

Telle qu'elle s'est présentée dans les derniers mois de 1973, la crise du pétrole comportait deux aspects : la menace d'une rupture temporaire des approvisionnements, à la suite de l'embargo décidé par certains pays producteurs, et le quadruplement, en l'espace de quelques semaines, des prix du baril de pétrole brut.

Tableau I.

Chômage et inflation

Sources : Taux de chômage : Nations Unies, Département des Affaires économiques et sociales.
Prix à la consommation : sources nationales.

	Belgique	République Fédérale d'Alle- magne	France	Italie	Pays- Bas	Royaume Uni	Etats- Unis	Japon	Suisse
	Taux de chômage (= $\frac{\text{nombre de chômeurs complets}}{\text{effectif des personnes employées + chômeurs}}$)								
Moyenne 1965-1968	3,3	1,2	0,9	3,6	1,4	2,0	3,9	1,0	...
Moyenne 1969-1972	3,2	0,9	1,5	3,4	1,7	3,1	5,0	1,2	...
1973	3,6	1,2	1,8	3,5	2,7	2,7	4,9	1,3	...
1974	4,0	2,6	2,3	2,9	3,3	2,7	5,6	1,4	...
1975	6,7	4,7	3,9	3,3	4,8	4,4	8,5	1,9	0,3
1976	8,6	4,6	4,3	3,6	5,1	5,9	7,8	2,1	0,7
				(9 m.)	(11 m.)	(10 m.)	(9 m.)	(11 m.)	(11 m.)
	Indices des prix à la consommation (variation des moyennes mensuelles, par rapport à l'année précédente)								
Moyenne 1965-1968 ¹	3,5	2,5	3,1	3,0	4,5	4,0	2,9	5,6	3,6
Moyenne 1969-1972 ¹	4,4	4,3	5,7	4,5	6,6	7,0	4,7	5,9	4,9
1973	6,9	6,8	7,3	10,8	8,0	9,1	6,2	11,7	8,7
1974	12,7	7,0	13,8	19,1	9,7	16,2	11,0	24,5	9,8
1975	12,8	6,0	11,7	17,1	10,2	24,2	9,1	11,8	6,7
1976	9,2	4,5	9,6	16,5	8,8	16,5	5,8	9,2	1,7

... insignifiant.

¹ Moyenne arithmétique des taux d'accroissement annuels de la période.

Dans les pays importateurs, il était facile d'apercevoir les conséquences catastrophiques d'une diminution forcée du volume des approvisionnements pour le fonctionnement de l'appareil de production, pour la satisfaction des besoins courants des ménages et pour la marche des affaires. Ce danger écarté, la hausse, même spectaculaire, des prix du pétrole importé apparaissait comme un moindre mal. On continuerait à se chauffer, on continuerait à rouler. Quant à la diminution de revenu due à la hausse des prix de l'énergie, elle paraissait instinctivement « récupérable ».

Les répercussions macro-économiques de la hausse, et ses retombées sur le train de vie habituel, voire l'emploi, étaient plus confusément perçues. Encore la confusion était-elle parfois entretenue par l'affirmation audacieuse selon laquelle le recyclage des capitaux pétroliers aurait nécessairement pour effet de gommer toute incidence « réelle » du déficit pétrolier.

Pour tenter de clarifier les effets potentiels de la hausse des prix du pétrole, il est commode d'adopter une représentation très simplifiée de l'économie mondiale en divisant celle-ci en deux zones, à savoir la zone A, productrice et expor-

tatrice de pétrole et la zone B, importatrice de pétrole, mais productrice et exportatrice de biens manufacturés. La demande de pétrole est peu élastique aux prix, dans l'horizon de temps adopté, ce qui signifie qu'une hausse des prix n'aura pas pour conséquence, par elle-même, de réduire de façon appréciable les quantités demandées. L'équilibre des échanges est supposé réalisé, au départ, de même que le plein emploi des facteurs.

Survient alors un relèvement substantiel des prix du pétrole. Du point de vue de la zone B, les termes de l'échange se sont détériorés, ce qui veut dire que les prix moyens à l'importation augmentent plus vite que les prix moyens à l'exportation. De cette constatation découlent, dans un premier temps, trois conséquences potentielles :

— la balance des paiements courants de la zone B devient déficitaire : à volume d'échanges constant, les paiements de B en faveur de A, au titre des biens et services, dépassent désormais le flux des paiements de même nature en sens inverse;

— pour couvrir une même masse d'importations, il faudrait un volume accru d'exportations; que celles-ci aient lieu ou non, le pouvoir d'achat correspondant est transféré à la zone A, par prélèvement sur le revenu réel disponible pour des dépenses intérieures, dans la zone B. La diminution de ces dépenses représente, pour la zone B, une réduction du niveau de vie. L'appareil de production, dans la zone B, travaille désormais dans une plus grande proportion au profit de la zone A;

— si le pouvoir d'achat additionnel dévolu à la zone A est intégralement épargné, la zone B ne bénéficie pas d'achats additionnels, de cette provenance, susceptibles d'entretenir l'activité économique en compensant l'effet de la réduction des dépenses intérieures. Un ralentissement de l'activité est alors inéluctable, de même qu'une perte d'emplois.

Assurément, du point de vue de la demande mondiale, ce scénario met les choses au pire. La nouvelle répartition du revenu mondial est supposée se traduire, à due concurrence, par un relèvement de l'épargne, générateur de récession. Il est évident que la chaîne des réactions possibles ne s'arrête pas là.

Trois facteurs peuvent entrer en jeu pour atténuer ou annuler tout ou partie de ces effets :

1. Le redressement des termes de l'échange, dans la zone B :

Tout s'efface si l'inflation, dans la zone B, entraîne un relèvement des prix à l'exportation au point de rééquilibrer les termes de l'échange : les paiements courants sont équilibrés puisque le coût accru des importations est compensé par la hausse des prix des produits exportés; l'ancienne répartition du revenu mondial est restaurée, de même que les niveaux de vie comparés; le relèvement de la propension mondiale à épargner est annulé, et l'activité économique peut se poursuivre au niveau d'emploi antérieur à la hausse généralisée des prix. Celle-ci

n'affecte que les grandeurs nominales; les conséquences réelles de l'altération initiale des termes de l'échange ont disparu, sauf, certes, celles qui, comme on le verra plus loin, peuvent découler de l'inflation elle-même.

2. Le développement des ventes de la zone B à la zone A :

On peut supposer que la zone A exerce son pouvoir d'achat accru sous la forme de dépenses additionnelles dans la zone B. Cet « effet de retour » permet de rétablir l'équilibre des paiements extérieurs si le coût accru des importations est compensé par le volume accru des exportations. Il permet aussi de préserver le niveau de l'activité économique si le surcroît de la demande extérieure compense la diminution de la demande intérieure. Par contre, le niveau de vie comparé des deux zones reste affecté par l'altération des termes de l'échange.

3. Le placement dans la zone B des fonds épargnés par la zone A :

Si le pouvoir d'achat accru de la zone A n'est pas exercé, A dispose d'un surplus financier nécessairement représenté par un prêt à la zone B. Dès lors, le déficit des paiements courants de la zone B a pour contrepartie des entrées de capitaux équivalentes, et les paiements extérieurs globaux sont équilibrés. A priori, seul le problème de l'équilibre extérieur est alors résolu; la diminution du niveau de vie et de l'activité économique subsiste. Toutefois, dans la zone B, l'apport d'épargne extérieure peut être mis à profit pour financer par l'endettement les dépenses intérieures menacées d'amputation par la baisse du revenu réel : dans ce cas, l'appareil de production demeure pleinement employé et le niveau de vie est intact, si ce n'est que l'emprunt s'est substitué au revenu comme moyen de financement d'une fraction des dépenses.

L'inventaire des réactions possibles à la détérioration des termes de l'échange, dans le modèle simplifié retenu jusqu'à présent, est ainsi dressé. Certes, jamais de telles conditions de laboratoire ne sont réunies, dans le monde de l'économie, pour tester l'action d'un facteur déterminé à l'exclusion des autres, et l'on ne pourrait prétendre isoler selon ce schéma l'incidence de la hausse des prix du pétrole sur la conjoncture effectivement observée dans un pays déterminé.

Au niveau des grands ensembles formés par la zone des pays producteurs de pétrole (OPEP), la zone des pays industrialisés à économie de marché (O.C.D.E.) et la zone des pays en voie de développement importateurs de pétrole, la mutation introduite par le renchérissement des hydrocarbures prend un relief tel qu'elle éclipse largement l'action des autres facteurs. Elle se prête dès lors à un essai d'évaluation de ses répercussions macro-économiques selon les raisonnements qui viennent d'être tenus.

Le tableau II « décortique » les composantes de l'évolution de la balance commerciale de l'O.C.D.E., entre 1973 et 1974, et permet de faire les constatations suivantes :

— la détérioration des termes de l'échange, spécifiquement imputable à la hausse des prix du pétrole, est évaluée à 68 milliards de dollars;

— cette détérioration, et ses conséquences macro-économiques, sont intégralement effacées, à concurrence de 8 milliards de dollars, par l'évolution des autres termes de l'échange et notamment le relèvement du prix des produits exportés par la zone O.C.D.E. Le solde, soit 60 milliards de dollars, représente un transfert de revenu, de la zone O.C.D.E. au reste du monde;

— la baisse d'activité qui pourrait se produire, de ce fait, est atténuée par un « effet de retour », c'est-à-dire un accroissement en volume de l'excédent des exportations sur les importations, estimé à 26 milliards de dollars. Cet effet de retour atténue aussi la détérioration de la balance commerciale de l'O.C.D.E. qui, par différence, s'établit à 34 milliards de dollars. Par contre, il laisse subsister la perte en revenu évaluée ci-dessus à 60 milliards de dollars.

Tableau II.

Variation de la balance commerciale de l'O.C.D.E., entre 1973 et 1974

(en milliards de dollars)

Source : O.C.D.E., *Perspectives Economiques*, juillet 1975.

1. Variation imputable au prix du pétrole	- 68,00
2. Variation imputable aux autres termes de l'échange	+ 7,75
<i>Détérioration nette des termes de l'échange</i>	- 60,25
3. Variation en volume (« effet de retour »)	+ 26,00
<i>Variation de la balance commerciale</i>	- 34,25

Ni la hausse des prix à l'exportation, ni l'effet de retour n'ont donc suffi à annuler les conséquences de la détérioration des termes de l'échange spécifiquement imputable au pétrole. Sans doute fallait-il s'y attendre. D'une part, une riposte par les prix ne se concevait guère et, eût-elle pu se concevoir, aurait singulièrement porté préjudice aux pays en voie de développement à la fois importateurs de pétrole et de produits manufacturés. D'autre part, la faible capacité d'absorption de plusieurs pays producteurs de pétrole ne leur permettait guère de transformer rapidement leurs recettes additionnelles en dépenses accrues.

Restait encore la possibilité que l'épargne financière constituée par les pays producteurs de pétrole fût mise à profit, dans la zone O.C.D.E., pour y maintenir un niveau de dépenses intérieures plus élevé que celui que l'on aurait pu y attendre, du fait de la ponction opérée sur le revenu réel. Après tout, si les fonds pétroliers n'étaient pas dépensés par leurs détenteurs, il suffisait de les emprunter pour les dépenser à leur place. La chose pouvait paraître d'autant plus aisée, pour la zone O.C.D.E. dans son ensemble, que la quête de placements sûrs, liquides et productifs, par les pays producteurs de pétrole, orientait spontanément les capitaux disponibles vers les marchés et les institutions des pays industrialisés. En se faisant entretenir à crédit sur les fonds pétroliers, il devenait possible de préser-

ver l'activité et l'emploi, et de ne pas réduire le niveau de vie en proportion de la ponction de revenu.

Le recyclage des capitaux pétroliers ne peut cependant être interprété comme une sorte de cybernétique de nature à garantir que les comportements économiques s'ajustent aux exigences du plein emploi. Plusieurs facteurs contribuent à expliquer que la réalité n'ait pas « collé » à ce modèle :

1. La présence de capitaux à emprunter n'incite pas par elle-même les ménages à consommer davantage en réduisant leur propre épargne, ni les entreprises à augmenter leurs investissements par un recours accru à l'endettement, ni l'Etat à relever ses dépenses ou à diminuer les impôts. Or, le contexte n'était guère favorable à de tels comportements. Il convient de rappeler en effet, qu'au moment où la crise pétrolière a éclaté, les pays membres de l'O.C.D.E. venaient de connaître une période d'emballement conjoncturel particulièrement accentué. Par rapport au semestre précédent, la croissance du produit national brut en termes réels, dans ces pays, s'était élevée à 6,4 p.c. au 1er semestre de 1972, à 7,1 p.c. au 2e semestre de 1972 et à 8,1 p.c. au 1er semestre de 1973, alors que le taux de croissance moyen des « golden sixties » était de l'ordre de 5 p.c. par an. La nécessité de ralentir la progression de la demande se faisait d'autant plus sentir que l'inflation s'accroissait rapidement. Dans un tel environnement, les risques inflationnistes de la hausse des prix du pétrole paraissaient plus évidents que le danger d'une récession accentuée.

2. La zone O.C.D.E. ne forme pas un ensemble homogène, mais, on le verra plus loin, une mosaïque de pays très inégalement touchés par la hausse des prix et le déséquilibre des paiements extérieurs. Certains, plus que d'autres, se sont vus contraints d'appliquer des freins à la demande et à l'endettement extérieur, sans que les autres aient estimé devoir faire contrepoids par la mise en œuvre de stimulants accrus.

3. Au surplus, on ne peut oublier que la zone O.C.D.E. ne constitue pas un marché financier intégré et que les capitaux pétroliers ne s'orientent pas nécessairement de façon spontanée vers les pays qui auraient pu, de la manière la plus profitable, les affecter au maintien d'un niveau de dépenses de nature à préserver l'utilisation optimale des capacités de production. Les raisonnements globaux masquent la diversité des situations.

Aussi, n'apparaît-il pas, rétrospectivement, qu'au niveau de la zone O.C.D.E. dans son ensemble, les capitaux pétroliers aient été mis à profit pour limiter efficacement la réduction des dépenses réelles d'origine intérieure. Dans les principaux pays, les données disponibles révèlent au contraire qu'entre 1973 et 1975, le comportement des ménages et des entreprises les a amenés à accroître leur surplus financier ou à réduire leur déficit financier, en proportion du revenu, seul le secteur public formant contrepartie par l'augmentation de son endettement. Les capitaux pétroliers auraient dès lors servi à remplacer des emprunts intérieurs

par des emprunts extérieurs, mais non à nourrir la demande globale en contribuant à compenser l'effet déflationniste de la détérioration des termes de l'échange.

Cette analyse est étayée par divers symptômes révélateurs d'un ajustement de récession.

En décomposant les facteurs qui ont contribué à l'évolution du P.N.B. combiné de sept pays qui, ensemble, comptent pour environ 85 p.c. du total de la zone O.C.D.E., on constate qu'en 1974 et 1975, la chute de la demande privée d'origine intérieure trouve une faible compensation dans la croissance modérée de la demande émanant du secteur public et dans l'augmentation de la demande extérieure nette. Au total, une diminution du P.N.B., en termes réels, n'a pu être éludée.

Tableau III.

Contributions aux variations du PNB/PIB en volume dans les sept principaux pays membres de l'O.C.D.E. ¹

(en pourcent du P.N.B./P.I.B. de l'année précédente)

Source : O.C.D.E., *Perspectives Économiques*, juillet et décembre 1976.

	1974	1975
Demande intérieure	- 1,2	- 1,5
— d'origine privée	- 1,5	- 2,2
— d'origine publique	+ 0,3	+ 0,7
Demande extérieure nette	+ 1,0	+ 0,3
PNB/PIB	- 0,3	- 1,3

¹ Canada, États-Unis, Japon, France, République Fédérale d'Allemagne, Italie, Royaume-Uni.

N.B. : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.

La faiblesse de la demande interne se répercute clairement dans le volume des importations. Alors que les importations totales des pays de l'O.C.D.E. augmentaient en moyenne de 9 p.c. l'an, en termes réels, au cours des dix années précédentes, cette augmentation tombe à 1 p.c. en 1974 pour faire place à une chute de 7 p.c. en 1975.

Le ralentissement des importations contribue, avec l'expansion en volume des exportations, au très net redressement de la balance des transactions courantes de la zone O.C.D.E., dès 1975.

Ainsi, l'enchaînement des effets macro-économiques de la hausse des prix du pétrole peut-il se résumer comme suit, au niveau des grands ensembles : l'augmentation des prix redistribue le revenu mondial, de telle manière que la propension mondiale à l'épargne s'en trouve accrue; l'affaiblissement des dépenses se localise en particulier dans la zone O.C.D.E., se répercute inévi-

tablement sur l'activité économique et sur l'emploi, contribuant par là, au prix d'une déflation de la demande interne, à la diminution des importations et au retour à l'équilibre courant, initialement compromis par la détérioration des termes de l'échange.

Tableau IV.

Balance mondiale des opérations courantes ¹

(en milliards de dollars)

Source : O.C.D.E., *Perspectives Economiques*, décembre 1976.

	1974	1975
O.C.D.E.	- 33,00	- 6,50
O.P.E.P.	+ 65,50	+ 34,50
Autres pays moins développés	- 21,50	- 32,50
Autres pays développés	- 6,50	- 14,00

¹ Les méthodes d'enregistrement des données ne permettent pas d'établir l'égalité entre surplus courants et déficits courants.

Si l'on abandonne les schémas de raisonnement globaux pour se reporter aux circonstances concrètes dans lesquelles s'est produite la crise pétrolière, force est de constater que la hausse des prix du pétrole a exercé son impact sur un terrain qui, à plusieurs égards, était mal préparé à la recevoir. On a déjà fait observer, précédemment, qu'elle s'était produite au moment où un ralentissement délibéré de la progression de la demande s'amorçait. De plus, il ne suffit plus de considérer la zone O.C.D.E. comme un espace économique en soi; il y a lieu de prendre en considération la diversité des situations auxquelles les différents pays industrialisés se sont trouvés confrontés.

Le tableau V montre, sur la base de quelques critères arbitrairement sélectionnés, mais comparables d'un pays à l'autre, quelle était la situation extérieure et le taux d'inflation des principaux pays industrialisés en 1973.

Les critères retenus sont respectivement le solde de la balance des transactions courantes, la balance des règlements officiels, l'évolution du cours du change effectif, depuis le premier trimestre de 1970, le volume des réserves, exprimé en mois d'importations aux prix courants, et l'augmentation moyenne des prix à la consommation par rapport à l'année 1972. Le tableau révèle qu'à tous égards, les disparités de situation entre pays sont importantes. La vulnérabilité des pays dits « faibles » ressort particulièrement dans le cas de l'Italie et du Royaume-Uni. En revanche, la République Fédérale d'Allemagne, la Suisse et les pays du Benelux présentent un large éventail de points forts. La situation des Etats-Unis et du Japon n'est pas exempte d'ambiguïté : leur balance des règlements officiels est largement déficitaire, mais ne reflète pas un déficit en compte

Tableau V.

Disparités entre pays industrialisés en 1973

Sources : colonnes (1) à (3) : O.C.D.E., *Perspectives Economiques* ;
colonne (4) : I.P.S. ;
colonne (5) : sources nationales.

	Balance courante (en milliards de dollars)	Balance des règlements officiels (en milliards de dollars)	Cours du change effectif (variation en pourcent entre le 1 ^{er} trim. 1970 et le 2 ^e sem. 1973)	Volume des réserves à fin 1973 (en mois d'importations)	Inflation (augmentation de l'indice des prix à la consommation entre 1972 et 1973)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
<i>Pays dits « forts » :</i>					
République Fédérale d'Allemagne	+ 4,31	+ 9,90	+ 22,0	7,3	6,8
Etats-Unis	+ 0,34	- 5,60	- 18,0	2,3	6,2
Japon	- 0,14	- 6,05	+ 17,0	3,8	11,7
Pays-Bas	+ 1,77	+ 0,79	+ 6,5	3,2	8,0
Belgique	+ 1,29	+ 0,86	+ 2,0	2,8	6,9
Suisse	+ 0,28	+ 0,97	+ 14,5	8,8	8,7
<i>Pays dits « faibles » :</i>					
France	- 0,69	- 1,67	+ 1,5	2,7	7,3
Italie	- 2,67	- 0,30	- 15,5	2,8	10,8
Royaume-Uni	- 2,88	+ 0,37	- 18,0	2,0	9,1

courant. Le Japon détient le record d'inflation, mais le yen figure parmi les monnaies les plus appréciées depuis 1970. Les Etats-Unis sont comparativement démunis de réserves, mais le statut du dollar s'en accommode aisément.

Par ailleurs, la hausse des prix du pétrole ne frappe pas uniformément, elle non plus, les différents pays importateurs. Tous ne dépendent pas, au même degré, des importations de pétrole pour la satisfaction de leurs besoins en énergie

Tableau VI.

Degré de dépendance énergétique et pétrolière en 1973

Source : O.C.D.E., Bilans énergétiques des pays de l'O.C.D.E., 1960-1974.

Pays (classés par ordre décroissant de dépendance énergétique)	Importations nettes ¹ d'énergie ou de pétrole uniquement par rapport au total des besoins en énergie primaire (en pourcentage)	
	Ensemble des sources d'énergie	Pétrole uniquement
Japon	91,0	77,5
Belgique	86,0	59,5
Italie	80,9	73,2
France	77,8	68,2
Suisse	64,1	63,8
République Fédérale d'Allemagne	55,0	54,0
Royaume-Uni	49,4	49,5
Etats-Unis	15,5	16,0
Pays-Bas	6,6	46,3

¹ Les importations nettes sont obtenues en déduisant des importations brutes les exportations et le soutage maritime.

primaire. Les données figurant dans le tableau VI montrent le Japon et la Belgique en position particulièrement défavorisée, de même qu'à un moindre degré, l'Italie et la France. Les Etats-Unis et les Pays-Bas se trouvaient en revanche parmi les pays les moins dépendants. Dans une position intermédiaire, on trouve la Suisse, la République Fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni.

Les conditions étaient dès lors réunies pour que la crise pétrolière se répercute avec une intensité très variable sur des pays dont la capacité d'y faire face était tout aussi inégale. Si, dans certains cas, un facteur pouvait compenser l'autre, dans plusieurs autres, les deux devaient se cumuler pour accentuer les disparités entre pays.

A quoi s'ajoutent encore d'autres éléments dont il est parfois difficile d'identifier s'ils ont contribué, de manière autonome, à creuser un fossé entre forts et faibles, ou s'ils doivent s'interpréter comme de simples relais de nature à accentuer les disparités issues d'autres causes.

Il en est ainsi de l'évolution des cours de change, reflétée en termes de cours moyens pondérés dans le tableau VII.

Tableau VII.

Evolution des cours de change moyens pondérés ¹

(Base : parités de mai 1970 = 100)

Source : F.M.I., *International Financial Statistics*.

	1973	1975	Novembre 1976
Franc suisse	118,3	145,0	160,9
Mark allemand	119,3	127,6	139,0
Florin	105,7	113,5	121,0
Yen	123,2	111,7	116,5
Franc belge	104,4	106,6	110,9
Franc français	106,3	109,3	98,5
Dollar E.-U.	82,3	83,5	88,0
Lire italienne	89,7	77,8	61,0
Livre sterling	87,5	78,3	59,9

¹ Cours moyens pondérés d'après le modèle multilatéral des taux de change du F.M.I.

Dans le cas des pays dont la monnaie s'est le plus dépréciée, sans doute fallait-il y voir partiellement le résultat d'une stratégie délibérément adoptée en prévision d'un déséquilibre courant qui, ex ante, ne paraissait pas pouvoir être financé par prélèvement sur les réserves ou par l'emprunt extérieur. Toutefois, le caractère systématique et prolongé du dérapage des cours paraît avoir démontré que celui-ci ne réalisait pas, par lui-même, l'ajustement du compte courant et n'engendrait pas, spontanément, des flux de capitaux compensateurs. Parfois même, le courant spontané des capitaux a-t-il pu, sous l'effet d'anticipations qui n'étaient pas toujours liées à un calcul financier, précipiter la chute

des cours. En définitive, les réserves dépensées à limiter la baisse des cours ont parfois dépassé l'ampleur du déficit courant.

En sens inverse, dans les pays dont la monnaie s'est fortement appréciée, cette appréciation n'a pas suffi à éliminer le surplus courant de la balance des paiements et, dans la mesure où ce surplus subsistait, n'a guère induit spontanément des flux de capitaux compensateurs. Tout se passe, en définitive, comme si l'évolution des cours du change entretenait les disparités d'inflation et les déséquilibres courants.

On retrouve des disparités substantielles entre pays lorsque l'on tente de comparer l'évolution des coûts. Certes, on a déjà souligné, dans ce même *Bulletin* ⁽¹⁾, les limites auxquelles se heurtent les essais de comparaison internationale de l'évolution des positions compétitives. Le coût salarial par unité produite, seul élément chiffrable des coûts de production, n'est pas nécessairement représentatif de la totalité de ceux-ci, et n'est nullement déterminant pour l'évolution comparée des indices de prix. Le choix de la période de base, nécessairement arbitraire, peut en outre influencer lourdement les enseignements que l'on en tire. Rien de précis ni de décisif ne peut être déduit des évolutions respectives. L'ampleur des écarts est cependant frappante.

Tableau VIII.

Salaire-coût par unité produite en 1975

(1973 = 100)

Source : I.R.E.S., Louvain-la-Neuve. Sauf pour le Japon, dont la source est la « National Institute Economic Review ».

	En monnaie nationale	Coefficients de correction pour la variation des cours du change	En francs belges
Etats-Unis	116,7	0,957	111,7
République Fédérale d'Allemagne	118,4	1,023	121,1
Pays-Bas	132,6	1,039	137,8
France	142,0	0,984	139,7
Belgique	142,1	—	142,1
Royaume-Uni ¹	152,6	0,893	136,3
Japon	154,0	0,988	152,0
Italie	169,0	0,846	143,0

¹ Indice second semestre 1975 sur la base du second semestre 1973 = 100.

En effet, le tableau VIII montre que d'importantes disparités se sont développées, entre 1973 et 1975, dans l'évolution du coût salarial par unité produite, mesuré en monnaie nationale. Les augmentations de coût les plus modérées se retrouvent aux Etats-Unis, en République Fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas, tandis que le Royaume-Uni, le Japon et l'Italie occupent l'autre extrême. La cor-

⁽¹⁾ « Variations des disparités de prix et de coûts et variations des cours de change », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, 11e Année, Tome II, no 5, Novembre 1976, pp. 19-28.

ERRATUM

Page 15, prière de lire le deuxième alinéa comme suit : « Un troisième élément de divergence réside dans l'évolution des finances publiques, telle qu'elle se reflète dans l'aggravation, entre 1973 et 1975, du déficit du secteur public, mesuré en pourcentage du produit national brut. Le tableau IX ci-après, qui classe les pays dans l'ordre décroissant d'aggravation de ce déficit, montre que le classement correspond, dans une assez large mesure, avec celui du taux d'inflation observé en 1975, mesuré sur la base des prix à la consommation ».

rection pour la variation des cours du change ne modifie pas substantiellement ces disparités, seule la dépréciation de la livre sterling ayant pour effet de modifier sensiblement la position du Royaume-Uni dans l'échelle des pays figurant au tableau.

Le tableau IX ci-après, qui classe les pays dans l'ordre décroissant d'aggravation de ce déficit, montre que le classement correspond, dans une assez large mesure, avec celui du taux d'inflation observé en 1975, mesuré sur la base des prix à la consommation.

Tableau IX.

Evolution du déficit du secteur public en pourcent du P.N.B.

Sources : International Financial Statistics.
Prix à la consommation, sources nationales.

	Moyenne 1965-1975	1973	1975	Différence		Augmentation des prix à la consommation en 1975 (en pourcent)
	(1)	(2)	(3)	(3) - (1)	(3) - (2)	
Italie	-6,8	-9,8	-15,2	-8,4	-5,4	+17,1
Royaume-Uni	-2,1	-3,2	-8,0	-5,9	-4,8	+24,2
Etats-Unis	-1,4	-0,6	-5,0	-3,6	-4,4	+9,1
France	-0,6	+0,6	-3,0	-2,4	-3,6	+11,7
Pays-Bas	-1,5	+0,3	-3,1	-1,6	-3,4	+10,2
Japon	-1,6	-1,6	-4,8	-3,2	-3,2	+11,8
Républ. Fédérale d'Allemagne	-0,8	-0,3	-3,3	-2,5	-3,0	+6,0
Belgique	-2,8	-2,9	-4,7	-1,9	-1,8	+12,8
Suisse	-0,5	-1,1	-1,2	-0,7	-0,1	+6,7

Il y a cependant des failles importantes dans cette correspondance. Elles concernent le Royaume-Uni, qui détient le record d'inflation, mais vient en deuxième place pour la détérioration des finances publiques, les Etats-Unis, qui arrivent en troisième place pour l'aggravation du déficit du secteur public mais au septième rang pour le taux d'inflation, et la République Fédérale d'Allemagne, qui détient le record de stabilité des prix, mais dont le déficit accru du secteur public n'est pas négligeable.

Mais même en l'absence de ces failles, on n'aurait pas pu perdre de vue que co-variation n'est pas corrélation et encore moins causalité. Il n'est nullement exclu que l'on retrouve un classement semblable des pays sur la base d'autres critères, sans rapport aucun avec les finances publiques. Par ailleurs, il n'est pas étonnant qu'en présence de la conjugaison d'un déficit financier vis-à-vis du reste du monde, d'une augmentation de la capacité de financement des ménages et d'une réduction des besoins de financement des entreprises, le secteur public ait été amené à faire contrepoids en augmentant son endettement. Le jeu automatique de la baisse des recettes fiscales et de l'accroissement des dépenses de transfert s'est parfois combiné avec la mise en œuvre d'une politique délibérée de soutien de la demande pour augmenter les besoins de financement de l'Etat.

On ne saurait donc accuser le dérèglement des finances publiques d'une responsabilité autonome dans la propagation de l'inflation, dans la mesure où il n'est que le reflet de désorganisations plus fondamentales. Quoi qu'il en soit, le tableau est révélateur des écueils auxquels les politiques de relance se sont heurtées, et des écarts creusés entre les situations des différents pays.

De manière plus générale, les divers facteurs de disparité relevés entre pays n'ont pas permis à l'ensemble d'adopter une riposte globale suffisante pour répondre au potentiel déflationniste de la crise pétrolière. Tôt ou tard, les plus faibles ont dû céder, tandis que les plus forts n'ont pas voulu démordre.

En effet, les pays les plus frappés par l'inflation et le déficit courant ont été contraints de revoir leur stratégie et de mettre en œuvre des politiques de restriction de la demande, devant l'impossibilité où ils se trouvaient d'améliorer leur situation par la dépréciation de leur monnaie, ou de continuer à colmater les brèches extérieures par une ponction dans les réserves ou le recours à l'emprunt, de plus en plus problématique.

Les pays les plus abrités, en revanche, n'ont pas vu la nécessité de mettre en œuvre des politiques de relance plus dynamiques qui, en les amenant à assumer une part de l'inéluctable déficit courant collectif des pays industrialisés, auraient facilité le redressement de la situation économique de leurs partenaires. Tant que l'excédent extérieur assurait encore un niveau acceptable de la demande globale et de l'activité chez eux, ces pays n'étaient guère disposés à prendre le risque de compromettre les résultats satisfaisants obtenus dans la lutte contre l'inflation. Dans ces pays, la hausse des prix du pétrole faisait en quelque sorte ricochet pour se répercuter plus durement ailleurs.

La disparité des situations nationales a contribué à entretenir les effets déflationnistes sur la demande, mais inflationnistes sur les coûts, de la crise pétrolière.

Les responsabilités d'autres facteurs.

Ni l'incidence de la hausse des prix du pétrole, ni les divergences conjoncturelles et structurelles observées entre pays industrialisés, ne suffisent à expliquer l'apparente progression en longue période de la main-d'œuvre inemployée. D'autres facteurs méritent d'être évoqués, même s'il n'est guère possible d'en vérifier scientifiquement l'action et, encore moins, d'en mesurer l'impact potentiel.

Une première question concerne la capacité structurelle des pays industrialisés à assurer le plein emploi des capacités de production au profit de la satisfaction des besoins courants. Plus précisément, le niveau généralement élevé de la demande et de l'emploi, observé depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, ne doit-il pas s'expliquer par le concours d'impulsions particulières

ou de besoins spécifiques dont la permanence ne serait pas assurée et dont la disparition aurait pour effet de révéler un sous-emploi structurel ? A la limite, ce n'est pas le chômage d'aujourd'hui, mais le plein emploi d'hier, qui mériterait explication.

La thèse de la saturation des besoins est difficile à admettre, tant sur le plan économique que sur le plan moral, devant l'ampleur des inégalités qui subsistent, même dans les pays les mieux lotis, et devant la soif de mieux-être qui règne dans la plus grande partie du monde. Il n'en demeure pas moins que la demande globale a été fortement alimentée, dans les pays industrialisés, par certaines œuvres de grande haleine, qui ont pu façonner le volume et la physionomie des investissements réalisés, mais qui ont aujourd'hui disparu sans que la relève soit assurée. On peut citer, à titre d'exemple, la reconstruction des économies dévastées par la deuxième guerre mondiale et l'ouverture progressive d'un vaste marché européen, grâce à l'élargissement de l'espace tarifaire et à la démobilisation d'autres obstacles aux échanges.

L'activité économique peut être stimulée pour le mieux, mais aussi pour le pire. Haïssables et dégradantes, génératrices d'inflation et de gaspillage, les guerres se sont trouvées être aussi le ferment de dépenses et d'activité dans les territoires qu'elles épargnent. Les hostilités au Viet-Nam n'ont guère fait exception : l'ampleur des engagements assumés par les Etats-Unis ne permet pas de sous-estimer le puissant aliment ainsi apporté à l'économie américaine et, par dérivation, au reste du monde. La fin d'un tel drame ne peut que réjouir mais la clairvoyance impose de mesurer la chute des dépenses qui l'accompagne et de chercher à y substituer d'autres dépenses civiles.

Les grands desseins ne manquent guère, aujourd'hui, qui puissent être entrepris avec envergure pour le bien de l'humanité. Ainsi pourrait-on espérer que de nouvelles régions du monde, en grand besoin de développement économique, assument désormais elles-mêmes, grâce au démarrage de leur industrialisation, le rôle de foyer dynamique de la demande. Certains pays producteurs de pétrole sont entrés dans cette voie, et jouent dès à présent un rôle capital dans le maintien d'un certain niveau de demande mondiale. Trop souvent, cependant, la continuité a fait défaut, dans les efforts de développement, et des projets mal conçus ou mal entretenus n'ont guère servi d'amorce au décollage espéré. Trop souvent, aussi, l'importation d'un modèle de croissance inadapté aux conditions locales a fait obstacle à une large diffusion des augmentations de revenu qui en résultaient, et n'a guère créé un large courant de dépenses générateur d'une expansion cumulative.

Dans le même ordre d'idées, la libération des importations en provenance des pays en voie de développement ne s'est souvent traduite, en définitive, que par un redéploiement superficiel des activités. Des entreprises se sont déplacées vers des havres de bas salaires ou des paradis fiscaux, se livrant à une sorte de « dumping social » sans contribuer substantiellement à épanouir leur environnement nouveau.

Il y a des raisons de penser, par ailleurs, que les investissements entrepris, dans les pays industrialisés, soient moins générateurs d'emplois que par le passé. Les secteurs de pointe sur lesquels se concentrent les augmentations marginales de la demande se prêtent à des investissements de forte intensité capitalistique, tandis que l'évolution des rapports de coûts, tendant à privilégier le capital au détriment du travail, peut encourager les investissements de rationalisation, destinés à permettre des économies d'emploi.

L'augmentation généralisée du chômage structurel, indépendant des fluctuations cycliques de l'activité économique, trouve encore d'autres explications. Dans certains cas, le taux de participation au marché du travail, c'est-à-dire la proportion de la population totale désireuse d'occuper un emploi, témoigne d'une tendance ascendante, plus particulièrement en ce qui concerne la main-d'œuvre féminine. Lorsqu'à ce phénomène s'ajoute l'effet d'une progression démographique rapide, comme on l'a observé aux Etats-Unis, l'offre de main-d'œuvre tend à devancer les autres facteurs qui conditionnent l'accroissement des capacités de production.

L'inadéquation de la qualification et de la formation aux emplois offerts semble contribuer de manière appréciable au chômage des femmes et des jeunes. L'insuffisance de la mobilité professionnelle trouve aussi là sa source principale. Les problèmes paraissent particulièrement aigus aux deux extrémités formées, d'une part, par les travaux manuels non qualifiés, souvent délaissés au profit des emplois du secteur tertiaire, et dans les travaux de haute spécialisation exigeant des qualifications très précises.

Les déplacements de main-d'œuvre d'une région à l'autre sont moins aisément acceptés que par le passé. La modification des attitudes sociologiques à l'égard du chômage peut inciter certains à allonger la durée de non-activité dans l'espoir de retrouver un emploi dans la même qualification et dans la même région. En outre, dans le cas de la Belgique, les assouplissements de la réglementation relative à l'indemnisation du chômage s'accompagnent d'un accroissement du nombre des chômeurs recensés ⁽¹⁾.

La résorption du chômage structurel ne saurait s'accommoder de recettes inadaptées au problème posé. Une relance aveugle de la demande ne ferait rien pour décloisonner le marché du travail. Une réduction de la durée du travail est souhaitable en elle-même lorsqu'elle est génératrice d'accroissements de productivité, en même temps qu'elle élève le niveau de vie; par contre, appliquée dans le but de favoriser le recrutement d'une main-d'œuvre additionnelle, elle risque de constituer un facteur supplémentaire d'alourdissement des coûts, en aggravant de surcroît les problèmes des secteurs en proie à la pénurie de main-d'œuvre disponible.

(1) Cf. « Evolution structurelle et conjoncturelle du chômage en Belgique », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, 11e Année, Tome II, no 6, Décembre 1976, pp. 3-30. Voir aussi « Rapport de la Commission chargée d'examiner les moyens de lutte contre le chômage structurel », 16 juillet 1976.

Les responsabilités spécifiques de l'inflation.

L'inflation aurait-elle, par elle-même, la propriété d'engendrer le chômage ? Cette question peut être explorée en recherchant si, dans le passé, les pointes d'augmentation des prix ont effectivement été accompagnées par des accès de sous-emploi et, par ailleurs, en s'efforçant d'établir une relation logique de nature à expliquer comment l'inflation se répercute sur le degré d'emploi des forces productives.

Le graphique de la page 20 montre, pour huit pays séparément, l'évolution de l'inflation et du chômage pendant la période s'écoulant de 1965 à 1976. L'indicateur d'inflation retenu est le taux annuel d'augmentation des prix à la consommation, par rapport à l'année précédente. Les taux de chômage sont retenus en dépit du fait qu'ils ne sont pas toujours, on le sait, des indicateurs fidèles du degré de sous-emploi des capacités de production. Tout d'abord, la diversité des méthodes et des bases du recensement ne permet pas d'en faire un instrument valable de comparaison internationale, à un moment donné. D'autre part, dans un même pays, un taux de chômage inchangé peut masquer d'importantes variations dans l'emploi total, par exemple en raison des mouvements migratoires de la main-d'œuvre, facteur particulièrement important en République Fédérale d'Allemagne, ou en raison des diverses mesures qui peuvent être prises pour réduire l'offre de travail sans licenciement de personnel, facteur important au Japon, en Italie et, dans une certaine mesure, au Royaume-Uni.

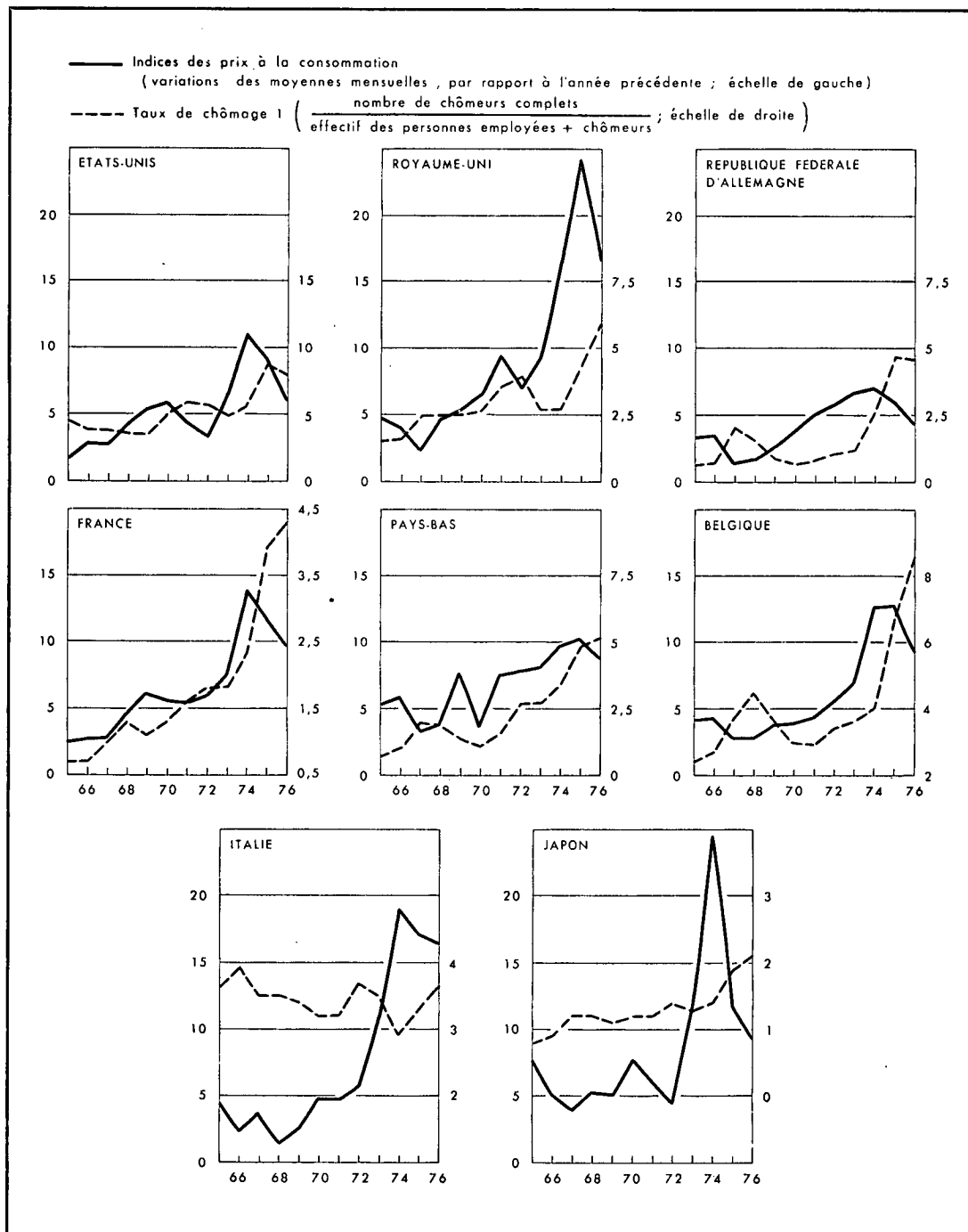
Sous ces réserves et faute de mieux, les variations du taux de chômage, dans un même pays, peuvent néanmoins être considérées comme révélatrices de la tendance du phénomène. En choisissant des échelles différenciées par pays, pour la courbe des taux de chômage, de manière à ce que ses niveaux se rapprochent de la courbe d'inflation, on constate que dans tous les pays, sauf l'Italie et le Japon, le profil du chômage tend à suivre, après un intervalle d'un à deux ans, le profil de l'inflation. Cette corrélation semble plus nette après 1968, et, dans le cas de la Belgique, ne se manifeste qu'à partir de 1970. L'absence de corrélation, en Italie et au Japon, semble imputable à l'importance du chômage occulte, dans ces pays, faisant du taux de chômage un indicateur particulièrement médiocre du sous-emploi des capacités de production.

Il convient d'observer que le décalage constaté, dans le temps, n'est pas suffisant pour que les pointes d'une courbe coïncident avec les creux de l'autre. Si tel était le cas, on pourrait en déduire qu'une sorte de « courbe de Phillips » est confirmée, c'est-à-dire que plus l'inflation est élevée, plus le chômage est faible, et vice-versa. Or, on constate que la courbe du chômage se relève généralement avant que l'inflation n'achève sa course ascensionnelle; en sens inverse, les premiers succès rencontrés dans la résorption du chômage, en 1976, s'observent en République Fédérale d'Allemagne et aux Etats-Unis, c'est-à-dire dans deux pays parmi les premiers où l'inflation ait commencé à reculer, dès 1975. Tout se passe comme si le chômage suivait assez fidèlement, mais à distance, les oscillations du rythme d'inflation.

Chômage et inflation 1965-1976

Sources : Prix à la consommation : sources nationales;

Taux de chômage : Nations Unies, Département des Affaires économiques et sociales.



¹ Dernières données : l'année pour la République Fédérale d'Allemagne, la France et la Belgique; 11 mois pour les Pays-Bas et le Japon; 10 mois pour le Royaume-Uni et 9 mois pour les Etats-Unis et l'Italie.

Il n'en résulte pas que là où la progression de l'inflation est la plus rapide, on enregistre aussi l'augmentation proportionnelle la plus nette du chômage. Le parallélisme dans le temps ne s'accompagne guère d'un parallélisme dans l'intensité. Ainsi, les plus fortes augmentations proportionnelles du taux de chômage s'observent en République Fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas, alors que c'est précisément dans ces pays que l'augmentation des prix demeure la plus modérée.

Si le chômage suit l'inflation, peut-on en déduire que l'inflation aurait une part de responsabilité directe dans l'extension du sous-emploi, et confirmer dès lors qu'une lutte efficace contre le chômage passe par le retour à une plus grande stabilité des prix, en tant que condition nécessaire sinon suffisante ?

A vrai dire, les raisons de penser qu'un tel lien existe ne manquent pas.

Les raisonnements économiques sont souvent victimes du cadre national de l'analyse économique. La nation est-elle vraiment une économie, parfaitement homogène, dont les capacités de production seraient soit pleinement utilisées, soit sous-employées ? On serrerait la réalité de plus près, sans doute, si l'on y voyait plusieurs économies, certes liées entre elles, comme les nations le sont elles-mêmes, mais néanmoins distinctes, soit sur le plan géographique, soit sur le plan sectoriel, les unes en proie à l'inflation, les autres au sous-emploi. Entre ces sous-ensembles se produisent aussi des altérations des termes de l'échange, d'invisibles « crises pétrolières » redistribuant le revenu au profit de secteurs privilégiés, en mesure de répercuter dans leurs prix les pressions d'une consommation inélastique, et au détriment de secteurs vulnérables directement frappés par la redistribution des dépenses résultant de la modification des prix relatifs, soit au sein même de la nation, soit entre la nation et l'étranger. Même si les nations sont mieux équipées que l'économie internationale pour remédier à ces distorsions, compenser les inégalités et favoriser les restructurations économiques nécessaires, les délais de réaction, les comportements corporatistes et les phénomènes d'inertie sont à la source de rigidités qui freinent à court terme le jeu des vases communicants. Par l'addition de ses différences, la nation comptabilise le cumul de l'inflation et du chômage.

Lorsque le rythme d'inflation observé dans un pays dépasse celui de ses principaux concurrents étrangers, le chômage peut s'y développer par affaiblissement de la position concurrentielle. Ce modèle explicatif, rejeté au début de cette étude, lorsqu'il s'agissait de rechercher les causes de la récession mondiale, retrouve sa force au niveau des pays qui, tout en dépendant du commerce extérieur pour une fraction importante de leur activité économique, se rangent parmi les plus vulnérables à l'inflation.

Certes, dira-t-on, les variations des cours du change peuvent compenser les évolutions différentielles des niveaux de prix. Les cours du change sont ainsi considérés comme le dernier maillon de la chaîne, chargé de sanctionner les évolutions spontanées et les politiques internes délibérément adoptées, mais non susceptible de perturber à son tour les équilibres retrouvés. L'expérience du flottement semble avoir apporté, à cet égard, des désillusions riches d'enseignements.

L'influence des cours du change sur les prix à l'importation, relayée par les mécanismes de répercussion de ces variations de prix sur les autres prix, les rémunérations et les coûts, efface rapidement, en économie ouverte, le prétendu nivellement des capacités concurrentielles par le change.

L'inflation peut être directement à la source d'une diminution de la propension à consommer des ménages. Les effets d'anticipation qui vont parfois en sens contraire ne peuvent se prolonger au-delà du très court terme. Par contre, en entamant non seulement le pouvoir d'achat du revenu courant, mais aussi la valeur du patrimoine financier accumulé, l'inflation peut amener les particuliers à réduire leur consommation courante de manière à épargner davantage et à reconstituer la valeur réelle du patrimoine financier. A partir de là, des effets cumulatifs peuvent être déclenchés si, constatant l'amorce d'une récession économique et redoutant la perte d'emploi, les particuliers accroissent leurs encaisses de précaution au détriment des dépenses en biens et services.

Contrairement à l'opinion répandue, l'inflation n'est pas nécessairement favorable à l'accroissement des profits des entreprises. Ceux-ci se gonflent potentiellement par l'augmentation des prix de vente — parfois modérée par les autorités dans le cadre d'une politique des prix — et par la diminution de la charge réelle des intérêts — atténuée toutefois par la hausse du taux d'intérêt sur les nouveaux endettements. En revanche, ils sont grevés de l'accroissement des coûts salariaux, adaptés à l'évolution des prix, et de la surtaxation des bénéfices résultant de divers facteurs : la méthode d'évaluation des stocks, l'insuffisance des amortissements autorisés, si ceux-ci sont calculés sur la base du prix d'achat, et non du coût de remplacement, ou encore, l'insuffisance des amortissements effectivement pratiqués, de peur d'alourdir le prix de revient. Certes, les pratiques fiscales sont aujourd'hui révisées, tant en Belgique qu'à l'étranger, de manière à éliminer ou atténuer l'effet de surtaxation associé à l'inflation. Il n'en reste pas moins qu'en Belgique, entre 1972 et 1975, période d'accélération importante de l'inflation, l'érosion des profits par l'impôt a substantiellement progressé et dépassé les gains réalisés sur l'endettement. L'incidence de cette évolution sur les investissements ne peut être négligée. Dès le moment où l'épargne interne des entreprises n'est plus alimentée par des profits suffisants, seule une réduction des dépenses d'investissements permet de maintenir les ratios d'endettement désirés. La réduction des investissements retentit inévitablement sur les offres d'emploi.

*
**

Les considérations qui précèdent n'appellent pas de conclusion, car la vérité n'est pas trouvée.

Elles appellent à une réflexion continue, car il y a toujours lieu de chercher.

Sans doute savait-on déjà que l'économie belge n'est pas isolée dans ses difficultés, que la crise n'est pas le produit d'une cause simple et unique, que l'emploi ne s'achète pas à doses d'inflation.

Si cette contribution n'avait pu qu'en convaincre davantage encore, elle aurait déjà son utilité.

MESURE DE POLITIQUE MONETAIRE

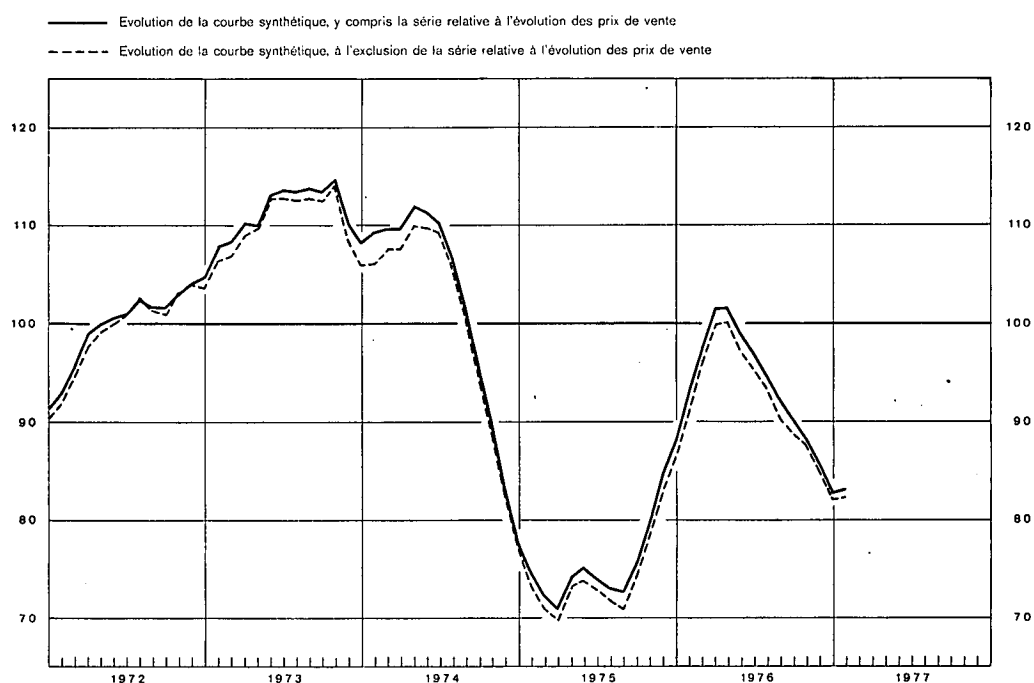
Communiqué du 16 février 1977

La Banque Nationale de Belgique a décidé de réduire, à partir du 17 février 1977, ses taux officiels de l'escompte et des avances en compte courant de 8 à 7 p.c. et ses taux spéciaux de 8,50 à 7,25 p.c.

Cette décision tient compte de la baisse des taux d'intérêt sur le marché monétaire et de la situation favorable sur le marché des changes, et vise à faciliter de nouvelles réductions des taux débiteurs à court terme des intermédiaires financiers.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS DU MOIS DE JANVIER 1977



Commentaire :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique comprenant l'indicateur sur l'évolution des prix a atteint en janvier 1977 83,21 points, soit 0,63 point de plus que le mois précédent. Cette hausse est la première depuis avril 1976.

Elle est due à l'amélioration de plusieurs indicateurs concernant le climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière; l'indicateur de l'industrie de la construction, par contre, a légèrement baissé.

La courbe synthétique ne comprenant pas l'indicateur sur l'évolution des prix (trait interrompu) a augmenté un peu moins (de 82,06 à 82,28 points).

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme ...	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a	5. Exportations et importations	IX - 5
b) Indices des estimations aux prix de 1970	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.		X. — Marché des changes.	
Demands et offres d'emploi	II	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
III. — Agriculture et pêche.		3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur le rétrécissement des marges	X - 3
1. Production agricole	III - 1	4. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 4
2. Pêche maritime	III - 2		
IV. — Industrie.		XI. — Finances publiques.	
0. Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 0	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
1. Indices de la production industrielle	IV - 1	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
2. Indices de la product. manufact.-industr. par secteur	IV - 2	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
3. Energie	IV - 3	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
4. Métallurgie	IV - 4	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
5. Construction	IV - 5		
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
V. — Services.		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1973	XII - 1a
1. Transports :		b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1974	XII - 1b
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	2. Mouvements des créances et des dettes en 1974	XII - 2
b) Navigation maritime	V - 1b	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1973 (totaux sectoriels)	XII - 3a
c) Navigation intérieure	V - 1c	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1974 (totaux sectoriels)	XII - 3b
2. Tourisme. — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	4. Mouvements des créances et des dettes en 1974 (totaux sectoriels)	XII - 4
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
4. Activité des chambres de compensation	V - 4	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
VI. — Revenus.		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie	VI - 2	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie	VI - 3	d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
VII. — Indices de prix.		3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
1. Indices des prix mondiaux	VII - 1	4. Stock monétaire :	
2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit	VII - 2	a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	b) Total	XIII - 4b
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		5. Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5
a) Base 1971 = 100	VII - 4a	6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
b) Base 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100	VII-4b etc	— Destination économique apparente	XIII - 6
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		— Forme et localisation	XIII - 7
1. Tableau général	VIII - 1	8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers :	
a) Actifs non monétaires à un an au plus (variations)	XV - 3a
b) Actifs non monétaires à un an au plus auprès des intermédiaires financiers nationaux (encours)	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b
6. Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays	XV - 6

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2

3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII-4a-b-c
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agriculture Organization.
F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
F.E.C.O.M.	Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, XIII-3, 4a et b, 5 et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2 et 3 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
	(à fin d'année)							
Population totale	9.632	9.660	9.651 ³	9.695	9.727	9.757	9.788	9.813
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.071	6.088	6.081 ³	6.116	6.151	6.183	6.234	
dont : Hommes	3.023	3.032	3.028 ³	3.049	3.069	3.088	3.119	
Femmes	3.048	3.056	3.053 ³	3.067	3.082	3.095	3.115	
	(estimations à fin juin)							
Population active ¹	3.715	3.761	3.732	3.767	3.778	3.831	3.892	3.913
dont : Agriculture	201	191	173	162	151	144	139	136
Industries extractives et manufacturières	1.269	1.296	1.239	1.237	1.219	1.227	1.233	1.165
Bâtiments et construction	304	307	298	299	287	285	292	293
Transports	268	272	237	245	252	260	266	268
Commerce, banques, assurances et services	1.510	1.554	1.661	1.704	1.733	1.777	1.819	1.839
Chômeurs complets ²	110	88	69	67	84	87	94	168
Ouvriers frontaliers	53	53	55	53	52	51	49	44

¹ Non compris les forces armées. Nouvelle série depuis 1970.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Population recensée

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	285,5	317,5	368,1	418,7	468,4	543,0	660,4	757,1
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	20,7	22,6	22,4	23,6	24,9	29,6	31,7	35,4
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	63,5	71,3	84,4	97,6	114,1	132,1	156,7	183,8
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	121,9	132,3	139,3	159,8	189,6	214,1	255,9	316,4
5. Corrections et compléments	23,2	25,5	25,9	28,9	33,3	36,6	43,7	42,0
Ajustement statistique	- 2,8	- 1,7	- 4,5	- 6,4	1,4	- 0,4	-10,1	-37,0
Total ...	512,0	567,5	635,6	722,2	831,7	955,0	1.138,3	1.297,7
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	30,2	34,6	29,6	32,2	43,2	46,6	38,4	45,6
2. Professions libérales ¹	26,3	28,7	32,3	34,9	40,1	46,6	53,1	61,9
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	122,3	130,5	139,5	141,6	148,5	159,6	169,1	181,8
4. Revenu des sociétés de personnes ²	8,9	10,1	10,8	10,7	11,6	13,1	14,0	11,9
Ajustement statistique	- 1,0	- 0,6	- 1,5	- 2,0	0,4	- 0,1	- 2,4	- 8,4
Total ...	186,7	203,3	210,7	217,4	243,8	265,8	272,2	292,8
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	43,1	51,4	60,9	67,5	73,6	87,6	117,2	131,8
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	40,8	43,1	44,1	45,2	47,2	47,7	52,9	63,0
3. Dividendes, tantièmes, dons	22,1	27,2	36,6	41,1	43,1	58,9	82,0	78,0
Total ...	106,0	121,7	141,6	153,8	163,9	194,2	252,1	272,8
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	21,4	26,6	31,2	25,3	30,6	37,5	37,7	17,2
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	21,0	25,9	30,9	36,3	41,6	54,6	65,1	71,9
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	4,8	5,1	5,8	6,8	7,4	8,2	10,6	13,3
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	3,9	4,0	6,3	1,7	- 3,6	- 6,7	- 4,7	- 8,1
Total ...	8,7	9,1	12,1	8,5	3,8	1,5	5,9	5,2
G. Intérêts de la dette publique	-31,7	-37,6	-43,1	-46,4	-51,8	-59,2	-73,2	-82,6
Revenu national net au coût des facteurs	824,1	916,5	1.019,0	1.117,1	1.263,6	1.449,4	1.698,1	1.875,0
H. Amortissements	98,9	108,9	124,6	137,8	149,4	161,9	191,2	211,1
Revenu national brut au coût des facteurs	923,0	1.025,4	1.143,6	1.254,9	1.413,0	1.611,3	1.889,3	2.086,1
I. Impôts indirects	138,9	153,1	165,2	177,2	185,5	206,4	240,5	260,5
J. Subventions	-16,0	-18,8	-17,0	-17,5	-20,4	-25,4	-25,0	-26,6
Produit national brut aux prix du marché	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.414,6	1.578,1	1.792,3	2.104,8	2.320,0

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

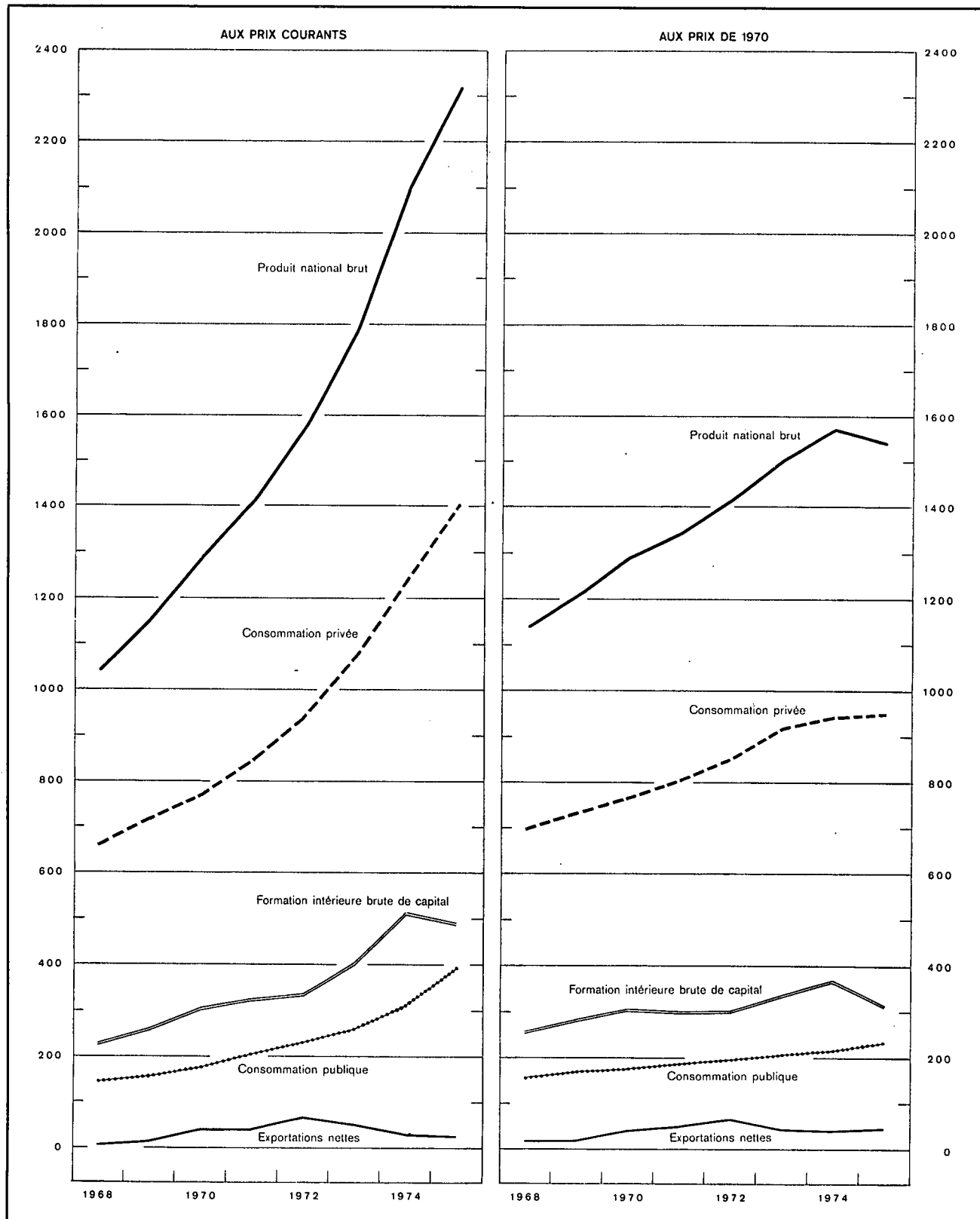
Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
1. Agriculture, sylviculture et pêche	46,7	51,2	46,0	49,0	61,1	66,3	58,4	66,0
2. Industries extractives	11,2	11,0	12,0	13,5	13,1	11,7	15,4	16,4
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	64,2	69,8	75,7	79,4	88,5	95,6	109,8	121,3
b) Textiles	23,8	26,0	27,6	29,2	32,2	34,5	37,5	30,6
c) Vêtements et chaussures	14,0	15,4	16,5	17,9	20,8	20,5	23,4	24,5
d) Bois et meubles	15,1	17,2	18,1	19,8	23,2	26,6	29,0	28,7
e) Papier, impression, édition	17,1	19,0	20,6	22,3	23,8	27,5	34,1	35,6
f) Industrie chimique et activités connexes	26,8	33,4	38,8	42,6	48,3	54,8	64,6	61,7
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	16,6	18,9	21,2	22,0	24,1	27,4	31,3	31,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux	26,8	38,6	43,4	35,4	38,8	56,3	79,4	56,6
i) Fabrications métalliques et constructions navales	81,5	93,6	110,7	116,3	129,4	143,3	168,7	173,9
j) Industries non dénommées ailleurs	31,4	36,3	38,9	39,8	46,6	55,0	66,8	73,5
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>317,3</i>	<i>368,2</i>	<i>411,5</i>	<i>424,7</i>	<i>475,7</i>	<i>541,5</i>	<i>644,6</i>	<i>637,6</i>
4. Construction	67,0	71,8	88,6	95,1	102,2	118,6	147,0	164,7
5. Electricité, gaz et eau	25,1	27,9	29,4	36,0	40,0	49,9	52,2	64,5
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce	181,7	201,5	222,9	265,1	287,5	325,8	379,3	411,1
b) Services financiers et assurances	33,2	37,6	41,1	44,5	51,4	63,1	75,2	83,8
c) Immeubles d'habitation	54,6	58,0	61,3	64,3	68,8	73,9	85,8	101,3
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>269,5</i>	<i>297,1</i>	<i>325,3</i>	<i>373,9</i>	<i>407,7</i>	<i>462,8</i>	<i>540,3</i>	<i>596,2</i>
7. Transports et communications	76,1	83,3	92,6	104,8	119,1	137,1	173,6	186,0
8. Services	234,9	256,6	285,0	321,5	368,1	423,0	489,8	579,3
9. Correction pour investissements par moyens propres	2,1	2,4	2,9	3,1	3,2	3,3	4,3	4,3
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 9,2	-10,5	-11,7	-12,7	-15,5	-19,0	-23,4	-25,5
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—	—	—	-10,2	-14,1	-20,7	-25,9	-25,0
Ajustement statistique	- 3,2	- 7,7	- 0,7	3,6	0,1	- 0,5	4,0	24,9
Produit intérieur brut aux prix du marché	1.037,5	1.151,3	1.280,9	1.402,3	1.560,7	1.774,0	2.080,3	2.289,4
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	8,4	8,4	10,9	12,3	17,4	18,3	24,5	30,6
Produit national brut aux prix du marché	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.414,6	1.578,1	1.792,3	2.104,8	2.320,0

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	161,5	173,4	185,4	193,9	210,1	231,0	263,0	289,2
2. Boissons	34,0	36,8	40,9	45,2	50,9	59,4	62,1	69,4
3. Tabac	14,4	14,9	15,4	17,1	18,3	20,3	22,8	25,3
4. Vêtements et effets personnels ...	59,0	63,0	65,8	74,4	82,7	92,3	107,2	116,1
5. Loyers, taxes, eau	68,3	72,6	77,7	83,5	89,8	98,3	115,6	136,4
6. Chauffage et éclairage	33,7	35,4	39,5	41,3	46,5	52,5	64,6	78,0
7. Articles ménagers durables	58,7	65,6	72,1	87,4	97,8	119,7	145,0	149,2
8. Entretien de la maison	30,6	33,3	35,5	38,7	41,7	49,0	55,4	61,7
9. Soins personnels et hygiène	49,6	53,6	60,4	67,4	77,4	90,4	105,7	124,6
10. Transports	64,0	70,5	73,9	80,6	95,1	107,5	124,8	149,5
11. Communications : P.T.T.	4,8	5,3	5,8	6,3	7,3	8,3	8,9	11,3
12. Loisirs	54,9	59,6	66,0	74,6	84,5	95,5	105,9	117,4
13. Enseignement et recherches	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,1	2,5	3,0
14. Services financiers	16,4	18,8	20,0	21,5	25,3	32,0	37,9	40,9
15. Services divers	4,5	4,9	5,2	5,9	7,0	8,2	9,0	10,0
16. Dépenses personnelles à l'étranger	16,6	18,9	20,5	23,8	26,5	34,5	37,8	42,9
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 14,9	- 17,1	- 18,8	- 20,0	- 21,1	- 26,8	- 29,7	- 34,0
Ajustement statistique	5,2	7,3	2,0	3,4	- 1,4	0,8	6,0	15,1
Total ...	662,8	718,4	769,0	846,8	940,3	1.075,0	1.244,5	1.406,0
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	101,1	112,0	125,1	142,4	167,9	193,9	231,8	285,2
2. Achats courants de biens et services	34,9	39,1	40,3	48,1	51,9	55,8	63,8	85,3
3. Intérêts imputé des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	4,8	5,2	5,8	6,8	7,4	8,2	10,6	13,3
4. Loyer payé	1,0	1,1	1,3	1,3	1,5	1,6	1,9	2,6
5. Amortissement des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,2	1,3	1,5	1,8	2,0	2,1	2,8	3,5
6. Amortissement mobilier et matériel	1,0	1,1	1,3	1,4	1,6	1,8	2,0	2,2
Total ...	144,0	159,8	175,3	201,8	232,3	263,4	312,9	392,1
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	6,3	6,9	7,5	6,2	8,3	10,8	12,9	12,8
2. Industries extractives	1,9	2,1	2,2	2,6	2,8	2,3	2,5	2,1
3. Industries manufacturières	49,3	57,7	73,5	76,9	73,1	80,7	110,1	107,4
4. Construction	6,5	6,6	8,5	6,0	6,3	8,4	8,3	6,0
5. Electricité, gaz et eau	13,4	13,5	15,7	19,6	23,7	19,5	23,4	31,5
6. Commerce, banques, assurances ...	19,3	22,0	26,3	33,1	35,8	42,2	48,7	48,9
7. Immeubles d'habitation	58,1	62,4	71,8	61,8	68,9	94,4	129,6	140,0
8. Transports et communications ...	23,8	25,0	27,4	32,3	35,9	43,4	47,2	57,5
9. Pouvoirs publics et enseignement .	34,7	38,0	45,4	56,5	62,4	59,5	66,1	77,6
10. Autres services	5,5	7,0	8,8	10,9	11,6	13,4	19,1	18,8
11. Variations de stocks	8,9	20,1	19,6	18,5	9,5	25,5	45,3	- 17,5
Ajustement statistique	1,8	2,7	0,8	1,3	- 0,5	0,3	2,5	5,3
Total ...	229,5	264,0	307,5	325,7	337,8	400,4	515,7	490,4
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	28,5	38,2	54,1	61,3	67,6	96,3	170,0	173,4
2. Exportations de biens et services ...	401,6	482,7	561,9	608,8	683,0	846,4	1.116,4	1.061,8
Exportations totales ...	430,1	520,9	616,0	670,1	750,6	942,7	1.286,4	1.235,2
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	20,1	29,8	43,2	49,0	50,2	78,0	145,5	142,8
4. Importations de biens et services ...	400,4	473,6	532,8	580,8	632,7	811,2	1.109,2	1.060,9
Importations totales ...	420,5	503,4	576,0	629,8	682,9	889,2	1.254,7	1.203,7
Exportations nettes ...	+ 9,6	+ 17,5	+ 40,0	+ 40,3	+ 67,7	+ 53,5	+ 31,7	+ 31,5
Produit national brut aux prix du marché	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.414,6	1.578,1	1.792,3	2.104,8	2.320,0

I. - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1970)

Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	94	96	100	102	103	106	110	108
2. Boissons	85	92	100	106	113	124	122	127
3. Tabac	95	98	100	104	108	112	111	105
4. Vêtements et effets personnels ...	96	99	100	108	115	120	125	127
5. Loyers, taxes, eau	95	98	100	103	106	109	111	114
6. Chauffage et éclairage	90	94	100	100	115	127	126	132
7. Articles ménagers durables	85	94	100	113	121	142	158	153
8. Entretien de la maison	95	98	100	103	106	110	114	112
9. Soins personnels et hygiène	89	94	100	106	114	125	131	137
10. Transports	90	98	100	101	112	118	122	131
11. Communications : P.T.T.	90	96	100	105	108	111	115	113
12. Loisirs	88	94	100	104	110	118	121	122
13. Enseignement et recherches	95	97	100	103	105	108	111	113
14. Services financiers	93	98	100	104	117	138	142	136
15. Services divers	94	98	100	109	123	136	134	133
16. Dépenses personnelles à l'étranger	84	96	100	105	109	134	136	143
17. Moins : dépenses des non-résidents								
en Belgique	83	95	100	96	95	113	116	124
<i>Total ...</i>	91	96	100	105	111	120	123	124
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	90	95	100	104	112	119	124	127
2. Achats courants de biens et services	95	103	100	109	112	112	110	132
3. Intérêt imputé et amortissement des								
bâtiments administratifs et des								
établissements d'enseignement des								
pouvoirs publics; loyer payé; amor-								
tissement sur mobilier et matériel								
du pouvoir central	87	92	100	110	116	121	139	162
<i>Total ...</i>	91	97	100	106	112	117	121	130
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	96	99	100	74	95	114	121	111
2. Industries extractives	96	105	100	110	117	93	88	71
3. Industries manufacturières	77	87	100	98	91	97	116	104
4. Construction	86	83	100	68	70	89	79	52
5. Electricité, gaz et eau	98	96	100	116	136	106	108	130
6. Commerce, banques, assurances ...	84	92	100	118	124	138	139	125
7. Immeubles d'habitation	89	92	100	79	83	105	121	113
8. Transports et communications ...	102	101	100	110	119	138	133	153
9. Pouvoirs publics (à l'excl. de l'en-								
seignement)	87	91	100	114	119	99	90	93
10. Enseignement	97	97	100	101	104	102	108	124
11. Autres services	72	88	100	114	116	126	154	135
<i>Total ...</i>	84	93	100	98	98	110	121	102
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste								
du monde	57	74	100	108	113	150	235	213
2. Exportations de biens et services ...	79	91	100	106	117	134	142	129
Exportations totales ...	77	83	100	107	117	135	151	136
3. Revenus des facteurs versés au reste								
du monde	51	72	100	108	105	152	252	220
4. Importations de biens et services ...	81	93	100	105	114	136	146	131
Importations totales ...	79	92	100	105	113	137	154	138
Produit national brut aux prix du marché								
(prix de 1970)	88,2	93,9	100,0	104,0	110,0	116,9	121,7	119,5

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1974 ».*

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — Service mensuel de Conjoncture de Louvain. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Eurostat (Office Statistique des Communautés européennes).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi 1									Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Autres chômeurs inscrits obligatoirement		Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues 2	insatisfaites 1
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
1969	11,0	28,0	46,3	85,3	6,5	3,8	0,9	3,1	2,8	16,0	11,6
1970	8,9	17,2	45,2	71,3	6,3	4,0	1,5	2,7	2,4	17,8	23,9
1971	10,5	15,9	44,5	70,9	6,8	5,3	2,7	3,2	2,5	14,9	13,4
1972	15,9	24,4	46,5	86,8	6,9	8,1	3,4	3,9	2,9	14,8	8,5
1973	17,4	26,1	48,2	91,7	8,2	9,4	3,7	3,6	2,8	14,9	14,2
1974	24,4	30,8	49,5	104,7	8,5	10,5	3,4	3,2	2,3	13,0	13,5
1975	57,3	64,6	55,5	177,4	10,8	17,0	4,6	5,0	3,8	10,6	4,1
1976	74,5	97,0	57,0	228,5	15,9	21,3	5,4	6,2	5,1	11,5	4,1
1974 4 ^e trimestre	37,3	39,1	50,9	127,3	8,5	10,4	3,7	4,5	3,0	11,0	7,2
1975 1 ^{er} trimestre	47,0	51,4	54,0	152,4	8,3	4,9	4,4	3,9	3,2	11,2	5,0
2 ^e trimestre	47,5	58,5	55,2	161,2	10,5	4,5	4,4	3,3	3,2	11,9	4,2
3 ^e trimestre	54,5	67,5	55,6	177,6	12,1	43,8	4,6	6,2	4,1	8,4	3,7
4 ^e trimestre	80,2	81,0	57,2	218,4	12,4	14,9	4,9	6,5	4,8	11,0	3,3
1976 1 ^{er} trimestre	78,8	89,7	57,1	225,6	13,0	6,4	5,0	5,4	4,7	13,3	3,9
2 ^e trimestre	68,2	92,4	56,8	217,4	16,0	6,2	5,1	4,6	4,5	12,9	4,3
3 ^e trimestre	67,9	98,9	56,8	223,6	17,3	49,7	5,4	7,1	5,3	9,6	4,5
4 ^e trimestre	83,1	107,0	57,5	247,6	17,3	22,9	6,0	7,7	6,0	10,2	3,6
1976 Février	79,1	90,0	57,2	226,3	12,7	6,3	5,1	5,4	4,8	12,1	3,8
Mars	74,6	90,0	56,8	221,4	14,0	5,6	5,0	5,2	4,5	16,1	4,3
Avril	71,8	91,7	56,7	220,2	15,1	5,2	5,1	4,9	4,5	13,5	4,0
Mai	67,8	92,3	56,8	216,9	16,1	4,8	5,1	4,4	4,4	12,5	4,4
Juin	65,0	93,4	56,7	215,1	16,8	8,6	5,1	4,6	4,5	12,8	4,4
Juillet	68,7	98,7	57,1	224,5	17,1	48,5	5,2	5,7	4,8	7,1	4,2
Août	68,1	98,4	56,7	223,2	17,2	52,2	5,2	7,2	5,3	9,7	4,8
Septembre	66,8	99,6	56,6	223,0	17,5	48,4	5,8	8,4	5,8	11,9	4,7
Octobre	71,6	102,3	56,9	230,8	17,6	38,2	6,0	8,2	6,1	11,3	3,9
Novembre	86,6	107,2	57,5	251,3	17,4	20,2	6,0	7,8	6,3	9,0	3,5
Décembre	91,1	111,4	58,1	260,6	16,9	10,4	5,9	7,1	5,7	10,2	3,4
1977 Janvier	90,5	115,8	58,9	265,2	16,9	8,5	6,1	7,0	5,7	11,0	3,6
Février	86,4	115,2	58,3	259,9	17,6	7,3	6,1	6,4	5,5	14,1	3,9

1 Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

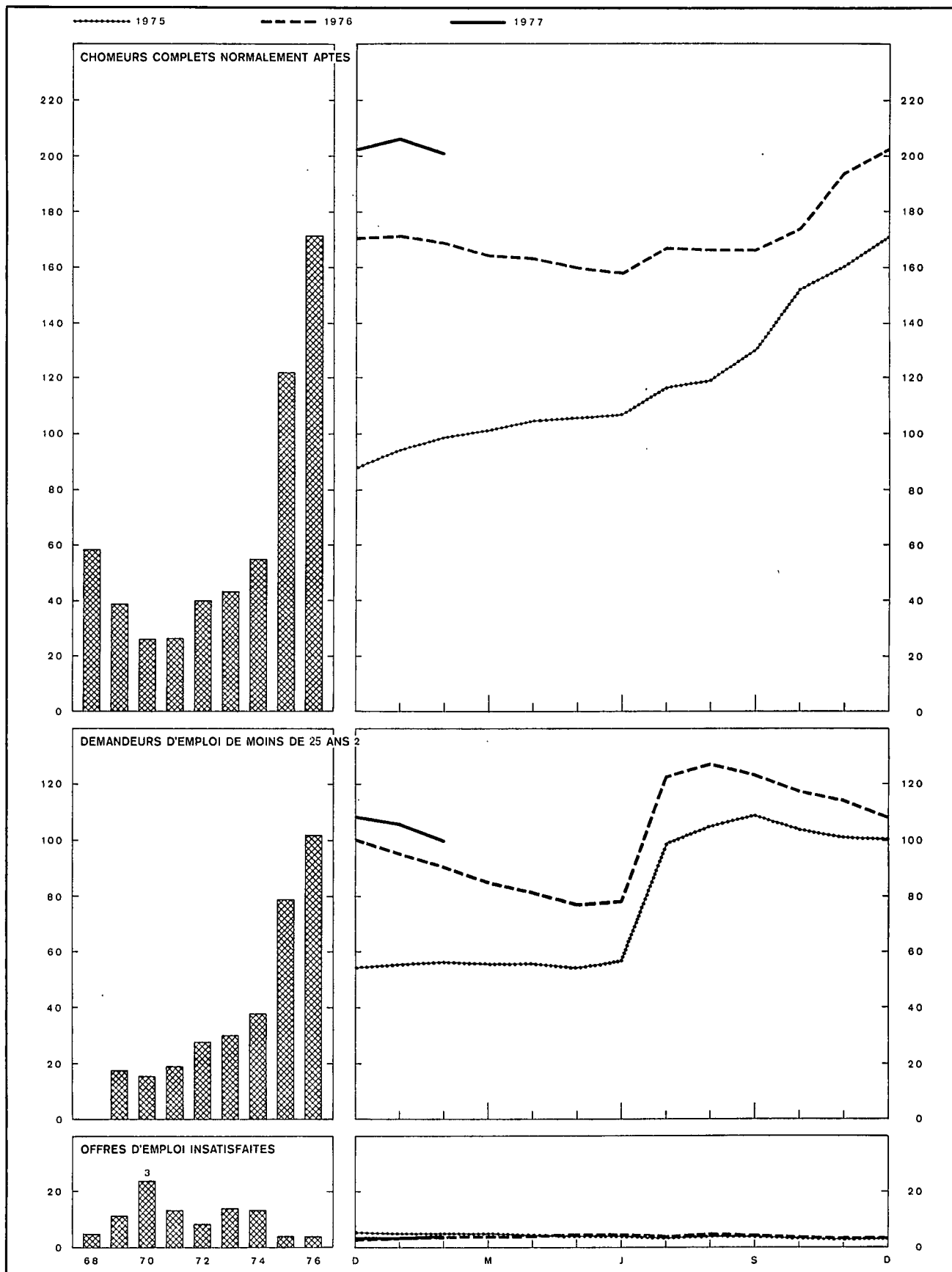
2 Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

3 Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'O.N.E.M. tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes, demandeurs d'emploi libres inoccupés et autres chômeurs inscrits obligatoirement.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)								
Froment	197	181	193	204	193	190	176	195
Autres céréales panifiables	27	26	32	30	25	22	15	24
Céréales non panifiables	249	255	229	228	230	224	210	202
Betteraves sucrières	90	90	93	101	104	105	120	96
Autres plantes industrielles	19	11	16	11	11	12	13	13
Pommes de terre	43	46	42	37	43	40	36	38
Autres plantes et racines tuberculifères ...	34	34	31	28	27	27	27	25
Prés et prairies	788	795	782	768	762	753	742	735
Cultures maraîchères	23	25	25	24	27	29	30	27
Cultures fruitières	26	20	19	18	17	16	16	15
Divers	57	57	64	72	73	79	95	100
Total ...	1.553	1.540	1.529	1.521	1.512	1.497	1.480	1.470
Production végétale ² (milliers de tonnes)								
Froment	754	708	878	916	976	1.004	677	
Avoine	281	194	278	244	246	222	228	
Orge	555	525	588	637	716	699	426	
Autres céréales	132	123	168	149	156	142	113	
Betteraves sucrières	4.217	3.868	4.873	4.319	5.136	4.465	4.913	
Pommes de terre	1.253	1.373	1.373	1.106	1.201	1.460	1.049	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)								
Vaches laitières	2.839	995	967	964	1.000	1.005	993	985
Autres bovidés		1.892	1.873	1.861	1.963	2.043	2.004	1.989
Porcs	2.780	3.728	3.912	4.283	4.634	5.034	4.638	4.882
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.475	2.355	2.339	2.510	2.480	2.580	2.579	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	599	695	729	753	798	884	848	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Flotte de pêche ¹ (tonnage brut)	31,3	29,5	32,2	24,1	23,2	22,8	24,0	24,0
Produits de la pêche débarqués en Belgique par la flotte belge :								
Harengs et assimilés	0,6	1,0	1,3	0,7	1,5	2,2	0,7	2,3
Poissons ronds	36,4	31,4	27,3	29,5	30,7	22,9	22,0	18,8
Poissons plats	11,9	10,2	10,8	9,3	9,2	9,7	9,1	8,2
Autres	5,0	4,9	4,4	3,9	3,8	4,5	3,5	3,3
Crustacés et mollusques	1,9	2,3	2,5	1,8	2,1	2,9	2,9	3,4

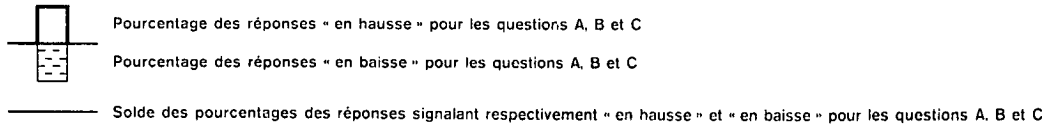
¹ Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

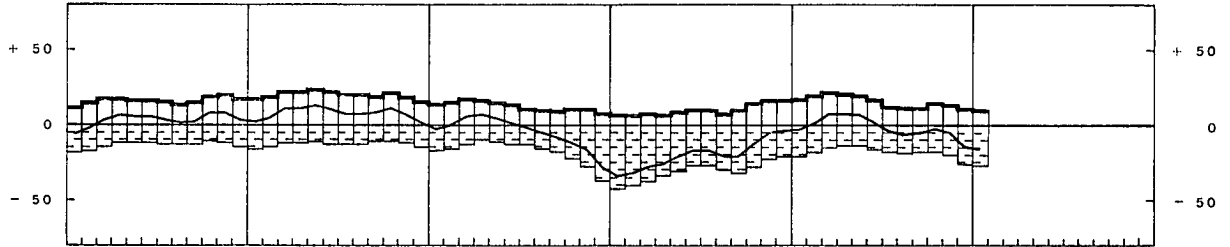
IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

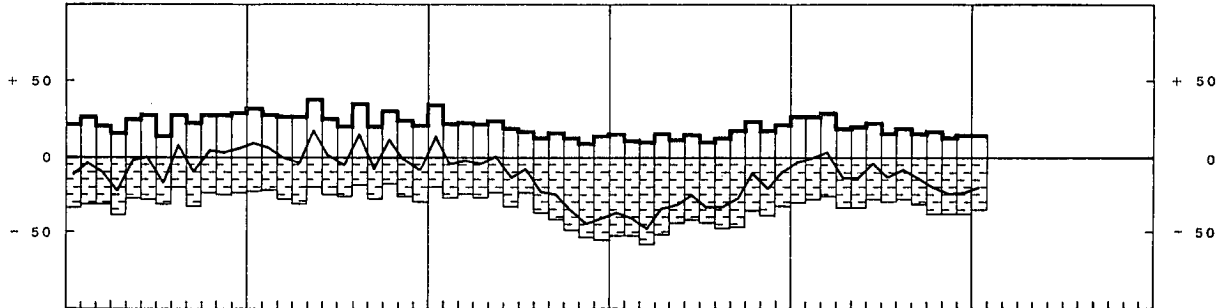
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



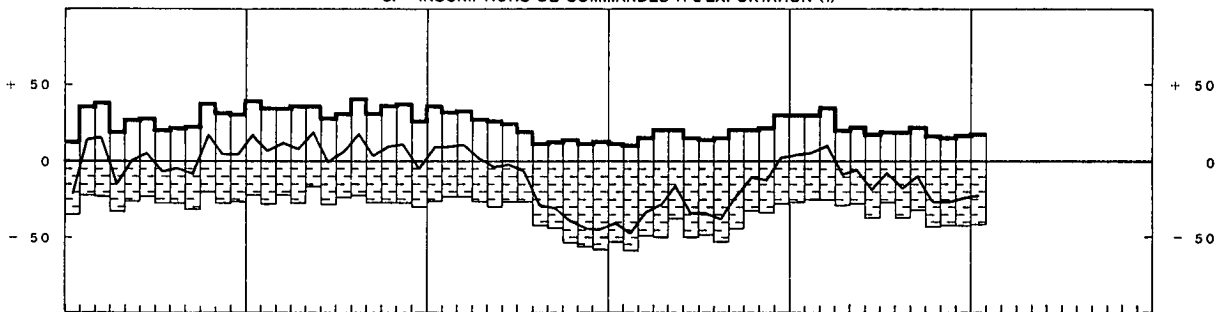
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



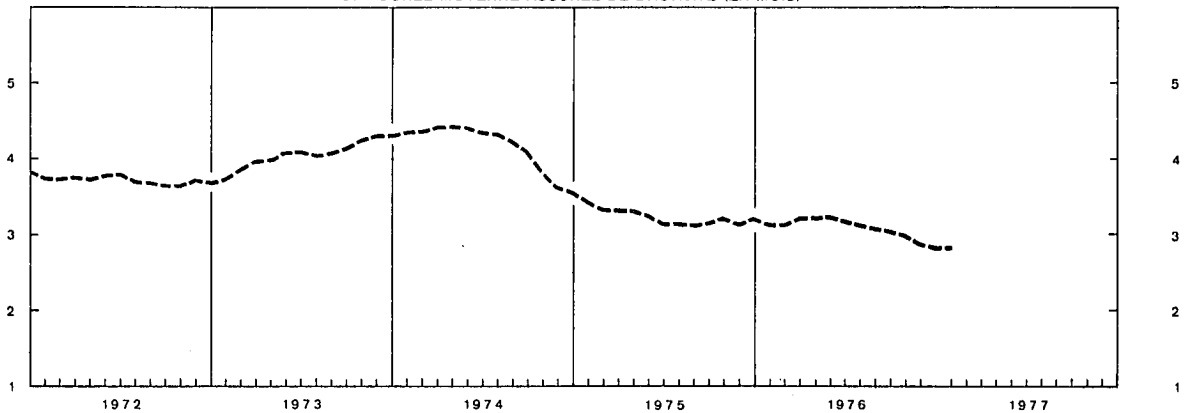
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)



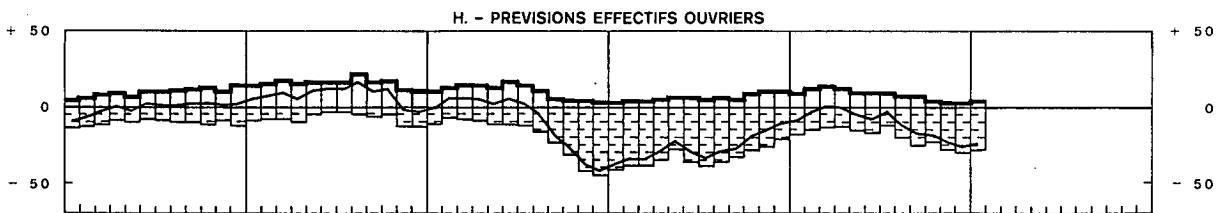
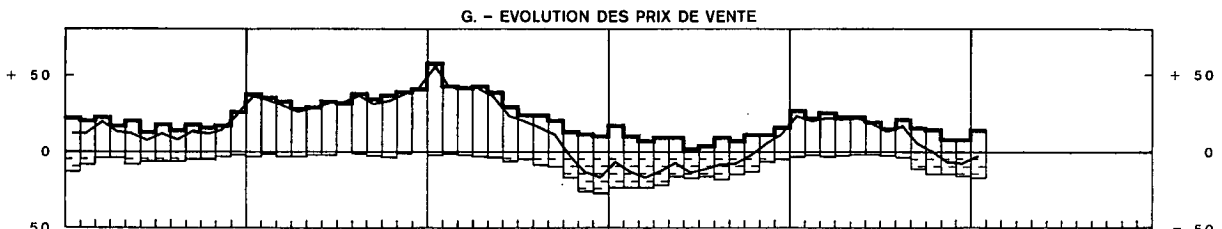
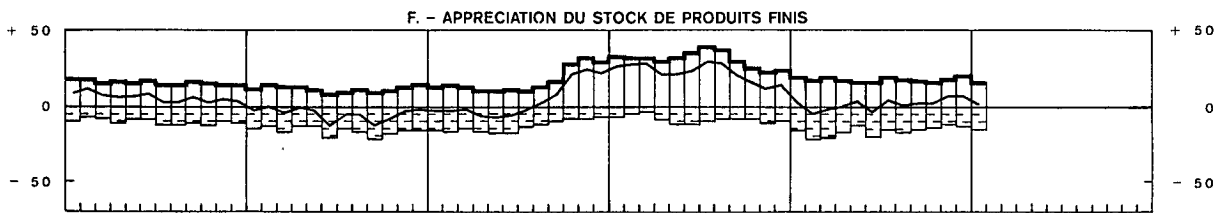
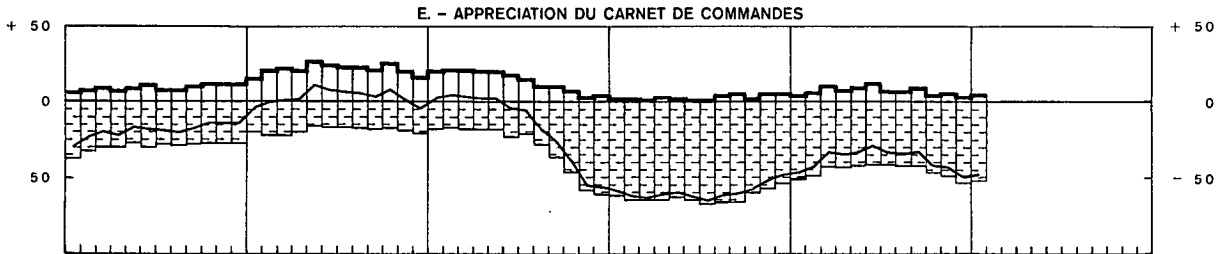
* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

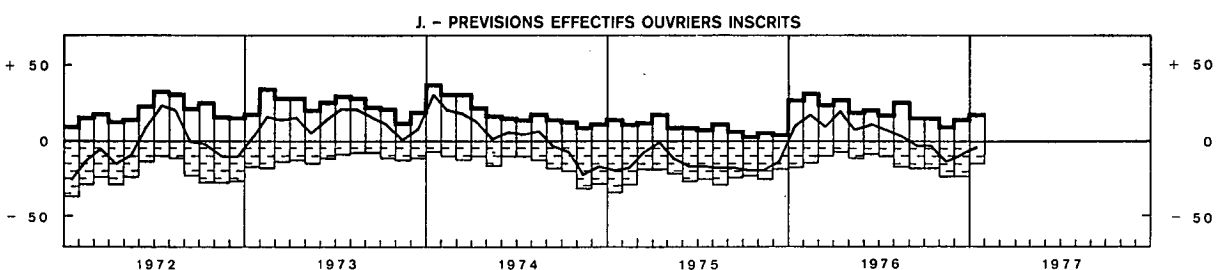
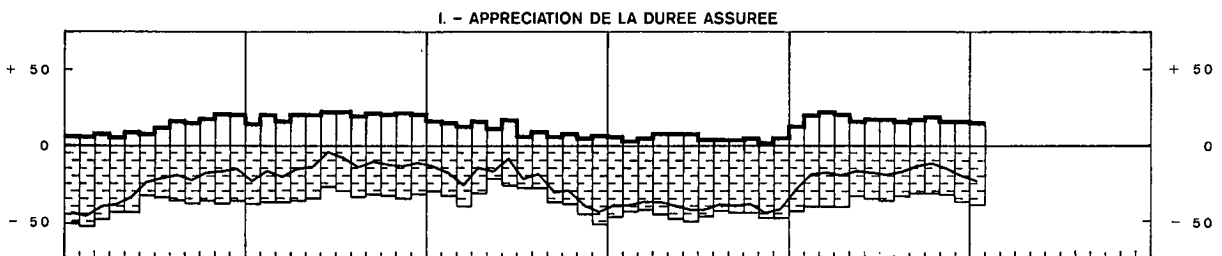
1 Mouvements saisonniers éliminés.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *

Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions E, F et I
 Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions E, F et I
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et J
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions E, F et I



RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION
Travaux de gros œuvre de bâtiments



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

rurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total 1					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères 1					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis 1				
	1975	1976				1975	1976				1975	1976			
	Décembre	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Décembre	Décembre	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Décembre	Décembre	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Décembre
Ensemble des industries	- 48	- 31	- 33	- 52	- 49	- 53	- 35	- 41	- 56	- 54	+ 15	+ 1	+ 3	+ 15	+ 8
I. Biens de consommation	- 36	- 22	- 16	- 33	- 41	- 38	- 25	- 18	- 25	- 34	+ 8	- 3	+ 2	- 14	+ 17
II. Biens d'investissement	- 49	- 35	- 39	- 42	- 44	- 49	- 41	- 43	- 45	- 45	+ 18	0	- 2	- 3	+ 2
III. Biens intermédiaires	- 56	- 34	- 40	- 57	- 59	- 60	- 36	- 46	- 59	- 61	+ 15	+ 4	+ 9	+ 9	+ 7
Industrie textile (bonneterie exclue)	- 61	- 51	- 47	- 58	- 59	- 54	- 48	- 48	- 52	- 59	+ 25	+ 20	+ 34	+ 36	+ 30
dont : Laine	- 63	- 39	- 37	- 56	- 60	- 57	- 41	- 44	- 53	- 62	- 5	- 9	+ 15	+ 17	+ 9
Coton	- 64	- 67	- 60	- 64	- 64	- 43	- 55	- 57	- 55	- 53	+ 55	+ 45	+ 55	+ 43	+ 46
Habillement et bonneterie	- 53	- 33	- 33	- 54	- 58	- 42	- 35	- 43	- 52	- 59	+ 6	+ 8	+ 13	+ 25	+ 27
dont : Bonneterie	- 37	- 22	- 23	- 44	- 54	- 33	- 29	- 46	- 46	- 60	+ 7	+ 10	+ 5	+ 19	+ 22
Habillement	- 59	- 37	- 37	- 57	- 60	- 46	- 39	- 42	- 56	- 60	+ 11	+ 8	+ 15	+ 27	+ 29
Cuir et chaussures	- 61	- 51	- 53	- 60	- 79	- 49	- 51	- 44	- 51	- 63	0	- 13	- 6	+ 5	- 12
dont : Production de cuir	- 37	- 46	- 41	- 42	- 39	- 29	- 40	- 37	- 11	- 19	+ 6	- 4	+ 8	+ 9	+ 17
Chaussures	- 70	- 52	- 57	- 65	- 92	- 68	- 63	- 52	- 66	- 89	- 3	- 16	- 11	+ 4	- 23
Transformation du bois	- 62	- 23	- 24	- 26	- 32	- 32	- 23	- 14	- 39	- 34	+ 18	- 8	- 24	- 11	- 8
Meubles	- 44	- 38	- 33	- 43	- 61	- 49	- 43	- 34	- 54	- 71	+ 23	+ 32	+ 38	+ 36	+ 36
Papiers et cartons	- 84	- 49	- 56	- 72	- 71	- 92	- 52	- 80	- 76	- 70	+ 20	+ 21	+ 12	+ 18	+ 19
dont : Production de papier et carton	- 83	- 41	- 73	- 87	- 96	- 92	- 42	- 92	- 91	- 92	+ 37	+ 25	+ 3	+ 29	+ 43
Transformation de papier et carton	- 84	- 55	- 46	- 62	- 55	- 93	- 69	- 58	- 48	- 30	+ 11	+ 18	+ 17	+ 12	+ 8
Transformation de matières plastiques	- 47	- 32	- 8	- 11	- 5	- 45	- 24	- 3	+ 7	+ 23	- 12	- 22	+ 3	- 13	- 16
Industrie chimique	+ 2	+ 4	+ 1	- 5	- 5	+ 2	+ 6	+ 2	- 2	- 3	+ 2	+ 6	+ 3	+ 7	+ 5
Raffinerie de pétrole	- 32	- 32	- 47	- 20	- 6	- 31	- 44	- 43	- 31	- 39	+ 30	- 10	- 5	- 5	- 12
Matériaux de construction, céramique, verre	- 40	+ 10	- 1	- 4	- 13	- 19	+ 26	- 5	- 9	- 19	+ 9	- 22	- 12	- 11	- 4
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment, verre plat	- 33	+ 16	0	0	- 10	- 2	+ 39	0	- 5	- 16	+ 12	- 24	- 17	- 13	- 4
Verre creux	-100	- 40	- 18	- 33	- 40	-100	- 47	- 29	- 33	- 40	- 19	0	+ 30	+ 1	+ 2
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	- 68	- 43	- 57	- 85	- 91	- 83	- 51	- 72	- 89	- 92	+ 14	- 7	+ 2	- 6	- 10
Articles métalliques de consommation	- 47	- 23	- 10	- 15	- 19	- 17	0	- 7	- 3	+ 1	- 17	- 2	+ 11	+ 10	+ 19
dont : Cycles et motocycles	- 41	+ 10	+ 38	+ 4	+ 4	- 22	+ 44	+ 6	+ 12	+ 24	+ 9	- 30	- 75	- 36	- 6
Matériel d'équipement général	- 67	- 67	- 56	- 56	- 51	- 74	- 66	- 59	- 64	- 63	+ 23	+ 9	- 14	- 4	+ 2
Machines non électriques d'équipement	- 64	- 58	- 58	- 60	- 61	- 65	- 57	- 54	- 54	- 54	+ 16	+ 23	+ 23	+ 36	+ 36
dont : Machines agricoles	- 26	- 43	- 37	- 44	- 57	- 18	- 43	- 27	- 38	- 53	+ 5	- 3	+ 4	+ 22	+ 32
Machines-outils	- 79	- 82	- 82	- 81	- 86	- 83	- 85	- 77	- 81	- 77	+ 25	+ 73	+ 68	+ 67	+ 47
Moteurs, compresseurs, pompes	- 51	- 39	- 35	- 37	- 38	- 73	- 40	- 45	- 31	- 35	+ 43	+ 21	+ 12	+ 28	+ 40
Machines textiles	- 61	- 18	- 37	- 40	- 45	- 59	- 14	- 33	- 42	- 43	-	-	-	-	-
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 60	- 60	- 24	- 15	- 38	- 66	- 70	- 28	- 2	- 5	- 1	- 8	+ 20	+ 66	+ 62
Construction électrique d'équipement	- 40	- 33	- 52	- 57	- 57	- 36	- 33	- 48	- 47	- 36	+ 28	+ 22	+ 31	+ 5	+ 10
Assemblage d'automobiles	+ 17	+ 17	+ 17	- 16	- 16	- 29	+ 31	+ 22	- 2	- 31	+ 25	- 46	- 58	- 31	- 20
dont : Voitures de tourisme	+ 21	+ 21	+ 22	- 20	- 20	- 16	+ 25	+ 25	+ 4	- 19	+ 31	- 50	- 47	- 14	0
Construction navale, matériel ferroviaire	- 37	- 60	- 64	- 59	- 70	- 88	- 91	- 94	- 92	- 94	-	-	-	-	-
dont : Construction navale	- 54	- 62	- 64	- 65	- 65	- 96	-100	-100	-100	-100	-	-	-	-	-

1 Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	D. Entraves à la production 1																E. Appréciation de la capacité de production installée 2			
	Aucune entrave				Production entravée par insuffisance de															
					demande				main-d'œuvre				équipement							
	1975	1976			1975	1976			1975	1976			1975	1976			1975	1976		
Oct.	Janv.	Mai	Oct.	Oct.	Janv.	Mai	Oct.	Oct.	Janv.	Mai	Oct.	Oct.	Janv.	Mai	Oct.	Oct.	Janv.	Mai	Oct.	
Ensemble des industries	6	5	6	4	85	85	79	82	3	3	4	4	4	3	4	4	+ 56	+ 54	+ 45	+ 53
I. Biens de consommation	6	6	9	7	88	83	77	76	3	2	6	3	1	1	2	3	+ 55	+ 50	+ 35	+ 35
II. Biens d'investissement	9	7	7	6	75	83	73	73	5	5	4	7	7	5	8	8	+ 39	+ 53	+ 44	+ 46
III. Biens intermédiaires	2	2	2	3	90	91	84	89	4	3	3	3	4	2	3	3	+ 64	+ 64	+ 46	+ 65
Industrie textile (bonneterie exclue)	4	5	1	0	78	79	75	76	5	6	11	0	9	9	12	0	+ 49	+ 48	+ 35	+ 15
dont : Laine	1	1	0	0	79	84	81	84	4	5	12	5	10	9	10	6	+ 61	+ 58	+ 39	+ 46
Coton	7	10	1	9	76	75	60	67	7	8	16	17	8	4	15	4	+ 51	+ 50	+ 34	+ 57
Habillement et bonneterie	12	10	2	1	76	75	81	81	9	6	7	3	4	3	5	4	+ 39	+ 32	+ 41	+ 32
dont : Bonneterie	6	5	1	6	83	76	88	82	6	12	6	5	4	4	5	7	+ 32	+ 13	+ 46	+ 31
Habillement	14	12	3	0	73	75	78	80	10	3	8	2	3	3	5	3	+ 41	+ 38	+ 38	+ 33
Cuir et chaussures	17	15	14	11	64	69	79	73	3	0	0	0	0	10	0	0	+ 35	+ 34	+ 4	+ 41
dont : Production de cuir	47	0	39	41	51	59	60	50	0	0	0	0	2	38	1	2	+ 23	- 3	+ 5	+ 21
Chaussures	8	21	6	1	68	72	85	81	4	0	0	0	0	0	0	0	+ 39	+ 46	+ 3	+ 48
Transformation du bois	22	25	27	18	67	64	61	58	9	0	0	2	0	0	2	20	+ 72	+ 57	+ 46	+ 42
Meubles	7	17	24	11	79	49	44	63	1	2	11	3	0	0	2	4	+ 51	+ 35	+ 15	+ 33
Papiers et cartons	1	1	11	2	94	97	85	90	2	1	3	0	3	2	1	1	+ 68	+ 76	+ 50	+ 55
dont : Production de papier et carton	0	4	23	6	92	93	67	83	4	0	7	0	4	3	3	4	+ 64	+ 70	+ 44	+ 37
Transformation de papier et carton	1	0	5	0	96	98	95	94	0	2	0	0	3	2	0	0	+ 77	+ 78	+ 53	+ 66
Transformation de matières plastiques	—	17	0	10	—	77	98	76	—	0	2	0	—	3	2	9	—	+ 35	+ 51	+ 29
Industrie chimique	0	0	0	0	100	100	95	100	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 100	+ 100	+ 100	+ 100
Raffinerie de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matériaux de construction, céramique, verre	6	8	9	8	87	83	69	65	0	1	0	5	4	5	8	10	+ 60	+ 49	+ 39	+ 19
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, verre plat	7	7	8	7	85	83	67	63	0	1	0	5	5	5	9	11	+ 54	+ 50	+ 44	+ 24
Verre creux	0	18	18	16	100	82	82	82	0	0	0	2	0	0	0	0	+ 100	+ 40	+ 2	- 16
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	0	0	0	1	98	99	87	98	0	0	0	1	0	0	2	0	+ 62	+ 60	+ 31	+ 76
Articles métalliques de consommation	0	0	0	0	100	100	95	78	0	0	1	17	0	0	5	5	+ 39	+ 50	+ 50	+ 66
dont : Cycles et motocycles	0	0	0	0	100	100	100	71	0	0	0	0	0	0	29	0	+ 60	+ 51	+ 20	- 17
Matériel d'équipement général	11	7	5	7	86	88	78	80	2	3	3	2	0	0	2	1	+ 67	+ 60	+ 63	+ 71
Machines non électriques d'équipement	5	3	6	6	79	81	84	78	5	4	4	2	9	7	6	7	+ 39	+ 43	+ 53	+ 47
dont : Machines agricoles	23	23	30	28	38	31	31	26	0	7	0	0	39	46	39	46	- 8	- 14	- 21	- 22
Machines-outils	0	0	0	0	86	87	87	86	8	7	6	0	6	13	8	8	+ 68	+ 23	+ 79	+ 42
Moteurs, compresseurs, pompes	0	14	14	15	74	74	86	82	0	0	3	14	0	0	0	0	+ 19	+ 18	+ 61	+ 37
Machines textiles	0	0	0	0	100	84	100	59	0	0	0	0	0	0	0	0	- 29	+ 44	+ 47	+ 91
Appareils électroménagers, radio, télévision	16	16	0	17	60	84	71	53	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 54	+ 51	+ 62	+ 2
Construction électrique d'équipement	0	0	7	6	72	71	74	63	4	3	2	14	9	9	9	8	+ 18	+ 43	+ 20	+ 36
Assemblage d'automobiles	20	0	5	6	80	100	86	85	0	0	9	0	0	0	0	0	+ 51	+ 51	+ 6	+ 36
dont : Voitures de tourisme	0	0	7	8	100	100	82	81	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 63	+ 63	+ 15	+ 20
Construction navale, matériel ferroviaire	0	16	0	0	54	54	54	70	27	27	27	30	23	26	26	23	+ 17	+ 34	+ 43	+ 22
dont : Construction navale	0	0	0	0	53	53	53	53	43	43	43	47	36	40	40	35	- 15	+ 22	+ 21	+ 18

1 En pourcentage du total des entreprises.

2 Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » et « insuffisante ».

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	F. Durée moyenne de production assurée (en mois)					G. Prévigion de la demande au cours des trois prochains mois 1				
	1975	1976				1975	1976			
	Décembre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Décembre	Décembre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Décembre
Ensemble des industries	3,22	3,23	3,10	32,0	2,84	- 7	- 8	- 17	- 18	- 30
I. Biens de consommation	2,60	2,80	2,72	26,2	2,55	- 2	- 2	- 9	- 21	- 19
II. Biens d'investissement	5,17	5,16	5,01	47,3	4,64	- 15	- 15	- 11	- 25	- 27
III. Biens intermédiaires	1,79	2,07	1,93	17,2	1,69	- 6	- 7	- 24	- 40	- 40
Industrie textile (bonneterie exclue)	2,01	2,30	2,32	2,27	2,26	- 25	- 22	- 22	- 44	- 44
dont : Laine	1,55	1,87	1,96	1,84	1,78	- 37	- 14	- 4	- 43	- 48
Coton	2,31	2,52	2,44	2,44	2,48	- 10	- 33	- 36	- 53	- 46
Habillement et bonneterie	2,09	2,26	2,00	1,86	1,87	- 24	- 21	- 17	- 39	- 42
dont : Bonneterie	2,05	2,21	1,95	1,96	1,74	- 7	- 7	- 12	- 33	- 45
Habillement	2,11	2,27	2,01	1,81	1,92	- 30	- 27	- 19	- 42	- 42
Cuir et chaussures	1,81	1,72	1,61	1,61	1,35	- 23	- 13	- 26	- 60	- 40
dont : Production de cuir	2,58	2,24	2,16	1,97	1,94	- 24	+ 3	- 9	- 15	- 14
Chaussures	1,55	1,55	1,43	1,51	1,14	- 24	- 20	- 30	- 43	- 49
Transformation du bois	1,23	1,62	1,67	1,60	1,60	+ 9	- 30	- 24	- 51	- 45
Meubles	1,94	2,04	1,98	1,89	1,75	- 23	- 1	- 5	- 15	- 21
Papiers et cartons	1,04	1,55	1,31	1,17	1,19	- 44	- 4	- 32	- 41	- 37
dont : Production de papier et carton	1,05	1,56	1,11	0,94	0,96	- 66	+ 8	- 51	- 70	- 72
Transformation de papier et carton	1,03	1,55	1,43	1,30	1,33	- 31	- 12	- 21	- 25	- 17
Transformation de matières plastiques	2,16	2,62	2,74	2,51	2,49	+ 19	+ 18	+ 10	+ 8	+ 18
Industrie chimique	—	—	—	—	—	+ 11	+ 9	+ 5	- 5	- 7
Raffinerie de pétrole	—	—	—	—	—	- 19	+ 4	+ 26	+ 7	+ 53
Matériaux de construction, céramique, verre	2,25	2,65	2,42	2,20	2,20	- 30	+ 13	- 10	- 11	- 12
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, verre plat	2,17	2,59	2,33	2,22	2,12	- 22	+ 8	- 12	- 7	- 13
Verre creux	2,78	3,06	3,06	2,82	2,81	- 100	+ 52	+ 10	- 41	- 2
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	1,84	1,92	1,65	1,32	1,26	+ 3	- 10	- 47	- 62	- 67
Articles métalliques de consommation	1,56	2,41	2,19	2,05	1,94	+ 39	- 22	- 2	- 9	- 2
dont : Cycles et motocycles	1,08	2,35	2,32	2,29	2,16	+ 17	+ 5	+ 5	+ 23	+ 57
Matériel d'équipement général	3,32	3,02	2,92	2,77	2,77	- 10	- 25	- 22	- 37	- 29
Machines non électriques d'équipement	4,55	4,59	4,62	4,42	4,43	- 11	- 19	- 13	- 30	- 29
dont : Machines agricoles	6,49	6,59	6,59	6,32	6,34	- 9	+ 7	+ 11	+ 7	- 1
Machines-outils	3,13	2,87	3,11	2,78	3,01	- 30	- 46	- 21	- 33	- 44
Moteurs, compresseurs, pompes	7,81	6,99	6,74	6,26	5,89	+ 4	+ 9	+ 5	- 18	- 22
Machines textiles	4,76	5,45	5,61	5,24	5,10	- 26	- 26	- 48	- 79	- 79
Appareils électroménagers, radio, télévision	7,30	7,28	7,62	7,63	7,63	- 3	- 2	- 6	+ 2	- 9
Construction électrique d'équipement	7,71	7,36	7,29	6,72	6,75	- 17	- 20	- 17	- 18	- 28
Assemblage d'automobiles	2,30	2,31	2,26	2,18	2,13	+ 61	+ 5	- 12	- 7	+ 4
dont : Voitures de tourisme	2,39	2,41	2,44	2,36	2,30	+ 52	+ 20	- 14	- 9	+ 5
Construction navale, matériel ferroviaire	18,87	15,63	14,96	14,42	13,40	- 41	- 59	- 59	- 75	- 78
dont : Construction navale	20,72	17,64	15,83	15,47	14,33	- 83	- 83	- 80	- 80	- 80

1 Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	H. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois 1					I. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois 1				
	1975	1976			1975	1976				
	Décembre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Décembre	Décembre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Décembre
Ensemble des industries	- 10	- 4	- 10	- 14	- 26	+ 35	+ 38	+ 26	+ 26	+ 12
I. Biens de consommation	- 1	- 2	- 5	- 11	- 14	+ 33	+ 39	+ 35	+ 34	+ 41
II. Biens d'investissement	- 29	- 7	- 11	- 21	- 19	+ 35	+ 42	+ 34	+ 35	+ 37
III. Biens intermédiaires	- 1	+ 2	- 14	- 29	- 36	+ 39	+ 37	+ 16	+ 14	- 20
Industrie textile (bonneterie exclue)	+ 1	- 22	- 15	- 29	- 30	+ 50	+ 47	+ 40	+ 22	+ 20
dont : Laine	+ 11	0	- 11	- 27	- 31	+ 37	+ 45	+ 52	+ 25	+ 16
Coton	+ 7	- 20	- 16	- 33	- 28	+ 67	+ 60	+ 29	+ 15	+ 14
Habillement et bonneterie	- 12	- 8	- 4	- 17	- 15	+ 36	+ 35	+ 40	+ 42	+ 43
dont : Bonneterie	- 2	0	- 6	- 12	- 22	+ 42	+ 29	+ 42	+ 35	+ 33
Habillement	- 15	- 12	- 4	- 19	- 13	+ 34	+ 37	+ 39	+ 44	+ 47
Cuir et chaussures	- 36	- 7	- 28	- 40	- 43	+ 34	+ 27	+ 40	+ 23	+ 34
dont : Production de cuir	- 11	- 5	- 14	- 11	- 19	+ 82	+ 36	+ 57	+ 11	+ 34
Chaussures	- 44	- 8	- 32	- 50	- 52	- 18	+ 23	+ 34	+ 28	+ 34
Transformation du bois	- 5	- 15	- 24	- 24	- 20	+ 63	+ 48	+ 47	+ 25	+ 8
Meubles	+ 20	- 3	0	- 14	- 22	+ 28	+ 66	+ 45	+ 40	+ 39
Papiers et cartons	- 35	- 2	- 19	- 39	- 38	- 18	+ 41	+ 27	- 4	- 3
dont : Production de papier et carton	- 64	- 9	- 37	- 57	- 66	- 27	+ 64	+ 15	- 36	- 35
Transformation de papier et carton ...	- 19	+ 3	- 8	- 29	- 22	- 12	+ 28	+ 34	+ 16	+ 17
Transformation de matières plastiques	+ 16	+ 8	+ 1	+ 6	+ 11	+ 39	+ 67	+ 40	+ 35	+ 28
Industrie chimique	- 9	+ 3	+ 1	- 3	- 4	- 2	+ 4	+ 1	- 7	- 7
Raffinerie de pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Matériaux de construction, céramique, verre	- 23	+ 2	+ 3	- 9	- 12	+ 35	+ 47	+ 44	+ 45	+ 50
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, verre plat	- 26	+ 2	+ 5	- 10	- 12	+ 33	+ 50	+ 40	+ 41	+ 47
Verre creux	0	+ 1	- 5	- 5	- 18	+ 37	+ 19	+ 74	+ 79	+ 81
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	+ 5	- 8	- 26	- 52	- 72	+ 53	+ 36	- 3	- 53	- 69
Articles métalliques de consommation	- 21	+ 16	- 6	- 16	- 9	+ 22	+ 36	+ 49	+ 48	+ 69
dont : Cycles et motocycles	- 36	+ 32	- 18	+ 2	+ 31	+ 55	+ 81	+ 90	+ 98	+ 100
Matériel d'équipement général	- 19	- 9	- 23	- 29	- 27	+ 21	+ 27	+ 20	+ 12	+ 10
Machines non électriques d'équipement	- 20	- 14	- 16	- 28	- 25	+ 31	+ 27	+ 45	+ 26	+ 20
dont : Machines agricoles	- 47	- 22	+ 13	+ 6	- 32	+ 46	+ 16	+ 63	+ 50	+ 56
Machines-outils	- 21	- 30	- 22	- 41	- 29	+ 54	+ 54	+ 45	+ 32	+ 46
Moteurs, compresseurs, pompes	- 23	- 23	- 10	- 8	+ 15	+ 56	+ 24	+ 73	+ 41	+ 28
Machines textiles	- 21	+ 2	- 34	- 79	- 79	- 65	- 17	- 9	- 35	- 46
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 57	- 43	- 13	- 2	- 9	+ 39	+ 20	+ 16	+ 4	+ 9
Construction électrique d'équipement	- 47	- 14	- 19	- 22	- 18	+ 42	+ 57	+ 29	+ 68	+ 78
Assemblage d'automobiles	+ 52	+ 10	- 6	- 9	- 7	+ 70	+ 81	+ 31	+ 21	+ 44
dont : Voitures de tourisme	+ 52	+ 12	- 7	- 2	- 9	+ 63	+ 55	+ 31	+ 26	+ 55
Construction navale, matériel ferroviaire	- 37	- 4	- 1	- 9	- 21	+ 47	+ 37	+ 40	+ 50	+ 46
dont : Construction navale	- 44	+ 2	0	- 3	- 4	+ 54	+ 52	+ 53	+ 53	+ 47

1 Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

IV - 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source : Agéfi
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice général
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement	
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1976	100,0	96,3	3,7	57,3	16,1	15,3	11,3	
1969	97	96	110	98	97	96	92	97
1970	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	103	103	99	100	103	107	97	102
1972	109	110	96	106	108	115	104	108
1973	116	118	80	112	116	120	113	111
1974	120	123	75	119	119	124	123	108
1975	108	111	69	103	112	116	118	95
1976	<i>p</i> 119	<i>p</i> 123	<i>p</i> 68	<i>p</i> 116	<i>p</i> 119	<i>p</i> 125	<i>p</i> 130	<i>p</i> 100
1974 4 ^e trimestre	120	123	76	119	118	126	130	107
1975 1 ^{er} trimestre	113	115	72	109	113	122	122	96
2 ^e trimestre	109	111	73	105	114	116	117	97
3 ^e trimestre	98	101	60	91	109	106	112	89
4 ^e trimestre	114	116	72	109	114	122	123	99
1976 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 119	<i>p</i> 122	70	<i>p</i> 115	114	<i>p</i> 133	<i>p</i> 133	92
2 ^e trimestre	<i>p</i> 123	<i>p</i> 126	72	<i>p</i> 120	120	<i>p</i> 129	<i>p</i> 133	103
3 ^e trimestre	<i>p</i> 110	<i>p</i> 114	<i>p</i> 56	<i>p</i> 107	115	<i>p</i> 112	<i>p</i> 116	103
4 ^e trimestre	<i>p</i> 126	<i>p</i> 129	<i>p</i> 72	<i>p</i> 123	<i>p</i> 125	<i>p</i> 128	<i>p</i> 138	<i>p</i> 102
1976 Janvier	<i>p</i> 112	<i>p</i> 115	66	<i>p</i> 110	110	119	<i>p</i> 126	97
Février	<i>p</i> 114	<i>p</i> 118	63	<i>p</i> 110	111	<i>p</i> 129	<i>p</i> 129	90
Mars	<i>p</i> 129	<i>p</i> 132	81	<i>p</i> 125	123	<i>p</i> 150	<i>p</i> 142	88
Avril	<i>p</i> 126	<i>p</i> 129	77	<i>p</i> 123	121	<i>p</i> 136	<i>p</i> 136	98
Mai	<i>p</i> 118	<i>p</i> 121	69	<i>p</i> 116	113	<i>p</i> 121	<i>p</i> 128	104
Juin	<i>p</i> 125	<i>p</i> 128	71	<i>p</i> 121	127	<i>p</i> 131	<i>p</i> 135	108
Juillet	<i>p</i> 86	<i>p</i> 89	39	<i>p</i> 83	106	<i>p</i> 73	<i>p</i> 83	99
Août	<i>p</i> 113	<i>p</i> 117	<i>p</i> 57	<i>p</i> 110	114	<i>p</i> 114	<i>p</i> 123	104
Septembre	<i>p</i> 132	<i>p</i> 136	<i>p</i> 71	<i>p</i> 128	125	<i>p</i> 148	<i>p</i> 143	107
Octobre	<i>p</i> 130	<i>p</i> 134	<i>p</i> 69	<i>p</i> 127	<i>p</i> 126	<i>p</i> 141	<i>p</i> 143	104
Novembre	<i>p</i> 123	<i>p</i> 126	<i>p</i> 74	<i>p</i> 121	<i>p</i> 123	<i>p</i> 123	<i>p</i> 136	<i>p</i> 102
Décembre	<i>p</i> 124	<i>p</i> 127	<i>p</i> 74	<i>p</i> 122	<i>p</i> 126	<i>p</i> 119	<i>p</i> 134	<i>p</i> 102
1977 Janvier								<i>p</i> 101

¹ Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1970 = 100

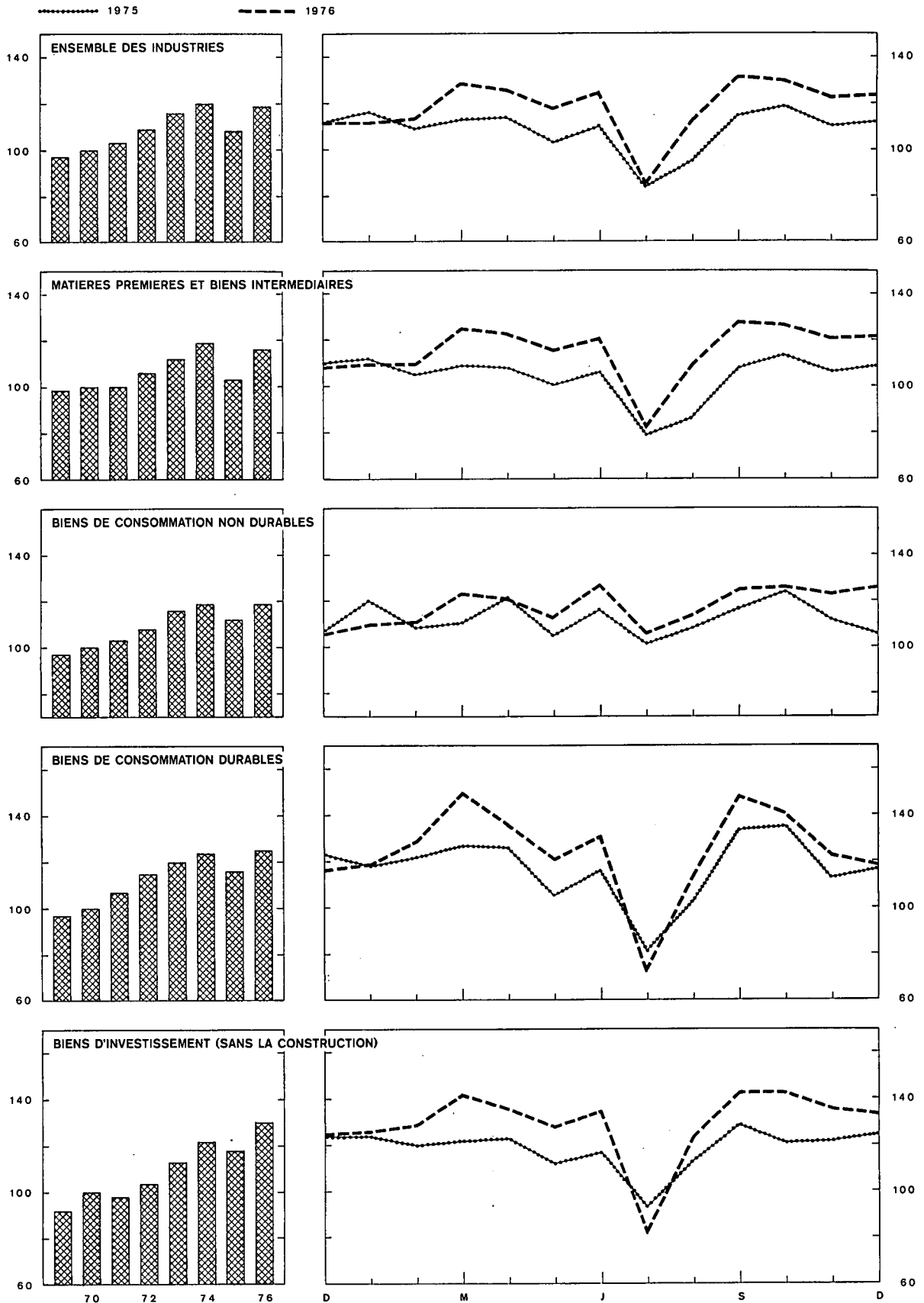
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrica- tions métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrication d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distribution d'eau
		Sidérurgie	Acéries de moulage, fonderies, tréfileries, étrirage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1976 ¹	27,9	8,1	2,8	1,9	13,5	9,5	7,6	5,9	6,3	5,5	5,1	2,5	0,6	1,2
1969	94	103	100	93	96	95	101	93	95	96	99	95	96	98
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	98	98	92	97	109	104	105	100	109	113	108	101	101	106
1972	103	113	92	103	121	107	106	101	123	134	118	106	121	109
1973	110	122	96	112	138	117	106	106	135	151	114	114	124	116
1974	118	127	106	117	142	121	101	108	141	162	116	122	101	119
1975	113	88	82	105	121	119	86	95	135	154	111	103	95	121
1976	124				138	123	99	104	156	174	108	114	92	129
1974 4 ^e trimestre	125	118	110	110	135	122	94	106	152	162	115	117	119	116
1975 1 ^{er} trimestre	117	104	94	106	127	111	90	96	141	157	124	107	82	119
2 ^e trimestre	112	95	81	114	123	118	85	100	126	159	108	106	92	121
3 ^e trimestre	107	63	73	94	111	120	74	88	114	131	104	93	94	123
4 ^e trimestre	118	88	82	107	124	129	94	96	158	169	108	107	111	121
1976 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 124	96	<i>p</i> 91	114	136	112	107	91	164	174	121	117	54	125
2 ^e trimestre	<i>p</i> 127	102	<i>p</i> 92	130	141	123	104	116	150	185	109	120	105	135
3 ^e trimestre	<i>p</i> 112	93		119	131	121	<i>p</i> 83	103	148	150	102	105	113	130
4 ^e trimestre	<i>p</i> 134				145	138	101		160	188	102	114	97	125
1975 Décembre	120	92	81	111	123	117	92	87	163	171	90	102	111	119
1976 Janvier	<i>p</i> 118	92	<i>p</i> 88	103	133	103	97	83	167	155	103	111	94	125
Février	<i>p</i> 121	88	<i>p</i> 87	116	136	108	102	78	160	167	121	109	63	121
Mars	<i>p</i> 133	107	<i>p</i> 98	124	140	126	121	112	164	200	139	130	6	128
Avril	<i>p</i> 131	110	<i>p</i> 96	124	147	121	107	115	152	191	122	119	79	128
Mai	<i>p</i> 122	99	<i>p</i> 89	133	128	117	98	120	153	173	99	117	117	135
Juin	<i>p</i> 129	98	<i>p</i> 91	134	147	131	109	112	146	192	107	125	120	141
Juillet	<i>p</i> 77	82		109	114	116	59	86	139	95	56	73	108	137
Août	<i>p</i> 120	92		107	133	118	<i>p</i> 83	112	141	151	102	111	114	139
Septembre	<i>p</i> 140	104		141	145	129	<i>p</i> 108	111	165	203	147	132	116	121
Octobre	<i>p</i> 139	98			143	141	105	116	154	195	130	122	100	128
Novembre	<i>p</i> 131				142	137	93	108	160	176	101	114	87	121
Décembre	<i>p</i> 132				149	135	105	96	165	193	75	105	104	126

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,7 p.c., 0,6 p.c. et 0,3 p.c. dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1970 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)]. — M.A.E., Administration des Mines [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille		Electricité				
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Impor- tations de gaz naturel	Produc- tion	Consom- mation intérieure	Produc- tion		Consom- mation intérieure	Produc- tion		
		Total 1	Dont :			(millions de m ³)					(milliers de tonnes)			(milliers de tonnes)	(millions kWh)
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel										
	1969	2.379	1.538	168	573	534	249	604	694	1.100	1.565	2.303			
1970	2.485	1.721	184	660	566	351	593	653	947	1.474	2.413				
1971	2.520	1.763	191	674	575	549	565	598	913	1.214	2.633				
1972	3.008	1.896	208	749	661	689	603	648	875	1.261	2.972				
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	705	737	1.252	3.260				
1974	2.515	1.710	212	695	611	957	671	743	676	1.345	3.397				
1975	2.358	1.632	230	690	536	904	477	513	623	1.002	3.248				
1976							518	p 534	603	p 1.115	3.752				
1974 4 ^e trimestre	2.948	1.937	235	771	746	1.105	646	691	695	1.294	3.663				
1975 1 ^{er} trimestre	2.047	1.846	211	836	631	996	584	648	687	1.284	3.393				
2 ^e trimestre	2.294	1.559	242	651	459	956	521	534	639	1.042	3.035				
3 ^e trimestre	2.346	1.286	231	493	405	751	374	365	525	710	2.740				
4 ^e trimestre	2.746	1.835	237	781	650	912	430	503	642	965	3.821				
1976 1 ^{er} trimestre	1.348	1.960	230	963	627	1.167	490	510	680	1.123	3.955				
2 ^e trimestre	2.614	1.547	240	586	553	902	552	580	639	1.145	3.624				
3 ^e trimestre	2.796	1.428	237	507	526	810	542	p 526	471	p 1.061	3.575				
4 ^e trimestre							487	p 520	622	p 1.131	3.854				
1975 Décembre	2.760	2.022	227	1.027	624	772	449	486	594	1.026	3.924				
1976 Janvier	2.330	1.987	215	972	652	1.194	473	484	636	1.015	4.040				
Février	1.566	2.036	225	1.073	638	1.109	471	488	650	1.057	3.867				
Mars	148	1.857	251	845	592	1.197	526	557	755	1.297	3.958				
Avril	1.966	1.766	232	772	596	1.056	540	575	700	1.186	3.659				
Mai	2.911	1.409	230	486	525	872	561	593	605	1.055	3.689				
Juin	2.966	1.465	259	501	538	777	556	572	613	1.194	3.525				
Juillet	2.691	1.214	257	395	455	691	550	521	392	1.007	3.359				
Août	2.818	1.439	203	532	528	801	528	508	469	1.068	3.398				
Septembre	2.880	1.632	252	593	594	940	549	p 554	553	p 1.107	3.969				
Octobre	2.488	1.690	244	570	704	1.006	513	p 558	574	p 1.167	3.721				
Novembre	2.587	2.065	245	925	730	1.163	487	p 521	633	p 1.151	3.850				
Décembre							461	p 482	660	p 1.076	3.992				

¹ Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)]. — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			Expéditions totales
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1968	964	722	7,3	8,6	15,9	14,7
1969	1.070	819	8,6	11,5	20,1	18,2
1970	1.051	775	9,3	13,0	22,3	21,3
1971	1.037	770	9,4	14,2	23,6	23,3
1972	1.211	894	10,2	15,8	26,0	26,0
1973	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1974	1.353	1.013	14,1	22,5	36,6	34,6
1975	966	659	13,9	24,3	38,2	37,2
1974 3 ^e trimestre	1.250	937	12,5	19,7	32,2	30,8
4 ^e trimestre	1.269	944	15,3	23,7	39,0	38,3
1975 1 ^{er} trimestre	1.209	756	15,5	24,5	40,0	35,9
2 ^e trimestre	1.058	708	13,2	25,0	38,2	38,5
3 ^e trimestre	671	481	12,6	21,1	33,7	32,6
4 ^e trimestre	923	692	14,5	26,4	40,9	41,6
1976 1 ^{er} trimestre	988	747	14,5	31,2	45,7	43,3
2 ^e trimestre	1.074	738	p 14,2	p 31,0	p 45,2	p 45,8
3 ^e trimestre	1.021	636				
1975 Novembre	889	633	11,8	23,5	35,3	37,5
Décembre	957	745	18,3	29,1	47,4	44,4
1976 Janvier	976	710	14,2	28,3	42,5	37,1
Février	893	700	13,8	32,0	45,8	42,3
Mars	1.097	830	15,5	33,4	48,9	50,4
Avril	1.180	797	p 14,5	p 30,9	p 45,4	p 44,5
Mai	1.033	669	p 12,9	p 31,1	p 44,0	p 44,5
Juin	1.008	748	p 15,0	p 31,1	p 46,1	p 48,4
Juillet	943	522				
Août	1.016	622				
Septembre	1.103	764				
Octobre	p 1.042	698				
Novembre	p 978					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (6)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1970=100 3
	Avis favorables 1	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables 2	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1968	2,7	5,3	2.598	3,9	2.004	1,4	0,6	1.994	0,4	1.376	84
1969	3,3	6,1	3.074	4,7	2.374	1,6	0,9	2.426	0,6	1.721	87
1970	2,5	5,0	2.506	3,7	1.915	1,3	0,7	2.799	0,5	1.865	100
1971	2,0	3,9	1.992	3,5	1.838	0,9	0,4	2.268	0,5	2.227	99
1972	3,5	6,2	3.231	4,4	2.332	1,0	0,6	2.801	0,5	2.286	99
1973	3,8	6,7	3.483	5,0	2.677	1,1	0,7	3.034	0,5	2.281	93
1974	7,1	7,4	3.844	5,5	2.890	0,7	0,6	3.459	0,5	2.523	99
1975	5,7	6,3	3.336	6,5	3.384	0,5	0,5	2.362	0,6	2.404	98
1974 3 ^e trimestre	7,4	8,1	4.133	5,6	2.982	0,6	0,6	3.227	0,5	2.273	—
4 ^e trimestre	5,4	5,0	2.676	4,5	2.171	0,5	0,4	3.406	0,4	2.528	—
1975 1 ^{er} trimestre	5,5	5,9	3.251	7,0	3.302	0,5	0,4	2.945	0,6	3.066	—
2 ^e trimestre	5,7	6,5	3.508	8,0	4.331	0,5	0,5	2.241	0,7	2.916	—
3 ^e trimestre	5,6	6,1	3.171	5,6	3.026	0,5	0,5	2.067	0,5	1.867	—
4 ^e trimestre	6,0	6,6	3.413	5,3	2.880	0,5	0,4	2.195	0,4	2.104	—
1976 1 ^{er} trimestre	7,7	8,2	4.197	5,8	3.079	0,4	0,4	2.127	0,4	2.191	—
2 ^e trimestre	7,7	8,4	4.469	8,0	4.231	0,6	0,7	2.605	0,6	3.028	—
3 ^e trimestre	7,0	7,3	3.609	5,8	3.132	0,6	0,6	1.903	0,5	1.621	—
1975 Novembre	5,9	6,6	3.346	5,1	2.671	0,5	0,4	1.810	0,4	2.205	99
Décembre	5,7	7,3	3.673	4,9	2.668	0,4	0,5	2.442	0,4	1.709	98
1976 Janvier	5,9	7,2	3.834	4,8	2.522	0,4	0,4	2.205	0,4	2.293	96
Février	8,4	8,6	4.286	6,0	3.084	0,4	0,4	1.458	0,4	2.422	94
Mars	8,6	8,7	4.472	6,7	3.630	0,6	0,5	2.718	0,5	1.858	94
Avril	8,1	8,1	4.448	7,9	4.301	0,7	0,6	2.424	0,6	2.977	94
Mai	6,5	8,9	4.549	9,2	4.832	0,6	0,7	2.649	0,7	3.826	94
Juin	8,5	8,4	4.410	6,9	3.559	0,6	0,6	2.742	0,5	2.282	94
Juillet	8,1	6,4	3.238	4,7	2.493	0,6	0,5	1.307	0,5	1.276	94
Août	6,5	7,9	3.859	5,5	3.215	0,6	0,6	2.440	0,5	1.759	94
Septembre	6,5	7,7	3.730	7,2	3.688	0,6	0,6	1.961	0,6	1.828	94
Octobre	6,3					0,6					94
Novembre	5,9					0,6					

1 Jusqu'en 1973 : nombre d'avis favorables pour bâtiments résidentiels.
 2 Jusqu'en 1973 : nombre d'avis favorables relatifs aux constructions non résidentielles.
 3 Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé,

corrige pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1970 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République Fédérale d'Allemagne 2		
	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *
1 ^{er} trimestre	116	109	- 6,0	122	112	- 8,2	114	106	- 7,1
2 ^e trimestre	117	106	- 9,4	122	107	- 12,3	113	104	- 8,6
3 ^e trimestre	116	105	- 9,5	120	105	- 12,5	111	103	- 7,6
4 ^e trimestre	111	109	- 1,8	116	108	- 6,9	109	108	- 0,4
	1975	1976		1975	1976		1975	1976	
1 ^{er} trimestre	109	113	+ 3,7	112	115	+ 2,7	106	112	+ 5,0
2 ^e trimestre	106	115	+ 8,5	107	121	+ 13,1	104	113	+ 9,0
3 ^e trimestre	105	115	+ 9,5	105	117	+ 11,4	103	112	+ 8,7
4 ^e trimestre	109			108			108		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *
1 ^{er} trimestre	125	114	- 8,8	105	107	+ 1,9	123	110	- 10,3
2 ^e trimestre	126	111	- 11,9	110	101	- 8,2	125	107	- 14,2
3 ^e trimestre	126	110	- 12,7	110	100	- 9,1	119	106	- 11,2
4 ^e trimestre	118	114	- 3,4	107	102	- 4,7	111	111	- 0,4
	1975	1976		1975	1976		1975	1976	
1 ^{er} trimestre	114	121	+ 6,1	107	104	- 2,8	110	117	+ 5,9
2 ^e trimestre	111	122	+ 9,9	101	104	+ 3,0	107	120	+ 12,4
3 ^e trimestre	110	126	+ 14,5	100	104	+ 4,0	106	122	+ 15,3
4 ^e trimestre	114			102			111		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *
1 ^{er} trimestre	122	118	- 3,3	127	115	- 9,4	124	103	- 17,0
2 ^e trimestre	124	115	- 7,3	124	115	- 7,3	120	92	- 23,0
3 ^e trimestre	125	113	- 9,6	122	115	- 5,7	120	82	- 31,3
4 ^e trimestre	121	121	0,0	119	116	- 2,5	113	95	- 16,3
	1975	1976		1975	1976		1975	1976	
1 ^{er} trimestre	118	121	+ 2,5	115	124	+ 7,8	103	98	- 4,7
2 ^e trimestre	115	123	+ 7,0	115	125	+ 8,7	92	103	+ 12,4
3 ^e trimestre	113	125	+ 10,6	115	128	+ 11,3	82	95	+ 16,1
4 ^e trimestre	121			116			95		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie,

Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

2 Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Agence écono-*

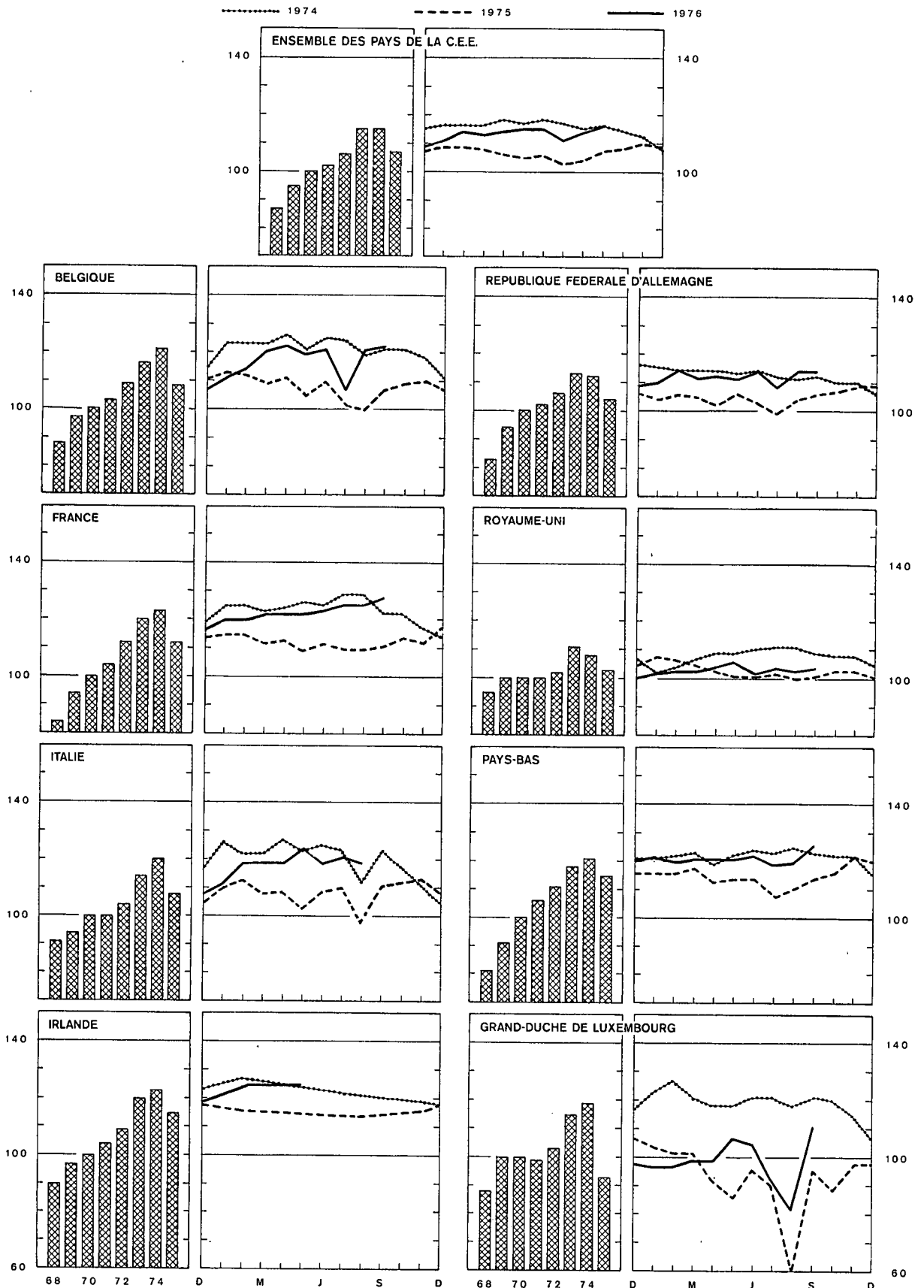
mique et financière. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

**IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1970 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont		
	(millions)				(milliers de tonnes)	combustibles et huiles minérales	minerais	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	304,1	48,0
1974	690	762	6.841	1.697	1.846	331,3	54,4
1975	689	563	4.933	1.317	1.218	316,2	52,6
1974 3 ^e trimestre	664	750	6.613	1.649	1.854	438,9	63,8
4 ^e trimestre	691	775	6.875	1.759	1.847	286,9	51,4
1975 1 ^{er} trimestre	695	662	5.850	1.572	1.640	272,6	48,9
2 ^e trimestre	708	589	5.145	1.339	1.375	303,9	50,5
3 ^e trimestre	671	451	3.817	1.024	796	404,1	58,8
4 ^e trimestre	678	551	4.921	1.333	1.060	284,2	52,1
1976 1 ^{er} trimestre	693	508	4.638	1.236	1.073	254,1	48,3
2 ^e trimestre	708	593	5.342	1.315	1.462	316,2	55,1
3 ^e trimestre	657	556	4.946	1.283	1.315	426,4	65,1
1975 Novembre	690	520	4.664	1.295	985	255,1	49,4
Décembre	691	530	4.710	1.288	1.027	273,1	50,3
1976 Janvier	698	483	4.347	1.102	1.003	274,5	48,8
Février	664	475	4.418	1.344	975	234,2	46,4
Mars	718	567	5.150	1.262	1.240	253,7	49,7
Avril	707	596	5.403	1.373	1.469	304,9	54,9
Mai	713	568	5.081	1.246	1.412	296,3	54,0
Juin	704	615	5.542	1.307	1.506	347,4	56,4
Juillet	633	534	4.569	1.188	1.260	455,2	67,9
Août	659	521	4.725	1.235	1.272	438,0	65,1
Septembre	679	614	5.545	1.427	1.414	386,1	62,2
Octobre	685	585	5.303	1.522	1.156	324,2	58,5
Novembre	689	555	5.029	1.351	1.090	282,8	54,8

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

**V - 1c. — Navigation
Intérieure**

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse Zeevaart-
inrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Port de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)	
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130	8.907	571
1975	5.082	2.687	2.299	657	729	427	1.963	579	118	6.978	427
1974 3 ^e trimestre ..	5.365	3.833	3.042	847	925	322	1.887	958	139	8.947	557
4 ^e trimestre ..	5.323	3.223	2.800	750	857	428	1.892	637	114	8.620	549
1975 1 ^{er} trimestre ..	5.168	3.093	2.634	759	874	498	1.788	451	118	8.107	516
2 ^e trimestre ..	5.185	2.746	2.264	572	672	253	1.857	397	118	8.145	529
3 ^e trimestre ..	4.834	2.325	1.761	615	686	379	2.204	905	125	5.034	288
4 ^e trimestre ..	5.141	2.583	2.535	681	686	577	2.001	562	112	6.624	376
1976 1 ^{er} trimestre ..	5.101	2.791	2.014	695	672	361	1.790	662	124	7.490	478
2 ^e trimestre ..	5.847	3.404	2.027	724	760	304	1.938	434	105	9.013	560
3 ^e trimestre ..	5.751	3.195	2.344	881	816	454	2.112	795	136	8.216	479
1975 Septembre ...	4.787	2.901	1.656	606	891	152	2.048	755	127	2.569	76
Octobre	5.244	2.992	2.412	661	734	736	2.154	365	117	4.020	143
Novembre	4.956	2.376	2.621	629	517	535	1.775	1.067	111	7.899	491
Décembre	5.223	2.380	2.573	753	806	459	2.075	253	108	7.953	494
1976 Janvier	5.150	2.455	1.864	679	418	242	1.858	1.033	104	7.163	448
Février	4.987	2.715	1.970	679	842	472	1.860	203	188	6.648	424
Mars	5.167	3.204	2.208	727	755	368	1.652	751	81	8.658	561
Avril	5.530	3.515	1.865	701	770	141	1.556	344	119	9.033	571
Mai	6.164	2.787	1.613	755	720	172	2.142	655	75	8.689	549
Juin	5.847	3.911	2.603	716	789	600	2.117	304	121	9.317	559
Juillet	6.026	3.339	2.199	908	496	377	2.077	355	136	7.129	433
Août	5.986	2.983	2.383	853	806	399	2.233	1.201	154	8.274	469
Septembre ...	5.240	3.262	2.449	881	1.145	585	2.026	828	118	9.246	536

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique ¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.167	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.236	1.646	91	131	106	86	42
1971	2.288	1.661	98	145	104	99	43
1972	2.163	1.600	97	142	87	93	41
1973	2.267	1.667	91	143	90	105	43
1974	2.282	1.671	86	148	84	110	48
1975	2.363	1.729	88	167	89	118	41
1974 3 ^e trimestre	5.804	4.561	166	410	155	250	64
4 ^e trimestre	652	337	48	37	36	40	31
1975 1 ^{er} trimestre	535	253	47	30	43	40	25
2 ^e trimestre	2.230	1.589	83	137	121	122	46
3 ^e trimestre	6.022	4.711	175	456	157	266	59
4 ^e trimestre	666	362	46	45	36	43	34
1976 1 ^{er} trimestre	471	223	42	29	33	34	26
2 ^e trimestre	2.228	1.577	80	149	120	118	50
3 ^e trimestre	5.909	4.674	128	453	164	242	61
1975 Septembre	1.864	1.231	103	109	100	106	59
Octobre	744	358	54	58	54	57	44
Novembre	622	336	48	32	31	40	34
Décembre	633	393	36	44	24	32	24
1976 Janvier	427	207	36	27	27	31	24
Février	438	206	38	27	29	33	24
Mars	549	256	52	32	43	38	31
Avril	1.688	1.214	63	52	115	89	38
Mai	2.006	1.399	90	125	113	90	51
Juin	2.990	2.119	86	269	133	175	60
Juillet	8.912	7.157	117	948	176	240	64
Août	7.018	5.673	190	308	198	377	58
Septembre	1.798	1.193	77	102	119	108	60

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1968	87	82	97	67	68	87	83	81	81	83	89
1969	94	90	98	83	84	92	94	91	91	92	95
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	105	107	100	120	120	104	107	122	107	108	104
1972	115	122	100	138	128	113	115	140	126	120	113
1973	129	137	97	161	155	124	135	171	141	138	121
1974	152	156	97	191	184	141	155	205	175	162	127
1975	167	169	98	225	217	166	169	213	204	183	129
1974 3 ^e trimestre	147	154	94	189	189	141	143	203	173	159	121
4 ^e trimestre	169	186	101	222	209	158	185	232	191	183	136
1975 1 ^{er} trimestre	151	147	93	201	197	149	143	188	190	164	120
2 ^e trimestre	170	164	100	222	213	165	178	211	206	184	132
3 ^e trimestre	160	165	96	218	220	166	150	206	192	176	123
4 ^e trimestre	189	203	103	259	238	182	206	246	228	207	141
1976 1 ^{er} trimestre	p 170	165	96	235	212	p 171	p 153	p 205	p 220	p 186	p 124
2 ^e trimestre	p 191	183	99	260	233	p 190	p 195	p 224	p 238	p 208	.....
3 ^e trimestre	p 178	184	95	262	239	p 191	p 159	p 225	p 220	p 199	.....
1975 Novembre	165	182	92	225	213	165	174	206	200	182	123
Décembre	215	243	113	297	267	204	227	298	264	237	160
1976 Janvier	p 163	171	96	241	219	p 170	p 157	p 199	p 206	p 183	p 122
Février	p 159	152	91	224	199	p 162	p 130	p 193	p 212	p 174	p 116
Mars	p 187	172	100	244	218	p 182	p 171	p 224	p 241	p 201	p 133
Avril	p 189	184	100	267	234	p 187	p 205	p 219	p 237	p 208	p 137
Mai	p 188	184	97	256	228	p 186	p 197	p 223	p 232	p 205	p 134
Juin	p 196	182	101	257	236	p 195	p 183	p 230	p 244	p 211	.....
Juillet	p 171	195	100	276	259	p 196	p 159	p 214	p 209	p 197	.....
Août	p 169	170	93	249	230	p 184	p 130	p 219	p 214	p 189	.....
Septembre	p 195	188	94	260	228	p 194	p 186	p 243	p 236	p 211	.....
Octobre	p 193	196	96	288	246	p 191	p 212	p 244	p 238	p 215	.....
Novembre	p 182	202	91	262	233	p 184	p 181	p 229	p 231	p 202	.....

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.
2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.
4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)			Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)			Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)					
	Total	Financement par		Total	Financement par		Total	Financement par				
		vendeurs	banques		organismes de financement ou particuliers	vendeurs		banques	organismes de financement ou particuliers	vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1973 2 ^e semestre ...	1.726	1.061	215	450	35,3	10,3	13,4	11,6	11,9	3,7	4,2	4,0
1974 1 ^{er} semestre ...	1.634	978	222	434	36,6	10,1	14,3	12,2	13,8	4,3	4,8	4,7
2 ^e semestre ...	1.550	907	219	424	36,4	9,7	14,3	12,4	12,0	3,8	3,9	4,3
1975 1 ^{er} semestre ...	1.490	864	206	420	36,9	9,4	14,7	12,8	13,5	3,9	4,4	5,2
2 ^e semestre ...	1.462	853	203	406	40,3	10,2	15,6	14,5	16,8	5,2	5,0	6,6
1976 1 ^{er} semestre ...	1.448	803	210	435	51,2	12,3	18,6	20,3	21,8	6,5	6,6	8,7

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total de toutes les créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1973 1 ^{er} semestre	63	40	2	21	254	79	43	132
2 ^e semestre	53	38	2	13	305	89	71	145
1974 1 ^{er} semestre	62	46	2	14	342	92	74	176
2 ^e semestre	54	38	2	14	343	94	67	182
1975 1 ^{er} semestre	54	38	2	14	373	95	114	164
2 ^e semestre	56	40	2	14	383	120	78	185

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Nombre de contrats (milliers)												
1973 2 ^e semestre ...	859	4	1	2	58	16	9	192	112	6	438	21
1974 1 ^{er} semestre ...	801	5	1	2	67	16	8	145	118	7	412	20
2 ^e semestre ...	824	4	1	1	55	11	7	159	114	6	452	14
1975 1 ^{er} semestre ...	765	4	1	1	65	13	7	129	116	6	407	16
2 ^e semestre ...	862	4	1	1	77	14	8	162	108	6	465	16
1976 1 ^{er} semestre ...	898	5	1	1	101	18	9	155	84	7	495	22
Crédits accordés (milliards de francs)												
1973 2 ^e semestre ...	11,9	1,2	0,1	0,3	4,4	0,6	0,1	0,3	0,2	1,5	2,4	0,8
1974 1 ^{er} semestre ...	13,8	1,5	0,2	0,3	5,2	0,7	0,1	0,3	0,3	1,9	2,5	0,8
2 ^e semestre ...	12,0	1,3	0,1	0,3	4,2	0,5	0,1	0,3	0,3	1,6	2,7	0,6
1975 1 ^{er} semestre ...	13,5	1,4	0,2	0,3	5,5	0,6	0,1	0,3	0,4	1,3	2,7	0,7
2 ^e semestre ...	16,8	1,3	0,1	0,4	7,5	0,7	0,1	0,3	0,4	1,5	3,6	0,9
1976 1 ^{er} semestre ...	21,8	1,7	0,2	0,3	11,2	1,1	0,2	0,3	0,3	1,7	3,7	1,1
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1973 2 ^e semestre ...	100,0	9,8	1,0	2,9	36,9	5,3	0,9	2,2	1,7	12,5	20,3	6,5
1974 1 ^{er} semestre ...	100,0	11,2	1,2	2,1	38,2	4,8	0,8	1,9	1,9	13,5	18,6	5,8
2 ^e semestre ...	100,0	10,8	1,2	2,8	35,1	3,9	0,8	2,3	2,1	13,4	22,6	5,0
1975 1 ^{er} semestre ...	100,0	10,5	1,1	1,9	40,5	4,3	0,9	2,0	2,6	9,9	20,5	5,8
2 ^e semestre ...	100,0	7,5	0,9	2,1	44,9	4,4	0,8	1,7	2,2	8,7	21,7	5,1
1976 1 ^{er} semestre ...	100,0	7,7	0,9	1,4	51,4	5,1	0,9	1,4	1,4	7,7	17,0	5,1

V - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations 1		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974	37	3	468	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1975	33	4	629	8.986	1.972	8.990	2.601	3.222	357	12.212	2.958
1976	32	3	436	10.405	2.933	10.408	3.369	2.896	398	13.304	3.767
1974 4 ^e trimestre	37	4	633	8.948	1.828	8.952	2.461	3.359	348	12.311	2.809
1975 1 ^{er} trimestre	36	4	619	8.600	1.935	8.604	2.554	3.165	339	11.769	2.893
2 ^e trimestre	35	4	626	8.866	1.915	8.870	2.541	3.306	366	12.176	2.907
3 ^e trimestre	35	4	576	8.541	1.823	8.545	2.399	3.015	344	11.560	2.743
4 ^e trimestre	33	4	693	9.935	2.215	9.939	2.908	3.402	380	13.341	3.288
1976 1 ^{er} trimestre	33	3	497	9.824	2.667	9.827	3.164	3.126	372	12.953	3.536
2 ^e trimestre	32	3	512	10.291	2.654	10.294	3.166	3.013	395	13.307	3.561
3 ^e trimestre	32	3	447	10.066	2.909	10.069	3.356	2.637	400	12.706	3.756
4 ^e trimestre	32	2	289	11.439	3.500	11.441	3.789	2.807	427	14.248	4.216
1975 Décembre	33	4	648	11.065	2.319	11.069	2.967	3.805	421	14.874	3.388
1976 Janvier	33	4	586	10.080	2.261	10.084	2.847	3.130	378	13.214	3.225
Février	33	3	467	8.934	2.530	8.937	2.997	2.941	352	11.878	3.349
Mars	33	3	439	10.459	3.210	10.462	3.649	3.307	404	13.769	4.053
Avril	32	4	492	10.172	2.739	10.176	3.231	3.243	372	13.419	3.603
Mai	32	3	584	9.920	2.429	9.923	3.013	2.893	391	12.816	3.404
Juin	32	3	460	10.779	2.794	10.782	3.254	2.905	423	13.687	3.677
Juillet	32	3	414	9.988	2.663	9.991	3.077	2.796	387	12.787	3.464
Août	32	3	351	9.516	2.673	9.519	3.024	2.507	388	12.026	3.412
Septembre	32	2	577	10.693	3.390	10.695	3.967	2.608	426	13.303	4.393
Octobre 2	32	1	240	10.308	3.271	10.309	3.511	2.662	401	12.971	3.912
Novembre	32	1	229	10.942	3.188	10.943	3.417	2.634	414	13.577	3.831
Décembre	32	2	396	13.069	4.042	13.071	4.438	3.125	467	16.196	4.905

1 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

2 Nouvelle série. Les remboursements de l'argent au jour le jour ne sont plus renseignés.

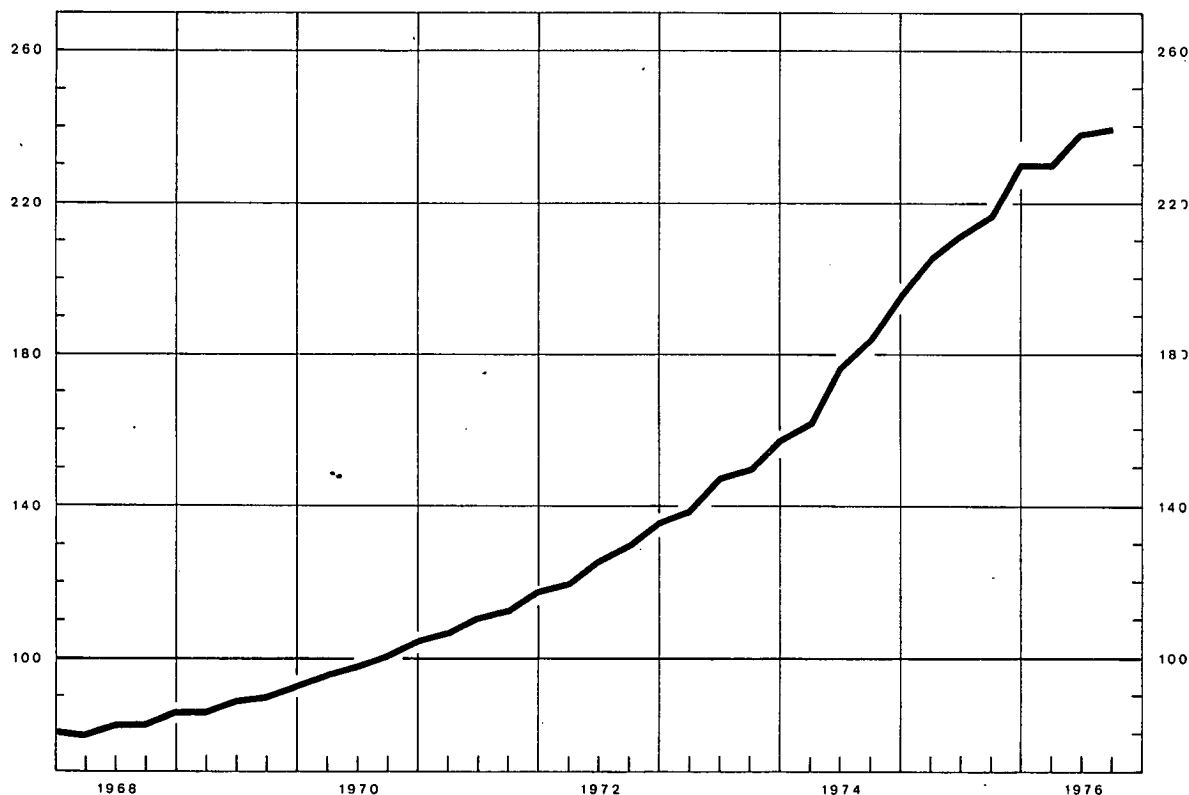
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Eurostat (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée

Base 1970 = 100



Indices base 1970 = 100

Sources :	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels ³			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type 1		Salaire-coût horaire ²	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufac- turières	Indice général	dont : Industries manufac- turières
	B.N.B.			I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1969	89	90	90	88	90,6	91,9	92,7	90,6
1970	100	100	100	100	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	112	112	112	113	111,2	111,1	110,0	108,7
1972	128	125	127	131	126,1	125,7	122,1	118,2
1973	149	143	146	151	145,8	147,0	138,8	131,9
1974	180	173	178	182	176,6	177,8	166,1	158,0
1975	216	205	214	223	210,9	210,5	196,1	187,6
1976	p 240	p 227	p 239	p 245	236,7	235,3	217,2	206,2
1974 Décembre	196	187	193	198	191,3	192,2	178,9	171,3
1975 Mars	206	196	204	212	200,5	200,7	187,3	180,9
Juin	212	202	211	219	207,6	207,4	192,2	184,6
Septembre	216	206	217	223	213,2	212,6	198,9	188,8
Décembre	230	216	226	236	222,1	221,1	205,9	195,9
1976 Mars	p 230	220	232	p 234	228,5	227,3	210,4	199,9
Juin	p 240	225	237	p 245	233,4	232,1	215,1	203,9
Septembre	p 240	230	242	p 245	239,8	237,9	219,4	208,6
Décembre	p 252	p 235	p 247	p 257	245,3	243,9	223,9	212,3

* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1963 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 1,818; salaire horaire type - ouvrier qualifié : 1,745 - ouvrier non qualifié : 1,822; salaire-coût horaire : 1,981.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût

horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

³ Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1973 octobre	1974 avril	1974 octobre	1975 avril	1975 octobre
<i>Industries extractives</i> ¹ :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond)	140,51	156,12	169,25	188,47	204,33
Préparation du charbon (ouvriers de la surface)	103,50	115,10	126,29	146,43	160,09
Total des industries extractives	123,23	137,36	149,87	168,74	183,57
<i>Industries manufacturières</i> ² :					
Cokeries	120,40	137,07	149,34	168,04	177,29
Raffinage de pétrole	158,29	174,09	190,20	214,66	224,19
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	149,42	168,15	175,63	192,41	201,36
Production et première transformation des métaux	128,05	146,79	162,63	170,09	177,88
Industrie des produits minéraux non métalliques	103,28	116,79	129,20	142,72	150,56
Industrie chimique	111,32	129,29	139,94	156,82	162,95
Production de fibres artificielles et synthétiques	114,18	130,07	141,15	155,88	166,86
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des ma- chines et du matériel de transport)	102,41	112,58	128,28	137,83	147,13
Construction de machines et de matériel mécanique	107,99	118,19	133,94	144,31	153,05
Construction de machines de bureau et installations pour le traitement de l'information	91,49	100,12	116,92	128,67	129,75
Construction électrique et électronique	100,59	112,12	126,83	136,69	145,37
Construction d'automobiles et pièces détachées	120,08	131,71	146,54	159,92	172,60
Construction d'autre matériel de transport	115,78	128,62	144,76	161,70	170,50
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et simi- laires	91,43	101,77	117,18	124,85	135,98
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	91,23	100,78	114,63	126,19	135,71
Industrie textile	85,20	93,87	107,06	116,67	123,07
Industrie du cuir	82,04	89,51	98,11	109,63	114,78
Industrie des chaussures et de l'habillement	68,32	77,97	85,44	97,29	102,88
Industrie du bois et du meuble en bois	88,45	99,16	115,35	126,93	133,64
Industrie du papier, imprimerie et édition	101,94	112,90	129,86	144,55	152,29
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	97,89	110,87	122,94	132,60	140,95
Total des industries manufacturières	99,83	111,45	125,28	136,52	144,32
dont : hommes	108,51	121,00	136,00	147,46	155,79
femmes	74,54	83,76	94,20	104,83	111,06
<i>Bâtiment et génie civil</i> ¹	103,26	114,64	130,07	144,35	150,55
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total ²	101,33	112,97	127,01	139,05	146,85

¹ Hommes seulement.² Hommes et femmes.

VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYES DANS L'INDUSTRIE ¹

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1973 octobre	1974 avril	1974 octobre	1975 avril	1975 octobre
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides	30.708	34.166	38.503	42.401	46.997
Total des industries extractives	29.759	33.024	37.082	40.773	44.888
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries	31.157	34.602	38.817	42.088	44.204
Raffinage de pétrole	35.352	39.894	42.787	49.318	51.512
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	35.757	40.091	44.027	48.461	51.016
Production et première transformation des métaux	31.502	34.226	39.533	42.028	44.915
Industrie des produits minéraux non métalliques	26.645	29.367	32.415	35.268	37.416
Industrie chimique	29.434	32.963	35.982	39.634	41.215
Production de fibres artificielles et synthétiques	36.399	39.970	42.932	46.486	49.025
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	26.085	28.777	32.639	34.713	37.187
Construction de machines et de matériel mécanique	27.431	30.013	33.846	36.025	38.612
Construction de machines de bureau et installations pour le traite- ment de l'information	21.672	24.658	29.143	—	32.397
Construction électrique et électronique	26.839	28.736	33.627	35.730	38.675
Construction d'automobiles et pièces détachées	29.853	31.700	35.001	37.992	41.589
Construction d'autre matériel de transport	28.493	31.212	35.205	38.024	40.935
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	26.496	28.284	31.603	33.996	35.499
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	24.906	26.661	29.750	32.233	34.694
Industrie textile	23.792	26.481	28.878	31.424	33.318
Industrie du cuir	23.925	27.046	30.286	32.270	33.889
Industrie des chaussures et de l'habillement	19.728	21.867	23.940	26.240	27.383
Industrie du bois et du meuble en bois	22.551	25.102	27.635	30.366	31.700
Industrie du papier, imprimerie et édition	25.609	27.901	31.626	34.353	36.583
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	26.506	29.206	31.900	34.350	36.763
Total des industries manufacturières	26.953	29.458	33.097	35.741	38.161
dont : hommes	29.972	32.706	36.761	39.583	42.270
femmes	17.078	18.839	21.112	23.173	24.722
Bâtiment et génie civil	25.338	27.766	31.041	33.933	35.935
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total	26.802	29.302	32.903	35.573	37.957

¹ Hommes et femmes.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Service mensuel de Conjoncture de Louvain. — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. —*

Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation, XXXII^e année, vol. II, n^o 6, novembre 1967 : « Indice des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».

VII. — INDICES DE PRIX

1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2 3	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
					général	combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement
1969	95,4	96,3	94,1	91,9	95,3	90,1	98,4	97,6
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	93,9	91,2	101,2	103,0	100,6	111,2	105,2	88,4
1972	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1974	233,8	177,5 ⁴ 205,9 ⁵	285,4	278,5	288,6	410,5	198,5	224,3
1975	199,5	185,7	259,9	229,4	273,3	440,5	186,0	168,0
1976	255,0	199,0	274,0	222,2	296,9	463,8	233,7	180,2
1974 4 ^e trimestre	218,8	210,1	298,7	339,1	281,1	440,7	169,6	194,3
1975 1 ^{er} trimestre	196,7	187,2	278,4	281,0	277,4	444,8	171,6	180,9
2 ^e trimestre	192,1	178,1	258,0	220,1	274,6	437,5	185,8	174,0
3 ^e trimestre	204,2	192,8	252,7	212,2	270,6	435,7	188,9	164,4
4 ^e trimestre	204,8	184,6	250,3	204,5	270,5	444,2	197,7	152,8
1976 1 ^{er} trimestre	219,8	188,8	261,2	206,7	285,3	462,3	208,7	166,1
2 ^e trimestre	257,6	201,7	274,1	225,1	295,8	461,8	224,4	184,0
3 ^e trimestre	267,1	204,7	279,1	225,4	302,8	462,5	248,1	188,1
4 ^e trimestre	275,5	201,0	281,7	231,7	303,7	468,4	253,8	182,5
1975 Décembre	206,9	182,0	254,9	200,9	278,8	459,3	203,2	156,1
1976 Janvier	213,1	185,8	257,9	203,9	281,7	459,4	208,7	160,3
Février	218,4	189,5	261,1	204,6	286,1	463,8	209,3	166,6
Mars	228,1	191,2	264,6	211,7	287,9	463,8	208,3	171,4
Avril	244,6	195,6	269,3	215,9	292,9	464,0	212,7	180,9
Mai	257,9	200,4	274,5	228,0	295,1	460,8	221,6	184,3
Juin	270,4	208,8	278,6	231,2	299,5	460,6	238,8	186,7
Juillet	274,9	212,2	281,7	230,4	304,2	461,4	252,1	190,5
Août	262,5	199,7	278,7	223,9	302,8	462,3	247,8	188,5
Septembre	263,8	202,1	277,0	221,7	301,4	463,8	244,5	185,4
Octobre	273,2	197,0	279,7	223,4	304,4	467,4	254,8	184,5
Novembre	277,3	199,2	281,0	230,5	303,2	467,2	256,1	181,1
Décembre	276,0	206,8	284,4	241,1	303,5	470,6	250,5	181,7

1 Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

2 Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des États-Unis.

3 Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie.

4 Moyenne de janvier à mai 1974.

5 Moyenne de juin à décembre 1974.

VII - 2. — INDICES DU HAMBURGISCHES WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV PAR PRODUIT ¹

Base 1970 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
	Céréales	Denrées coloniales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
						Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caoutchouc	Sidérurgie	Métaux non-ferreux
1969	97,7	88,2	90,9	92,8	93,7	66,8	98,9	102,3	101,6	88,7	92,3	123,8	89,3	100,3
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	101,8	100,8	99,4	110,6	112,1	110,5	111,7	105,3	112,4	107,6	101,1	82,2	86,2	84,9
1972	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1974	253,8	340,6	268,5	177,9	174,5	220,9	483,9	209,9	167,7	186,4	265,3	177,5	270,1	183,9
1975	220,8	263,3	175,0	196,0	199,9	232,0	520,8	176,7	150,2	235,4	239,3	145,1	182,3	128,4
1976	193,5	262,5	162,2	197,6	209,5	213,4	560,2	238,8	212,9	234,0	259,9	191,4	179,7	138,9
1974 4 ^e trimestre	265,0	474,5	261,8	172,3	179,2	235,1	519,7	166,0	120,7	203,6	257,6	135,2	248,4	140,2
1975 1 ^{er} trimestre	238,1	364,3	203,4	192,8	197,8	255,9	517,5	161,2	94,9	236,6	263,6	138,5	196,7	138,6
2 ^e trimestre	212,1	240,9	172,9	215,1	210,5	227,4	518,3	174,6	164,6	236,8	250,9	138,4	193,3	130,7
3 ^e trimestre	215,4	232,6	170,4	184,6	191,3	222,9	517,6	179,6	167,8	234,0	230,5	154,5	177,7	125,5
4 ^e trimestre	217,4	214,9	153,2	191,5	200,2	221,7	529,6	191,4	173,6	234,0	212,2	148,9	161,6	118,7
1976 1 ^{er} trimestre	208,4	222,8	148,3	208,9	201,1	213,2	558,3	207,7	168,2	234,0	233,6	173,6	177,3	124,1
2 ^e trimestre	203,6	269,4	148,3	191,9	205,8	213,7	557,4	226,0	208,1	234,0	258,4	195,8	184,9	144,5
3 ^e trimestre	192,8	269,2	172,9	192,0	206,5	214,4	558,0	259,1	212,8	234,0	268,4	192,8	183,7	150,5
4 ^e trimestre	169,3	288,9	179,3	197,8	224,5	212,1	567,1	262,5	262,7	234,0	279,2	203,4	172,9	136,6
1975 Décembre	209,1	211,7	148,4	197,4	200,6	211,9	554,6	200,1	164,3	234,0	224,2	157,1	164,5	117,1
1976 Janvier	205,6	217,5	148,4	212,4	200,9	212,5	554,6	207,9	165,5	234,0	225,8	163,8	172,2	119,7
Février	209,0	216,6	148,4	213,3	201,5	213,6	560,1	208,5	167,9	234,0	238,2	175,5	177,8	122,4
Mars	210,7	234,5	148,1	201,3	200,9	213,6	560,1	206,7	171,0	234,0	236,8	181,6	181,9	130,4
Avril	202,8	249,8	144,1	191,9	207,4	214,3	560,1	211,2	190,9	234,0	251,5	184,4	186,5	142,0
Mai	201,4	277,8	145,6	192,8	206,9	213,6	556,0	221,8	210,5	234,0	260,9	194,7	184,1	144,7
Juin	206,8	280,4	155,5	191,0	203,2	213,2	556,0	244,9	222,9	234,0	262,6	208,2	184,0	146,7
Juillet	207,6	274,0	174,2	189,6	201,0	213,2	557,0	264,5	216,3	234,0	263,6	194,3	185,5	157,0
Août	191,5	267,7	170,3	192,0	204,9	214,6	557,8	258,8	211,3	234,0	269,0	193,7	185,9	149,5
Septembre	179,1	265,7	174,0	194,3	213,8	215,5	559,4	254,2	210,7	234,0	272,6	190,4	179,8	145,0
Octobre	172,5	273,1	167,0	197,1	219,6	217,4	563,5	267,9	220,7	234,0	278,9	204,8	181,1	136,0
Novembre	168,0	287,9	179,2	194,5	223,8	209,1	566,6	263,8	281,7	234,0	277,9	213,0	168,3	135,1
Décembre	167,4	305,8	191,8	202,0	230,1	209,9	571,0	255,6	285,7	234,0	280,8	192,1	169,4	138,7

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabrication		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi- produits	produits finis
1969	95,4	98,2	103,7	93,4	94,8	94,3	94,9	93,8	89,0	96,4	98,3	96,2	93,7	96,7	94,2
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 ¹	99,4	95,7	102,2	90,1	100,4	101,9	97,6	103,8	97,5	103,9	98,5	105,1	101,6	98,4	101,1
1972	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0	105,1	102,7	104,6
1973	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6	123,8	117,6	108,1
1974	135,6	127,6	124,5	130,6	137,9	136,8	146,9	152,4	134,2	147,8	121,2	126,2	146,4	147,9	126,8
1975	137,3	131,9	143,5	122,0	138,9	142,6	137,4	169,1	128,9	136,9	131,8	137,1	142,0	141,1	135,6
1976	147,1	150,0	153,4	147,1	146,5	149,4	145,7	172,5	132,2	149,0	137,7	150,5	152,2	150,1	140,8
1974 4 ^e trimestre ..	137,4	129,2	127,1	131,2	139,7	141,9	142,4	164,6	136,3	140,2	127,2	131,5	143,1	145,9	133,6
1975 1 ^{er} trimestre ..	135,7	124,0	136,9	113,1	139,0	142,1	138,9	169,9	132,0	136,0	129,5	134,4	141,7	143,2	134,6
2 ^e trimestre ..	135,4	126,1	142,6	112,4	138,0	141,7	136,4	168,5	129,0	135,2	130,8	135,3	140,1	140,2	135,2
3 ^e trimestre ..	137,9	135,0	143,7	127,4	138,8	142,8	136,8	169,0	127,7	137,4	132,1	137,8	142,5	140,5	135,4
4 ^e trimestre ..	140,2	142,4	150,8	135,1	139,9	143,7	137,6	169,1	126,9	139,1	134,8	140,9	143,6	140,5	137,2
1976 1 ^{er} trimestre ..	143,9	147,9	157,5	139,5	143,1	145,6	143,0	169,4	130,1	142,2	138,7	144,7	148,0	144,9	139,0
2 ^e trimestre ..	146,4	147,6	152,1	143,7	146,3	148,4	147,2	172,3	133,6	146,3	137,2	151,0	152,5	150,4	140,0
3 ^e trimestre ..	148,3	148,0	150,2	146,0	148,6	151,3	148,4	174,5	134,4	154,2	136,5	151,5	155,1	153,2	141,7
4 ^e trimestre ..	149,6	156,5	153,6	159,3	148,1	152,1	144,0	173,7	130,8	153,4	138,3	154,7	153,2	151,8	142,5
1975 Décembre	141,5	145,4	154,1	137,8	140,7	143,9	139,0	169,0	128,1	139,1	135,4	141,6	144,4	141,7	137,6
1976 Janvier	142,7	147,3	157,5	138,3	141,7	144,9	140,3	168,9	128,6	141,8	138,5	141,6	145,7	143,2	138,3
Février	143,3	146,9	157,5	137,6	142,6	145,0	142,5	169,1	129,9	141,9	138,8	141,6	147,2	144,7	138,4
Mars	145,8	149,6	157,7	142,5	145,0	147,1	146,0	170,3	131,8	142,9	138,9	151,0	151,1	146,7	140,2
Avril	145,4	145,8	156,1	136,9	145,4	147,1	146,9	171,2	133,3	143,2	137,9	151,0	151,2	148,6	139,9
Mai	145,9	147,4	150,6	144,4	145,7	147,7	146,2	172,7	133,1	144,1	135,7	151,0	151,5	149,3	139,8
Juin	148,1	149,6	149,5	149,7	147,9	150,4	148,5	173,0	134,3	151,5	138,1	151,0	154,7	153,2	140,3
Juillet	147,9	146,2	143,9	148,4	148,5	150,9	149,5	173,8	134,9	154,0	136,3	151,0	155,4	153,7	141,0
Août	148,1	148,3	152,7	144,2	148,3	150,9	147,9	174,0	134,6	153,3	136,7	151,0	154,2	152,9	141,7
Septembre ...	149,0	149,5	154,1	145,3	149,0	152,1	147,9	175,7	133,7	155,2	136,5	152,6	155,8	153,0	142,5
Octobre	149,7	156,9	153,1	160,4	148,2	151,9	144,8	174,7	131,2	152,6	137,4	154,7	153,7	151,6	142,6
Novembre	149,6	156,9	154,1	159,4	148,1	152,2	144,2	172,7	130,5	153,7	138,7	154,7	153,7	151,7	142,4
Décembre	149,4	155,9	153,4	158,2	148,0	152,3	143,1	173,7	130,6	153,9	138,6	154,7	152,3	152,0	142,7

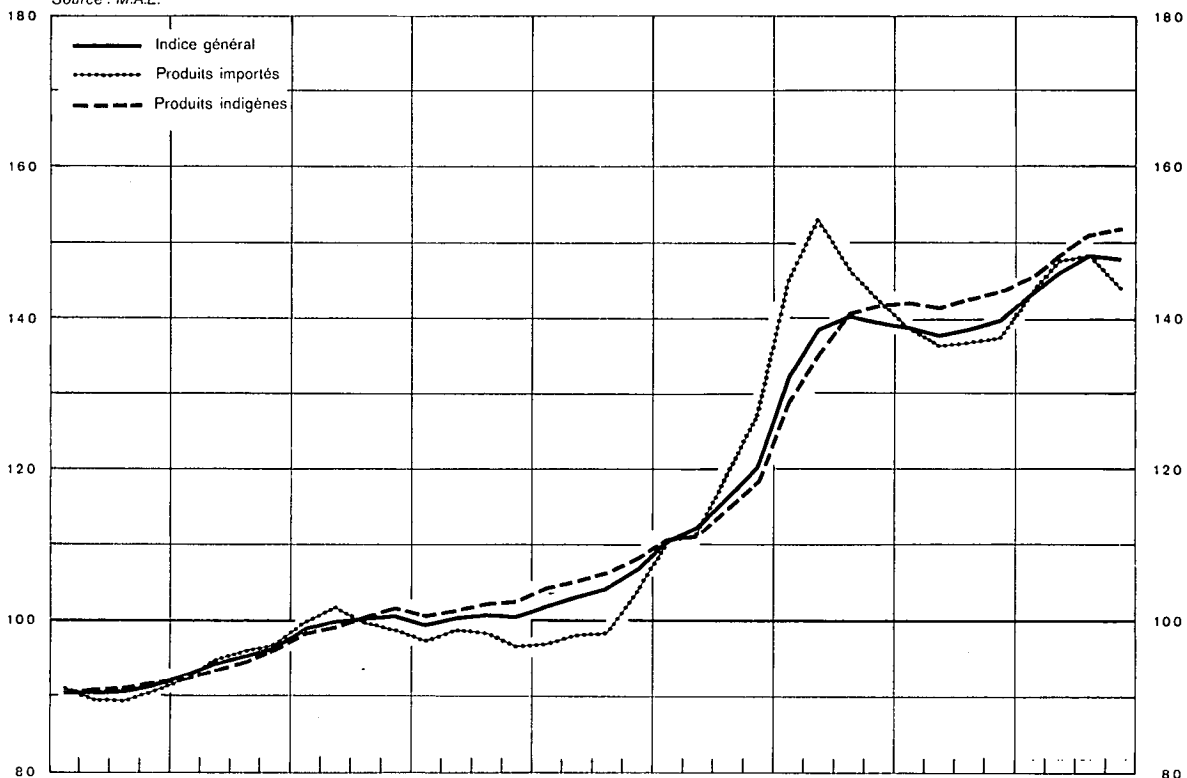
¹ Nouvelle série. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée; les anciens prix comprennent certains taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

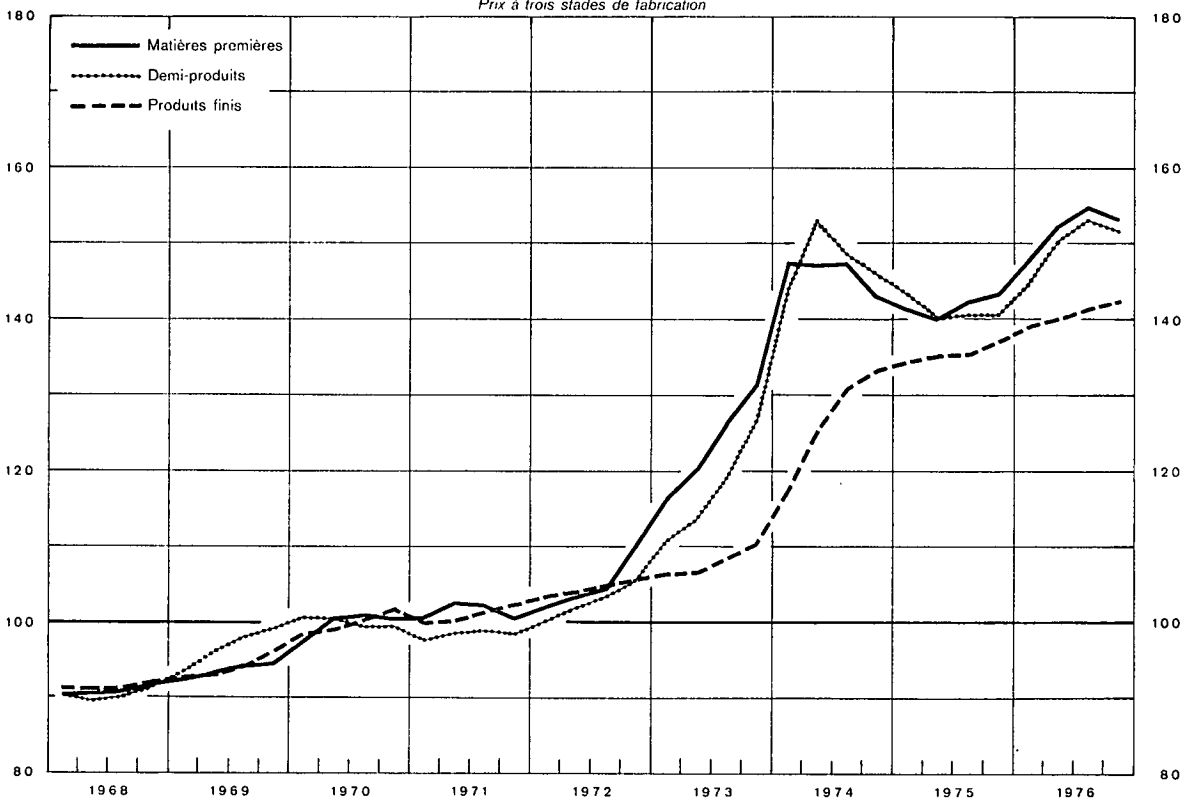
Source : M.A.E.

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

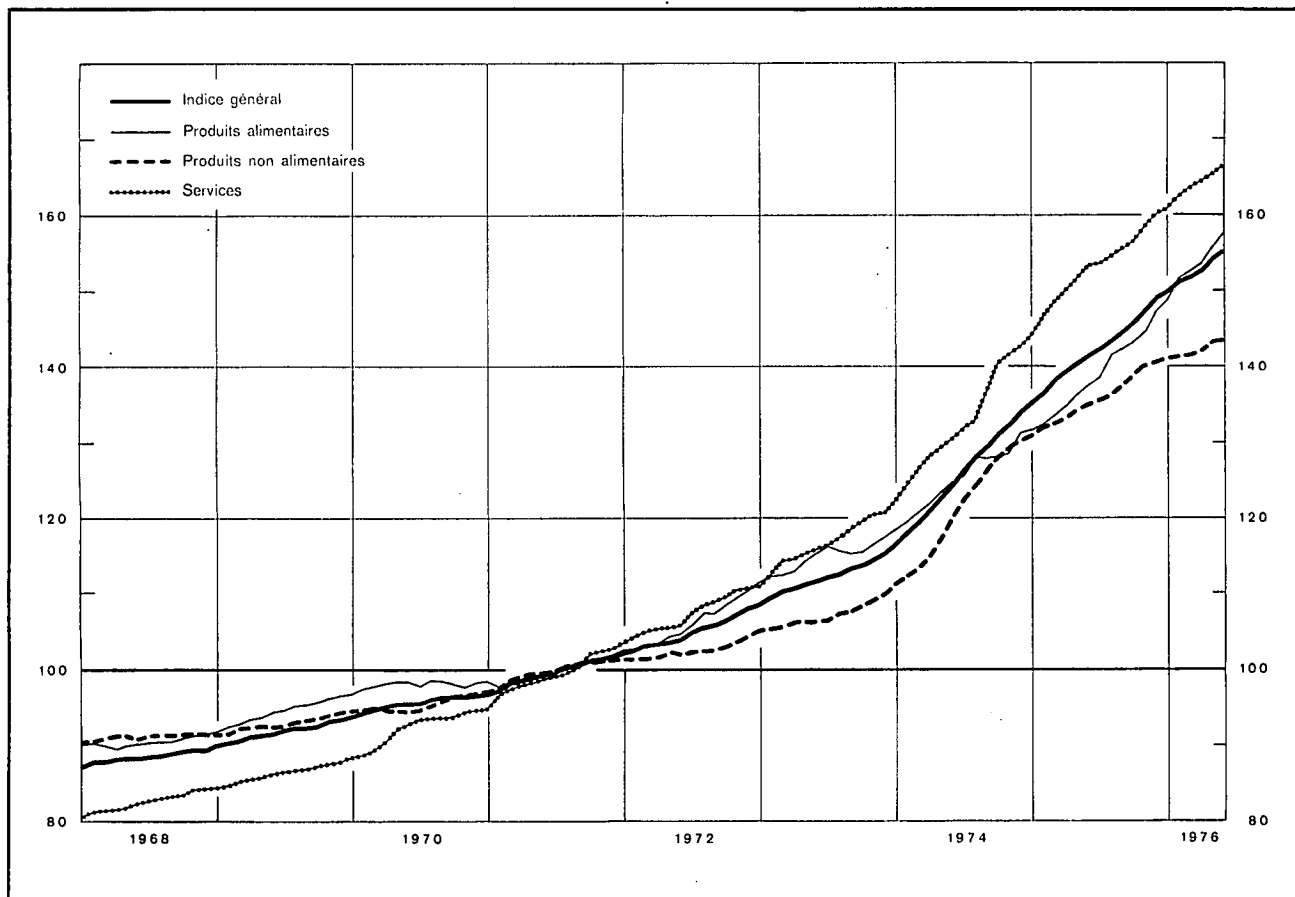
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1971 = 100

Source : M.A.E.



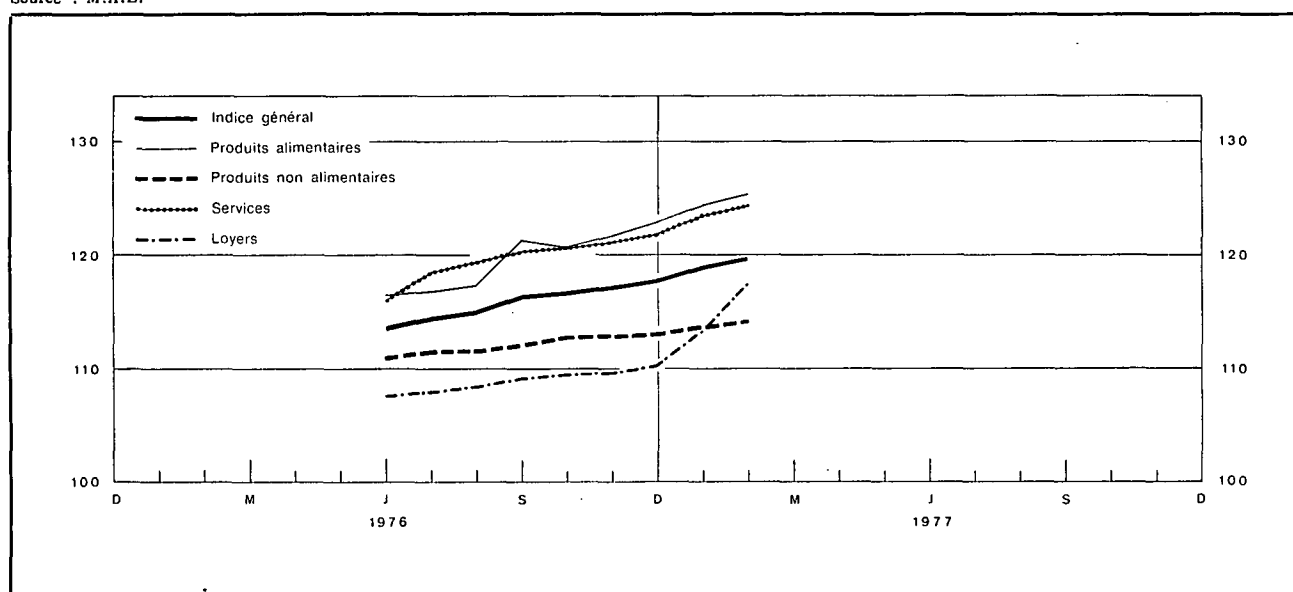
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
Coefficients de pondération en p.c. de l'indice général jusque février 1972	100,00		41,56		37,01		21,43	
de mars 1972 à mai 1976	100,00		30,00		40,00		30,00	
1968	88,89		90,64		91,41		82,78	
1969	92,23		94,83		93,18		86,62	
1970	95,84		98,13		95,67		92,69	
1971	100,00		100,00		100,00		100,00	
1972	105,45		106,60		102,80		107,61	
1973	112,78		115,15		107,58		117,28	
1974	127,08		125,94		122,69		134,02	
1975	143,31		140,08		136,55		154,07	
		1975	1976		1975	1976	1975	1976
1 ^{er} trimestre	137,92	152,05	133,65	152,59	132,82	141,70	148,49	163,41
2 ^e trimestre	141,55		137,35		135,11		152,76	
3 ^e trimestre	144,79		142,36		137,53		155,26	
4 ^e trimestre	148,97		148,95		140,76		159,76	
Janvier	136,59	151,38	132,31	151,75	132,13	141,38	146,75	162,33
Février	138,13	151,90	133,74	152,37	132,89	141,54	148,72	163,55
Mars	139,04	152,87	134,89	153,65	133,43	142,18	149,99	164,36
Avril	140,59	154,27	136,18	155,87	134,50	143,26	151,63	165,27
Mai	141,77	155,40	137,62	157,59	135,08	143,93	153,27	166,54
Juin	142,28		138,26		135,74		153,88	
Juillet	143,65		141,82		136,12		154,31	
Août	144,74		142,14		137,46		155,27	
Septembre	145,98		143,13		139,00		156,21	
Octobre	147,64		144,63		140,34		158,28	
Novembre	149,23		147,33		140,86		160,03	
Décembre	150,03		148,95		141,09		160,97	

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1976 3 ^e trimestre	115,32	118,43	111,73	119,37	108,53
4 ^e trimestre	117,23	121,74	112,92	121,23	109,68
1976 Juin	113,61	116,54	111,07	116,02	107,60
Juillet	114,53 ¹	116,73 ¹	111,48	118,53	107,98
Août	114,97 ¹	117,25 ¹	111,63	119,33	108,44
Septembre	116,46	121,31	112,07	120,24	109,16
Octobre	116,72	120,65	112,79	120,65	109,34
Novembre	117,16	121,71	112,86	121,12	109,60
Décembre	117,80	122,87	113,12	121,91	110,10
1977 Janvier	119,01	124,51	113,66	123,38	113,48
Février	119,91	125,38	114,22	124,28	117,42

* Pour passer de cet indice à l'indice base 1971 = 100, le Conseil national du Travail a fixé le coefficient de conversion à 1,87. Ce coefficient de conversion est obligatoirement d'application pour toutes les conventions conclues au sein des Commissions paritaires relatives

à la liaison à l'indice des prix à la consommation des salaires conventionnels.

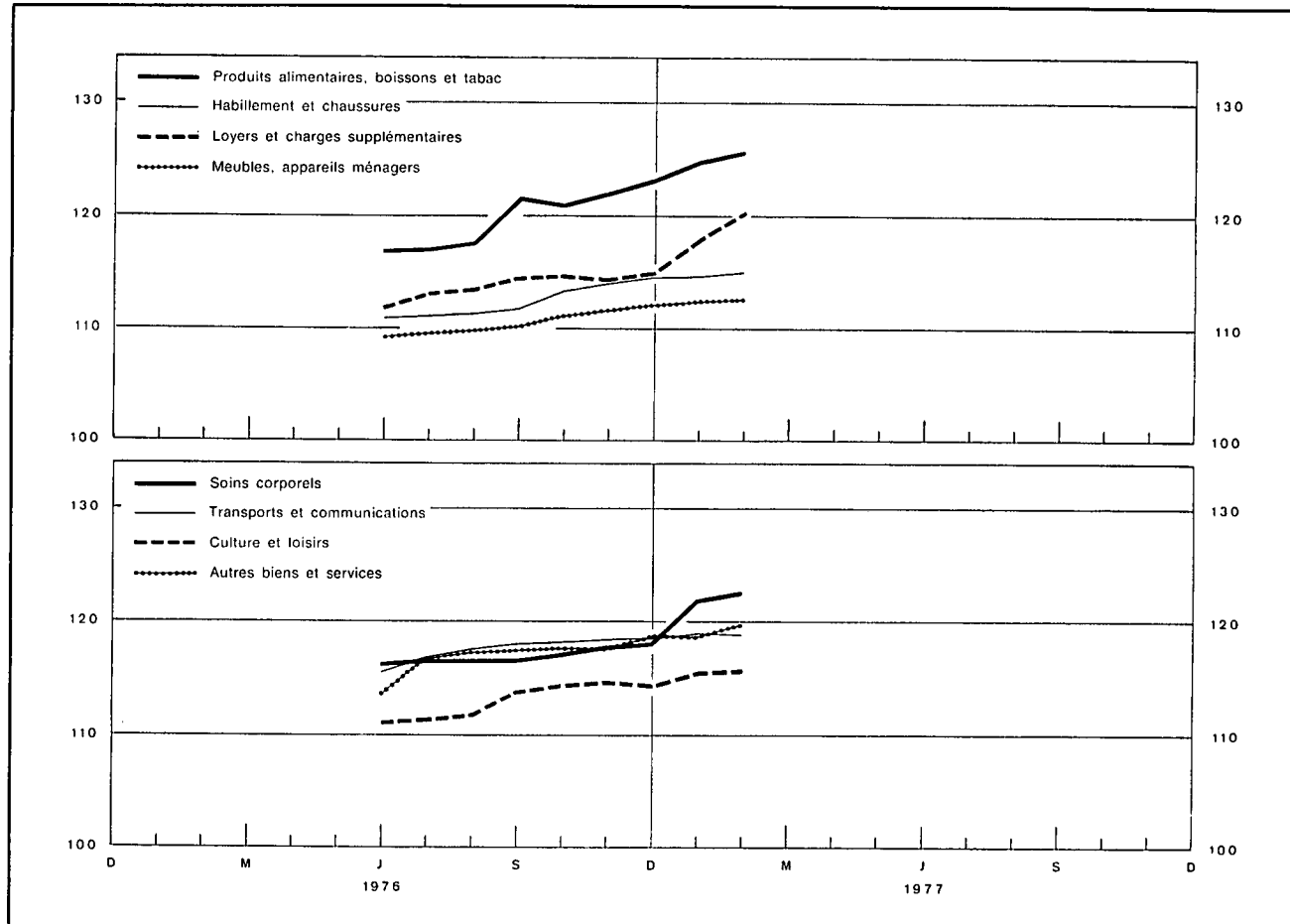
¹ A l'exclusion de l'évolution du prix des fruits frais, légumes frais et pommes de terre.

VII - 4c. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1976 3 ^e trimestre	115,32	118,69	111,26	113,56	109,79	116,63	117,41	112,30	117,12
4 ^e trimestre	117,23	122,06	113,82	114,57	111,57	117,66	118,30	114,49	117,88
1976 Juin	113,61	116,83	110,74	111,85	109,23	116,18	115,43	111,12	113,45
Juillet	114,53 ¹	117,06 ¹	111,01	112,98	109,48	116,65	116,78	111,30	116,74
Août	114,97 ¹	117,57 ¹	111,20	113,32	109,81	116,63	117,43	111,81	117,26
Septembre	116,46	121,45	111,56	114,38	110,08	116,60	118,02	113,80	117,35
Octobre	116,72	120,95	113,23	114,64	111,11	117,14	118,09	114,36	117,41
Novembre	117,16	122,05	113,86	114,21	111,56	117,87	118,37	114,71	117,49
Décembre	117,80	123,17	114,36	114,87	112,05	117,96	118,44	114,41	118,73
1977 Janvier	119,01	124,76	114,48	117,99	112,21	121,99	118,88	115,39	118,69
Février	119,91	125,84	114,89	120,27	112,57	122,66	118,80	115,72	119,86

* Pour passer de cet indice à l'indice base 1971 = 100, le Conseil national du Travail a fixé le coefficient de conversion à 1,37. Ce coefficient de conversion est obligatoirement d'application pour toutes les conventions conclues au sein des Commissions paritaires relatives

à la liaison à l'indice des prix à la consommation des salaires conventionnels.

¹ A l'exclusion de l'évolution du prix des fruits frais, légumes frais et pommes de terre.

Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*.

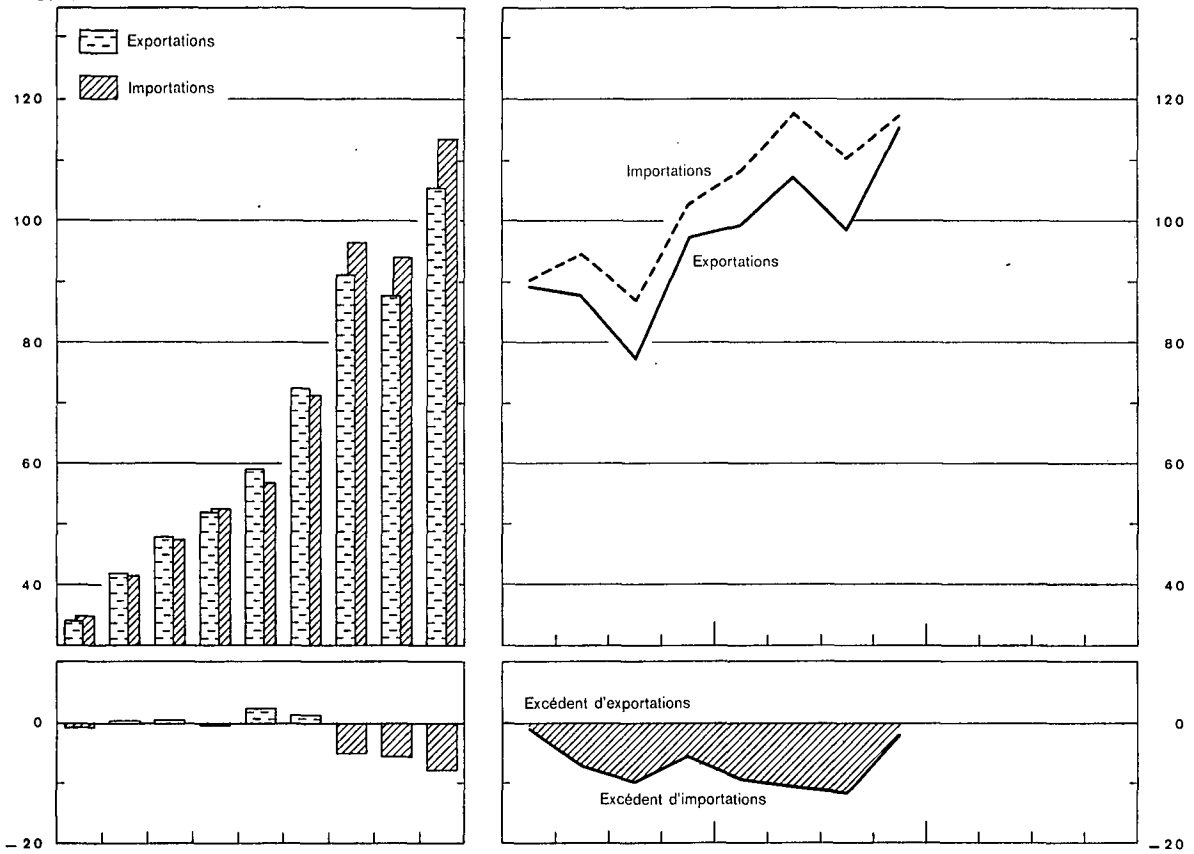
— *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

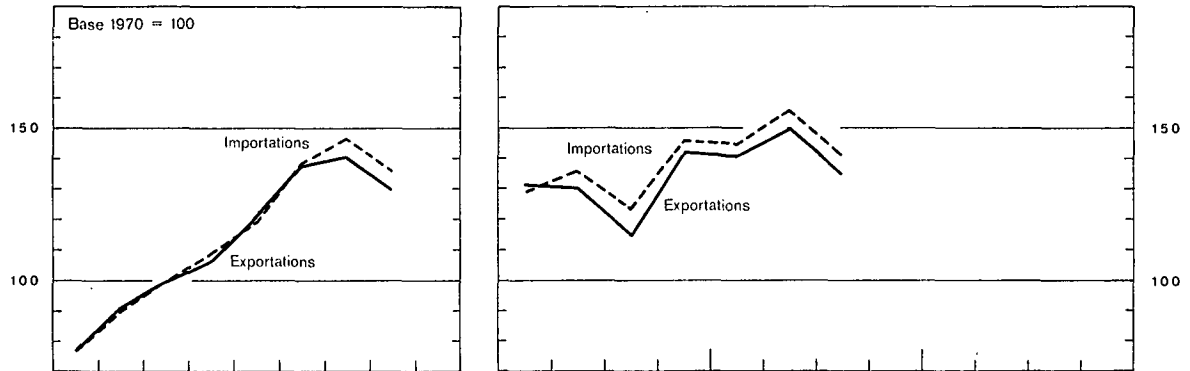
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles en milliards de francs



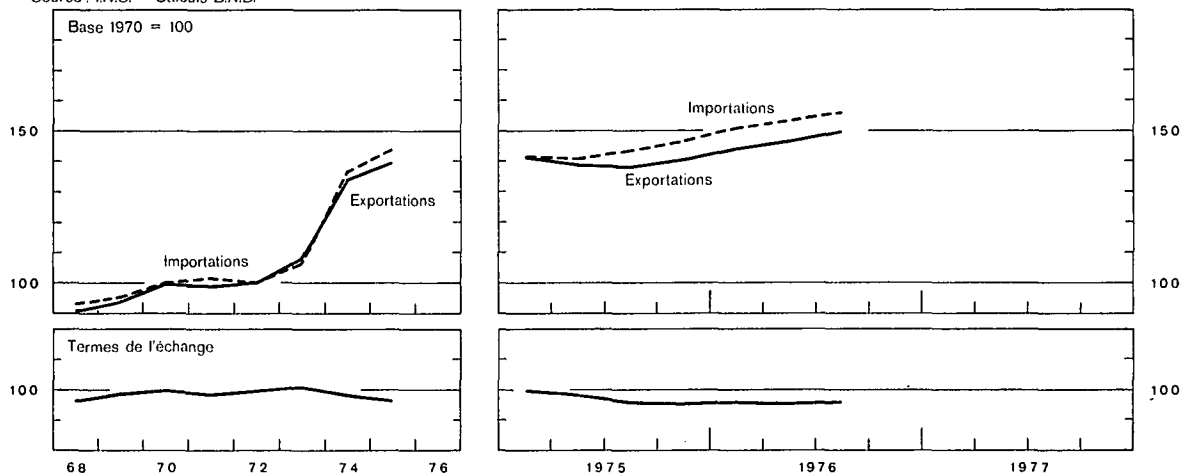
Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs : B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1970 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1969	41,8	42,0	+ 0,2	101	89,9	91,2	95,6	94,7	99,1
1970	47,6	48,3	+ 0,7	102	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973	71,3	72,5	+ 1,2	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1974	96,7	91,6	- 5,1	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1975	94,2	88,1	- 6,1	94	136,1	129,9	144,4	139,8	96,8
1976	113,6	105,4	- 8,2	93					
1974 4 ^e trimestre	97,6	96,1	- 1,5	99	145,7	141,2	144,0	140,7	97,7
1975 1 ^{er} trimestre	90,4	89,3	- 1,1	99	128,9	131,7	142,0	141,7	99,8
2 ^e trimestre	94,8	87,9	- 6,9	93	136,1	130,4	141,4	139,5	98,7
3 ^e trimestre	87,6	77,6	- 10,0	89	123,8	115,2	144,0	138,6	96,3
4 ^e trimestre	103,1	97,5	- 5,6	95	145,8	142,5	147,0	140,5	95,6
1976 1 ^{er} trimestre	108,5	99,5	- 9,0	92	144,9	140,9	150,8	144,6	95,9
2 ^e trimestre	118,1	107,5	- 10,6	91	156,4	149,9	153,5	146,8	95,6
3 ^e trimestre	110,4	98,8	- 11,6	89	141,3	134,8	156,1	150,1	96,2
4 ^e trimestre	117,5	115,8	- 1,7	99					
1975 12 mois	94,2	88,1	- 6,1	94	136,1	129,9	144,4	139,8	96,8
1976 1 ^{er} mois	104,3	90,2	- 14,1	87					
2 premiers mois	103,2	93,0	- 10,2	90					
3 premiers mois	108,6	99,5	- 9,1	92	144,9	140,9	150,8	144,6	95,9
4 premiers mois	111,3	100,9	- 10,4	91					
5 premiers mois	111,5	101,2	- 10,3	91					
6 premiers mois	113,3	103,5	- 9,8	91	150,7	145,4	152,2	145,7	95,7
7 premiers mois	111,7	101,9	- 9,8	91					
8 premiers mois	111,2	99,9	- 11,3	90					
9 premiers mois	112,3	101,9	- 10,4	91	147,5	141,9	153,5	147,2	95,9
10 premiers mois	113,3	104,0	- 9,3	92					
11 premiers mois	113,7	104,0	- 9,7	91					
12 mois	113,6	105,4	- 8,2	93					

$$^1 \text{ Termes de l'échange} = \frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$$

N.B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1975	25,72	10,32	8,64	11,97	3,91	5,25	3,18	4,08	3,41	2,04	1,91	1,01	0,53	0,92	0,38	0,33	0,36	0,17	0,22	0,11	3,62	88,08
1974 3 ^e trimestre	20,59	14,32	7,96	13,76	6,00	4,56	2,96	4,00	3,23	1,81	1,71	1,21	0,55	0,73	0,38	0,32	0,35	0,14	0,22	0,16	3,43	88,40
1974 4 ^e trimestre	24,54	16,15	9,44	12,91	5,53	4,75	2,85	3,52	3,35	2,49	1,98	1,20	0,64	0,90	0,40	0,35	0,36	0,24	0,21	0,12	3,57	95,49
1975 1 ^{er} trimestre	24,25	13,46	9,93	12,13	4,04	5,17	2,81	3,15	3,57	2,07	1,86	1,07	0,54	0,88	0,36	0,32	0,38	0,22	0,20	0,12	3,57	89,11
1975 2 ^e trimestre	26,29	10,82	8,42	11,82	3,88	4,56	2,70	3,65	3,51	1,95	1,94	1,00	0,54	0,96	0,40	0,34	0,38	0,20	0,23	0,11	3,57	87,26
1975 3 ^e trimestre	23,00	7,82	8,54	10,85	3,27	4,62	2,80	3,96	3,12	1,88	1,58	0,89	0,48	0,84	0,34	0,29	0,28	0,12	0,21	0,11	3,17	77,12
1975 4 ^e trimestre	28,78	9,36	9,63	13,14	4,49	6,34	3,90	5,54	3,34	2,26	2,23	1,13	0,57	1,00	0,42	0,35	0,39	0,14	0,23	0,11	4,09	97,45
1976 1 ^{er} trimestre	31,14	10,24	10,08	13,92	3,87	5,84	3,80	3,49	3,53	2,42	1,99	1,16	0,60	1,00	0,36	0,34	0,34	0,14	0,24	0,09	4,56	99,15
1976 2 ^e trimestre	33,75	11,33	10,18	14,87	5,13	5,54	4,39	3,46	4,19	2,52	2,16	1,34	0,66	0,97	0,47	0,42	0,31	0,13	0,30	0,16	4,70	106,98
1976 3 ^e trimestre	27,34	10,49	8,67	14,27	5,01	5,38	3,96	6,65	3,91	2,26	1,76	1,19	0,64	0,79	0,39	0,37	0,30	0,15	0,25	0,17	4,30	98,25
1975 11 premiers mois	25,34	10,37	8,56	11,81	3,82	5,16	3,19	3,99	3,39	2,02	1,86	1,00	0,53	0,98	0,37	0,33	0,36	0,17	0,23	0,11	3,52	87,03
1975 12 mois	25,72	10,32	8,64	11,97	3,91	5,25	3,18	4,08	3,41	2,04	1,91	1,01	0,53	0,92	0,38	0,33	0,36	0,17	0,22	0,11	3,62	88,08
1976 1 ^{er} mois	26,96	9,88	8,51	13,31	3,39	5,45	3,13	3,84	3,67	2,16	1,69	1,04	0,47	0,90	0,34	0,30	0,32	0,16	0,20	0,09	4,55	89,86
1976 2 premiers mois	28,57	9,74	9,06	13,41	3,46	5,40	3,58	3,65	3,35	2,20	1,82	1,09	0,49	0,90	0,33	0,31	0,28	0,15	0,22	0,08	4,25	92,34
1976 3 premiers mois	31,14	10,24	10,08	13,92	3,87	5,84	3,80	3,49	3,53	2,42	1,99	1,16	0,60	1,00	0,36	0,34	0,34	0,14	0,24	0,09	4,56	99,15
1976 4 premiers mois	31,88	10,55	10,11	14,15	4,13	5,86	3,77	3,00	3,64	2,43	2,05	1,20	0,61	0,99	0,38	0,36	0,34	0,13	0,26	0,11	4,53	100,47
1976 5 premiers mois	32,05	10,59	10,18	14,07	4,27	5,67	3,94	2,85	3,73	2,42	2,07	1,22	0,63	0,99	0,40	0,37	0,33	0,13	0,26	0,11	4,61	100,88
1976 6 premiers mois	32,55	10,83	10,13	14,46	4,50	5,70	4,10	3,48	3,87	2,46	2,05	1,25	0,63	0,98	0,42	0,38	0,32	0,13	0,27	0,12	4,63	103,30
1976 7 premiers mois	31,53	10,66	9,85	14,35	4,52	5,63	4,29	3,64	3,80	2,43	2,02	1,23	0,63	0,95	0,41	0,37	0,32	0,13	0,27	0,12	4,57	101,71
1976 8 premiers mois	30,56	10,41	9,47	14,23	4,53	5,56	3,95	3,98	3,89	2,38	1,94	1,20	0,62	0,91	0,40	0,37	0,31	0,13	0,26	0,12	4,43	97,42
1976 9 premiers mois	30,89	10,66	9,63	14,41	4,68	5,63	4,06	4,54	3,90	2,40	1,97	1,23	0,64	0,92	0,41	0,38	0,32	0,14	0,26	0,13	4,54	101,72
1976 10 premiers mois	31,32	10,84	9,85	14,60	4,87	5,76	4,21	4,79	3,93	2,43	2,05	1,26	0,65	0,93	0,42	0,39	0,32	0,15	0,27	0,14	4,68	103,85
1976 11 premiers mois	31,34	10,74	9,90	14,54	4,91	5,82	4,22	4,67	3,90	2,43	2,07	1,27	0,64	0,94	0,41	0,38	0,32	0,15	0,27	0,14	4,72	103,78

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables					durables	
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires						autres
													liquides	autres					produits animaux	produits végétaux					
1968	23,12	8,18	1,80	2,23	1,90	0,40	0,24	0,35	0,15	0,54	0,16	1,71	0,56	1,00	1,83	0,60	1,47	7,23	1,03	1,42	0,71	4,07	4,28	0,09	34,72
1969	27,94	10,15	2,03	2,54	2,41	0,52	0,30	0,43	0,17	0,68	0,24	2,01	0,47	1,19	2,20	0,78	1,82	8,53	1,15	1,60	0,85	4,93	5,10	0,05	41,62
1970	31,15	11,99	1,93	3,11	1,60	0,51	0,28	0,51	0,18	0,82	0,28	2,20	0,56	1,50	2,53	1,00	2,15	9,42	1,32	1,75	0,97	5,38	6,71	0,06	47,34
1971	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972	36,02	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	3,37	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	57,24
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,78	1,49	9,73	9,50	0,28	71,06
1974	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,13	1,97	11,77	11,98	0,72	96,19
1975	58,95	17,03	2,42	5,91	3,08	0,91	0,35	0,92	0,28	2,05	0,51	6,97	2,73	3,43	5,83	1,89	4,64	21,27	2,73	3,74	1,95	12,85	12,46	1,25	93,93
1974 3 ^e trimestre ..	64,42	17,56	2,63	5,31	2,74	0,96	0,33	1,23	0,24	2,05	0,62	9,49	3,52	3,69	7,54	1,82	4,69	18,46	2,17	3,13	1,80	11,36	11,06	0,70	94,64
4 ^e trimestre ..	65,12	18,91	2,37	6,35	2,60	0,92	0,35	1,23	0,27	2,12	0,63	8,63	3,27	3,72	6,68	1,94	5,13	19,73	2,39	3,54	2,00	11,80	12,55	0,76	98,16
1975 1 ^{er} trimestre ..	54,11	16,11	2,49	5,94	2,58	0,84	0,41	1,03	0,27	1,83	0,53	5,70	1,44	3,54	5,10	1,93	4,37	20,14	2,49	3,10	2,00	12,55	11,44	1,26	86,95
2 ^e trimestre ..	57,08	17,24	2,40	5,55	3,21	0,94	0,36	0,94	0,30	2,11	0,53	6,28	1,73	3,42	5,39	1,96	4,74	20,67	2,67	3,70	1,89	12,41	12,31	1,42	91,48
3 ^e trimestre ..	52,24	14,77	2,10	5,17	2,58	0,79	0,28	0,76	0,24	1,90	0,44	7,59	1,90	2,60	4,39	1,67	4,62	20,27	2,49	3,50	1,86	12,41	10,85	1,47	84,83
4 ^e trimestre ..	65,41	18,95	2,69	6,84	3,80	1,07	0,35	0,93	0,29	2,18	0,52	8,05	2,89	3,64	6,70	1,90	4,61	22,94	3,16	4,25	2,10	13,43	13,92	0,82	103,09
1976 1 ^{er} trimestre ..	65,82	20,51	3,25	5,91	4,27	1,19	0,48	1,09	0,33	2,08	0,61	5,90	2,34	4,06	7,11	1,89	4,80	25,35	3,26	4,05	2,32	15,72	12,14	1,19	104,50
2 ^e trimestre ..	75,27	23,99	3,54	5,96	4,83	1,28	0,50	1,21	0,30	2,31	0,53	7,92	4,27	4,01	7,76	2,01	4,85	25,68	3,30	4,60	2,15	15,63	12,65	1,26	114,86
3 ^e trimestre ..	67,51	20,53	2,89	6,36	4,10	1,11	0,40	1,03	0,31	2,00	0,48	10,29	1,56	3,56	6,66	1,79	4,44	24,44	3,10	4,68	1,92	14,74	11,43	1,44	104,82

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1974		1975				1976		
									3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
									IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits								
Biens de production	93,0	95,5	100,0	100,7	97,5	106,0	148,4	152,3	156,2	157,4	150,9	149,0	152,1	155,1	159,0	163,1	165,2
Biens de consommation ...	93,8	96,6	100,0	101,7	104,3	109,4	120,9	131,1	122,0	127,1	127,8	127,9	131,8	134,9	137,8	137,8	142,1
Biens d'équipement	92,0	96,1	100,0	104,3	107,0	110,4	118,0	130,4	120,3	121,2	125,8	128,6	132,2	133,3	136,8	136,9	136,1
Ensemble ...	93,0	95,6	100,0	101,2	100,1	107,1	136,9	144,4	142,7	144,0	142,0	141,4	144,0	147,0	150,8	153,5	156,1
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	75,7	83,4	100,0	95,4	94,2	109,2	149,8	143,8	156,5	165,1	158,3	144,1	137,4	133,2	138,6	147,8	153,6
Fabrications métalliques ...	91,1	94,0	100,0	103,1	105,4	109,6	124,3	139,3	126,9	130,5	137,2	136,9	139,0	143,1	145,7	148,5	144,6
Métaux non ferreux	85,2	93,9	100,0	79,9	75,6	93,7	129,6	94,7	129,0	116,8	97,6	92,8	95,4	93,8	94,2	102,1	110,7
Textiles	99,4	100,8	100,0	98,5	101,7	108,6	126,7	126,7	129,2	131,2	129,6	125,4	126,7	125,6	128,3	128,5	132,9
Produits chimiques	98,9	99,6	100,0	98,7	97,9	101,7	141,2	145,6	148,1	144,7	149,8	147,8	140,9	142,0	151,9	152,7	152,4
Industrie houillère	60,0	67,2	100,0	89,8	80,8	79,8	118,8	146,4	114,0	144,3	163,2	116,3	153,0	153,1	162,4	176,4	137,8
Industrie pétrolière	107,1	103,2	100,0	111,6	107,6	118,6	218,8	260,6	256,4	244,9	225,1	254,9	268,2	282,9	298,4	302,0	313,5
Verres et glaces	107,4	106,6	100,0	99,6	97,3	101,9	110,1	118,9	112,3	115,4	116,8	119,6	119,0	120,2	120,0	120,6	120,9
Produits agricoles	94,8	104,6	100,0	105,3	111,0	120,7	126,0	133,8	121,7	126,9	130,4	132,8	135,3	141,1	147,3	143,8	147,2
Ciments	100,9	92,9	100,0	112,9	119,6	124,7	155,5	157,4	167,8	166,5	158,3	160,0	163,4	160,5	166,4	166,5	165,0
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	100,6	98,4	100,0	100,1	102,1	105,7	117,9	133,9	119,2	125,3	129,6	134,2	135,2	137,2	142,9	143,8	149,7
Carrières	91,7	95,8	100,0	104,6	107,1	111,1	124,8	136,0	128,1	132,7	131,5	133,9	138,5	146,8	144,2	142,5	145,0
Céramiques	94,6	93,6	100,0	110,6	117,7	127,6	150,1	176,7	157,5	160,8	171,9	173,4	176,7	175,0	186,2	184,3	193,7
Bois et meubles	93,8	95,5	100,0	99,6	103,0	110,8	128,1	136,0	131,2	134,0	134,4	134,6	136,4	139,0	137,8	141,0	143,9
Peaux, cuirs et chaussures .	92,8	103,4	100,0	96,1	106,4	119,1	116,0	118,0	126,6	116,7	118,1	113,3	119,6	120,4	128,3	139,9	146,9
Papier et livres	94,7	96,6	100,0	102,2	99,9	104,8	137,7	148,9	147,9	152,7	152,3	150,8	147,8	148,0	148,8	146,5	150,1
Tabacs manufacturés	100,5	97,9	100,0	94,5	111,6	140,6	137,4	146,5	143,1	138,9	145,1	151,4	140,6	147,4	145,2	129,2	140,5
Caoutchouc	101,7	98,4	100,0	103,3	107,0	112,8	133,9	143,8	138,4	140,4	144,3	143,4	144,2	143,9	145,2	147,3	147,4
Industries alimentaires	92,3	96,2	100,0	105,1	103,7	114,6	136,4	145,9	137,5	148,1	150,9	146,5	142,3	143,1	141,7	140,5	144,0
Divers	73,3	85,6	100,0	127,5	119,3	129,2	163,6	175,8	185,1	178,8	197,3	202,7	168,6	179,4	196,7	193,0	187,9
Ensemble ...	90,4	94,7	100,0	99,6	100,2	108,3	134,7	139,8	139,9	140,7	141,7	139,5	138,6	140,5	144,6	146,8	150,1
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	97,2	99,1	100,0	98,4	100,1	101,1	98,4	96,8	98,0	97,7	99,8	98,7	96,3	95,6	95,9	95,6	96,2

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1974		1975				1976		
									3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	77,5	90,4	100,0	105,4	114,5	132,7	136,9	123,1	132,7	133,9	114,7	121,8	110,2	133,3	130,0	145,0	129,4
Biens de consommation ...	81,0	93,5	100,0	116,7	134,6	157,8	168,5	172,2	162,1	166,3	168,8	172,0	165,3	181,8	196,5	199,6	183,2
Biens d'équipement	67,9	79,6	100,0	111,0	113,2	133,8	158,7	146,0	148,3	168,5	141,1	151,2	129,5	150,9	142,1	146,1	133,6
Ensemble ...	77,2	89,9	100,0	108,8	118,8	138,4	146,8	136,1	141,4	145,7	128,9	136,1	123,8	145,8	144,9	156,4	141,3
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	88,7	100,5	100,0	97,8	114,1	127,8	133,6	100,6	128,6	137,3	119,0	105,1	80,2	98,6	103,2	108,1	96,1
Fabrications métalliques ...	71,3	89,2	100,0	115,3	122,0	137,7	140,9	141,3	126,3	146,5	136,5	147,8	126,8	154,1	161,6	173,4	140,3
Métaux non ferreux	88,4	95,0	100,0	92,6	99,9	120,6	117,6	103,0	108,8	110,2	102,3	103,7	86,8	119,5	100,9	125,0	112,3
Textiles	79,8	94,5	100,0	112,2	123,8	134,3	130,1	121,8	110,8	128,7	123,2	119,8	106,4	136,9	140,1	141,8	117,3
Produits chimiques	68,1	85,2	100,0	116,3	139,1	175,5	190,1	166,3	188,1	175,7	164,4	161,0	156,3	186,7	183,6	196,7	189,4
Industrie houillère	122,3	111,8	100,0	97,4	95,4	93,1	85,4	74,2	80,6	114,7	90,4	111,9	55,8	59,4	54,5	49,3	70,1
Industrie pétrolière	78,1	108,4	100,0	95,8	130,1	144,4	114,2	136,5	133,4	126,5	121,3	124,9	129,5	170,3	105,2	102,9	190,8
Verres et glaces	75,6	80,9	100,0	97,6	118,9	120,1	115,3	88,2	111,3	107,8	95,7	86,7	77,4	98,0	100,9	114,1	101,5
Produits agricoles	72,2	79,8	100,0	109,4	123,9	139,6	141,4	153,1	148,4	150,9	161,5	139,1	136,7	180,4	163,4	152,9	147,4
Ciments	82,2	85,1	100,0	103,0	99,3	106,8	106,2	70,0	113,0	87,3	61,3	66,4	72,9	71,0	56,5	110,8	120,8
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	75,7	84,9	100,0	113,1	126,4	148,4	141,3	119,5	127,2	130,6	122,5	124,1	106,5	124,8	118,3	141,6	122,4
Carrières	91,2	94,1	100,0	99,8	109,3	118,4	127,9	116,5	125,7	125,6	118,2	126,7	103,9	120,6	107,2	138,5	111,4
Céramiques	77,4	93,8	100,0	105,2	122,0	131,8	125,2	111,9	121,5	114,4	98,3	120,4	114,9	109,8	115,8	143,7	112,5
Bois et meubles	74,3	93,6	100,0	127,9	152,1	176,3	166,1	154,6	143,7	163,8	152,8	159,0	127,7	175,7	173,8	184,3	146,7
Peaux, cuirs et chaussures .	80,9	98,0	100,0	113,1	121,1	118,6	128,9	108,4	106,3	128,2	110,9	114,8	99,8	113,9	112,6	113,6	105,7
Papier et livres	69,7	90,9	100,0	105,2	122,1	142,4	144,7	121,1	135,6	143,1	120,2	114,2	113,2	134,7	146,2	155,0	135,8
Tabacs manufacturés	113,9	100,7	100,0	111,8	124,0	151,0	193,4	191,9	193,0	205,1	205,4	196,5	157,2	208,1	181,9	186,3	166,0
Caoutchouc	67,7	89,2	100,0	115,5	133,2	173,7	200,3	216,1	181,0	214,2	208,1	226,7	196,7	235,8	230,8	220,9	179,1
Industries alimentaires	70,8	86,4	100,0	109,1	135,1	150,8	163,2	158,8	160,0	154,0	160,9	163,5	149,3	160,1	169,0	202,8	185,3
Divers	78,5	78,6	100,0	76,0	88,8	105,9	120,0	115,1	119,7	122,6	115,2	111,6	107,9	129,5	127,2	135,5	123,8
Ensemble ...	76,9	91,2	100,0	107,2	120,7	137,8	140,7	129,9	132,2	141,2	131,7	130,4	115,2	142,5	140,9	149,9	134,8

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.
(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,44	19,71	- 1,73	16,66	18,31	+ 1,65	15,97	15,73	- 0,24
1975	20,70	19,62	- 1,08	16,39	16,84	+ 0,45	15,76	15,08	- 0,68
1974 3 ^e trimestre	20,90	19,32	- 1,58	15,48	17,14	+ 1,66	15,41	15,16	- 0,25
4 ^e trimestre	21,46	20,10	- 1,36	17,15	18,27	+ 1,12	15,95	16,96	+ 1,01
1975 1 ^{er} trimestre	20,15	19,05	- 1,10	16,12	16,03	- 0,09	15,75	15,00	- 0,75
2 ^e trimestre	21,00	19,92	- 1,08	17,23	17,04	- 0,19	15,79	15,43	- 0,36
3 ^e trimestre	18,97	18,00	- 0,97	14,47	14,51	+ 0,04	14,75	13,42	- 1,33
4 ^e trimestre	22,68	21,52	- 1,16	17,75	19,79	+ 2,04	16,85	16,47	- 0,38
1976 1 ^{er} trimestre	24,62	23,53	- 1,09	19,12	21,93	+ 2,81	19,79	16,26	- 3,53
2 ^e trimestre	26,04	25,47	- 0,57	19,85	23,52	+ 3,67	18,54	18,04	- 0,50
3 ^e trimestre	24,21	23,59	- 0,62	16,09	19,59	+ 3,50	15,74	16,60	+ 0,86
1975 11 premiers mois	20,56	19,44	- 1,12	16,24	16,46	+ 0,22	15,74	14,98	- 0,76
12 mois	20,70	19,62	- 1,08	16,39	16,84	+ 0,45	15,76	15,08	- 0,68
1976 1 ^{er} mois	20,80	20,77	- 0,03	17,31	18,60	+ 1,29	17,58	15,11	- 2,47
2 premiers mois	23,26	21,81	- 1,45	17,96	20,10	+ 2,14	18,17	15,36	- 2,81
3 premiers mois	24,62	23,53	- 1,09	19,12	21,93	+ 2,81	19,79	16,26	- 3,53
4 premiers mois	25,48	23,97	- 1,51	19,34	22,23	+ 2,89	20,41	16,77	- 3,64
5 premiers mois	25,45	24,00	- 1,45	19,19	22,40	+ 3,21	20,11	16,86	- 3,25
6 premiers mois	25,33	24,50	- 0,83	19,48	22,73	+ 3,25	19,17	17,15	- 2,02
7 premiers mois	24,95	24,11	- 0,84	19,14	22,34	+ 3,20	18,17	16,65	- 1,52
8 premiers mois	24,51	23,75	- 0,76	18,36	21,39	+ 3,03	17,91	16,36	- 1,55
9 premiers mois	24,96	24,19	- 0,77	18,35	21,68	+ 3,33	18,03	16,96	- 1,07
10 premiers mois	25,38	24,50	- 0,88	18,47	22,02	+ 3,55	18,93	17,36	- 1,57
11 premiers mois	25,52	24,35	- 1,17	18,43	22,08	+ 3,65	19,09	17,49	- 1,60
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1968	1,50	1,29	- 0,21	2,51	1,49	- 1,02	21,87	23,77	+ 1,90
1969	1,68	1,80	+ 0,12	2,90	1,69	- 1,21	27,09	30,61	+ 3,52
1970	1,77	2,27	+ 0,50	2,75	1,76	- 0,99	31,04	35,31	+ 4,27
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,02	+ 2,82
1974	3,62	4,10	+ 0,48	5,57	4,95	- 0,62	63,92	64,07	+ 0,15
1975	3,67	3,54	- 0,13	5,83	5,69	- 0,14	63,09	62,13	- 0,96
1974 3 ^e trimestre	3,56	3,85	+ 0,31	5,22	4,81	- 0,41	61,16	61,58	+ 0,42
4 ^e trimestre	3,62	3,80	+ 0,18	5,40	5,76	+ 0,36	64,32	66,12	+ 1,80
1975 1 ^{er} trimestre	3,43	3,19	- 0,24	5,35	5,77	+ 0,42	61,53	60,41	- 1,12
2 ^e trimestre	3,55	3,18	- 0,37	5,97	5,51	- 0,46	64,19	62,30	- 1,89
3 ^e trimestre	3,83	3,02	- 0,81	5,12	5,14	+ 0,02	57,86	55,17	- 2,69
4 ^e trimestre	3,87	4,78	+ 0,91	6,87	6,33	- 0,54	68,88	70,63	+ 1,75
1976 1 ^{er} trimestre	4,12	4,66	+ 0,54	7,56	5,52	- 2,04	76,10	73,59	- 2,51
2 ^e trimestre	4,27	5,06	+ 0,79	8,15	6,01	- 2,14	77,94	79,59	+ 1,65
3 ^e trimestre	4,46	4,49	+ 0,03	6,85	6,04	- 0,81	68,23	72,31	+ 4,08
1975 11 premiers mois	3,66	3,39	- 0,27	5,79	5,66	- 0,13	62,72	61,27	- 1,45
12 mois	3,67	3,54	- 0,13	5,83	5,69	- 0,14	63,09	62,13	- 0,96
1976 1 ^{er} mois	3,51	3,88	+ 0,37	7,76	5,47	- 2,29	67,83	65,19	- 2,64
2 premiers mois	3,83	4,12	+ 0,29	6,86	5,46	- 1,40	70,94	68,40	- 2,54
3 premiers mois	4,12	4,66	+ 0,54	7,56	5,52	- 2,04	76,10	73,59	- 2,51
4 premiers mois	4,14	4,75	+ 0,61	7,72	5,64	- 2,08	78,02	74,97	- 3,05
5 premiers mois	4,16	4,72	+ 0,56	7,75	5,53	- 2,22	77,63	75,05	- 2,58
6 premiers mois	4,20	4,86	+ 0,66	7,86	5,76	- 2,10	77,02	76,59	- 0,43
7 premiers mois	4,23	4,80	+ 0,57	7,69	5,81	- 1,88	75,15	75,31	+ 0,16
8 premiers mois	4,26	4,65	+ 0,39	7,59	5,73	- 1,86	73,58	73,50	- 0,08
9 premiers mois	4,28	4,74	+ 0,46	7,52	5,86	- 1,66	74,09	75,16	+ 1,07
10 premiers mois	4,36	4,85	+ 0,49	7,66	6,18	- 1,48	75,73	76,71	+ 0,98
11 premiers mois	4,34	4,88	+ 0,54	7,73	6,17	- 1,56	76,07	76,76	+ 0,69

1 République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Total métrop. européennes O.C.D.E. 1			Etats-Unis d'Amérique			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1968	23,73	26,20	+ 2,47	2,87	3,21	+ 0,34	1,91	1,09	- 0,82
1969	29,35	33,79	+ 4,44	3,19	2,90	- 0,29	2,31	1,24	- 1,07
1970	33,61	39,41	+ 5,80	4,15	2,90	- 1,25	2,33	1,39	- 0,94
1971	39,51	41,68	+ 2,17	3,34	3,44	+ 0,10	2,36	1,47	- 0,89
1972	43,66	48,43	+ 4,77	3,20	3,61	+ 0,41	2,29	1,45	- 0,84
1973	54,45	58,97	+ 4,52	4,03	4,07	+ 0,04	2,78	2,05	- 0,73
1974	69,74	71,96	+ 2,22	6,29	5,13	- 1,16	4,31	3,03	- 1,28
1975	69,31	69,52	+ 0,21	5,97	3,60	- 2,37	3,77	3,22	- 0,55
1974 3 ^e trimestre	66,50	68,94	+ 2,44	5,91	5,12	- 0,79	4,71	3,07	- 1,64
4 ^e trimestre	70,91	74,65	+ 3,74	5,58	5,36	- 0,22	4,74	3,23	- 1,51
1975 1 ^{er} trimestre	67,68	68,46	+ 0,78	6,08	3,61	- 2,47	3,04	3,96	+ 0,92
2 ^e trimestre	70,58	69,70	- 0,88	5,49	3,52	- 1,97	4,15	3,14	- 1,01
3 ^e trimestre	63,67	61,54	- 2,13	4,99	2,89	- 2,10	3,50	2,78	- 0,72
4 ^e trimestre	75,43	78,38	+ 2,95	7,32	4,38	- 2,94	4,38	2,98	- 1,40
1976 1 ^{er} trimestre	82,73	81,70	- 1,03	6,37	3,52	- 2,85	4,95	3,76	- 1,19
2 ^e trimestre	84,24	87,60	+ 3,36	7,25	3,65	- 3,60	5,11	3,97	- 1,14
3 ^e trimestre	74,43	80,18	+ 5,75	6,49	3,47	- 3,02	4,73	3,72	- 1,01
1975 11 premiers mois	68,92	68,59	- 0,33	5,87	3,56	- 2,31	3,69	3,25	- 0,44
12 mois	69,31	69,52	+ 0,21	5,97	3,60	- 2,37	3,77	3,22	- 0,55
1976 1 ^{er} mois	74,32	72,44	- 1,88	6,32	3,33	- 2,99	5,77	3,39	- 2,38
2 premiers mois	77,41	75,43	- 1,98	6,01	3,33	- 2,68	5,19	3,63	- 1,56
3 premiers mois	82,73	81,70	- 1,03	6,37	3,52	- 2,85	4,95	3,76	- 1,19
4 premiers mois	84,61	82,64	- 1,97	6,56	3,52	- 3,04	4,92	3,73	- 1,19
5 premiers mois	84,12	82,75	- 1,37	6,67	3,56	- 3,11	4,85	3,78	- 1,07
6 premiers mois	83,48	84,65	+ 1,17	6,81	3,59	- 3,22	5,03	3,87	- 1,16
7 premiers mois	81,53	83,17	+ 1,64	6,69	3,56	- 3,13	4,98	3,85	- 1,13
8 premiers mois	79,93	81,32	+ 1,39	6,67	3,43	- 3,24	4,90	3,80	- 1,10
9 premiers mois	80,46	83,16	+ 2,70	6,71	3,55	- 3,16	4,93	3,82	- 1,11
10 premiers mois	82,12	84,88	+ 2,76	6,82	3,67	- 3,15	4,96	3,85	- 1,11
11 premiers mois	82,47	84,98	+ 2,51	6,87	3,68	- 3,19	4,94	3,83	- 1,11

Moyennes mensuelles	Amérique latine 2			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972	1,20	1,17	- 0,03	1,10	0,47	- 0,63	0,97	0,99	+ 0,02
1973	1,55	1,33	- 0,22	1,92	0,49	- 1,43	1,26	1,62	+ 0,36
1974	1,88	2,43	+ 0,55	2,47	0,65	- 1,82	1,85	2,69	+ 0,84
1975	1,70	2,16	+ 0,46	1,39	0,54	- 0,85	1,89	2,60	+ 0,71
1974 3 ^e trimestre	2,16	2,37	+ 0,21	2,46	0,68	- 1,78	1,83	2,74	+ 0,91
4 ^e trimestre	1,98	2,87	+ 0,89	1,76	0,82	- 0,94	2,10	3,05	+ 0,95
1975 1 ^{er} trimestre	1,39	2,89	+ 1,50	1,08	0,75	- 0,35	1,99	3,25	+ 1,25
2 ^e trimestre	1,63	1,78	+ 0,15	1,51	0,54	- 0,97	1,92	2,65	+ 0,73
3 ^e trimestre	1,81	1,82	+ 0,01	1,54	0,34	- 1,20	1,78	2,09	+ 0,31
4 ^e trimestre	1,94	2,14	+ 0,20	1,44	0,53	- 0,91	1,88	2,42	+ 0,54
1976 1 ^{er} trimestre	1,96	1,61	- 0,35	1,21	0,41	- 0,80	2,02	2,29	+ 0,27
2 ^e trimestre	2,57	1,68	- 0,89	1,98	0,53	- 1,45	2,02	2,43	+ 0,41
3 ^e trimestre	2,88	1,61	- 1,27	2,44	0,48	- 1,96	1,73	2,65	+ 0,92
1975 11 premiers mois	1,69	2,15	+ 0,46	1,34	0,53	- 0,81	1,88	2,57	+ 0,69
12 mois	1,70	2,16	+ 0,46	1,39	0,54	- 0,85	1,89	2,60	+ 0,71
1976 1 ^{er} mois	1,79	1,44	- 0,35	1,49	0,42	- 1,07	1,76	2,32	+ 0,20
2 premiers mois	1,71	1,43	- 0,28	0,86	0,36	- 0,50	1,99	2,22	+ 0,23
3 premiers mois	1,96	1,61	- 0,35	1,21	0,41	- 0,80	2,02	2,29	+ 0,27
4 premiers mois	2,07	1,58	- 0,49	1,30	0,44	- 0,86	2,04	2,30	+ 0,26
5 premiers mois	2,14	1,65	- 0,49	1,47	0,44	- 1,03	1,94	2,30	+ 0,36
6 premiers mois	2,27	1,65	- 0,62	1,60	0,47	- 1,13	2,02	2,36	+ 0,34
7 premiers mois	2,27	1,63	- 0,64	1,79	0,47	- 1,32	1,95	2,36	+ 0,41
8 premiers mois	2,40	1,62	- 0,78	1,89	0,47	- 1,42	1,89	2,41	+ 0,52
9 premiers mois	2,47	1,63	- 0,84	1,88	0,51	- 1,37	1,92	2,46	+ 0,54
10 premiers mois	2,48	1,65	- 0,83	1,98	0,49	- 1,49	1,90	2,52	+ 0,62
11 premiers mois	2,48	1,61	- 0,87	2,06	0,48	- 1,58	1,88	2,46	+ 0,58

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

2 Amérique du Sud, Amérique Centrale et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du

Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels

(milliards de francs)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976 p		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 23,9	+ 20,8	+ 29,3	+ 27,4	+ 11,3	- 15,3	990,7	1.066,2	- 75,5
1.12 Travail à façon	+ 9,7	+ 13,9	+ 13,7	+ 17,0	+ 16,9	+ 15,8	31,7	10,3	+ 21,4
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 5,0	+ 6,4	+ 3,1	+ 5,3	+ 13,9	+ 16,8	21,5	—	+ 21,5
1.14 Or non monétaire .....	...	+ 0,1	+ 0,3	- 1,4	- 7,3	+ 1,0	9,9	13,1	- 3,2
1.2 Frets ²	+ 1,5	+ 3,8	+ 4,8	+ 3,2	+ 3,7	+ 6,7	53,4	45,5	+ 7,9
1.3 Assur. pour le transport de marchandises ² ...	...	- 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,5	- 0,5	1,3	1,7	- 0,4
1.4 Autres frais de transport	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1	- 0,2	- 0,5	+ 0,7	20,2	20,1	+ 0,1
1.5 Déplacements à l'étranger	- 7,2	- 10,2	- 12,4	- 16,6	- 17,9	- 20,1	35,3	59,2	- 23,9
1.6 Revenus d'investissements	+ 3,4	+ 4,2	+ 7,4	+ 7,2	+ 12,1	+ 16,4	155,3	131,8	+ 23,5
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 0,6	+ 3,4	+ 8,5	+ 7,3	+ 13,2	+ 15,1	29,0	10,5	+ 18,5
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,9	+ 4,2	+ 5,0	+ 4,9	+ 5,1	+ 5,5	15,3	9,4	+ 5,9
1.82 Autres	+ 1,8	+ 2,3	+ 0,4	+ 3,3	+ 0,4	+ 4,3	91,4	79,4	+ 12,0
Total 1 ...	+ 43,5	+ 49,3	+ 60,0	+ 57,1	+ 50,4	+ 46,4	1.455,0	1.447,2	+ 7,8
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 6,6	+ 6,8	+ 8,1	+ 11,5	+ 6,8	+ 7,1	31,4	21,5	+ 9,9
2.2 Transferts de l'Etat	- 14,4	- 14,8	- 16,9	- 23,6	- 21,4	- 28,6	3,5	33,1	- 29,6
Total 2 ...	- 7,8	- 8,0	- 8,8	- 12,1	- 14,6	- 21,5	34,9	54,6	- 19,7
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 1,8	- 2,0	- 2,5	- 1,4	- 1,5	- 1,5	—	1,2	- 1,2
3.112 Autres opérations	+ 1,9	- 7,8	- 6,5	- 1,5	- 0,9	+ 0,6	1,8	1,6	+ 0,2
3.12 Avoirs	- 0,6	- 1,2	- 1,6	- 1,5	- 1,5	- 3,3	...	2,1	- 2,1
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,2	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 0,7	- 11,0	- 10,7	- 4,4	- 3,9	- 4,2	1,8	4,9	- 3,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 2,4	- 0,5	- 1,2	- 1,3	+ 1,1	+ 1,5	1,6	1,4	+ 0,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 0,3	- 1,2	- 1,0	- 1,6	- 2,1	- 1,7	7,7	0,6	+ 7,1
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 15,7	- 23,6	- 36,0	- 31,4	- 15,4	- 36,1	—	11,4	- 11,4
4.312 Investissements directs	- 7,8	- 8,8	- 6,5	- 6,7	- 14,5	- 5,5	2,8	14,1	- 11,3
4.313 Immeubles	- 0,9	- 1,2	- 1,5	- 3,6	- 3,8	- 3,0	2,4	4,6	- 2,2
4.314 Autres (chiffres nets)	- 2,7	- 1,3	- 1,5	- 6,6	- 12,6	- 3,2	—	17,4	- 17,4
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	+ 1,3	+ 5,1	+ 4,1	+ 3,4	- 2,9	+ 1,6	0,6	—	+ 0,6
4.322 Investissements directs	+ 15,9	+ 21,8	+ 17,7	+ 27,5	+ 41,8	+ 33,9	32,6	2,8	+ 29,8
4.323 Immeubles .....	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 3,2	+ 2,1	+ 1,4	3,5	1,0	+ 2,5
4.324 Autres (chiffres nets)	- 1,8	+ 0,1	+ 4,8	+ 4,0	+ 1,2	+ 4,3	8,9	—	+ 8,9
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets) .....	...	...	...	...	...	...	...	—	...
Total 4 ...	- 13,8	- 9,3	- 20,2	- 13,1	- 5,1	- 6,8	60,1	53,3	+ 6,8
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 1,2	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7	+ 11,2	4,8	—	+ 4,8
Total 1 à 5 ...	+ 20,0	+ 20,4	+ 19,8	+ 34,3	+ 30,5	+ 25,1	1.556,6	1.560,0	- 3,4
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 4,8	- 3,0	- 0,7	+ 1,0	+ 5,9	+ 0,7	—	—	+ 2,6
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois .	+ 3,8	- 5,2	- 4,5	- 13,8	+ 2,6	- 6,2	—	—	+ 3,7
6.212 Monnaies étrangères ⁶	- 0,7	+ 10,6	+ 1,3	+ 10,9	+ 13,9	+ 12,0	—	—	+ 13,5
6.22 Organismes divers	+ 0,7	+ 0,5	- 2,7	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4	—	—	- 0,5
6.23 B.N.B. ⁶	+ 11,4	+ 17,5	+ 26,4	+ 36,4	+ 7,5	+ 18,2	—	—	- 22,7
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	(+ 3,5)	(+ 3,5)	(+ 3,4)	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes.

⁵ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁶ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1974				1975				1976 p				
	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre
1. Transactions sur biens et services :													
1.1 Opérations sur marchandises :													
1.11 Exportations et importations ¹	+11,9	+ 9,2	- 5,4	- 8,7	-10,4	-25,8	-12,2	-25,3	-12,2				
1.12 Travail à façon	+ 4,4	+ 4,4	+ 4,2	+ 3,1	+ 4,1	+ 3,7	+ 6,1	+ 6,0	+ 5,6				
1.13 Opérations d'arbitrage	- 0,1	+ 2,6	+ 6,7	+ 2,2	+ 5,3	+ 3,1	+ 5,7	+ 3,3	+ 9,4				
1.14 Or non monétaire	- 6,4	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,2	- 0,8	- 1,0	- 1,2	- 0,4	- 0,6				
1.2 Frets ²	+ 1,1	+ 1,7	+ 1,6	+ 1,9	+ 1,5	+ 1,5	+ 2,1	+ 1,9	+ 2,4				
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,2	- 0,1				
1.4 Autres frais de transport	+ 0,2	- 0,1	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	- 0,2	- 0,2	+ 0,3				
1.5 Déplacements à l'étranger	- 2,1	- 3,8	- 5,1	- 9,7	- 1,5	- 4,1	- 6,3	-11,1	- 2,4				
1.6 Revenus d'investissements	+ 4,9	+ 4,3	+ 0,8	+ 6,1	+ 5,2	+ 4,9	+ 5,8	+ 5,3	+ 7,5				
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 3,8	+ 3,4	+ 3,8	+ 3,6	+ 4,3	+ 5,0	+ 4,7	+ 5,0	+ 3,8				
1.8 Autres :													
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,7	+ 1,6	+ 0,8	+ 1,2	+ 1,5	+ 1,5	+ 1,7				
1.82 Autres .....	...	+ 0,8	+ 1,0	- 0,4	+ 2,9	+ 0,5	+ 2,6	+ 4,5	+ 4,4				
Total 1 ...	+18,7	+24,0	+10,0	+ 0,9	+11,5	-10,8	+ 8,5	- 9,7	+19,8				
2. Transferts :													
2.1 Transferts privés	+ 1,0	+ 1,4	+ 0,3	+ 2,4	+ 3,0	+ 1,5	+ 2,8	+ 3,5	+ 2,1				
2.2 Transferts de l'Etat	- 5,8	- 6,1	- 7,5	- 6,9	- 8,1	- 7,0	- 8,1	- 7,5	- 7,0				
Total 2 ...	- 4,8	- 4,7	- 7,2	- 4,5	- 5,1	- 5,5	- 5,3	- 4,0	- 4,9				
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :													
3.1 Etat ³ :													
3.11 Engagements :													
3.111 Amortissements contractuels	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,5	- 0,2	- 0,2				
3.112 Autres opérations	- 0,4	- 0,6	+ 0,9	- 0,3	+ 0,6	- 0,2	+ 0,4	- 0,2	+ 0,2				
3.12 Avoirs	- 0,7	...	- 1,3	- 0,1	- 1,9	- 0,1	- 0,2	- 0,6	- 1,2				
3.2 Autres pouvoirs publics :													
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 1,3	- 1,1	- 0,9	- 0,6	- 1,6	- 0,6	- 0,3	- 1,0	- 1,2				
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :													
4.1 Organismes publics d'exploitation .	...	+ 0,5	...	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,4	- 0,3	+ 0,4	- 0,3				
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	- 0,2	+ 1,0	- 1,7	- 0,6	- 0,4	+ 1,1	+ 3,9	+ 0,1	+ 2,0				
4.3 Secteur privé :													
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :													
4.311 Valeurs mobilières	- 7,3	- 8,8	-11,1	- 6,2	-10,0	-10,3	+ 3,6	- 1,7	- 3,0				
4.312 Investissements directs	- 7,2	- 2,0	- 2,9	...	- 0,6	- 3,9	- 3,0	- 0,9	- 3,5				
4.313 Immeubles	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,5	- 0,9	- 0,5	- 0,6	- 0,8	- 0,3				
4.314 Autres	- 2,2	- 1,6	...	- 0,5	- 1,1	- 0,7	- 4,5	- 6,3	- 5,9				
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :													
4.321 Valeurs mobilières	- 0,1	+ 0,9	- 0,1	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,2	- 0,2	+ 0,3				
4.322 Investissements directs	+10,2	+ 7,5	+ 7,5	+ 7,0	+11,9	+ 5,9	+ 3,7	+ 5,6	+14,6				
4.323 Immeubles	+ 0,9	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,6				
4.324 Autres	- 3,3	+ 2,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 1,7	+ 3,7	+ 2,7	- 1,6	+ 4,1				
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	- 9,9	- 0,7	- 8,7	+ 0,3	+ 2,3	- 3,5	+ 6,2	- 4,5	+ 8,6				
5. Erreurs et omissions	-11,2	+ 3,2	+ 6,4	+ 0,9	+ 0,7	- 4,2	- 1,2	+ 6,8	+ 3,4				
Total 1 à 5 ...	- 8,5	+20,7	- 0,4	- 3,0	+ 7,8	-24,6	+ 7,9	-12,4	+25,7				
6. Financement du total :													
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monét. de créances commerc. sur l'étranger	+ 1,9	+ 2,8	+ 1,0	...	- 3,1	+ 1,7	- 0,7	+ 0,8	+ 0,8				
6.2 Mouvem. des avoirs extér. nets des organismes principal. monétaires :													
6.21 Banques belges et luxemb. :													
6.211 Francs belges et lux. ...	- 6,3	+ 4,1	+ 0,8	- 4,4	- 6,7	+ 5,7	- 9,0	+20,0	-13,0				
6.212 Monnaies étrangères ⁵	-13,6	+ 2,6	- 1,5	+ 1,4	+ 9,5	+14,6	-10,3	+ 2,4	+ 6,8				
6.22 Organismes divers	+ 0,4	+ 1,1	- 1,4	+ 1,7	- 1,0	- 1,2	+ 0,4	- 0,5	+ 0,8				
6.23 B.N.B. ⁵	+ 9,1	+10,1	+ 0,7	- 1,7	+ 9,1	-45,4	+27,5	-35,1	+30,3				
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—	—				

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaieur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés

(milliards de francs)

	1976			1976			1975	1976 P
	3 ^e trimestre P			4 ^e trimestre P				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Année	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	243,0	268,3	-25,3	266,0	278,2	-12,2	-15,3 ⁶	-75,5 ⁷
1.12 Travail à façon	8,4	2,4	+ 6,0	8,5	2,9	+ 5,6	+15,8	+21,4
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	3,3	—	+ 3,3	9,4	—	+ 9,4	+16,8	+21,5
1.14 Or non monétaire	1,7	2,1	- 0,4	4,9	5,5	- 0,6	+ 1,0	- 3,2
1.2 Frets ²	13,8	11,9	+ 1,9	14,4	12,0	+ 2,4	+ 6,7	+ 7,9
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,3	0,5	- 0,2	0,3	0,4	- 0,1	- 0,5	- 0,4
1.4 Autres frais de transport	5,4	5,6	- 0,2	5,6	5,3	+ 0,3	+ 0,7	+ 0,1
1.5 Déplacements à l'étranger	10,9	22,0	-11,1	8,2	10,6	- 2,4	-20,1	-23,9
1.6 Revenus d'investissements	36,1	30,8	+ 5,3	42,7	35,2	+ 7,5	+16,4	+23,5
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	7,1	2,1	+ 5,0	7,4	3,6	+ 3,8	+15,1	+18,5
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	3,7	2,2	+ 1,5	4,1	2,4	+ 1,7	+ 5,5	+ 5,9
1.82 Autres	23,6	19,1	+ 4,5	26,5	22,1	+ 4,4	+ 4,3	+12,0
Total 1 ...	357,3	367,0	- 9,7	398,0	378,2	+19,8	+46,4	+ 7,8
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	8,8	5,3	+ 3,5	7,5	5,4	+ 2,1	+ 7,1	+ 9,9
2.2 Transferts de l'Etat	0,8	8,3	- 7,5	1,1	8,1	- 7,0	-28,6	-29,6
Total 2 ...	9,6	13,6	- 4,0	8,6	13,5	- 4,9	-21,5	-19,7
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,2	- 0,2	—	0,2	- 0,2	- 1,5	- 1,2
3.112 Autres opérations	0,6	0,8	- 0,2	1,2	1,0	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,2
3.12 Avoirs .....	...	0,6	- 0,6	...	1,2	- 1,2	- 3,3	- 2,1
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,6	1,6	- 1,0	1,2	2,4	- 1,2	- 4,2	- 3,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	0,8	0,4	+ 0,4	0,2	0,5	- 0,3	+ 1,5	+ 0,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	0,3	0,2	+ 0,1	2,4	0,4	+ 2,0	- 1,7	+ 7,1
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	1,7	- 1,7	—	3,0	- 3,0	-36,1	-11,4
4.312 Investissements directs	0,7	1,6	- 0,9	0,7	4,2	- 3,5	- 5,5	-11,3
4.313 Immeubles	0,6	1,4	- 0,8	0,7	1,0	- 0,3	- 3,0	- 2,2
4.314 Autres (chiffres nets)	—	6,3	- 6,3	—	5,9	- 5,9	- 3,2	-17,4
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	0,2	- 0,2	0,3	—	+ 0,3	+ 1,6	+ 0,6
4.322 Investissements directs	6,6	1,0	+ 5,6	15,3	0,7	+14,6	+33,9	+29,8
4.323 Immeubles	1,1	0,2	+ 0,9	0,9	0,3	+ 0,6	+ 1,4	+ 2,5
4.324 Autres (chiffres nets)	—	1,6	- 1,6	4,1	—	+ 4,1	+ 4,3	+ 8,9
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets)	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	10,1	14,6	- 4,5	24,6	16,0	+ 8,6	- 6,8	+ 6,8
5. Erreurs et omissions (nettes)	6,8	—	+ 6,8	3,4	—	+ 3,4	+11,2	+ 4,8
Total 1 à 5 ...	384,4	396,8	-12,4	435,8	410,1	+25,7	+25,1	- 3,4
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger	—	—	+ 0,8	—	—	+ 0,8	+ 0,7	+ 2,6
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :								
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	+20,0	—	—	-13,0	- 6,2	+ 3,7
6.212 Monnaies étrangères ⁵	—	—	+ 2,4	—	—	+ 6,8	+12,0	+13,5
6.22 Organismes divers	—	—	- 0,5	—	—	+ 0,8	+ 0,4	- 0,5
6.23 B.N.B. ⁵	—	—	-35,1	—	—	+30,3	+18,2	-22,7
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁶ Exportations = 872,5; importations = 887,8.

⁷ Exportations = 990,7; importations = 1.066,2.

**IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME ***

(milliards de francs)

	1973	1974	1975	1976 p	1976				
					4e tri- mestre	1er tri- mestre	2e tri- mestre	3e tri- mestre	4e tri- mestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+ 57,1	+50,4	+46,4	+ 7,8	+11,5	-10,8	+ 8,5	- 9,7	+19,8
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 12,1	-14,6	-21,5	-19,7	- 5,1	- 5,5	- 5,3	- 4,0	- 4,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	- 4,4	- 3,9	- 4,2	- 3,1	- 1,6	- 0,6	- 0,3	- 1,0	- 1,2
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	- 0,5	...	+ 0,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements	- 13,1	- 5,1	- 6,8	+ 6,8	+ 2,3	- 3,5	+ 6,2	- 4,5	+ 8,6
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 10,8	-21,7	-57,0	-23,0	- 5,8	- 3,6	- 6,7	- 4,2	- 8,5
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 53,2	-13,9	- 3,2	-15,8	- 3,3	-28,4	+14,6	- 6,8	+ 4,8
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 11,8	+14,1	+52,5	+15,0	+ 6,1	-10,1	+12,2	+ 2,9	+10,0
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 46,7	+12,5	- 5,0	+24,0	+ 4,2	+39,2	- 8,7	+ 4,2	-10,7
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 5,7	-10,7	- 4,8	-11,7	- 5,9	- 4,5	+ 1,3	- 6,1	- 2,4
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 18,3	+ 6,5	+10,1	+ 4,0	+ 6,1	- 7,7	+11,0	-14,3	+15,0
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	- 0,3	-10,0	+ 9,8	- 5,6	- 6,9	-16,4	+ 1,6	- 0,2	+ 9,4
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ³	- 9,1	- 7,9	- 6,9	- 7,3	- 9,3	- 4,2	+ 4,0	...	- 7,1
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	+ 5,4	+12,4	- 1,2	- 2,6	+ 6,0	+ 5,6	- 7,5	+ 2,8	- 3,5
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	+ 6,8	+ 3,7	+11,2	+ 4,8	+ 0,7	- 4,2	- 1,2	+ 6,8	+ 3,4
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	- 2,7	+ 1,5	- 0,9	+ 1,2	- 0,6	+ 2,8	+ 0,7	- 1,2	- 1,1
Total 1 à 7 ...	+ 34,4	+13,4	+18,8	-24,6	- 1,5	-51,4	+30,0	-35,2	+32,0
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or	- 1,6	...	...	...	...	...	...	...	...
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	+ 3,9	- 1,3	+ 5,1	+ 1,2	- 0,1	+ 3,0	+ 4,2	- 5,9	- 0,1
8.3 Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire	+ 3,5	- 3,5	...	...	...	-33,1	+33,1	-19,0	+19,0
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.41 Avoirs nets au comptant ⁵	+ 30,8	+17,7	+13,9	-26,2	- 1,2	-20,6	- 7,7	-10,5	+12,6
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	- 8,3	+15,3	+ 1,2	+12,0	+ 0,7	+ 3,5	+ 2,9	+ 4,0	+ 1,6
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.51 Avoirs au comptant ⁶	- 0,6	- 0,5	- 0,6	+ 0,4	- 0,2	- 0,7	+ 0,9	+ 0,2	...
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	+ 6,7	-14,3	- 0,8	-12,0	- 0,7	- 3,5	- 3,4	- 4,0	- 1,1

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Depuis janvier 1974, les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale de Belgique ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹ Autres que les organismes principalement monétaires.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, no 1, janvier 1965 : Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques », chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » ; XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968, chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie « Statistiques » :

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁶ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

Révision de certaines données. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, vol. I, no 1, : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » : LI^e année, tome II, no 1-2 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1975 ».

IX - 5. — EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L.

Paiements, transactions et variations des créances ou des dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger

(milliards de francs)

	Paiements d'exportations et d'importations (y compris certaines opérations à crédit) recensés dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. 1			Paiements d'exportations et d'importations, à l'exclusion des opérations à crédit			Estimation des transactions d'exportations et d'importations			Variations 2 des créances ou dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger		
	Exportations (1)	Importations (2)	Solde (3)	Exportations (4)	Importations (5)	Solde (6)	Exportations (7)	Importations (8)	Solde (9)	A l'exportation (10) = (7) - (4)	A l'importation (11) = (5) - (8)	Total (12) = (9) - (8) = (10) + (11)
1968	318,6	330,7	- 12,1	312,5	330,7	- 18,2	321,1	331,8	- 10,7	+ 8,6	- 1,1	+ 7,5
1969	388,1	392,7	- 4,6	385,5	392,3	- 6,8	398,3	394,4	+ 3,9	+ 12,8	- 2,1	+ 10,7
1970	466,6	442,7	+ 23,9	458,7	442,7	+ 16,0	464,6	439,6	+ 25,0	+ 5,9	+ 3,1	+ 9,0
1971	502,0	481,2	+ 20,8	498,7	481,9	+ 16,8	492,9	479,0	+ 13,9	- 5,8	+ 2,9	- 2,9
1972	561,8	532,5	+ 29,3	555,0	532,7	+ 22,3	571,6	532,7	+ 38,9	+ 16,6	...	+ 16,6
1973	700,6	673,2	+ 27,4	696,3	672,0	+ 24,3	717,0	686,2	+ 30,8	+ 20,7	- 14,2	+ 6,5
1974	933,0	921,7	+ 11,3	920,7	921,5	- 0,8	939,8	939,1	+ 0,7	+ 19,1	- 17,6	+ 1,5
1975	872,5	887,8	- 15,3	868,9	888,2	- 19,3	858,7	889,7	- 31,0	- 10,2	- 1,5	- 11,7
1974 2 ^e trimestre	234,5	237,1	- 2,6	231,5	237,1	- 5,6	251,7	260,4	- 8,7	+ 20,2	- 23,3	- 3,1
3 ^e trimestre	238,7	238,0	+ 0,7	243,3	237,1	+ 6,2	230,1	227,4	+ 2,7	- 13,2	+ 9,7	- 3,5
4 ^e trimestre	249,9	238,0	+ 11,9	242,2	238,9	+ 3,3	233,8	233,8	...	- 8,4	+ 5,1	- 3,3
1975 1 ^{er} trimestre	227,3	218,1	+ 9,2	226,1	218,1	+ 8,0	219,9	220,1	- 0,2	- 6,2	- 2,0	- 8,2
2 ^e trimestre	218,2	223,6	- 5,4	221,5	223,9	- 2,4	214,4	220,2	- 5,8	- 7,1	+ 3,7	- 3,4
3 ^e trimestre	200,2	208,9	- 8,7	200,8	209,2	- 8,4	194,8	212,6	- 17,8	- 6,0	- 3,4	- 9,4
4 ^e trimestre	226,8	237,2	- 10,4	220,5	237,0	- 16,5	229,6	236,8	- 7,2	+ 9,1	+ 0,2	+ 9,3
1976 1 ^{er} trimestre	235,1	260,9	- 25,8	230,9	260,4	- 29,5	241,1	257,7	- 16,6	+ 10,2	+ 2,7	+ 12,9
2 ^e trimestre	246,6	258,8	- 12,2	247,6	259,6	- 12,0	255,2	274,5	- 19,3	+ 7,6	- 14,9	- 7,3

1 Cf. tableaux IX-1 à 3, rubrique 1.11.

2 Signe + : augmentation de créances nettes ou diminution de dettes nettes.
Signe - : diminution de créances nettes ou augmentation de dettes nettes.

X. — MARCHÉ DES CHANGES
1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS
REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 fr. français	1 livre sterling	1 mark allemand	1 fr. suisse	1 florin P.-B.	100 livres ital.	1 cour. dan.	1 cour. suéd.	1 cour. norv.	100 pesetas	1 dollar canadien	100 escudos	100 schillings autrich.	1 mark finlandais	100 yens	1 zaïre
1969	50,13	10,12 ¹ 8,98 ²	119,85	12,56 ³ 13,47 ⁴	11,63	13,84	7,99	6,67	9,70	7,02	71,77	46,56	176,15	193,87	11,88 ⁵	—	—
1970	49,65	8,98	118,95	13,62	11,52	13,73	7,92	6,62	9,58	6,95	71,27	47,60	174,01	192,10	11,90	—	100,03
1971 ⁸	49,65	9,00	120,00	13,66 ⁷ 14,21 ⁹	11,54 ⁷ 12,15 ⁹	13,80 ⁷ 13,99 ⁹	7,97	6,63	9,62	6,97	71,38	49,04	174,50	191,99 ⁷ 199,07 ⁹	11,89	—	100,01
1971 ¹⁰	46,92	8,49	116,64	14,07	11,83	13,95	7,67	6,45	9,36	6,84	68,21	46,61	172,52	194,00	11,30	—	93,79
1971 ¹¹	45,19	8,64	115,24	13,81	11,57	13,83	7,61	6,38	9,27	6,74	68,67	45,20	167,08	191,03	10,93	—	90,22
1972	44,01	8,73	114,62 ¹² 105,88 ¹³	13,80	11,53	13,71	7,55	6,34	9,26	6,68	68,51	44,44	163,58	190,51	10,63	—	88,03
1973 ¹⁴	44,05	8,70	104,06	13,83	11,92	13,74	7,54	6,42	9,31	6,69	69,41	44,08	164,90	191,25	10,57	—	88,10
1973 ¹⁵	40,35	8,76	99,30	13,85	12,29	13,81	7,09	6,43	9,00	6,71	68,44	40,63	159,90	192,10	10,33	—	80,69
1973 ¹⁶	38,05	8,76	93,72	14,23 ¹⁷ 15,17 ¹⁸	12,37	13,75 ¹⁹ 14,48 ²⁰	6,53	6,46	8,87	6,74 ²¹ 7,11 ²²	66,36	38,03	160,66	194,99 ²³ 205,99 ²⁴	10,15	—	76,10
1974	38,95	8,68 ²⁵ 8,07 ²⁶	91,09	15,06	13,10	14,50	5,99	6,40	8,78	7,05	67,62	39,84	154,72	208,83	10,34	13,39	77,91
1975	36,80	8,58	81,45	14,95	14,24	14,54	5,64	6,41	8,86	7,04	64,10	36,19	145,22	211,50	10,01	12,41	73,61
1976	38,60	8,76 ³³ 7,93 ⁴⁰	69,85	15,34 ⁴¹ 15,31 ³⁹	15,45	14,61	4,67	6,42 ⁴¹ 6,25 ³⁹	8,89 ⁴¹ 8,76 ³⁹	7,10 ⁴¹ 7,00 ³⁹	65,76 ³⁴ 56,91 ⁴²	39,17	128,71	215,39	10,01	13,04	78,49 ³⁰ 44,25 ⁴³
1974 4 ^e trim.	37,73	8,12	87,94	14,97	13,72	14,50	5,69	6,40	8,78	6,97	66,29	38,28	151,19	210,31	10,14	12,60	75,47
1975 1 ^{er} trim.	34,89	8,14	83,42	14,93	14,00	14,46	5,47	6,31	8,77	6,96	62,30	34,97	144,39	210,63	9,92	11,92	69,78
2 ^e trim.	35,00	8,57	81,39	14,87	13,90	14,51	5,57	6,40	8,89	7,08	62,56	34,29	144,46	210,12	9,87	11,99	70,00
3 ^e trim.	38,09	8,75	81,05	14,93	14,29	14,52	5,73	6,45	8,88	7,04	65,44	36,97	145,61	211,83	10,12	12,79	76,18
4 ^e trim.	39,16	8,85	80,00	15,08	14,78	14,69	5,76	6,46	8,91	7,08	66,01	38,49	146,44	213,38	10,14	12,91	78,32
1976 1 ^{er} trim.	39,22	8,76 ³³ 8,39 ³⁰	78,38	15,24	15,22	14,66	5,15	6,38	8,95	7,08	65,76 ³⁴ 61,61 ³⁵	39,43	141,58	213,90	10,22	12,99	78,49 ³⁰ 45,19 ³²
2 ^e trim.	39,27	8,35	70,95	15,35	15,75	14,47	4,57	6,47	8,89	7,13	58,12	40,14	130,11	214,56	10,14	13,14	45,07
3 ^e trim.	39,03	7,96	68,98	15,42	15,75	14,63	4,65	6,43	8,86	7,09	57,42	39,94	125,38	217,25	10,06	13,43	44,88
4 ^e trim.	36,89	7,40	61,02	15,36 ³⁷ 15,31 ³⁹	15,09	14,66	4,28	6,40 ³⁷ 6,25 ³⁹	8,81 ³⁷ 8,76 ³⁹	7,05 ³⁷ 7,00 ³⁹	54,10	37,18	117,71	215,80	9,63	12,58	42,64
1976 Févr.	39,10	8,75	79,27	15,28	15,23	14,69	5,10	6,37	8,95	7,08	65,39 ²⁷ 58,93 ²⁸	39,34	143,10	214,07	10,21	12,98	78,20
Mars	39,25	8,72 ²⁹ 8,39 ³⁰	76,38	15,34	15,31	14,59	4,77	6,39	8,92	7,08	58,67	39,84	137,70	213,85	10,21	13,07	78,83 ³¹ 45,19 ³²
Avril	38,97	8,34	71,99	15,36	15,42	14,51	4,44	6,46	8,85	7,10	57,95	39,64	131,89	214,55	10,13	13,04	44,89
Mai	39,19	8,34	70,89	15,31	15,77	14,43	4,59	6,47	8,89	7,14	58,00	40,00	130,55	213,96	10,13	13,12	44,96
Juin	39,64	8,37	70,01	15,39	16,06	14,48	4,68	6,47	8,91	7,15	58,41	40,73	128,01	215,13	10,17	13,26	45,34
Juillet	39,70	8,21	70,92	15,42	15,99	14,55	4,74	6,44	8,89	7,11	58,38	40,86	126,86	216,73	10,22	13,48	45,48
Août	39,01	7,86	69,58	15,43	15,74	14,59	4,66	6,42	8,85	7,08	57,28	39,60	125,63	217,35	10,04	13,43	44,82
Sept.	38,41	7,82	66,54	15,42	15,54	14,74	4,55	6,42	8,84	7,08	56,65	39,41	123,71	217,65	9,91	13,88	44,37
Oct.	37,31	7,49	61,25	15,36 ³⁷ 15,36 ³⁸	15,26	14,65	4,37	6,40 ³⁷ 6,27 ³⁸	8,81 ³⁷ 8,74 ³⁸	7,05 ³⁷ 6,99 ³⁸	54,85	38,36	119,58	216,27	9,68	12,83	43,15
Nov.	36,97	7,41	60,65	15,33	15,15	14,68	4,28	6,26	8,77	7,02	54,14	37,53	117,82	215,91	9,63	12,54	42,68
Déc.	36,42	7,30	61,15	15,27	14,87	14,65	4,20	6,24	8,76	6,99	53,34	35,73	115,82	215,26	9,58	12,36	42,11
1977 Janv.	36,70	7,39	62,89	15,35	14,75	14,68	4,18	6,23	8,72	6,96	53,54	36,32	114,93	216,14	9,65	12,62	42,41
Févr.	36,89	7,41	63,10	15,35	14,64	14,69	4,18	6,24	8,69	6,98	53,47	35,89	113,68 ⁴⁴	216,01	9,66	12,96	42,65

1 Moyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1969.
2 Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.
3 Moyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1969. La cotation a été suspendue du 25 septembre au 24 octobre.
4 Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.
5 Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.
6 Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.
7 Moyenne du 1^{er} janvier au 4 mai 1971.
8 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.
9 Moyenne du 11 mai au 13 août 1971.
10 Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971.
11 Moyenne du 21 au 31 décembre 1971.
12 Moyenne du 1^{er} janvier au 22 juin 1972.
13 Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972.
14 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.
15 Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 13 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 février jusqu'au 1^{er} mars.
16 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.
17 Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.
18 Moyenne du 29 juin au 31 décembre 1973.
19 Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.
20 Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.
21 Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.

22 Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.
23 Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.
24 Moyenne du 1^{er} juillet au 31 décembre 1973.
25 Moyenne du 1^{er} au 18 janvier 1974.
26 Moyenne du 22 janvier au 31 décembre 1974.
27 Moyenne du 1^{er} au 6 février 1976.
28 Moyenne du 9 au 29 février 1976.
29 Moyenne du 1^{er} au 14 mars 1976.
30 Moyenne du 15 au 31 mars 1976.
31 Moyenne du 1^{er} au 15 mars 1976.
32 Moyenne du 16 au 31 mars 1976.
33 Moyenne du 1^{er} janvier au 14 mars 1976.
34 Moyenne du 1^{er} janvier au 6 février 1976.
35 Moyenne du 9 février au 31 mars 1976.
36 Moyenne du 1^{er} janvier au 15 mars 1976.
37 Moyenne du 1^{er} au 15 octobre 1976.
38 Moyenne du 18 au 31 octobre 1976.
39 Moyenne du 18 octobre au 31 décembre 1976.
40 Moyenne du 15 mars au 31 décembre 1976.
41 Moyenne du 1^{er} janvier au 15 octobre 1976.
42 Moyenne du 9 février au 31 décembre 1976.
43 Moyenne du 16 mars au 31 décembre 1976.
44 Moyenne du 1^{er} au 27 février 1977. La cotation a été suspendue le 28 février.

X - 3. — COURS D'INTERVENTION

APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES

à la date du 28 février 1977

	100 francs belges		1 florin Pays-Bas		1 mark allemand		1 couronne danoise		1 couronne suédoise		1 couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges)	—	—	14,18	14,8325	15,07125	15,7650	6,0265	6,3040	8,5620	8,9560	6,8545	7,17
Nederlandsche Bank (en flo- rins)	6,7420	7,0520	—	—	1,03925	1,0870	0,41555	0,434675	0,590375	0,61755	0,47265	0,494375
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	6,343	6,635	0,91995	0,96225	—	—	0,3910	0,40895	0,55545	0,5810	0,4447	0,46515
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises)	15,8630	16,5925	2,30055	2,40642	2,4452	2,5576	—	—	1,3891	1,4530	1,11205	1,16320
Sveriges Riksbank (en couron- nes suédoises)	11,1655	11,6795	1,6193	1,69385	1,72115	1,80035	0,68825	0,7199	—	—	0,78275	0,81876
Norges Bank (en couronnes norvégiennes)	13,9475	14,5894	2,02274	2,11583	2,14984	2,24871	0,859686	0,899253	1,22135	1,27756	—	—

X - 4. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
	(cours en francs belges)			Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du marché au comptant 1)	
1969	50,13	52,50	52,47	+ 1,39	- 0,84 ²
1970	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 ³	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 ⁴	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 ⁶	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 ⁷	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 ⁸	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1974	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1975	36,80	37,80	37,92	+ 0,74	+ 0,19
1976	38,60	39,48	39,61	+ 6,43	+ 5,12
1974 4 ^e trimestre	37,73	37,98	38,05	+ 1,76	+ 1,21
1975 1 ^{er} trimestre	34,89	35,25	35,42	+ 2,82	+ 1,94
2 ^e trimestre	35,00	36,13	36,25	+ 1,08	+ 0,51
3 ^e trimestre	38,09	39,57	39,65	- 0,27	- 1,16
4 ^e trimestre	39,16	40,25	40,34	- 0,66	- 0,54
1976 1 ^{er} trimestre	39,22	40,45	40,58	+ 3,64	+ 2,00
2 ^e trimestre	39,27	40,17	40,30	+ 4,75	+ 4,41
3 ^e trimestre	39,03	40,05	40,17	+ 8,75	+ 6,46
4 ^e trimestre	36,89	37,28	37,37	+ 8,58	+ 7,63
1976 Février	39,10	40,36	40,51	+ 3,73	+ 2,14
Mars	39,25	40,85	40,97	+ 6,39	+ 3,08
Avril	38,97	40,40	40,55	+ 7,13	+ 5,94
Mai	39,19	39,96	40,08	+ 4,39	+ 4,28
Juin	39,64	40,14	40,27	+ 2,73	+ 3,02
Juillet	39,70	40,32	40,44	+ 4,10	+ 3,77
Août	39,01	40,34	40,44	+11,14	+ 6,54
Septembre	38,41	39,47	39,64	+11,01	+ 9,08
Octobre	37,31	38,32	38,39	+11,99	+ 9,55
Novembre	36,97	37,14	37,23	+ 7,64	+ 7,43
Décembre	36,42	36,38	36,50	+ 6,11	+ 5,92
1977 Janvier	36,70	36,88	36,90	+ 3,93	+ 3,60
Février	36,89	36,90	37,00	+ 2,72	+ 2,71

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 15 avril au 31 décembre 1969.

3 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

4 Moyenne du 28 août au 17 décembre 1971.

5 Moyenne du 21 au 31 décembre 1971.

6 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.

7 Moyenne du 14 février au 1^{er} mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 18 février.

8 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	⁽³⁾ = (1) - (2)	(4)	(5)	⁽⁶⁾ = (4) - (5)	
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	42,3	- 41,7	- 46,8
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	44,2	- 43,9	- 49,0
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	59,4	- 48,8	- 43,2
1971	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	63,8	- 63,2	- 54,3
1972	365,1	368,5	- 3,4	0,5	76,3	- 75,8	- 79,2
1973	409,7	431,9	- 22,2	0,8	75,0	- 74,2	- 96,4
1974	488,8	508,7	- 19,9	0,7	77,9	- 77,2	- 97,1

Nouvelle série

Périodes	Opérations courantes			Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	⁽⁸⁾ = (1) - (2)	(4)	(5)	⁽⁶⁾ = (4) - (5)	
1974	483,8	484,4	- 0,6	5,7	62,9	- 57,2	- 57,8
1975 3 premiers mois	117,3	167,9	- 50,6	1,7	18,2	- 16,5	- 67,1
6 premiers mois	254,4	325,8	- 71,4	3,5	38,8	- 35,3	-106,7
9 premiers mois	399,3	464,9	- 65,6	5,4	57,4	- 52,0	-117,6
11 premiers mois	513,6	563,9	- 50,3	6,6	72,3	- 65,7	-116,0
12 mois	577,5	620,3	- 42,8	7,6	78,6	- 71,0	-113,8
1976 1 ^{er} mois	50,1	72,9	- 22,8	0,7	8,3	- 7,6	- 30,4
2 premiers mois	98,7	130,5	- 31,8	1,4	12,9	- 11,5	- 43,3
3 premiers mois	133,6	195,7	- 62,1	2,1	19,6	- 17,5	- 79,6
4 premiers mois	198,1	273,9	- 75,8	2,7	26,6	- 23,9	- 99,7
5 premiers mois	241,3	325,8	- 84,5	3,3	32,4	- 29,1	-113,6
6 premiers mois	287,3	387,5	-100,2	4,1	39,3	- 35,2	-135,4
7 premiers mois	364,0	453,8	- 89,8	4,7	47,3	- 42,6	-132,4
8 premiers mois	412,9	496,0	- 83,1	5,3	54,2	- 48,9	-132,0
9 premiers mois	454,9	552,9	- 98,0	6,0	63,9	- 57,9	-155,9
10 premiers mois	527,0	606,8	- 79,8	6,6	70,4	- 63,8	-143,6
11 premiers mois	574,1	649,2	- 75,1	7,2	77,0	- 69,8	-144,9

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Depuis le début de 1973, les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes. Les données pour les années antérieures à 1973 ont été rendues comparables en ajoutant aux dépenses du budget extraordinaire proprement dit les investissements du Fonds des Routes quel que soit leur mode de financement.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissements de la dette 2	Résultat de caisse	Placements spéciaux 3	Total à financer	Financement						
							Produit net d'emprunts consolidés 4	Variations de la dette flottante 5					Total
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers 6	
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6) = (4) + (5) ou - [(7) + (18)]	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (8) à (12)	
1974 9 premiers mois	- 61,0	+ 4,4	- 28,6	- 85,2	...	- 85,2	+ 87,9	- 0,5	- 7,5	- 0,7	...	+ 6,0	- 2,7
12 mois	- 57,8	+ 4,3	- 39,3	- 92,8	...	- 92,8	+ 84,9	+ 4,7	- 3,2	+ 2,3	...	+ 4,1	+ 7,9
1975 3 premiers mois	- 67,1	+ 3,0	- 8,3	- 72,5	...	- 72,5	+ 37,3	- 2,7	+ 37,5	+ 0,4	...	...	+ 35,2
6 premiers mois	-106,7	+ 7,9	- 16,3	-115,1	...	-115,1	+ 56,2	+ 15,4	+ 40,2	+ 5,4	...	- 2,1	+ 58,9
9 premiers mois	-117,6	+ 5,9	- 25,1	-136,8	...	-136,8	+ 83,2	+ 6,3	+ 46,9	+ 2,9	...	- 2,5	+ 53,6
11 premiers mois	-116,0	+ 7,0	- 31,2	-140,2	- 0,9	-141,1	+122,8	- 5,1	+ 28,7	+ 2,2	...	- 7,5	+ 18,3
12 mois	-113,8	+ 9,6	- 35,0	-139,2	...	-139,2	+122,8	- 0,9	+ 15,2	+ 3,7	...	- 1,6	+ 16,4
1976 1 ^{er} mois	- 30,4	- 1,5	- 3,1	- 35,0	- 12,4	- 47,4	+ 22,7	- 4,2	+ 24,1	+ 11,0	...	- 6,2	+ 24,7
2 premiers mois	- 43,3	- 2,1	- 6,1	- 51,5	...	- 51,5	+ 23,2	+ 14,8	+ 14,0	- 0,3	...	- 0,2	+ 28,3
3 premiers mois	- 79,6	- 1,9	- 9,2	- 90,7	...	- 90,7	+ 62,5	+ 16,4	+ 8,7	+ 3,2	...	- 0,1	+ 28,2
4 premiers mois	- 99,7	- 3,1	- 12,7	-115,5	...	-115,5	+ 57,5	+ 16,4	+ 24,2	+ 17,5	...	- 0,1	+ 58,0
5 premiers mois	-113,6	- 1,3	- 16,6	-131,5	...	-131,5	+ 57,5	+ 16,4	+ 50,8	+ 6,9	...	- 0,1	+ 74,0
6 premiers mois	-135,4	+ 5,3	- 22,0	-152,1	...	-152,1	+ 99,7	+ 16,4	+ 28,1	+ 8,2	...	- 0,3	+ 52,4
7 premiers mois	-132,4	+ 2,1	- 25,8	-156,1	...	-156,1	+ 98,6	+ 16,4	+ 26,1	+ 15,3	...	- 0,3	+ 57,5
8 premiers mois	-132,0	+ 2,4	- 29,7	-159,3	...	-159,3	+ 98,6	+ 16,4	+ 36,9	+ 7,5	...	- 0,1	+ 60,7
9 premiers mois	-155,9	+ 6,2	- 34,9	-184,6	...	-184,6	+115,1	+ 16,4	+ 47,2	+ 6,0	...	- 0,1	+ 69,5
10 premiers mois	-143,6	+ 2,6	- 38,5	-179,5	...	-179,5	+126,9	+ 16,4	+ 26,9	+ 9,4	...	- 0,1	+ 52,6
11 premiers mois	-144,9	+ 2,8	- 42,6	-184,7	...	-184,7	+126,9	+ 16,4	+ 34,8	+ 5,8	...	+ 0,8	+ 57,8

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1 nouvelle série.

2 Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

3 Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

4 Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

5 Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

6 Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgétaires 4	Besoins nets de finan- cement du Trésor 4	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6			(9) = (6) à (8)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(6) à (8)	(10)	
1968	- 46,8	- 2,8	- 49,6	+ 15,5	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1969	- 49,0	- 1,0	- 50,0	+ 21,9	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1
1970	- 43,2	- 1,0	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971	- 54,3	+ 1,3	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,5	+ 62,5	- 28,7
1972	- 79,2	- 4,5	- 83,7	+ 20,0	- 63,7	+ 77,4	+ 4,3	- 2,1	+ 79,6	- 15,9
1973	- 96,4	+ 10,8	- 85,6	+ 34,5	- 51,1	+ 62,1	- 1,8	- 6,2	+ 54,1	- 3,0
1974	- 97,1	+ 0,4	- 96,7	+ 39,3	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5

¹ Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes parafiscaux, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2, s'explique par le fait que le déficit de trésorerie tient compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse »; les opérations en question sont énumérées dans la note 2.

⁴ Cf. tableau XVI-8b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte.

⁶ Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

⁷ Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

Nouvelle série

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Besoins nets de finan- cement du Trésor 3 4	Couverture 5				
				Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
				Variations			Total	
				de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(4) à (6)	(8)	
1974	- 57,8	+ 0,4	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5
1975 3 premiers mois	- 67,1	+ 2,0	- 65,1	+ 30,5	...	+ 35,5	+ 66,0	- 0,9
6 premiers mois	- 106,7	+ 5,6	- 101,1	+ 43,1	- 0,3	+ 58,8	+ 101,6	- 0,5
9 premiers mois	- 117,6	+ 2,8	- 114,8	+ 62,4	- 2,1	+ 55,4	+ 115,7	- 0,9
11 premiers mois	- 116,0	+ 2,0	- 114,0	+ 97,9	- 2,1	+ 17,7	+ 113,5	+ 0,5
12 mois	- 113,8	+ 4,5	- 109,3	+ 94,4	- 2,4	+ 17,9	+ 109,9	- 0,6
1976 1 ^{er} mois	- 30,4	- 1,5	- 31,9	+ 19,7	- 0,3	+ 12,4	+ 31,8	+ 0,1
2 premiers mois	- 43,3	- 2,1	- 45,4	+ 17,1	- 0,5	+ 28,5	+ 45,1	+ 0,3
3 premiers mois	- 79,6	- 3,3	- 82,9	+ 54,9	- 0,9	+ 28,5	+ 82,5	+ 0,4
4 premiers mois	- 99,7	- 3,2	- 102,9	+ 45,3	- 1,5	+ 59,2	+ 103,0	- 0,1
5 premiers mois	- 113,6	- 1,2	- 114,8	+ 41,2	- 1,7	+ 75,5	+ 115,0	- 0,2
6 premiers mois	- 135,4	+ 4,5	- 130,9	+ 79,1	- 1,9	+ 53,7	+ 130,9	...
7 premiers mois	- 132,4	+ 0,9	- 131,5	+ 74,8	- 2,3	+ 59,4	+ 131,9	- 0,4
8 premiers mois	- 132,0	+ 1,4	- 130,6	+ 70,8	- 2,3	+ 62,3	+ 130,8	- 0,2
9 premiers mois	- 155,9	+ 4,7	- 151,2	+ 82,6	- 2,6	+ 71,0	+ 151,0	+ 0,2
10 premiers mois	- 143,6	+ 0,8	- 142,8	+ 91,1	- 2,9	+ 54,8	+ 143,0	- 0,2
11 premiers mois	- 144,9	+ 1,0	- 143,9	+ 87,1	- 3,3	+ 59,5	+ 143,3	+ 0,6

¹ Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

² Voir note 2 de la série précédente.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre

part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-8b.

⁵ Voir note 5 de la série précédente.

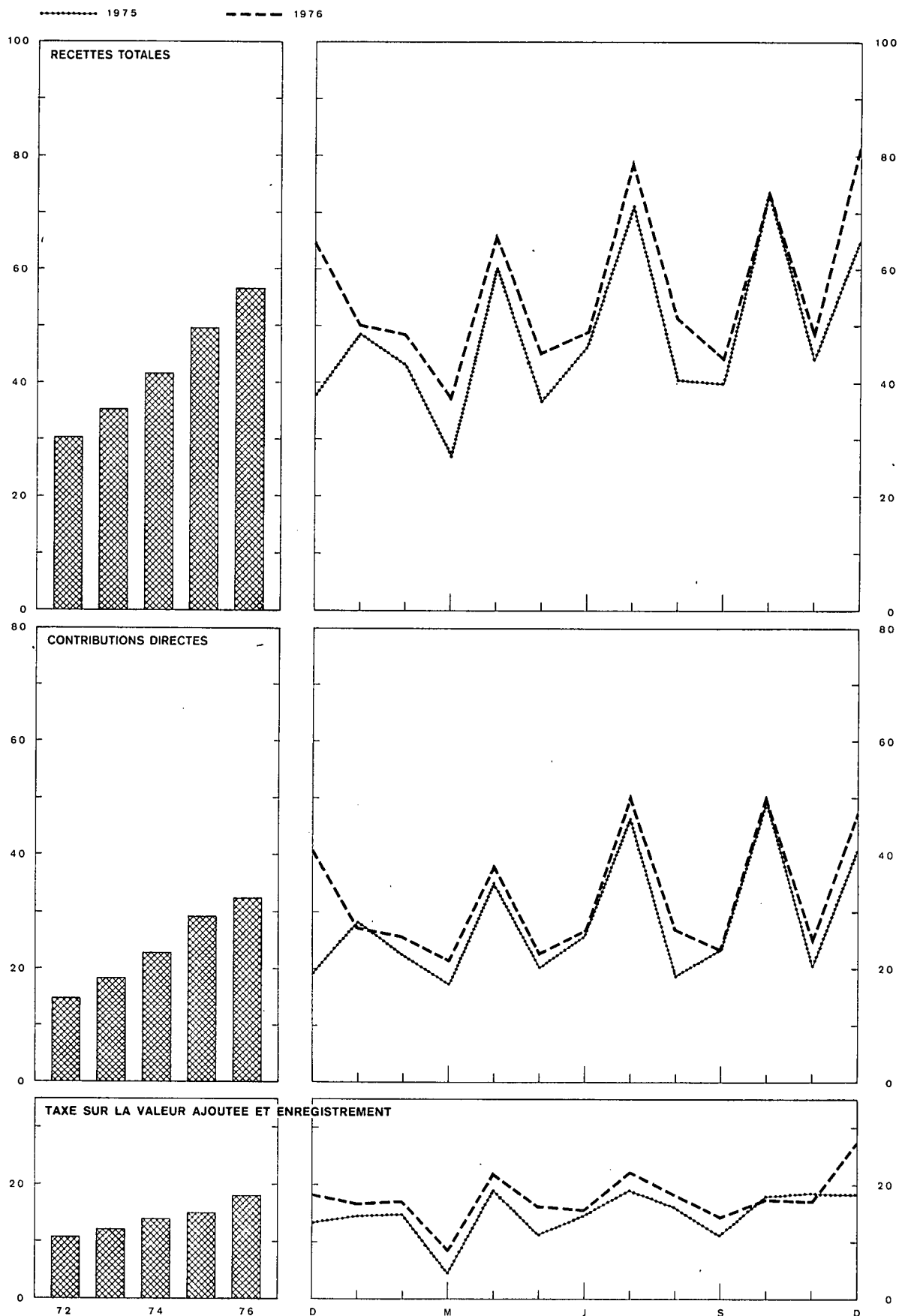
⁶ Voir note 6 de la série précédente.

⁷ Voir note 7 de la série précédente.

XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes totales ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales
	Contributions directes ²	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	dont versements anticipés		
1972	178,8	49,4	130,5	358,7	.....	5,1	363,8
1973	219,3	54,1	146,6	420,0	55,3	5,1	425,1
1974	275,3	52,9	167,2	495,4	62,1	5,1	500,5
1975	349,4	62,4	179,5	591,3	78,5	6,6	597,9
1976	388,0	68,7	215,2	671,9	91,7	7,2	679,1
1974 4 ^e trimestre	66,7	14,7	47,7	129,1	5,4	1,5	130,6
1975 1 ^{er} trimestre	68,3	15,3	33,8	117,4	4,6	1,6	119,0
2 ^e trimestre	81,2	15,9	44,9	142,0	18,1	1,5	143,5
3 ^e trimestre	88,6	15,0	46,1	149,7	21,3	1,7	151,4
4 ^e trimestre	111,3	16,2	54,7	182,2	34,5	1,8	184,0
1976 1 ^{er} trimestre	74,8	17,4	42,9	135,1	1,5	1,9	137,0
2 ^e trimestre	88,1	16,6	54,5	159,2	18,7	1,6	160,8
3 ^e trimestre	101,6	17,1	55,6	174,3	27,9	1,8	176,1
4 ^e trimestre	123,5	17,6	62,2	203,3	43,6	1,9	205,2
1975 Décembre	40,9	5,9	18,2	65,0	14,8	0,7	65,7
1976 Janvier	27,2	5,7	16,9	49,8	0,8	0,6	50,4
Février	25,8	5,3	17,1	48,2	0,4	0,6	48,8
Mars	21,8	6,4	8,9	37,1	0,3	0,7	37,8
Avril	38,2	5,5	22,1	65,8	16,2	0,6	66,4
Mai	23,0	5,5	16,4	44,9	1,3	0,5	45,4
Juin	26,9	5,6	15,9	48,4	1,2	0,6	49,0
Juillet	50,9	5,4	22,5	78,8	23,5	0,6	79,4
Août	27,0	5,8	18,4	51,2	3,1	0,6	51,8
Septembre	23,7	5,8	14,7	44,2	1,3	0,6	44,8
Octobre	50,4	5,1	17,7	73,2	24,0	0,6	73,8
Novembre	25,6	5,9	17,2	48,7	0,5	0,5	49,2
Décembre	47,5	6,6	27,3	81,4	19,1	0,7	82,1

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, au Fonds

des Routes, au Fonds Spécial des Communes et aux Communautés Européennes, mais à l'exclusion des droits de douane cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

⁴ Droits de Succession.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1976				1975 : décembre				1976 : décembre			
	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites	Prévisions budgétaires ²
			(3) = (1) - (2)				(3) = (1) - (2)				(3) = (1) - (2)	
A. Recettes courantes :												
I. Contributions directes	388,0	13,8	374,2	398,5	40,9	2,2	38,7	41,5	47,5	2,5	45,0	55,1
précompte immobilier	1,3	...	1,3	1,4	0,2	...	0,2	0,2	0,2	...	0,2	0,2
précompte mobilier	28,8	...	28,8	29,0	1,6	...	1,6	1,6	1,6	...	1,6	1,8
versements anticipés	91,7	3,3	88,4	101,2	14,8	0,5	14,3	19,5	19,1	0,9	18,2	23,6
impôts de sociétés (rôles) ...	6,2	...	6,2	6,5	1,6	...	1,6	1,4	1,3	...	1,3	1,6
impôts des personnes physiques (rôles)	36,9	1,5	35,4	37,1	3,9	0,2	3,7	4,0	4,8	0,2	4,6	7,3
précompte professionnel	212,3	1,5	210,8	220,6	16,9	0,2	16,7	14,3	18,7	0,2	18,5	20,1
divers	10,8	7,5	3,3	2,7	1,9	1,3	0,6	0,5	1,8	1,2	0,6	0,5
II. Douanes et accises	68,7	6,7	62,0	60,1	5,9	...	5,9	5,9	6,6	0,6	6,0	5,2
III. T.V.A. et enregistrement	215,2	18,7	196,5	185,8	18,2	1,8	16,4	18,5	27,3	1,9	25,4	21,7
B. Recettes en capital	7,2	...	7,2	6,7	0,7	...	0,7	0,5	0,7	...	0,7	0,6

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Prévisions pour le budget proprement dit.

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, vol. I, n^o 8, mars 1987 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e an-

née, vol. II, n^o 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1978 ». — XLIX^e année, vol. I, n^o 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ». — Le année, vol. I, n^o 4, avril 1975 : « Chapitre XI : « Finances publiques » de la partie statistique. - Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1973

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (8)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes principalement monétaires (7)		Fonds des Rentés (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)			
													(1)			(2)	(8)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses		0,3	—			0,3	144,2	—	6,0	—	7,3	0,6	158,7	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	14,5	—	—	—	—	—	218,4	—	0,3	—	3,0	—	236,2	
	Obligations	44,3	—	—	—	0,1	—	6,5	—	13,7	26,9	—	—	91,5	
	Autres emprunts à plus d'un an	—	0,2	—	—	1,0	—	—	—	263,1	66,0	255,7	—	586,0	
	Divers	—	6,0	9,4	—	49,5	—	—	—	—	1,0	23,6	0,1	—	89,6
(Actions et parts)	(394,0)	(3,4)	(0,5)	—	(0,2)	—	—	(3,0)	(—)	(1,1)	(7,0)	(...)	(...)	(409,2)	
	Total ...	58,8	6,5	9,4	—	50,6	0,3	369,1	—	284,2	116,5	266,1	0,6	1.162,1	
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	0,3	0,7	—	0,6	—	1,6	—	3,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	0,4	—	—	—	—	0,1	0,5	—	—	—	6,0	—	7,0	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	1,7	—	1,8	
	Obligations accessibles à tout placeur	23,0	2,3	—	—	0,3	1,0	13,0	1,9	13,8	7,7	1,7	—	64,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	—	0,2	0,1	0,6	6,2	—	7,8	6,7	3,3	2,9	27,9	
	Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	0,1	—	—	1,7	—	—	1,4	0,2	33,0	—	36,3
	Divers	14,4	0,2	7,2	0,7	—	—	4,6	—	—	—	—	—	—	30,9
(Actions et parts)	(1,0)	—	(20,3)	(11,6)	(...)	—	—	(0,2)	(—)	(0,6)	(0,3)	(0,8)	(0,9)	(35,7)	
	Total ...	37,7	2,6	7,2	1,0	0,4	8,3	20,5	1,9	23,6	14,6	47,3	6,7	171,7	
Etat (Trésor) (8)	Fonds de tiers	5,6	—	—	4,6	—	6,1	64,0	—	—	—	0,6	17,9	98,8	
	Certificats à un an au plus	—	1,1	—	0,2	—	8,2	10,5	9,1	13,0	—	11,7	—	53,7	
	Obligations accessibles à tout placeur	189,9	3,6	—	2,5	6,8	3,7	184,1	8,5	70,2	65,3	29,7	—	564,4	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	—	—	3,3	65,1	—	7,1	1,6	1,9	—	79,1	
	Divers	—	1,4	—	—	—	2,1	1,2	6,2	—	7,7	1,9	0,5	21,0	
	Total ...	195,4	6,3	—	7,3	8,9	22,5	329,9	17,6	98,0	68,8	44,4	17,9	817,0	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	0,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	22,4	—	—	—	1,2	—	23,6	
	Obligations accessibles à tout placeur	53,0	0,3	—	0,1	0,2	0,3	25,8	4,1	18,7	14,3	4,4	—	121,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	4,8	—	16,3	0,5	3,4	0,2	25,1	
	Autres emprunts à plus d'un an	—	7,3	—	—	—	—	—	—	12,6	—	131,4	—	151,3	
Divers	3,3	1,2	5,5	—	—	—	—	—	—	—	0,4	10,2	20,7		
	Total ...	56,3	8,8	5,5	0,1	0,2	0,3	53,4	4,1	47,7	14,7	140,8	10,5	342,3	
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	0,4	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	1,6	—	—	0,1	—	—	1,7	
	Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,1	—	0,2	—	0,2	1,1	—	—	1,6	
	Réserves de sécurité sociale	33,0	—	—	—	—	—	9,7	—	—	—	—	—	42,7	
Divers	38,5	—	2,7	—	—	0,3	1,0	—	0,9	3,3	0,5	9,9	57,2		
	Total ...	71,5	—	2,7	—	0,1	10,0	3,2	—	1,1	4,5	0,5	9,9	103,5	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	0,4	47,2	—	4,2	—	6,1	0,4	58,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	76,7	—	—	—	—	—	76,7	
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ¹	—	—	—	—	—	—	508,8	—	—	—	—	—	508,8	
	Obligations	13,0	—	—	—	0,2	—	48,1	—	1,4	5,2	—	—	67,9	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	16,3	—	—	—	24,0	—	—	—	—	—	40,3	
	Divers	—	3,4	10,4	—	1,4	—	3,7	—	0,6	—	—	—	19,5	
(Actions et parts)	(0,2)	(0,2)	(0,5)	—	(—)	(—)	(5,4)	(—)	(...)	(1,4)	(—)	(...)	(...)	(7,5)	
	Total ...	13,0	3,4	16,3	—	0,2	76,7	508,8	—	6,2	5,2	6,1	0,4	771,4	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers

Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie	471,4	4,3	6,1	26,2	2,5	0,4	3,9	...	7,9	1,2	0,8	...	520,4
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	—	3,9	...	0,3	—	—	...	4,6
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	556,2	—	—	—	—	—	—	556,2
	Autres dépôts en devises à un an au plus	11,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,7
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	156,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	156,6
	Autres dépôts à un an au plus	149,5	...	—	...	...	—	—	—	6,0	0,3	3,9	...	159,7
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	99,7	...	—	—	...	...	99,7
	Dépôts à plus d'un an	27,1	—	—	...	...	—	—	—	0,1	...	—	—	27,2
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	41,4	—	—	...	...	—	—	—	0,1	0,3	—	...	41,8
	Divers	0,3	—	0,3	...	...	—	21,3	...	8,0	0,5	3,7	62,4	96,5
(Actions et parts)	(22,4)	—	(0,2)	—	—	—	(2,3)	—	(0,3)	(0,6)	—	—	(25,8)	
Total ...	858,0	4,3	6,4	26,2	2,5	556,6	124,9	...	22,4	2,3	8,5	62,4	1.674,5	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	3,5	1,2	—	2,4	—	0,8	0,1	8,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	...	—	...	—	...	—	...
	Certificats à un an au plus	—	—	—	0,1	—	...	8,4	—	4,3	—	...	—	12,8
	Divers	—	—	2,8	—	—	...	...	—	...	—	...	0,2	3,0
	Total ...	—	—	2,8	0,1	—	3,5	9,6	—	6,6	—	0,8	0,3	23,8
Caisnes d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Monnaie	14,2	0,2	...	0,5	1,9	...	...	—	...	1,8	1,2	0,1	19,9
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	...	...	...	—	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,2	—	...	—	...	...	0,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	1,0	—	...	—	...	...	1,0
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	302,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	302,8
	Autres dépôts à un an au plus	26,2	1,9	0,4	1,1	7,4	2,7	—	—	...	10,5	0,6	...	50,8
	Dépôts à plus d'un an	48,6	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	48,6
	Bons de caisse à un an au plus	17,0	...	—	...	...	—	...	—	...	...	...	...	17,0
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	65,7	—	—	...	...	—	0,8	—	0,1	0,8	...	...	67,4
	Réserves mathématiques	1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,3
Divers	8,2	...	0,1	3,6	...	0,1	0,1	...	...	...	0,2	13,3	25,6	
(Actions et parts)	(3,8)	—	—	—	—	—	—	—	(0,8)	(0,3)	—	—	(4,9)	
Total ...	484,0	2,1	0,5	5,2	9,3	2,8	2,0	...	0,1	13,0	2,0	13,4	534,5	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Réserves de sécurité sociale	55,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	55,2
	Réserves mathématiques	241,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	241,6
	Divers	24,5	...	0,4	...	...	...	...	...	0,2	...	...	2,0	27,1
	(Actions et parts)	(2,8)	—	—	—	—	—	—	—	(—)	(...)	(...)	(—)	(2,8)
Total ...	321,3	...	0,4	...	...	...	...	...	0,2	...	...	2,0	323,9	
Intermédiaires financiers publiques de crédit (11)	Monnaie	4,4	...	—	0,7	...	—	0,1	—	...	0,3	...	...	5,5
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	...	0,1	...	...	—	...	...	0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	—	0,4	—	7,6	...	0,4	...	8,4
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	31,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31,3
	Autres dépôts à un an au plus	8,4	3,6	—	13,4	8,7	0,6	2,4	—	...	1,5	0,8	0,6	39,5
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	36,1	...	...	...	...	—	0,3	—	...	...	0,4	...	36,8
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	192,1	0,4	...	0,3	7,3	—	30,9	1,2	27,1	26,2	6,0	...	291,6
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	...	...	...	3,1	7,4	9,4	—	19,9	22,8	3,3	4,6	70,5
	Divers	9,1	...	18,8	...	...	...	...	...	0,2	...	0,2	17,3	45,5
(Actions et parts)	(0,3)	(...)	(1,5)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,7)	
Total ...	281,4	4,0	18,8	14,4	19,1	8,0	43,6	1,2	54,8	50,8	10,6	22,5	529,2	
Secteurs indéter- minés et ajustements (12)		—	8,5	...	...	4,3	—	44,0	1,2	15,0	6,9	6,7	—	86,6
	(13) = (11) à (12)													
Total des créances		2.377,5	46,5	80,4	54,4	97,0	612,8	1.708,7	26,0	559,7	297,3	533,7	146,6	6.540,6

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes principalement monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)			
													Secteurs nationaux non financiers			Intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses		0,5	—	—	—	6,3	146,3	—	7,0	—	9,8	1,6	171,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	16,8	—	—	—	—	—	252,2	—	0,7	—	3,4	...	273,1	
	Obligations	46,4	...	...	...	0,1	...	8,3	—	14,4	29,0	...	...	98,1
	Autres emprunts à plus d'un an	—	0,2	—	...	1,0	—	...	—	303,7	75,2	286,7	...	666,9	
	Divers .....	...	5,2	8,3	—	67,3	...	...	—	1,0	26,7	0,1	...	108,6
	(Actions et parts)	(415,9)	(3,8)	(0,5)	—	(0,2)	(...)	(2,9)	(—)	(2,6)	(7,4)	(...)	(...)	(...)	(433,2)
Total ...	63,2	5,9	8,3	...	68,4	6,3	406,8	—	326,9	130,9	300,0	1,6	1.318,2		
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	...	—	—	...	...	0,8	0,7	—	1,0	—	1,5	...	3,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	—	—	—	—	0,4	0,6	—	...	...	6,8	...	8,2
	Certificats à un an au plus .....	—	...	—	...	...	...	4,1	—	...	...	0,6	—	4,7
	Obligations accessibles à tout placeur	26,6	2,3	...	0,2	0,3	0,7	15,6	1,4	14,9	8,6	1,4	...	72,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	...	0,2	...	0,6	7,0	...	8,2	6,4	6,1	2,8	31,4	
	Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	0,1	—	2,7	...	—	1,3	0,2	38,4	...	42,7	
Divers	17,4	...	7,4	0,5	—	4,7	...	—	...	...	...	...	33,9	
(Actions et parts)	(1,0)	—	(21,8)	(11,9)	(...)	—	(0,3)	(—)	(0,6)	(0,3)	(0,8)	(0,9)	(37,7)		
Total ...	44,3	2,4	7,4	0,9	0,3	9,5	27,9	1,4	25,4	15,2	54,9	6,7	196,3		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	4,9	...	—	2,1	...	6,7	65,0	...	...	...	0,2	13,4	92,4
	Certificats à un an au plus .....	...	0,8	—	...	0,1	6,8	13,5	9,1	11,7	...	14,8	...	56,8
	Obligations accessibles à tout placeur	204,4	3,6	—	2,5	7,9	3,1	201,1	5,2	80,9	74,7	30,9	...	614,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	...	...	2,6	66,6	...	9,7	1,6	1,8	...	82,4
	Divers	—	0,6	—	—	4,9	1,2	8,5	...	9,5	1,3	0,4	...	26,4	
Total ...	209,4	5,2	—	4,7	12,9	20,3	354,7	14,3	111,8	77,6	48,1	13,5	872,4		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,7	—	—	—	—	—	0,7	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	24,9	—	—	—	12,8	...	37,7	
	Obligations accessibles à tout placeur	50,1	0,2	...	0,5	0,2	0,3	30,2	3,9	20,0	14,4	4,9	...	124,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	7,0	...	16,4	1,5	4,1	0,4	29,4
	Autres emprunts à plus d'un an	—	7,5	—	—	—	—	—	—	15,3	...	146,5	...	169,3	
Divers	3,6	1,1	6,5	—	—	—	—	—	—	—	0,3	...	11,6		
Total ...	53,7	8,9	6,5	0,5	0,2	0,3	62,7	3,9	51,7	16,0	168,6	0,4	373,4		
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	...	—	—	—	—	—	...	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1	
	Certificats à un an au plus .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	0,4	...	0,7	...	0,1	2,1	...	...	3,2
	Réserves de sécurité sociale	37,3	—	—	—	—	10,2	—	—	—	—	—	—	47,5	
Divers	52,4	...	2,6	...	...	0,3	6,0	—	0,1	4,2	0,4	13,8	79,7	
Total ...	89,7	...	2,6	...	0,4	10,5	6,7	...	0,2	6,3	0,4	13,8	130,6		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	—	0,2	...	...	—	...	...	0,2
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	1,3	53,0	—	5,4	—	10,1	0,2	70,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	101,4	—	...	—	...	...	101,4
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ¹	—	—	—	—	—	—	593,4	—	—	—	—	—	593,4	
	Obligations	14,8	...	...	0,1	0,1	—	53,7	...	1,7	5,4	...	...	75,9
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	14,8	—	—	—	24,9	—	—	—	—	—	39,7	
Divers	—	4,3	11,8	—	1,6	—	4,8	—	0,5	...	...	...	23,0	
(Actions et parts)	—	(0,3)	(0,5)	—	—	—	(6,4)	(—)	(0,1)	(1,4)	(—)	(...)	(8,6)		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie	504,2	5,0	1,1	30,4	1,9	—	—	—	7,4	1,8	1,0	—	552,9
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	3,9	5,6	0,7	2,5	—	0,6	—	13,3
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	695,0	—	—	—	—	—	—	695,0
	Autres dépôts en devises à un an au plus	17,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17,4
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	169,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	169,5
	Autres dépôts à un an au plus	181,9	0,8	—	—	0,1	—	—	—	5,4	—	1,6	—	189,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	114,3	—	—	—	—	—	114,3
	Dépôts à plus d'un an	23,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23,4
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	48,4	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,2	—	—	48,7
	Divers	0,3	—	0,3	—	—	—	14,7	—	3,9	0,3	1,9	74,9	96,2
(Actions et parts)	(23,8)	—	(0,2)	—	—	—	(2,6)	(—)	(0,4)	(0,6)	—	—	(27,6)	
Total ...	945,0	5,8	1,5	30,4	2,0	699,0	134,6	0,7	19,3	2,3	5,0	74,9	1.920,6	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	0,3	—	0,1	10,8	—	5,1	—	1,8	18,1	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	0,4	3,2	
Total ...	—	—	2,8	0,3	—	0,1	10,8	—	5,1	—	1,8	0,4	21,3	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Monnaie	18,0	0,4	—	0,3	3,7	—	—	—	3,7	0,8	0,2	27,0	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	0,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	334,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	334,1	
	Autres dépôts à un an au plus	32,5	2,0	0,4	0,7	4,2	1,8	—	0,1	8,7	1,2	—	51,5	
	Dépôts à plus d'un an	51,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	51,2	
	Bons de caisse à un an au plus	20,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20,8	
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	84,5	—	—	—	—	1,3	—	0,2	0,9	—	—	87,0	
	Réserves mathématiques	1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,3	
	Divers	11,0	—	0,2	6,0	—	0,1	0,1	—	—	—	0,2	17,1	
(Actions et parts)	(3,6)	—	—	—	—	—	—	—	(1,4)	(0,3)	—	(5,3)		
Total ...	553,5	2,4	0,7	6,9	7,9	1,9	1,4	—	0,3	13,3	2,2	17,3	607,7	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Réserves de sécurité sociale	64,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	64,1	
	Réserves mathématiques	259,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	259,3	
	Divers	29,9	—	0,4	—	—	—	—	—	0,1	—	—	32,6	
	(Actions et parts)	(2,9)	—	—	—	—	—	—	(—)	(0,1)	(—)	(—)	(2,9)	
Total ...	353,3	—	0,4	—	—	—	—	—	0,1	—	—	2,2	356,0	
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie	5,2	—	—	0,3	—	—	—	—	0,3	—	—	5,7	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	2,1	—	—	0,5	—	0,1	2,9	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,4	—	8,8	0,1	1,4	10,6	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	38,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	38,3	
	Autres dépôts à un an au plus	11,7	4,0	—	16,1	11,5	0,9	3,5	—	0,1	2,6	0,3	51,3	
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	38,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	38,8	
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	0,6	
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	223,0	0,5	—	0,6	7,0	—	37,0	1,6	31,1	25,9	6,8	333,6	
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	—	—	—	3,4	6,4	10,9	—	22,7	21,3	3,3	73,5	
	Divers	8,2	—	19,2	—	—	1,2	—	—	0,2	—	0,4	21,9	
(Actions et parts)	(0,3)	(—)	(1,4)	(0,7)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(2,7)	
Total ...	325,0	4,6	19,2	17,1	22,0	10,6	51,9	1,6	63,4	50,1	13,0	28,0	606,5	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	9,8	—	—	5,7	—	66,7	1,4	19,0	10,5	6,5	—	119,6
(13) = (1) + (12)	Total des créances	2.651,9	49,2	75,9	60,8	121,6	759,7	1.955,7	23,4	630,8	327,6	610,6	159,0	7.426,2

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1974

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers						Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Etranger (6)	Organismes principalement monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)		
Entrepris privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses		+ 0,2	—	—	—	+ 6,0	+ 2,1	—	+ 1,0	—	+ 2,5	+ 0,9	+ 12,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 2,3	—	—	—	—	—	+ 32,8	—	+ 0,4	—	+ 0,4	—	+ 35,9
	Obligations	+ 1,9	—	—	—	—	+ 0,1 ¹	+ 1,8	—	+ 0,7	—	+ 2,0	—	+ 6,6
	Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 40,6	—	+ 9,2	+ 31,0	+ 80,9
	Divers	—	- 0,8	- 1,0	—	+ 17,8	—	+ 38,9	—	—	+ 3,0	—	—	+ 57,9
(Actions et parts)	(+ 22,0)	(+ 0,3)	(...)	—	(...)	(- 3,0) ¹	(- 0,1)	(-)	(+ 1,5)	(+ 0,4)	(...)	(...)	(...)	(+ 21,2)
	Total ...	+ 4,2	- 0,6	- 1,0	—	+ 17,8	+ 45,0	+ 36,8	—	+ 42,7	+ 14,3	+ 33,9	+ 0,9	+ 194,0
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,4	—	- 0,1	—	+ 0,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	+ 0,3	+ 0,1	—	—	—	+ 0,8	—	+ 1,2
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	+ 4,0	—	—	—	- 1,1	—	+ 2,9
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 3,5	—	—	+ 0,1	—	- 0,2	+ 2,6	- 0,5	+ 1,1	+ 0,9	- 0,3	—	+ 7,3
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	- 0,1	+ 0,8	—	+ 0,4	- 0,3	+ 2,8	- 0,1	+ 3,5
	Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	—	—	+ 1,0	—	—	- 0,1	—	+ 5,4	—	+ 6,4
	Divers	+ 3,0	- 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	+ 3,1
(Actions et parts)	(...)	(+ 1,5)	(...)	(+ 0,3)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(-)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 2,0)	
	Total ...	+ 6,5	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	—	+ 1,2	+ 7,5	- 0,5	+ 1,8	+ 0,6	+ 7,5	—	+ 24,6
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	- 0,6	—	—	- 2,4	—	+ 0,6	+ 1,0	—	—	—	- 0,4	- 4,5	- 6,4
	Certificats à un an au plus	—	- 0,3	—	- 0,2	+ 0,1	- 0,7	+ 3,0	—	- 1,3	—	+ 3,1	—	+ 3,8
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 14,6	—	—	- 0,1	+ 1,2	- 0,7	+ 17,0	- 3,3	+ 10,6	+ 9,4	+ 1,2	—	+ 49,9
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	- 0,7	+ 1,5	—	+ 2,6	—	- 0,1	—	+ 3,3
	Divers	—	- 0,7	—	—	+ 2,7	- 0,1	+ 2,3	—	+ 1,8	- 0,6	- 0,1	—	+ 5,4
	Total ...	+ 14,0	- 1,1	—	- 2,7	+ 4,0	- 1,5	+ 24,8	- 3,3	+ 13,8	+ 8,9	+ 3,7	- 4,5	+ 56,0
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	+ 0,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 2,5	—	—	—	+ 11,7	—	+ 14,2
	Obligations accessibles à tout placeur	- 2,9	—	—	+ 0,4	—	—	+ 4,4	- 0,2	+ 1,3	+ 0,2	+ 0,4	—	+ 3,5
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	+ 2,2	—	+ 0,1	+ 1,1	+ 0,7	+ 0,2	+ 4,3
	Autres emprunts à plus d'un an	—	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	+ 2,7	—	+ 15,1	—	+ 18,0
Divers	+ 0,3	- 0,2	+ 1,0	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	- 10,2	- 9,1	
	Total ...	- 2,6	+ 0,1	+ 1,0	+ 0,4	—	—	+ 9,3	- 0,2	+ 4,1	+ 1,3	+ 27,9	- 10,1	+ 31,1
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 0,3	—	—	—	—	—	- 0,3
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	- 1,6	—	—	- 0,1	—	—	- 1,7
	Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	+ 0,3	—	—	—	- 0,1	+ 0,9	—	—	+ 1,7
	Réserves de sécurité sociale	+ 4,4	—	—	—	—	+ 0,4 ²	—	—	—	—	—	—	+ 4,8
Divers	+ 13,8	—	- 0,2	—	—	—	+ 4,9	—	- 0,8	+ 0,9	- 0,1	+ 4,0	+ 22,5	
	Total ...	+ 18,2	—	- 0,2	—	+ 0,3	+ 0,4	+ 3,6	—	- 0,9	+ 1,7	- 0,1	+ 4,0	+ 27,0
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	+ 0,2
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	+ 0,9	+ 5,8	—	+ 1,2	—	+ 4,0	- 0,2	+ 11,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 24,8	—	—	—	—	—	+ 24,8
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ³	—	—	—	—	—	—	+ 82,9	—	—	—	—	—	+ 82,9
	Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 7,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 7,5
	Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 40,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 40,8
	Obligations	+ 13,4 ⁴	—	—	+ 0,1	—	—	+ 5,6	—	+ 0,3	+ 0,2	—	—	+ 19,6
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	- 0,8	—	—	—	+ 0,9	—	—	—	—	- 0,7	- 0,6
	Divers	+ 25,3	+ 0,9	+ 1,4	—	+ 0,2	—	+ 1,0	—	—	—	—	—	+ 28,8
	(Actions et parts)	(+ 2,0) ⁴	(...)	(...)	—	—	(-)	(+ 1,0)	(-)	(...)	(...)	(-)	(...)	(+ 3,1)

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
		Organismes principalement monétaires (7)													
		Fonds des Rentés (8)													
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)													
		Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)													
		Intermédiaires financiers publics de crédit (11)													
		Secteurs Indéterminés et ajustements (12)													
(13) = (1) + (12)	(14)														
	Monnaie	+32,8	+ 0,6	- 5,0	+ 4,1	- 0,5	—	—	—	—	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,1	...	+ 32,5
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,7	+ 2,2	—	+ 0,6	+ 8,7
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+136,0	—	—	—	—	—	+ 2,8	...	+138,8
	Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 5,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 5,6
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+12,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+12,9
	Autres dépôts à un an au plus	+32,4	+ 0,8	—	...	+ 0,1	—	—	—	- 0,6	- 0,3	- 2,3	...	+ 30,0	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	+14,7	...	—	—	...	...	+ 14,7
	Dépôts à plus d'un an	- 3,8	—	—	...	—	—	—	—	...	...	—	—	- 3,8
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 7,0	—	—	...	—	—	—	—	...	...	- 0,1	...	+ 6,9
	Divers	—	—	...	—	—	—	- 6,6	...	- 4,2	- 0,2	- 1,8	+12,6	- 0,3	
	(Actions et parts)	(+ 1,4)	—	(...)	—	—	—	(+0,3)	—	(+ 0,1)	(+ 0,1)	—	—	(+ 1,8)	
	Total ...	+87,0	+ 1,4	- 5,0	+ 4,1	- 0,4	+139,5	+ 9,7	+ 0,7	- 3,1	...	- 3,4	+15,4	+246,0	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	- 3,5	- 1,2	—	- 2,3	—	- 0,8	- 0,1	- 8,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	+ 0,2	—	+ 0,1	+ 2,4	—	+ 0,8	—	+ 1,8	—	+ 5,3	
	Divers	—	—	...	—	—	—	...	—	...	—	...	+ 0,2	+ 0,2	
	Total ...	—	—	...	+ 0,2	—	- 3,4	+ 1,2	—	- 1,5	—	+ 1,0	+ 0,1	- 2,5	
	Monnaie	+ 3,8	+ 0,2	...	- 0,3	+ 1,8	...	...	—	...	+ 1,9	- 0,4	+ 0,1	+ 7,1
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	...	...	—	—	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	- 0,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 0,9	—	—	—	—	—	- 0,9	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+31,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 31,3	
	Autres dépôts à un an au plus	+ 6,2	+ 0,1	...	- 0,4	- 3,1	- 0,9	—	—	...	- 1,8	+ 0,6	...	+ 0,7	
	Dépôts à plus d'un an	+ 2,6	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,6	
	Bons de caisse à un an au plus	+ 3,8	...	—	...	...	—	—	—	...	—	—	—	+ 3,8
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+18,8	...	—	...	...	—	+ 0,4	—	+ 0,2	+ 0,1	...	...	+ 19,5
	Réserves mathématiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Divers	+ 2,9	...	...	+ 2,4	...	...	...	...	...	...	...	+ 3,8	+ 9,1
	(Actions et parts)	(- 0,2)	—	—	—	—	—	—	—	(+ 0,5)	(...)	—	—	(+ 0,3)	
	Total ...	+69,5	+ 0,3	+ 0,1	+ 1,7	- 1,4	- 0,9	- 0,6	...	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 3,9	+ 73,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Réserves de sécurité sociale	+ 8,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,9	
	Réserves mathématiques	+17,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 17,7	
	Divers	+ 5,4	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	...	+ 0,2	+ 5,5
	(Actions et parts)	(...)	—	—	—	—	—	—	—	(-)	(...)	(-)	(...)	(...)	
	Total ...	+32,0	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	...	+ 0,2	+ 32,1
	Monnaie	+ 0,7	...	—	- 0,5	...	—	—	—	...	...	...	...	+ 0,2
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	+ 2,1	- 0,1	...	+ 0,6	—	+ 0,1	+ 0,1	+ 2,8	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	—	—	—	+ 1,1	+ 0,1	+ 1,0	...	+ 2,1
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 7,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 7,0	
	Autres dépôts à un an au plus	+ 3,3	+ 0,5	—	+ 2,8	+ 2,8	+ 0,3	+ 1,1	—	+ 0,1	+ 1,1	...	...	+ 11,9
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 2,6	...	...	...	...	—	- 0,2	—	...	...	- 0,3	...	+ 2,0
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	—	—	—	...	...	+ 0,6	...	+ 0,6
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+30,9	+ 0,1	...	+ 0,3	- 0,3	—	+ 6,1	+ 0,4	+ 4,0	- 0,3	+ 0,9	...	+ 42,1	
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	...	...	...	+ 0,4	- 1,0	+ 1,5	—	+ 2,8	- 1,6	...	+ 0,9	+ 3,0
	Divers	- 0,9	...	+ 0,5	...	...	+ 1,2	...	—	...	...	+ 0,2	+ 4,5	+ 5,6
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	
	Total ...	+43,6	+ 0,5	+ 0,5	+ 2,6	+ 2,9	+ 2,6	+ 8,3	+ 0,4	+ 8,6	- 0,6	+ 2,4	+ 5,6	+ 77,4	
		—	+ 1,3	...	...	+ 1,4	- 0,7	+25,3	+ 0,2	+ 4,0	+ 3,7	- 0,3	—	+ 35,0
	Total des créances	+359,5	+ 2,7	- 3,9	+ 6,3	+24,7	+183,2	+247,1	- 2,7	+71,1	+30,4	+76,8	+14,5	+1.009,7	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1.

2 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

3 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

4 Cf. rubrique 4.311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1973

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermé- diaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	58,8	6,5	9,4	...	50,6	125,3	0,3	369,1	—	284,2	116,5	266,1	1.035,8	0,6	1.162,1
2. Organismes publics d'exploitation	37,7	2,6	7,2	1,0	0,4	48,9	8,3	20,5	1,9	23,6	14,6	47,3	107,9	6,7	171,7
3. Etat (Trésor)	195,4	6,3	—	7,3	8,9	217,9	22,5	329,9	17,6	98,0	68,8	44,4	558,6	17,9	817,0
4. Secteur public non compris ailleurs	56,3	8,8	5,5	0,1	0,2	70,9	0,3	53,4	4,1	47,7	14,7	140,8	260,7	10,5	342,3
5. Sécurité sociale	71,5	...	2,7	...	0,1	74,3	10,0	3,2	...	1,1	4,5	0,5	9,3	9,9	103,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	419,7	24,2	24,8	8,4	60,2	537,3	41,4	776,0	23,6	454,6	219,1	499,0	1.972,3	45,6	2.596,6
7. Etranger	13,0	3,4	26,7	...	1,6	44,7	0,4	708,5	...	6,1	5,2	6,1	725,9	0,4	771,4
8. Organismes principalement monétaires	858,0	4,3	6,4	26,2	2,5	897,4	556,6	124,9	...	22,4	2,3	8,5	158,1	62,4	1.674,5
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	3,5	9,6	—	6,6	—	0,8	17,0	0,3	23,8
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	484,0	2,1	0,5	5,2	9,3	501,1	2,8	2,0	...	0,1	13,0	2,0	17,1	13,4	534,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	321,3	...	0,4	...	...	321,7	...	...	...	0,2	...	...	0,2	2,0	323,9
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	281,4	4,0	18,8	14,4	19,1	337,7	8,0	43,6	1,2	54,8	50,8	10,6	161,0	22,5	529,2
13. Total des intermédiaires financiers	1.944,7	10,4	28,9	45,9	30,9	2.060,9	570,9	180,1	1,2	84,1	66,1	21,9	353,4	100,6	3.085,9
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	8,5	...	...	4,3	12,9	.....	44,0	1,2	15,0	6,9	6,7	73,8	—	86,6
15. Total des créances	2.377,5	46,5	80,4	54,4	97,0	2.655,8	612,8	1.708,7	26,0	559,7	297,3	533,7	3.125,4	146,6	6.540,6
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.215,4	- 125,2	- 736,6	- 287,9	- 6,5	+ 59,2	- 158,6	+ 34,2	+ 2,2	+ 25,2	- 26,6	+ 4,5	+ 39,5	+ 60,0	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1974

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermé- diaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	63,2	5,9	8,3	...	68,4	145,8	6,3	406,8	—	326,9	130,9	300,0	1.164,6	1,6	1.318,2
2. Organismes publics d'exploitation	44,3	2,4	7,4	0,9	0,3	55,3	9,5	27,9	1,4	25,4	15,2	54,9	124,8	6,7	196,3
3. Etat (Trésor)	209,4	5,2	—	4,7	12,9	232,2	20,3	354,7	14,3	111,8	77,6	48,1	606,5	13,5	872,4
4. Secteur public non compris ailleurs	53,7	8,9	6,5	0,5	0,2	69,8	0,3	62,7	3,9	51,7	16,0	168,6	302,9	0,4	373,4
5. Sécurité sociale	89,7	...	2,6	...	0,4	92,7	10,5	6,7	...	0,2	6,3	0,4	13,6	13,8	130,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	460,3	22,4	24,8	6,1	82,2	595,7	46,9	858,8	19,6	516,0	246,0	572,0	2.212,4	36,0	2.890,9
7. Etranger	14,8	4,3	26,6	0,1	1,8	47,5	1,3	831,5	...	7,6	5,4	10,1	854,6	0,2	903,6
8. Organismes principalement moné- taires	945,0	5,8	1,5	30,4	2,0	984,7	699,0	134,6	0,7	19,3	2,3	5,0	161,9	74,9	1.920,6
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,3	—	3,1	0,1	10,8	—	5,1	—	1,8	17,7	0,4	21,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	553,5	2,4	0,7	6,9	7,9	571,4	1,9	1,4	...	0,3	13,3	2,2	17,2	17,3	607,7
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	353,3	...	0,4	...	...	353,7	...	...	...	0,1	...	...	0,1	2,2	356,0
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	325,0	4,6	19,2	17,1	22,0	387,9	10,6	51,9	1,6	63,4	50,1	13,0	180,0	28,0	606,5
13. Total des intermédiaires financiers	2.176,8	12,8	24,6	54,7	31,9	2.300,8	711,6	198,7	2,3	88,2	65,7	22,0	376,9	122,8	3.512,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	9,8	...	...	5,7	15,5	.....	66,7	1,4	19,0	10,5	6,5	104,1	—	119,6
15. Total des créances	2.651,9	49,2	75,9	60,8	121,6	2.959,4	759,7	1.955,7	23,4	630,8	327,6	610,6	3.548,1	159,0	7.426,2
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.333,7	— 147,1	— 796,5	— 312,6	— 9,0	+ 68,5	— 143,9	+ 35,1	+ 2,1	+ 23,1	— 28,4	+ 4,1	+ 36,0	+ 39,4	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1974

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermé- diaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 4,2	- 0,6	- 1,0	...	+ 17,8	+ 20,4	+ 45,0	+ 36,8	—	+ 42,7	+ 14,3	+ 33,9	+ 127,7	+ 0,9	+ 194,0
2. Organismes publics d'exploitation	+ 6,5	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	...	+ 6,4	+ 1,2	+ 7,5	- 0,5	+ 1,8	+ 0,6	+ 7,5	+ 16,9	...	+ 24,6
3. Etat (Trésor)	+ 14,0	- 1,1	—	- 2,7	+ 4,0	+ 14,2	- 1,5	+ 24,8	- 3,3	+ 13,8	+ 8,9	+ 3,7	+ 47,9	- 4,5	+ 56,0
4. Secteur public non compris ailleurs	- 2,6	+ 0,1	+ 1,0	+ 0,4	...	- 1,1	...	+ 9,3	- 0,2	+ 4,1	+ 1,3	+ 27,9	+ 42,4	- 10,1	+ 31,1
5. Sécurité sociale	+ 18,2	...	- 0,2	...	+ 0,3	+ 18,3	+ 0,4	+ 3,6	...	- 0,9	+ 1,7	- 0,1	+ 4,3	+ 4,0	+ 27,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 40,3	- 1,8	...	- 2,4	+ 22,1	+ 58,2	+ 45,1	+ 81,9	- 4,0	+ 61,5	+ 26,8	+ 72,9	+ 239,2	- 9,7	+ 332,7
7. Etranger	+ 87,0	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,2	+ 88,8	+ 0,9	+ 121,3	...	+ 1,5	+ 0,2	+ 4,0	+ 127,0	- 0,9	+ 215,8
8. Organismes principalement moné- taires	+ 87,0	+ 1,4	- 5,0	+ 4,1	- 0,4	+ 87,1	+ 139,5	+ 9,7	+ 0,7	- 3,1	...	- 3,4	+ 3,9	+ 15,4	+ 246,0
9. Fonds des Rentes	—	—	...	+ 0,2	—	+ 0,2	- 3,4	+ 1,2	—	- 1,5	—	+ 1,0	+ 0,7	+ 0,1	- 2,5
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 69,5	+ 0,3	+ 0,1	+ 1,7	- 1,4	+ 70,2	- 0,9	- 0,6	...	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	...	+ 3,9	+ 73,2
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 32,0	...	...	...	...	+ 32,0	...	...	...	- 0,1	...	...	- 0,1	+ 0,2	+ 32,1
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 43,6	+ 0,5	+ 0,5	+ 2,6	+ 2,9	+ 50,1	+ 2,6	+ 8,3	+ 0,4	+ 8,6	- 0,6	+ 2,4	+ 19,1	+ 5,6	+ 77,4
13. Total des intermédiaires financiers	+ 232,2	+ 2,2	- 4,4	+ 8,6	+ 1,1	+ 239,6	+ 137,8	+ 18,6	+ 1,1	+ 4,1	- 0,4	+ 0,2	+ 23,6	+ 25,2	+ 426,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	+ 1,3	...	...	+ 1,4	+ 2,7	- 0,7	+ 25,3	+ 0,2	+ 4,0	+ 3,7	- 0,3	+ 32,9	—	+ 35,0
15. Total des créances	+ 359,6	+ 2,7	- 3,9	+ 6,3	+ 24,7	+ 389,4	+ 183,2	+ 247,1	- 2,7	+ 71,1	+ 30,4	+ 76,8	+ 422,7	+ 14,5	+ 1.009,7
16. Solde des créances et des dettes ...	+ 165,6	- 21,9	- 59,9	- 24,8	- 2,3	+ 56,7	- 32,6	+ 1,1	- 0,2	- 2,1	- 1,7	- 0,6	- 3,5	- 20,6	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVII^e année, tome II, n^{os} 2-3, août-septembre 1962, XXXVIII^e année, tome I, n^o 2, février 1963 et XLIX^e année, tome II, n^{os} 1-2 juillet-août 1974. —

Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976, LIII^e année, tome I, n^o 1, janvier 1977. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Statistiques financières de l'O.C.D.E.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (14)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁹		Divers ¹²
		En francs belges					Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁸	Fonds des Rentes ¹⁰	Autres intermédiaires financiers ¹¹	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)	En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)					Financés par les organismes principalement monétaires ⁶	Pour mémoire : accordés à leur origine par des organismes principalement monétaires ⁷				
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1969	353,7	159,8	31,8	14,7	560,0	93,6	243,2	18,9	195,9	206,5	10,8	5,4	28,1	— 35,9
1970	378,2	178,5	39,9	11,4	608,0	104,7	247,3	26,0	218,0	231,2	15,2	5,4	37,0	— 45,6
1971 (ancienne série)	416,1	208,4	52,4	9,7	686,6	132,5	257,5	30,8	251,9	266,3	16,8	4,4	41,7	— 49,0
1971 (nouvelle série) ¹³	420,4	208,4	52,4	9,7	690,9	132,5	257,5	30,8	251,9	266,3	16,8	4,4	41,7	— 44,7
1972	484,5	247,8	62,6	9,2	804,1	148,7	291,0	39,6	305,0	318,4	24,5	8,5	38,6	— 51,8
1973 Septembre	497,6	299,1	69,4	11,6	877,7	149,9	323,6	46,0	345,5	356,7	23,8	5,9	37,3	— 54,3
1973 Décembre	520,4	316,4	68,8	11,9	917,5	151,9	329,8	56,6	364,8	374,4	25,7	9,6	32,4	— 53,3
1974 Mars	526,2	343,0	69,9	17,7	956,8	131,8	370,7	57,7	373,6	388,1	26,9	10,7	34,3	— 48,9
1974 Juin	552,1	341,5	70,4	17,2	981,2	124,2	375,8	60,3	379,3	394,1	29,0	22,6	40,6	— 50,6
1974 Septembre	536,6	349,0	70,4	18,1	974,1	129,7	356,9	59,6	387,2	398,0	31,5	17,5	43,5	— 51,8
1974 Décembre	552,9	358,1	71,9	17,5	1.000,4	132,5	354,6	69,3	399,7	417,5	35,0	10,1	44,3	— 45,1
1975 Mars	565,7	374,7	74,8	18,0	1.033,2	144,6	369,7	69,5	393,1	420,1	40,9	6,0	57,2	— 47,8
1975 Juin	624,2	370,3	78,8	19,9	1.093,2	153,1	399,1	71,6	419,9	436,2	41,1	5,0	59,9	— 55,5
1975 Septembre	608,3	390,1	83,5	21,9	1.103,8	145,5	412,5	66,5	432,4	447,8	40,7	6,3	61,1	— 61,2
1975 Décembre	640,3	402,7	86,8	23,0	1.152,8	159,5	390,7	77,2	466,3	483,9	43,1	9,2	57,1	— 50,3
1976 Mars	634,5	426,6	92,6	31,7	1.185,4	130,9	432,8	74,5	487,0	504,3	42,5	13,6	61,2	— 57,1
1976 Juin	692,1	437,0	96,2	28,7	1.254,0	136,4	458,5	76,7	515,4	527,9	42,6	17,7	64,7	— 58,0
1976 Septembre	661,2	470,7	99,0	30,0	1.260,9	p 115,5	p 455,8	p 73,8	543,5	549,8	p 42,9	40,0	p 66,2	p — 76,8

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris le Fonds des Routes (voir l'article « Chapitres IX, *Balance des Paiements* et XIII, *Organismes monétaires de la partie statistique* », publié dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968), sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonnes (11) + (12).

⁷ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁸ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁹ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations.

¹⁰ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la Banque Nationale de Belgique.

¹¹ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹² Cette rubrique comprend principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le Fonds Monétaire International.

¹³ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'Office des Chèques Postaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949; XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955; XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958; XLIII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976; LI^e année, tome I, no 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4a.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76
A. Créances sur l'étranger :														
1. Or	76,0	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	24,9	25,5	25,6	26,4	26,3	27,0	28,7	29,5
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	10,2	20,3	26,1	30,5	27,9	28,4	28,4	30,0	30,0	30,0	30,0	27,4	19,9
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	2,4	4,9	9,7	9,7
3. Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3
4. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	3,5	3,7	...	7,3	3,6	...	...	...	...	...
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
6. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
7. Acceptations en francs belges repré. d'exportation	9,8	1,9	5,8	16,5	16,9	12,2	12,0	4,6	0,7	1,3	11,9	17,8	14,9	15,0
8. Autres :														
a) en monnaies étrangères	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	81,6	88,6	99,2	106,8	106,3	107,2	87,2	79,3	64,5
b) en francs belges .....	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	129,2	144,4	168,3	196,3	222,6	222,1	232,2	243,3	245,0	244,7	256,1	245,2	238,3	217,2
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :														
1. Pièces et billets	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6	0,4	0,5
2. Autres :														
a) sur la B.N.B. :														
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...	...	...	...	2,1	2,5
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	0,9	2,1	0,5	0,2	0,1	2,2	0,1	...	0,1	2,3	1,7
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :														
1. Sur l'Etat ¹ :														
a) à un an au plus	15,5	13,2	4,9	1,1	0,5	0,2	5,1	2,5	20,5	11,5	4,2	20,6	20,6	20,6
b) à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	2,5	2,3	1,9	2,0	2,2	2,5	2,7	3,1	3,0	3,0	3,0	3,2	3,3	3,3
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	40,2	40,2	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :														
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :														
a) acceptations bancaires	1,9	1,5	4,5	6,3	7,9	5,1	5,2	1,6	0,1	0,9	...	5,9	5,1	7,4
b) effets commerciaux	6,9	3,2	4,8	10,6	15,2	10,9	14,9	3,5	3,4	1,6	10,3	23,8	19,8	24,3
c) avances .....	...	0,2	0,3	0,2	0,3	0,1	0,5	...	...	...	0,4	...	...	0,2
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	2,5	...	3,7	...	...	1,2	0,9	2,9	—	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :														
a) à un an au plus :														
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	0,1	0,9	0,9
b) à plus d'un an :														
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac.	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	58,4	55,9	41,9	28,3	37,8	24,8	24,2	23,6	24,7	25,3	23,3	26,7	23,5	46,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	249,7	256,2	262,7	284,4	331,0	313,6	325,6	318,4	340,7	328,6	340,8	366,4	356,5	365,2

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, Banque Nationale de Belgique, XIIIe année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76
A. Engagements envers l'étranger :														
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	33,1	...	19,0
3. Autres :														
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	1,0	3,5	1,7	2,3	2,8	3,0	2,4	2,2	3,4	3,6	4,3	3,3	3,4
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	0,9	0,3	0,3	0,3	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	0,9	1,3	3,8	2,0	3,5	3,2	3,4	2,8	2,3	3,5	3,7	37,5	3,4	22,5
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :														
1. Pièces et billets ²	4,9	5,0	5,4	5,8	7,0	6,9	7,2	7,0	8,3	7,4	7,2	7,7	8,4	7,4
2. Autres :														
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :														
— réserve monétaire	—	—	—	7,7	21,3	16,1	14,7	11,6	5,8	—	—	—	...	...
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,0	1,2	1,0	1,1	0,6	0,2	0,9	0,1	...	0,1	0,7	0,1	0,1	0,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :														
1. Stock monétaire :														
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :														
— monnaie fiduciaire ⁴	178,1	183,2	196,4	216,8	231,5	236,8	248,9	248,3	274,0	267,7	281,2	276,2	299,7	292,0
— monnaie scripturale ⁵	0,4	0,4	0,6	0,6	0,5	0,4	0,3	0,6	0,6	0,6	0,9	0,7	1,0	0,4
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶ ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁷ :														
a) en francs belges :														
— à un an au plus :														
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :														
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :														
a) envers le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :														
— le Fonds des Rentes ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	0,5	0,3	0,3	0,1	...	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :														
— réserve monétaire	—	—	—	4,0	11,8	5,7	5,7	3,8	1,9	—	—	—	...	...
— autres ⁸	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	64,4	65,1	55,5	46,4	54,3	44,0	44,2	44,1	47,8	49,3	47,1	44,2	43,9	42,8
TOTAL DU PASSIF ...	249,7	256,2	262,7	284,4	331,0	313,6	325,6	318,4	340,7	328,6	340,8	366,4	356,5	365,2

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

3 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

4 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

5 A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.

6 A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).

7 Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

8 Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note 7).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-11-75	31-12-75	31-1-76	29-2-76	31-3-76	30-4-76	31-5-76	30-6-76	31-7-76	31-8-76	30-9-76	31-10-76	30-11-76
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	26,6	26,3	26,9	26,7	27,0	26,0	28,5	28,7	28,8	29,5	29,5	29,6	30,3
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	26,7	27,4	27,4	27,4	19,9	19,9	19,9	19,3
— Autres	2,4	2,4	4,9	4,9	4,9	4,9	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7
3. Accords internationaux .....	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2
4. F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
6. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	6,0	11,9	4,5	7,5	17,8	13,9	14,2	14,9	15,2	15,8	15,0	17,5	12,6
8. Autres :													
a) en monnaies étrangères	105,9	107,2	94,3	89,8	87,2	83,7	80,1	79,3	72,5	70,7	64,5	64,2	70,9
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	249,2	256,1	238,9	237,3	245,2	233,5	238,2	238,3	232,0	231,6	217,2	219,3	221,3
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
2. Autres :													
a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	2,2	2,1	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5
c) sur les banques de dépôts	0,1	...	6,0	...	0,1	0,8	1,2	2,3	0,4	4,4	1,7	4,7	0,5
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus .....	...	4,2	...	19,0	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	3,0	3,0	3,3	3,3	3,2	3,2	3,2	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3
— autres	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	1,8	...	1,8	2,7	5,9	4,1	3,1	5,1	5,8	8,2	7,4	8,9	6,9
b) effets commerciaux	9,3	10,3	12,3	14,9	23,8	18,7	13,5	19,8	24,1	27,0	24,3	25,8	21,7
c) avances	0,1	0,4	0,3	...	...	...	...	...	...	0,3	0,2	...	...
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	2,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	0,5	...	0,1	0,1	0,7	0,9	...	1,9	0,9	1,0	0,1
b) à plus d'un an :													
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	25,9	23,3	26,9	21,4	26,7	32,2	27,2	23,5	22,5	30,6	46,4	27,1	22,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	330,0	340,8	330,7	339,3	366,4	353,9	350,5	356,5	351,8	371,0	365,2	353,8	339,6

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, Banque Nationale de Belgique, XIIIe année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

	30-11-75	31-12-75	31-1-76	29-2-76	31-3-76	30-4-76	31-5-76	30-6-76	31-7-76	31-8-76	30-9-76	31-10-76	30-11-76
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	...	...	...	8,1	33,1	14,8	...	...	...	25,8	19,0	8,7	...
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	3,6	3,6	3,2	3,1	4,3	3,4	3,9	3,3	3,2	3,6	3,4	3,3	3,4
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg													
Total des engagements envers l'étranger ...	3,7	3,7	3,3	11,3	37,5	18,3	4,0	3,4	3,3	29,5	22,5	12,1	3,5
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets ²	6,9	7,2	6,8	6,9	7,7	7,2	8,7	8,4	7,1	7,3	7,4	6,9	7,9
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	0,1	...	...	...	...	...	...	...
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	0,7	...	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	...
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	269,7	281,2	274,5	276,0	276,2	284,9	290,9	299,7	295,1	290,9	292,0	292,2	286,8
— monnaie scripturale ⁵	0,6	0,9	0,3	0,7	0,7	0,6	1,7	1,0	0,5	0,7	0,4	0,4	0,9
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁷ :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes .....	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres ⁸	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	49,0	47,1	45,7	44,3	44,2	42,6	45,1	43,9	45,8	42,5	42,8	42,2	40,5
TOTAL DU PASSIF ...	380,0	340,8	330,7	339,3	366,4	353,9	350,5	356,5	351,8	371,0	365,2	353,8	339,6

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.
 2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.
 3 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
 4 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

5 A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.
 6 A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).
 7 Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.
 8 Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note 7).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76
A. Créances sur l'étranger :														
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	1,9	3,5	3,2	...	...	0,3	0,4	1,8	0,1	1,9	0,8	...	...	0,5
8. Autres :														
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	1,9	3,5	3,2	...	...	0,3	0,4	1,8	0,1	1,9	0,8	...	...	0,5
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :														
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	0,8	1,1	0,5	0,1	0,4	0,1	1,0
2. Autres :														
a) sur la B.N.B. :														
— réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,1	0,7	0,3	0,8	0,5	0,1	1,2	0,6	0,4	0,8	1,0	0,6	1,0	1,8
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,5	0,1	0,5	0,9	...	...	...	0,6	...	0,9	2,2	3,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :														
1. Sur l'Etat ² :														
a) à un an au plus	51,8	55,4	55,9	64,4	64,0	62,7	65,0	67,6	72,0	68,9	70,1	73,3	78,7	75,9
b) à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	6,7	6,9	7,1	7,6	8,1	8,7	8,3	8,4	8,4	8,9	8,7	9,1	9,3	10,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :														
a) à un an au plus	9,9	10,6	12,4	16,5	19,5	16,4	21,8	18,1	21,3	15,7	25,7	20,9	23,1	18,8
b) à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :														
a) acceptations bancaires	1,5	0,9	0,1	0,2	...	0,1	0,7	0,5	...	0,9	3,0	...	...	0,3
b) effets commerciaux	0,9	0,7	0,2	0,2	...	1,5	1,9	4,1	0,2	3,1	3,6	0,5	...	0,9
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	2,9	0,4	...	...	...	...	...	0,1	—	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :														
a) à un an au plus :														
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	0,2	0,3	0,6	...	...	...	0,6	1,1	...	0,1	...	...	0,9
b) à plus d'un an :														
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,4	1,5	8,8 ⁶	7,3	11,1	17,3	14,0	17,0	18,7	18,2	18,1	18,4	23,3	24,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	76,6	80,6	89,0 ⁶	101,2	104,7	108,8	114,0	120,0	123,8	120,0	131,8	124,6	138,2	138,6

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, Banque Nationale de Belgique, VIII, 1969).

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76
A. Engagements envers l'étranger :														
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :														
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,4	1,3	0,5	...	0,2	0,2	...	0,3	...	0,1	...	...	...	0,5
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	0,4	1,3	0,5	...	0,2	0,2	...	0,3	...	0,1	...	...	...	0,5
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :														
1. Pièces et billets ²	0,4	0,4	0,5	0,7	0,3	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	1,2	0,6	0,7	0,5
2. Autres :														
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...	...	...	...	2,1	2,5
b) envers les organismes publics	0,1	0,7	0,3	0,8	0,5	0,1	1,2	0,6	0,4	0,8	1,0	0,5	1,0	1,8
c) envers les banques de dépôts :														
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	10,1	7,2	8,5	6,2	1,3	3,5	3,9	6,5	1,8	3,9	6,5	2,6	2,2	5,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :														
1. Stock monétaire :														
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :														
— monnaie fiduciaire ⁴	7,0	7,5	8,1	8,5	9,1	9,2	9,5	9,5	9,8	9,9	10,1	10,2	10,8	11,1
— monnaie scripturale	44,5	50,1	51,5	63,2	65,7	65,7	67,5	70,5	76,6	73,3	75,0	77,5	81,6	77,8
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	14,1	12,3	19,6 ⁷	21,8	27,6	29,0	31,5	31,7	34,8	29,6	35,9	33,2	39,8	39,4
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁵ :														
a) en francs belges :														
— à un an au plus :														
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :														
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :														
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :														
— le Fonds des Rentes .....	...	1,1	...	...	...	...	...	0,4	...	2,0	2,1	—	—	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :														
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁶	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	76,6	80,6	89,0 ⁷	101,2	104,7	108,8	114,0	120,0	123,8	120,0	131,8	124,6	138,2	138,6

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

⁶ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note 5).

⁷ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 15,4 et pour le total du passif à 84,8.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76
A. Créances sur l'étranger :														
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Obligations	7,3	14,6	24,8	31,9	48,1	54,0	53,7	40,2	40,0	40,7	39,6	38,9	37,1	35,4
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	6,5	12,6	13,9	11,8	11,1	14,6	17,0	20,1	20,3	19,3	17,2	15,2	15,0	17,5
8. Autres :														
a) en monnaies étrangères	134,4	198,1	235,3	297,0	391,4	488,5	489,5	520,8	536,1	591,0	596,1	648,2	618,8	647,5
b) en francs belges	19,9	20,8	22,3	27,1	35,4	41,0	38,6	40,1	44,6	44,4	49,8	51,5	51,9	61,4
Total des créances sur l'étranger ...	168,1	246,1	296,3	367,8	486,0	598,1	598,8	621,2	641,0	695,4	702,7	753,8	722,8	761,8
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :														
1. Pièces et billets	4,8	5,0	5,3	5,7	6,9	6,8	7,0	6,9	8,2	7,3	7,1	7,6	8,3	7,2
2. Autres :														
a) sur la B.N.B. :														
— réserve monétaire	—	—	—	7,7	21,3	16,1	14,7	11,6	5,7	—	—	—	—	—
— autres	1,0	1,2	1,0	1,1	0,6	0,2	0,9	0,1	...	0,1	0,7	...	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	10,1	7,1	8,5	6,2	1,3	3,5	4,0	6,5	1,9	3,9	6,5	2,6	2,2	5,1
c) sur les banques de dépôts	18,8	27,6	44,7	58,6	91,1	101,4	105,5	103,2	99,1	99,6	106,0	127,6	118,7	132,9
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :														
1. Sur l'Etat ¹ :														
a) à un an au plus	37,1	28,0	17,8	9,4	10,0	11,5	8,4	11,1	10,3	31,7	10,0	11,9	27,4	28,5
b) à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	63,1	73,7	106,1	140,0	173,8	196,3	194,3	206,2	214,0	218,9	226,3	247,2	252,7	p 251,7
— autres	32,5	33,8	29,7	32,5	31,1	33,6	32,6	32,6	32,6	31,3	30,0	29,2	28,2	p 27,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :														
a) à un an au plus	1,5	3,1	2,3	3,2	4,7	6,6	9,8	10,8	8,6	9,2	11,6	13,3	10,8	p 11,2
b) à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	4,6	9,3	12,3	15,5	24,7	29,1	29,1	31,5	31,9	31,4	29,8	29,5	29,2	p 30,1
— autres	2,3	2,4	2,8	3,4	6,6	6,5	7,6	8,0	8,8	9,2	9,1	9,8	12,6	p 12,7
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :														
a) acceptations bancaires	3,9	6,3	8,6	9,1	5,9	8,6	7,9	10,1	16,3	14,1	10,9	14,4	16,5	17,0
b) effets commerciaux	82,3	91,6	93,5	106,2	116,0	118,4	116,3	118,8	123,1	120,3	128,6	122,0	134,3	135,6
c) avances	98,5	113,7	139,9	172,3	219,4	242,6	252,3	254,5	275,9	291,5	309,5	320,3	339,8	357,7
d) autres créances à un an au plus	1,5	2,0	0,1	0,1	0,1	4,2	4,1	5,1	3,4	3,6	4,5	5,8	3,0	p 3,8
e) autres créances à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	4,4	6,7	8,9	11,5	12,2	11,9	14,7	14,7	15,8	15,7	14,7	12,6	14,7	p 14,7
— autres	4,6	6,0	7,4	12,0	12,6	14,5	15,3	20,2	20,9	20,5	23,0	23,3	24,0	p 23,6
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	5,4	6,4	4,4	5,6	9,2	13,8	10,8	6,8	3,8	10,0	9,0	—	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :														
a) à un an au plus :														
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,3	0,8	0,6	1,9	0,2	0,7	0,7	1,2	1,4	2,5	2,6	3,7	4,5	p 2,9
— autres	3,3	3,6	4,4	2,9	4,1	5,6	4,7	6,1	7,7	8,9	9,8	7,5	7,2	p 8,7
b) à plus d'un an :														
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur	19,9	27,3	31,8	31,6	31,2	33,2	37,2	40,3	40,0	38,8	37,0	37,5	39,0	p 39,0
— autres	4,5	6,0	4,6	5,2	8,5	9,7	10,1	12,5	12,5	11,2	10,7	12,8	13,2	p 13,5
D. Autres	60,7	63,6	84,0	87,6	99,5	110,2	129,9	120,1	128,9	144,1	133,5	140,6	153,2	p 154,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.377,0	1.583,1	1.616,7	1.660,1	1.711,8	1.819,2	1.833,6	1.933,0	1.962,4	2.039,9

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, Banque Nationale de Belgique, XIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76
A. Engagements envers l'étranger :														
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :														
a) en monnaies étrangères	169,6	236,5	267,0	333,2	434,3	523,2	525,9	551,3	567,0	630,8	633,9	669,6	648,1	667,4
b) en francs belges ¹	34,7	50,2	64,0	80,1	118,6	164,2	169,6	167,2	163,7	162,6	162,5	160,9	173,2	173,6
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	204,3	286,7	331,0	413,3	552,9	687,4	695,5	718,5	730,7	792,9	796,4	830,5	821,3	841,0
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :														
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :														
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	0,9	2,1	0,5	0,2	0,1	2,2	0,1	...	0,1	2,3	1,7
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,5	0,1	0,5	0,9	...	0,1	...	0,6	0,1	1,0	2,2	3,3
c) envers les banques de dépôts :														
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	18,8	27,6	44,7	58,6	91,1	101,4	105,5	103,2	99,0	99,5	105,9	127,5	118,6	132,8
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :														
1. Stock monétaire :														
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :														
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	109,4	124,5	144,0	173,3	185,9	195,6	195,1	205,3	229,3	227,5	236,3	236,1	258,9	241,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics .....	...	...	...	...	0,1	0,2	0,2	0,5	...	0,1	0,1	0,9	0,1	0,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :														
a) en francs belges :														
— à un an au plus :														
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	71,6	74,3	96,1	131,7	156,6	160,7	169,5	179,0	192,3	205,0	220,4	235,7	241,3	246,0
— autres dépôts	88,3	104,2	112,3	116,1	159,8	188,4	188,5	195,6	178,0	185,1	182,3	190,9	195,7	224,7
— à plus d'un an :														
— dépôts	10,8	14,5	22,0	26,9	27,2	23,9	23,3	24,0	25,6	27,0	28,6	29,8	28,7	28,0
— bons de caisse et obligations	21,0	25,5	30,4	35,8	41,8	46,5	48,7	50,8	53,3	56,6	58,2	62,8	67,4	71,0
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	14,7	11,4	9,7	9,2	11,7	18,1	17,5	18,0	19,9	21,9	23,0	31,7	28,8	30,0
3. Autres engagements :														
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
c) envers les intermédiaires financiers :														
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	2,5	...	...	0,7	0,4	...	2,6	0,7	—	—	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :														
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	0,3	1,2	0,4	...	0,3	0,9	3,1	...	1,2	0,7	3,4	0,8	0,4	...
D. Autres	93,6	106,5	123,9	128,7	147,0	158,6	168,8	164,5	180,1	199,4	178,0	185,0	196,5	219,9
TOTAL DU PASSIF ...	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.377,0	1.583,1	1.616,7	1.660,1	1.711,8	1.819,2	1.833,6	1.933,0	1.962,4	2.039,9

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.
2 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

3 Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4 Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note 3).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	76,0	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	24,9	25,5	25,6	26,4	26,3	27,0	28,7	29,5	
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— Droits de tirage spéciaux	—	10,2	20,3	26,1	30,5	27,9	28,4	28,4	30,0	30,0	30,0	30,0	27,4	19,9	
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	2,4	4,9	9,7	9,7	
3. Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	
4. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	3,5	3,7	...	7,3	3,6	...	...	...	...	...
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	
6. Obligations	7,3	14,6	24,8	31,9	48,1	54,0	53,7	40,2	40,0	40,7	39,6	38,9	37,1	35,4	
7. Acceptations en francs belges représentat. d'exportation	18,2	18,0	22,9	28,3	28,0	27,1	29,4	26,5	21,1	22,5	29,9	33,0	29,9	33,0	
8. Autres :															
a) en monnaies étrangères	170,0	237,1	270,3	349,4	467,3	570,1	578,1	620,0	642,9	697,3	703,3	735,4	698,1	712,0	
b) en francs belges	19,9	21,0	22,3	27,1	35,4	41,0	38,6	40,1	44,6	44,4	49,8	51,5	51,9	61,4	
Total des créances sur l'étranger ...	299,2	394,0	467,8	564,1	708,6	820,5	831,4	866,3	886,1	942,0	959,6	999,0	961,1	979,5	(6)
B. Créances sur les organ. principal. monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	5,2	5,3	5,7	6,1	7,3	7,5	7,6	8,2	9,7	8,2	7,6	8,6	8,8	8,7	(1)
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	7,7	21,3	16,1	14,7	11,6	5,7	—	—	—	—	—	
— autres	1,0	1,2	1,0	1,1	0,6	0,2	0,9	0,1	...	0,1	0,7	...	0,3	0,1	
b) sur les organismes publics	10,2	7,8	8,8	7,0	1,8	4,3	5,2	7,1	2,3	4,7	7,5	3,2	5,3	9,4	
c) sur les banques de dépôts	18,8	27,6	45,2	59,6	93,7	102,9	105,7	103,3	101,3	100,4	106,0	128,6	123,2	137,9	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	104,4	96,6	78,6	74,9	74,5	74,4	78,5	81,2	102,8	112,1	84,3	105,8	126,7	125,0	(7)
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	72,3	82,9	115,1	149,6	184,1	207,5	205,3	217,7	225,4	230,8	238,0	259,5	265,3	265,1	(7)
— autres	66,5	67,8	63,7	66,5	71,3	73,8	70,9	70,9	70,9	69,6	68,3	67,5	66,5	65,8	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	11,4	13,7	14,7	19,7	24,2	6,5	31,6	28,9	29,9	24,9	37,3	34,2	33,9	30,0	(8)
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	5,2	9,9	13,3	16,6	25,8	46,6	30,2	32,6	33,0	32,5	30,9	30,6	30,3	31,2	(8)
— autres	2,3	2,4	2,8	3,4	6,6	6,5	7,6	8,0	8,8	9,2	9,1	9,8	12,6	12,7	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	7,3	8,7	13,2	15,6	13,8	13,8	13,8	12,2	16,4	15,9	13,9	20,3	21,6	24,7	(9)
b) effets commerciaux	90,1	95,5	98,5	117,0	131,2	130,8	133,1	126,4	126,7	125,0	142,5	146,3	154,1	160,8	(9)
c) avances	98,5	113,9	140,2	172,5	219,7	242,7	252,8	254,5	275,9	291,5	309,9	320,3	339,8	357,9	(9)
d) autres créances à un an au plus	1,5	2,0	0,1	0,1	0,1	4,2	4,1	5,1	3,4	3,6	4,5	5,8	3,0	3,8	(11)
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	4,7	7,2	9,4	12,4	13,1	12,8	15,6	15,6	16,7	16,5	15,6	13,5	15,6	15,5	(11)
— autres	4,6	6,0	7,4	12,0	12,6	14,5	15,3	20,2	20,9	20,5	23,0	23,3	24,0	23,6	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes ⁴ : à un an au plus	5,4	6,4	4,4	11,0	9,6	17,5	10,8	6,8	5,0	10,9	12,0	—	—	—	(12)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,3	0,8	0,5	1,9	0,2	0,7	0,7	1,2	1,4	2,5	2,6	3,7	4,5	2,9	(13)
— autres	3,5	3,8	4,8	3,5	4,1	6,1	4,7	6,7	8,8	8,9	9,9	7,6	8,1	10,5	(13)
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibles à tout placeur	20,0	27,5	32,1	31,9	31,5	33,5	37,5	40,6	40,3	39,1	37,3	37,8	39,3	39,3	(13)
— autres	4,6	6,1	4,7	5,3	8,6	9,8	10,2	12,6	12,6	11,3	10,8	12,9	13,3	13,6	(13)
D. Autres	122,5	126,0	134,7 ⁶	123,2	148,4	152,3	168,1	160,7	172,3	187,6	174,9	185,7	200,0	225,7	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	959,5	1.113,1	1.266,7 ⁶	1.482,7	1.812,7	2.005,5	2.056,3	2.098,5	2.176,3	2.267,8	2.306,2	2.424,0	2.457,1	2.543,7	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, B.N.B., XIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres; les créances sur celui-ci sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.
⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 130,5 et pour le total de l'actif à 1.262,5.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-60	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	33,1	...	19,0	
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	169,6	236,5	267,0	333,2	434,3	523,2	525,9	551,3	567,0	630,3	637,5	669,6	648,1	667,4	
b) en francs belges ¹	35,8	52,5	68,0	81,8	121,1	167,2	172,6	169,9	165,9	166,1	162,5	165,2	176,5	177,5	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	0,9	0,3	0,3	0,3	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	205,6	289,3	335,3	415,3	556,6	690,8	698,9	721,6	733,0	796,5	800,1	868,0	824,7	864,0	(6)
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	5,3	5,4	5,9	6,5	7,3	7,3	7,6	7,5	8,7	7,8	8,4	8,3	9,1	7,9	(1)
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	0,9	2,1	1,2	0,2	0,1	2,2	0,1	...	0,1	4,4	4,2	
b) envers les organismes publics	0,1	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,2	0,7	0,4	1,4	1,1	1,5	3,2	5,1	
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	7,7	21,3	16,1	14,7	11,6	5,8	—	—	—	...	...
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
— autres	29,9	36,9	54,2	65,9	93,0	105,1	110,3	109,8	100,8	103,5	113,1	130,2	120,9	137,9	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	185,1	190,7	204,5	225,3	240,6	246,0	258,4	257,8	283,8	277,6	291,3	286,4	310,5	303,1	(1)
— monnaie scripturale ³	154,3	175,0	196,1	237,1	252,1	261,7	262,9	276,4	306,5	301,4	312,2	314,3	341,5	319,4	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁴ ...	14,1	12,3	19,6	21,8	27,7	29,2	31,7	32,2	34,8	29,7	36,0	34,1	39,9	39,5	(1)
2. Autres engagem. envers les entreprises et particuliers ⁵ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	71,6	74,3	96,1	131,7	156,6	160,7	169,5	179,0	192,3	205,0	220,4	235,7	241,3	246,0	(2)
— autres dépôts	88,3	104,2	112,3	116,1	159,8	188,4	188,5	195,6	178,0	185,1	182,3	190,9	195,7	224,7	(2)
— à plus d'un an :															
— dépôts	10,8	14,4	22,0	26,9	27,0	23,9	23,3	24,0	25,5	27,0	28,6	29,8	28,7	28,0	(3)
— bons de caisse et obligations	21,0	25,6	30,4	35,8	41,8	46,5	48,7	50,8	53,3	56,6	58,2	62,8	67,5	71,0	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ...	14,7	11,3	9,7	9,2	11,9	18,1	17,5	18,0	19,9	21,9	23,0	31,7	28,7	30,0	(4)
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes ⁶ .....	...	1,1	...	2,5	...	...	0,7	0,8	...	4,6	2,8	—	—	—	(12)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	0,5	0,3	0,3	0,1	...	—	—	—	—	—	(14)
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	4,0	11,8	5,7	5,7	3,8	1,9	—	—	—	...	...	(13)
— autres ⁷	0,3	1,2	0,4	...	0,3	0,9	3,1	...	1,2	0,7	3,4	0,8	0,4	...	(13)
D. Autres	158,4	170,7	179,4 ⁸	175,1	201,3	202,6	213,0	208,6	227,9	248,7	225,1	229,2	240,4	262,7	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	959,5	1.113,1	1.266,7⁸	1.482,7	1.812,7	2.005,5	2.056,3	2.098,5	2.176,3	2.267,8	2.306,2	2.424,0	2.457,1	2.543,7	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des or-
ganismes principalement
monétaires » dans laquelle
la rubrique est comprise

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.

⁴ A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).

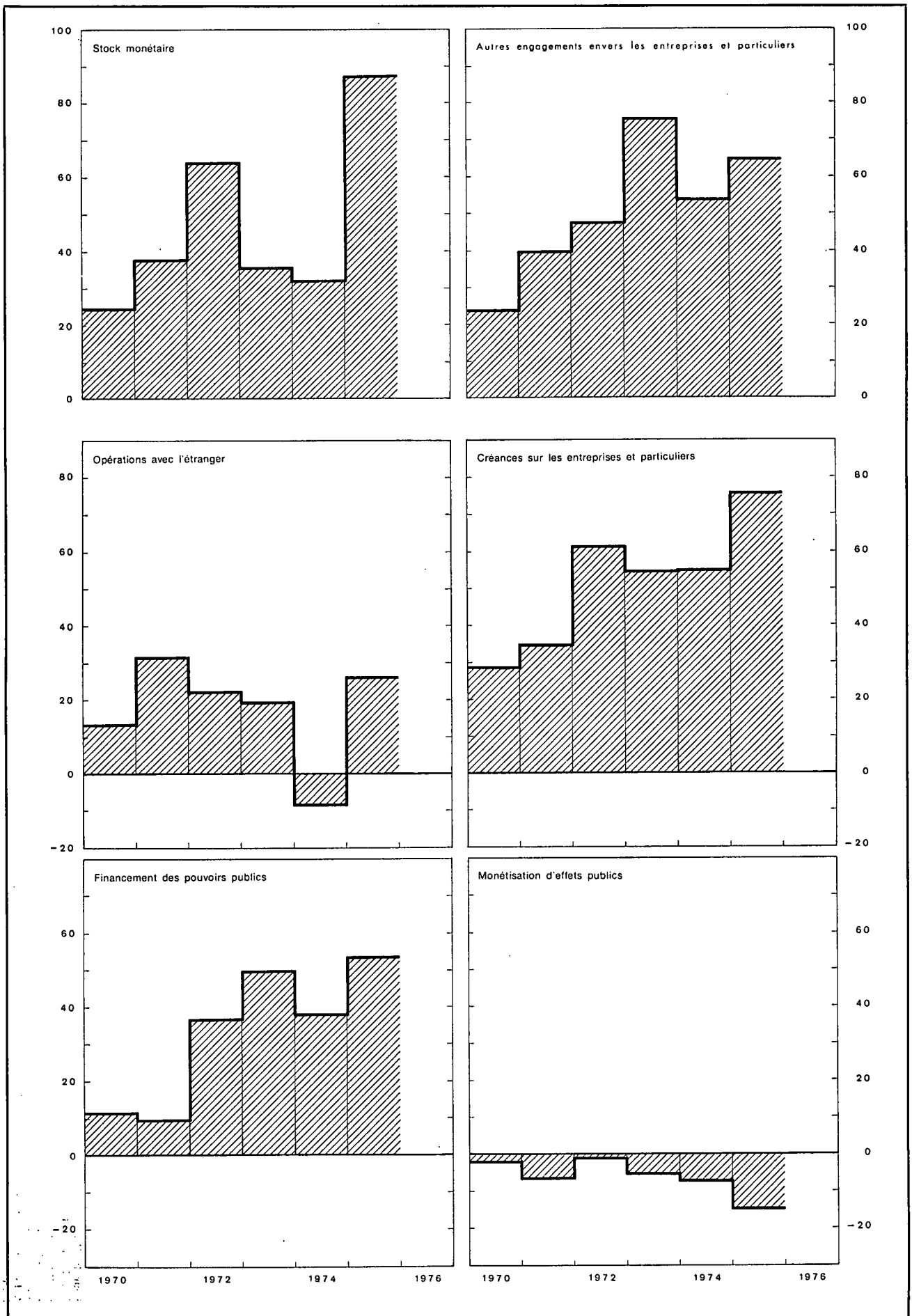
⁵ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

⁶ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers celui-ci sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

⁷ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note 5).

⁸ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 15,4 et pour le total du passif à 1.262,5.

**XIII - 3. — Origines des variations du stock monétaire
auprès des organismes principalement monétaires**
(variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Période	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 1			Total (5) = (1) à (4) (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises 2 et particuliers)	Créances sur les entreprises 3 et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) 6		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9	Divers
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation 4	Obligations 5	de créances commerciales sur l'étranger	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat 7	Autres pouvoirs publics 8	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)		
1970	+24,5	+18,7	+ 8,1	- 3,3	+ 48,0	+13,5	+24,7	+ 4,6	- 4,8	- 2,6	+ 6,1	+ 6,5	- 1,1	- 1,2	+ 8,4	- 6,1
1971	+37,9	+30,0	+12,4	- 1,7	+ 78,6	+32,1	+35,1	+ 1,6	+ 3,0	- 1,3	+ 5,2	+ 5,0	- 1,2	- 5,9	+ 4,6	+ 0,4
1972	+64,2 ¹⁰	+39,3	+10,2	- 0,5	+113,2 ¹⁰	+22,6	+52,1	+ 7,8	+ 0,8	+ 1,0	+28,2	+ 8,7	- 1,7	+ 0,3	- 2,9	- 3,7 ¹⁰
1973	+35,9	+68,7	+ 6,1	+ 2,7	+113,4	+19,7 ¹¹	+56,0	+ 1,5	- 1,0	+ 3,8	+34,9 ¹²	+16,1	- 4,0	- 1,7	- 5,8	- 6,1 ¹³
1974	+32,5	+41,7	+ 3,2	+ 5,6	+ 83,0	- 8,7 ¹⁴	+43,1	+ 9,7	- 5,9	- 9,0	+27,8	+12,9	- 6,3	- 1,1	+12,4	+ 8,1 ¹⁵
1975	+87,4	+44,7	+14,8	+ 5,5	+152,4	+26,4	+66,3	+ 9,3	- 0,7	...	+43,4	+ 9,2	-15,0	- 0,3	+13,1	+ 0,7
1973 4 ^e trimestre	+22,9	+17,2	- 0,6	+ 0,3	+ 39,8	+11,5	+17,7	+ 2,3	+ 2,4	+ 1,6	+ 9,8	+10,9	- 3,4	- 4,7	- 4,8	- 3,5
1974 1 ^{er} trimestre	+ 5,8	+26,6	+ 1,2	+ 5,8	+ 39,4	-16,8	+13,7	+ 1,4	- 3,1	- 4,7	+40,7	+ 1,4	- 1,5	+ 0,8	+ 2,0	+ 5,5
2 ^e trimestre	+25,8	- 1,5	+ 0,4	- 0,4	+ 24,3	- 3,4	+ 6,0	+ 2,2	+ 0,3	- 0,5	+15,4	+ 2,5	- 3,4	+ 3,9	+ 6,7	- 5,4
3 ^e trimestre	-15,5	+ 7,5	+ 0,1	+ 0,9	- 7,0	+ 5,9	+ 3,9	+ 2,4	- 1,2	+ 4,2	-27,0	- 0,8	+ 0,4	+ 2,2	+ 2,7	+ 0,3
4 ^e trimestre	+16,3	+ 9,0	+ 1,5	- 0,6	+ 26,2	+ 5,7	+19,5	+ 3,6	- 1,9	- 8,1	- 1,2	+ 9,7	- 1,9	- 8,0	+ 1,0	+ 7,8
1975 1 ^{er} trimestre	+12,8	+16,7	+ 2,8	+ 0,5	+ 32,8	+18,1	+ 2,6	+ 5,9	- 2,8	- 9,2	+14,5	...	+ 0,7	- 5,0	+12,8	- 4,8
2 ^e trimestre	+58,5	- 4,4	+ 4,0	+ 1,9	+ 60,0	+ 3,3	+16,0	+ 0,3	- 1,0	+ 9,7	+27,3	+ 1,7	- 0,2	- 2,8	+ 2,3	+ 3,4
3 ^e trimestre	-15,9	+19,8	+ 4,7	+ 2,0	+ 10,6	- 7,9	+11,6	+ 0,3	...	+ 1,7	+21,0	- 5,0	- 5,3	+ 4,9	+ 1,9	-12,6
4 ^e trimestre	+32,0	+12,6	+ 3,3	+ 1,1	+ 49,0	+13,0	+36,1	+ 2,8	+ 3,1	- 2,2	-18,4	+12,5	-10,2	+ 2,6	- 3,9	+13,6
1976 1 ^{er} trimestre	- 5,8	+23,8	+ 5,9	+ 8,7	+ 32,6	-29,2	+20,4	- 0,6	- 1,7	+ 0,2	+53,7	- 2,4	- 4,3	- 3,1	+ 4,1	- 4,5
2 ^e trimestre	+57,6	+10,4	+ 3,6	- 3,0	+ 68,6	+ 3,6	+23,6	+ 0,2	+ 0,7	+ 5,0	+36,0	+ 2,3	- 3,6	- 0,4	+ 4,2	- 3,0
3 ^e trimestre	-30,9	+33,6	+ 2,8	+ 1,3	+ 6,8	p-15,4	+21,7	p+ 0,3	- 0,8	+ 6,3	p+10,7	p- 2,8	- 0,1	...	p+ 0,9	p-14,0

N. B. Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

1 Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

2 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

3 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

4 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

5 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

6 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

7 Y compris le Fonds des Routes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique.

8 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations.

¹⁰ A partir de 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'Office des Cheques Postaux.

¹¹ A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

¹² A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actif découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

¹³ A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge, et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 11 et 12 ci-dessus (3,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,3 milliard).

¹⁴ Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaieur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹⁵ Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrevaieur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

**XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE
AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES**

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises 1 et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics 6	Total général	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor 2	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire 3	Auprès de la Banque Nationale de Belgique 4	Auprès des organismes publics 5	Auprès des banques	Total			Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)	(8) = (7) + (8)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1969 Décembre	7,0	183,0	185,3	0,4	44,5	109,4	154,3	339,6	14,1	353,7
1970 Mars	7,0	178,5	180,5	0,5	44,2	112,0	156,7	337,2	12,9	350,1
Juin	7,2	187,1	189,1	0,4	47,6	118,2	166,2	355,3	14,7	370,0
Septembre	7,3	183,5	186,1	0,6	46,0	115,3	161,9	348,0	10,3	358,3
Décembre	7,5	188,2	190,8	0,4	50,1	124,5	175,0	365,8	12,4	378,2
1971 Mars	7,5	183,3	185,4	0,5	47,0	127,9	175,4	360,8	14,1	374,9
Juin	7,7	199,1	201,1	0,4	52,4	139,3	192,1	393,2	17,1	410,3
Septembre	7,9	196,2	198,2	0,5	49,8	140,2	190,5	388,7	12,0	400,7
Décembre (ancienne série)	8,1	201,8	204,6	0,6	51,5	144,0	196,1	400,7	15,4	416,1
Décembre (nouvelle série) 7 ...	8,1	201,8	204,6	0,6	51,5	144,0	196,1	400,7	19,7	420,4
1972 Mars	8,0	200,2	202,8	0,4	53,3	151,4	205,1	407,9	18,3	426,2
Juin	8,3	220,8	222,9	0,6	61,3	171,5	233,4	456,3	20,7	477,0
Septembre	8,3	215,5	218,9	0,4	58,5	162,7	221,6	440,5	20,1	460,6
Décembre	8,5	222,6	225,6	0,6	63,2	173,3	237,1	462,7	21,8	484,5
1973 Mars	8,4	219,4	222,4	0,5	61,6	183,7	245,8	468,2	21,2	489,4
Juin	8,7	237,2	238,4	0,5	68,1	198,1	266,7	505,1	15,5	520,6
Septembre	8,9	230,3	233,3	0,4	60,7	183,8	244,9	478,2	19,4	497,6
Décembre	9,1	238,5	240,6	0,5	65,6	185,9	252,0	492,6	27,8	520,4
1974 Mars	8,8	232,8	235,1	0,6	63,8	191,1	255,5	490,6	35,6	526,2
Juin	9,0	250,6	252,7	0,5	69,2	202,9	272,6	525,3	26,8	552,1
Septembre	9,2	243,7	245,8	0,4	65,7	195,6	261,7	507,5	29,1	536,6
Décembre	9,5	256,1	258,3	0,3	67,5	195,1	262,9	521,2	31,7	552,9
1975 Mars	9,5	255,3	257,1	0,6	70,5	205,3	276,4	533,5	32,2	565,7
Juin	9,8	282,3	282,8	0,6	76,6	229,4	306,6	589,4	34,8	624,2
Septembre	9,9	275,1	277,2	0,6	73,2	227,6	301,4	578,6	29,7	608,3
Décembre	10,2	288,4	292,1	0,9	75,0	236,3	312,2	604,3	36,0	640,3
1976 Mars	10,2	283,9	286,0	0,7	77,6	236,1	314,4	600,4	34,1	634,5
Juin	10,8	308,1	310,7	1,0	81,6	258,9	341,5	652,2	39,9	692,1
Septembre	11,1	299,4	302,2	0,4	77,8	241,3	319,5	621,7	39,5	661,2

1 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

2 Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

3 Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la Banque Nationale de Belgique détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

4 Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la Banque Nationale de Belgique n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

5 Office des Chèques Postaux et Crédit Communal de Belgique.

6 Le compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

7 L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'Office des Chèques Postaux.

XIII - 4b. — STOCK MONÉTAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers					Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	Après des organismes principa- lement monétaires	Après des autres intermé- diaires financiers	Total	
		Auprès des organismes principa- lement monétaires	Auprès des autres intermé- diaires financiers	Total						(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1969 Décembre	183,4	152,6	7,5	160,1	343,5	14,1	3,4	17,5	361,0
1970 Mars	179,2	155,6	7,8	163,4	342,6	12,9	3,3	16,2	358,8
Juin	187,5	164,2	8,6	172,8	360,3	14,7	5,0	19,7	380,0
Septembre	184,8	160,8	10,3	171,1	355,9	10,3	4,4	14,7	370,6
Décembre	188,4	173,4	11,4	184,8	373,2	12,4	4,2	16,6	389,8
1971 Mars	183,9	173,3	10,9	184,2	368,1	14,1	4,7	18,8	386,9
Juin	199,3	190,0	12,6	202,6	401,9	17,1	6,2	23,3	425,2
Septembre	196,7	188,1	13,8	201,9	398,6	12,0	3,6	15,6	414,2
Décembre (anc. série) .	202,6	193,6	12,8	206,4	409,0	15,4	3,9	19,3	423,3
Décembre (nouv. série) ³	202,6	193,6	12,8	206,4	409,0	19,6	3,9	23,5	432,5
1972 Mars	201,0	203,0	13,4	216,4	417,4	18,3	3,9	22,2	439,6
Juin	220,9	230,4	16,3	246,7	467,6	20,7	4,5	25,2	492,8
Septembre	216,8	219,7	17,7	237,4	454,2	20,0	4,8	24,8	479,0
Décembre	222,4	234,1	17,2	251,3	473,7	21,8	3,0	24,8	498,5
1973 Mars	220,2	243,3	18,0	261,3	481,5	21,2	6,9	28,1	509,6
Juin	236,0	263,4	20,7	284,1	520,1	15,5	10,1	25,6	545,7
Septembre	230,8	242,0	21,5	263,5	494,3	19,4	8,8	28,2	522,5
Décembre	237,6	247,6	20,4	268,0	505,6	27,8	2,8	30,6	536,2
1974 Mars	232,3	252,7	23,3	276,0	508,3	35,6	3,9	39,5	547,8
Juin	249,4	269,8	25,2	295,0	544,4	26,8	5,5	32,3	576,7
Septembre	242,4	258,5	25,4	283,9	526,3	29,1	8,0	37,1	563,4
Décembre	254,9	258,6	26,5	285,1	540,0	31,7	4,5	36,2	576,2
1975 Mars	254,2	271,3	28,7	300,0	554,2	32,2	4,9	37,1	591,3
Juin	279,2	301,1	32,4	333,5	612,7	34,8	6,1	40,9	653,6
Septembre	274,2	296,4	35,9	332,3	606,5	29,7	6,4	36,1	642,6
Décembre	288,1	306,1	37,0	343,1	631,2	36,0	5,1	41,1	672,3
1976 Mars	282,5	309,2	35,8	345,0	627,5	34,1	7,1	41,2	668,7
Juin	306,5	335,0	39,3	374,3	680,8	39,9	8,2	48,1	728,9
Septembre	299,0	313,9	40,9	354,8	653,8	39,5	6,3	45,8	699,6

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la Banque Nationale de Belgique détenus par

les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

³ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'Office des Chèques Postaux.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Période	Montants à fin de période ¹			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements (col. (12)) et celles des organismes principalement monétaires (col. (6)) ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total	Etat	Autres ²					(9)	(10) = (6) - (7) - (8) - (9)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁶⁷	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971	164,5	-32,0	132,5	+17,5 ⁷⁸	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	- 0,5	+23,4
1972	194,3	-45,6	148,7	+26,4 ⁷	-13,7	+12,7	-10,5	- 0,1	+ 0,7	+22,6	+ 7,8	+20,5
1973	219,1	-67,2	151,9	+35,4 ⁹	-21,3	+14,1	- 4,6	...	- 1,0	+19,7	+19,2	+33,3
1974	228,9	-96,4	132,5	+ 8,2	-26,5	-18,3	- 3,7	...	- 5,9	- 8,7	+42,9	+24,6
1975	252,4	-92,9	159,5	+18,6 ¹⁰	+ 3,5	+22,1	- 3,6	...	- 0,7	+26,4	+ 2,3	+24,4
1974 3 ^e trimestre ..	219,0	-89,3	129,7	+16,4	-12,5	+ 3,9	- 0,8	...	- 1,2	+ 5,9	+17,8	+21,7
4 ^e trimestre ..	228,9	-96,4	132,5	+ 9,1	- 6,4	+ 2,7	- 1,1	...	- 1,9	+ 5,7	-13,1	-10,4
1975 1 ^{er} trimestre ..	240,5	-95,9	144,6	+10,1	+ 4,1	+14,8	- 1,1	...	- 2,8	+18,1	+ 3,7	+17,9
2 ^e trimestre ..	242,7	-89,6	153,1	+ 1,0	+ 0,7	+ 1,7	- 0,6	...	- 1,0	+ 3,3	- 3,1	- 1,4
3 ^e trimestre ..	241,1	-95,7	145,4	- 1,7	- 6,8	- 8,5	- 0,6	...	...	- 7,9	+ 5,5	- 3,0
4 ^e trimestre ..	252,4	-92,9	159,5	+ 9,2 ¹⁰	+ 5,6	+14,8	- 1,3	...	+ 3,1	+13,0	- 3,9	+10,9
1976 1 ^{er} trimestre ..	207,7	-76,8	130,9	-45,4 ¹¹	+14,4	-31,0	...	...	- 1,8	-29,2	p+ 4,7	p-26,3
2 ^e trimestre ..	234,8	-98,5	136,3	+27,5 ¹¹	-21,4	+ 6,1	+ 1,8	...	+ 0,7	+ 3,6	p+ 2,5	p+ 8,6
3 ^e trimestre ..	194,7	p-79,2	p115,5	-35,1 ¹¹	p+16,9	p-18,2	p- 2,0	p	p- 0,8	p-15,4	p+ 5,0	p-13,2

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

³ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁴ Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

- moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

⁵ Voir tableaux IX-1, 2 et 3, rubrique 6.2.

⁶ Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

⁷ Non compris une augmentation de 3,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

⁸ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

⁹ A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

¹⁰ A l'exclusion d'une augmentation de 2,2 milliards résultant de l'ajustement des montants reflétant les engagements réciproques subsistant dans le cadre de l'arrangement de SWAP avec la Federal Reserve Bank of New York.

¹¹ Compte tenu d'un ajustement résultant d'opérations entre les organismes principalement monétaires qui ne sont pas comptabilisés au cours de la même période à la B.N.B. et dans les autres organismes.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AYANCES ET D'ACCEPTION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations (4)				Crédits de caisse 4	Autres (9)		
1967 ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 (Ancienne série)	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1969 (Nouvelle série) ⁶ ...	27,1	14,0	23,7	13,7	125,5	204,0	32,4	18,5	2,1	53,0	257,0
1970	28,4	16,9	24,8	17,6	141,2	228,9	40,7	43,1	2,3	86,1	315,0
1971	29,5	18,2	25,6	23,4	166,4	263,1	44,6	57,7	3,2	105,5	368,6
1972 ⁵	32,9	20,0	34,4	27,2	200,5	315,0	52,1	60,4	2,6	115,1	430,1
1973	40,9	26,6	41,6	22,1	239,6	370,8	57,0	75,9	2,0	134,9	505,7
1974 Juin ⁵	42,7	31,1	42,6	21,7	254,6	392,7	65,7	87,8	0,4	153,9	546,6
Septembre	43,4	32,1	47,3	21,6	252,5	396,9	62,4	100,5	2,7	165,6	562,5
Décembre	44,4	34,9	45,2	23,7	266,3	414,5	70,9	101,1	1,7	173,7	588,2
1975 Mars ⁵	45,2	36,6	43,3	23,1	269,3	417,5	72,6	117,4	1,6	191,6	609,1
Juin	45,7	41,0	43,4	24,0	280,7	434,8	70,3	128,4	2,4	201,1	635,9
Septembre	46,8	42,0	46,0	24,8	287,6	447,2	70,7	141,5	4,1	216,3	663,5
Décembre	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	145,4	4,1	225,4	707,6
1976 Mars	48,0	50,8	53,9	29,5	320,8	503,0	79,8	150,4	3,6	233,8	736,8
Juin	49,4	55,7	58,8	29,5	333,8	527,2	78,7	153,2	2,1	234,0	761,2
Septembre	49,6	58,6	64,1	35,7	341,0	549,0	82,6	153,9	4,0	240,5	789,5

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus avant 1969) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. Jusqu'en 1968 la colonne (1) comprend un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. A partir de 1969, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Jusqu'en 1968, une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Depuis 1969, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3). A partir de 1973 : nouvelle série par suite d'une rectification apportée par une banque importante.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIIe année, tome I, n° 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1967 ³	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969 (Anc. série) ...	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1969 (Nouv. série) 4	10,2	95,3	98,5	204,0	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	98,5	184,5	0,1
1970	14,2	101,0	113,7	228,9	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	113,7	211,5	0,2
1971	20,7	102,5	139,9	263,1	12,1	9,0	21,1	8,6	93,5	139,9	242,0	0,1
1972	23,0	119,7	172,3	315,0	13,9	13,7	27,6	9,1	106,0	172,3	287,4	0,1
1973	19,0	132,5	219,3	370,8	13,1	16,6	29,7	5,9	115,9	219,3	341,1	0,1
1974 Juin 3	19,4	143,6	229,7	392,7	10,0	17,8	27,8	9,4	125,8	229,7	364,9	0,1
Septembre ...	18,1	136,2	242,6	396,9	9,5	18,1	27,6	8,6	118,1	242,6	369,3	0,3
Décembre	19,6	142,6	252,3	414,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,0	252,3	376,2	0,3
1975 Mars 3	19,8	143,2	254,5	417,5	9,7	24,5	34,2	10,1	118,7	254,5	383,3	0,1
Juin	22,4	136,5	275,9	434,8	6,0	13,6	19,6	16,4	122,9	275,9	415,2	...
Septembre ...	24,0	131,8	291,4	447,2	9,9	11,6	21,5	14,1	120,2	291,4	425,7	0,2
Décembre	23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	128,7	309,4	449,0	0,1
1976 Mars	26,3	156,4	320,3	503,0	11,9	34,5	46,4	14,4	121,9	320,3	456,6	0,1
Juin	27,3	160,1	339,8	527,2	10,9	26,1	37,0	16,4	134,0	339,8	490,2	0,3
Septembre ...	29,5	161,8	357,7	549,0	12,5	26,2	38,7	17,0	135,6	357,7	510,3	0,1

B. Crédits à l'étranger

1967 ³	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,2
1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	0,3
1971	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	0,5
1972	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	1,8
1974 Juin 3	31,1	34,4	88,4	153,9	16,8	14,4	31,2	14,3	20,0	88,4	122,7	0,5
Septembre ...	28,4	34,6	102,6	165,6	13,5	13,7	27,2	14,9	20,9	102,6	138,4	0,2
Décembre	32,6	37,4	103,7	173,7	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	103,7	144,4	0,2
1975 Mars 3	34,5	36,2	120,9	191,6	14,1	12,0	26,1	20,4	24,2	120,9	165,5	0,8
Juin	31,5	36,8	132,8	201,1	10,8	10,7	21,5	20,7	26,1	132,8	179,6	0,3
Septembre ...	31,1	38,3	146,9	216,3	11,5	12,3	23,8	19,6	26,0	146,9	192,5	0,7
Décembre	32,6	43,2	149,6	225,4	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	149,6	195,2	0,7
1976 Mars	34,5	45,2	154,1	233,8	18,8	18,4	37,2	15,7	26,8	154,1	196,6	0,8
Juin	29,7	47,7	156,6	234,0	14,1	19,4	33,5	15,6	28,3	156,6	200,5	0,6
Septembre ...	31,7	51,5	157,3	240,5	14,0	20,5	34,5	17,7	31,0	157,3	206,0	0,5

C. Total

1967 ³	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,3
1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969 (Anc. série) ...	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1969 (Nouv. série) 4	29,3	111,1	116,6	257,0	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	116,6	216,9	0,1
1970	37,2	121,0	156,8	315,0	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	156,8	278,6	0,5
1971	45,5	124,9	198,2	368,6	23,0	17,8	40,8	22,5	107,1	198,2	327,8	0,6
1972	48,3	148,5	233,3	430,1	27,4	26,8	54,2	20,9	121,7	233,3	375,9	3,0
1973	45,9	163,8	296,0	505,7	28,9	28,7	57,6	17,0	135,1	296,0	448,1	1,9
1974 Juin 3	50,5	178,0	318,1	546,6	26,8	32,2	59,0	23,7	145,8	318,1	487,6	0,6
Septembre ...	46,5	170,8	345,2	562,5	23,0	31,8	54,8	23,5	139,0	345,2	507,7	0,5
Décembre	52,2	180,0	356,0	588,2	27,0	40,6	67,6	25,2	139,4	356,0	520,6	0,5
1975 Mars 3	54,3	179,4	375,4	609,1	23,8	36,5	60,3	30,5	142,9	375,4	548,8	0,9
Juin	53,9	173,3	408,7	635,9	16,8	24,3	41,1	37,1	149,0	408,7	594,8	0,3
Septembre ...	55,1	170,1	438,3	663,5	21,4	23,9	45,3	33,7	146,2	438,3	618,2	0,9
Décembre	56,3	192,3	459,0	707,6	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	459,0	644,2	0,8
1976 Mars	60,8	201,6	474,4	736,8	30,7	52,9	83,6	30,1	148,7	474,4	653,2	0,9
Juin	57,0	207,8	496,4	761,2	25,0	45,5	70,5	32,0	162,3	496,4	690,7	0,9
Septembre ...	61,2	213,3	515,0	789,5	26,5	46,7	73,2	34,7	166,6	515,0	716,3	0,6

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. 2
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1)+(2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4)+(5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7)+(8)+(9) + (6)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1967 1	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6	0,1
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3	0,6
1969	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5	0,4
1970	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8	...
1971	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6	...
1972	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0	0,5
1974 Juin 1	1,4	...	1,4	5,9	4,9	10,8	5,9	6,3	...	12,2	0,4
Septembre	1,0	0,1	1,1	5,1	8,5	13,6	5,1	9,5	0,1	14,7	1,3
Décembre	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2	1,4
1975 Mars 1	2,6	...	2,6	1,6	0,5	2,1	1,6	3,1	...	4,7	0,4
Juin	1,4	...	1,4	0,1	2,0	2,1	0,1	3,4	...	3,5	...
Septembre	0,5	...	0,5	0,9	1,1	2,0	0,9	1,6	...	2,5	...
Décembre	1,3	0,4	1,7	...	8,7	8,7	...	10,0	0,4	10,4	0,3
1976 Mars	1,2	...	1,2	5,9	19,8	25,7	5,9	21,0	...	26,9	2,8
Juin	0,8	...	0,8	5,1	16,7	21,8	5,1	17,5	...	22,6	2,3
Septembre	0,4	0,3	0,7	7,4	20,7	28,1	7,4	21,1	0,3	28,8	3,0
B. Crédits à l'étranger											
1967 1 .....	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1	...
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2	...
1969	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8	...
1970	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8	...
1971	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8	...
1972 .....	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5	...
1973 .....	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9	...
1974 Juin 1 .....	...	...	...	12,8	4,6	17,4	12,8	4,6	...	17,4	...
Septembre .....	...	...	...	9,1	3,1	12,2	9,1	3,1	...	12,2	...
Décembre .....	...	...	...	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	...	12,0	...
1975 Mars 1 .....	...	...	...	4,2	0,4	4,6	4,2	0,4	...	4,6	...
Juin .....	...	...	...	0,5	0,2	0,7	0,5	0,2	...	0,7	...
Septembre .....	...	...	...	1,1	0,1	1,2	1,1	0,1	...	1,2	...
Décembre .....	...	...	...	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	...	11,8	...
1976 Mars .....	...	...	...	11,9	5,9	17,8	11,9	5,9	...	17,8	...
Juin .....	...	...	...	9,2	5,7	14,9	9,2	5,7	...	14,9	...
Septembre .....	...	...	...	10,0	5,0	15,0	10,0	5,0	...	15,0	...
C. Total											
1967 1	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7	0,1
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5	0,6
1969	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3	0,4
1970	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6	...
1971	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4	...
1972	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9	0,5
1974 Juin 1	1,4	...	1,4	18,7	9,5	28,2	18,7	10,9	...	29,6	0,4
Septembre	1,0	0,1	1,1	14,2	11,6	25,8	14,2	12,6	0,1	26,9	1,3
Décembre	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2	1,4
1975 Mars 1	2,6	...	2,6	5,8	0,9	6,7	5,8	3,5	...	9,3	0,4
Juin	1,4	...	1,4	0,6	2,2	2,8	0,6	3,6	...	4,2	...
Septembre	0,5	...	0,5	2,0	1,2	3,2	2,0	1,7	...	3,7	...
Décembre	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,3
1976 Mars	1,2	...	1,2	17,8	25,7	43,5	17,8	26,9	...	44,7	2,8
Juin	0,8	...	0,8	14,3	22,4	36,7	14,3	23,2	...	37,5	2,3
Septembre	0,4	0,3	0,7	17,4	25,7	43,1	17,4	26,1	0,3	43,8	3,0

1 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976.

XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) + (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1967 ³	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969 (Anc. série) ...	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1969 (Nouv. série) ⁴	10,2	97,8	98,5	206,5	2,9	8,2	11,1	7,3	89,6	98,5	195,4	0,5
1970	14,2	103,2	113,8	231,2	5,5	7,9	13,4	8,7	95,3	113,8	217,8	0,2
1971	20,7	105,4	140,2	266,3	7,5	7,0	14,5	13,2	98,4	140,2	251,8	0,1
1972	23,0	123,0	172,4	318,4	7,4	6,8	14,2	15,6	116,2	172,4	304,2	0,8
1973	19,0	135,7	219,7	374,4	5,2	5,0	10,2	13,8	130,7	219,7	364,2	0,6
1974 Juin ³	19,4	145,0	229,7	394,1	3,9	11,4	15,3	15,5	133,6	229,7	378,8	0,5
Septembre ...	18,1	137,2	242,7	398,0	4,3	8,1	12,4	13,8	129,1	242,7	385,6	1,6
Décembre	19,6	145,1	252,8	417,5	5,8	13,7	19,5	13,8	131,4	252,8	398,0	1,7
1975 Mars ³	19,8	145,8	254,5	420,1	7,6	19,9	27,5	12,2	125,9	254,5	392,6	0,5
Juin	22,4	137,9	275,9	436,2	5,9	11,4	17,3	16,5	126,5	275,9	418,9	...
Septembre ...	24,0	132,3	291,5	447,8	8,1	7,5	15,6	15,9	124,8	291,5	432,2	0,2
Décembre	23,7	150,3	309,9	483,9	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	309,9	465,9	0,4
1976 Mars	26,3	157,7	320,3	504,3	6,0	14,2	20,2	20,3	143,5	320,3	484,1	2,9
Juin	27,3	160,9	339,7	527,9	5,8	9,3	15,1	21,5	151,6	339,7	512,8	2,6
Septembre ...	29,5	162,3	358,0	549,8	4,8	4,6	9,4	24,7	157,7	358,0	540,4	3,1

B. Crédits à l'étranger

1967 ³	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,2
1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	0,3
1971	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	0,5
1972	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	1,8
1974 Juin ³	31,1	34,4	88,4	153,9	4,0	9,8	13,8	27,1	24,6	88,4	140,1	0,5
Septembre ...	28,4	34,6	102,6	165,6	4,1	10,7	14,8	24,3	23,9	102,6	150,8	0,2
Décembre	32,6	37,4	103,7	173,7	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	103,7	156,8	0,2
1975 Mars ³	34,5	36,2	120,9	191,6	8,7	11,0	19,7	25,8	25,2	120,9	171,9	0,8
Juin	31,5	36,8	132,8	201,1	10,3	10,4	20,7	21,2	26,4	132,8	180,4	0,3
Septembre ...	31,1	38,3	146,9	216,3	9,1	11,6	20,7	22,0	26,7	146,9	195,6	0,7
Décembre	32,6	43,2	149,6	225,4	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	149,6	207,8	0,7
1976 Mars	34,5	45,2	154,1	233,8	6,9	12,5	19,4	27,6	32,7	154,1	214,4	0,8
Juin	29,7	47,7	156,6	234,0	4,9	13,7	18,6	24,8	34,0	156,6	215,4	0,6
Septembre ...	31,7	51,5	157,3	240,5	4,0	15,5	19,5	27,7	36,0	157,3	221,0	0,5

C. Total

1967 ³	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,4
1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969 (Anc. série) ...	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1969 (Nouv. série) ⁴	29,3	113,7	116,6	259,6	6,0	14,1	20,1	23,3	99,6	116,6	239,5	0,5
1970	37,2	123,4	156,9	317,5	11,8	15,5	27,3	25,4	107,9	156,9	290,2	0,5
1971	45,5	128,0	198,5	372,0	11,3	14,0	25,3	34,2	114,0	198,5	346,7	0,6
1972	48,3	151,8	233,4	433,5	9,3	15,0	24,3	39,0	136,8	233,4	409,2	3,7
1973	45,9	167,0	296,4	509,3	8,3	12,9	21,2	37,6	154,1	296,4	488,1	2,4
1974 Juin ³	50,5	179,4	318,1	548,0	7,9	21,2	29,1	42,6	158,2	318,1	518,9	1,0
Septembre ...	46,5	171,8	345,3	563,6	8,4	18,8	27,2	38,1	153,0	345,3	536,4	1,8
Décembre	52,2	182,5	356,5	591,2	11,3	25,1	36,4	40,9	157,4	356,5	554,8	1,9
1975 Mars ³	54,3	182,0	375,4	611,7	16,3	30,9	47,2	38,0	151,1	375,4	564,5	1,3
Juin	53,9	174,7	408,7	637,3	16,2	21,8	38,0	37,7	152,9	408,7	599,3	0,3
Septembre ...	55,1	170,6	438,4	664,1	17,2	19,1	36,3	37,9	151,5	438,4	627,8	0,9
Décembre	56,3	193,5	459,5	709,3	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	459,5	673,7	1,1
1976 Mars	60,8	202,9	474,4	738,1	12,9	26,7	39,6	47,9	176,2	474,4	698,5	3,7
Juin	57,0	208,6	496,3	761,9	10,7	23,0	33,7	46,3	185,6	496,3	728,2	3,2
Septembre ...	61,2	213,8	515,3	790,3	8,3	20,1	28,9	52,4	193,7	515,3	761,4	3,6

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIe année, tome I, no 1, janvier 1970).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1968 81 décembre	1969 81 décembre	1970 81 décembre	1971 81 décembre	1972 81 décembre	1973 81 décembre	1974 81 décembre	1975 81 décembre	1976 81 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	76,2	75,9	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :									
Participation		7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	29,9
Prêts									
Droits de tirage spéciaux			10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	19,3
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	76,2	83,7	103,3	127,5	127,4	126,3	125,1	128,1	121,0
Monnaies étrangères	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2	84,0
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	12,3	17,5	10,7	0,3					
Accords internationaux	15,4		0,1						0,2
Avance au F.M.I.								2,4	9,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme						3,5			
Débiteurs pour change et or, à terme ...	18,2	34,0	37,8	34,8	20,6	28,8	13,5	11,9	
Effets de commerce	26,7	18,6	6,5	15,1	33,4	40,1	32,2	22,2	45,3
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale .		0,1	0,2	0,3	2,6	0,3	0,4	3,4	4,1
Banques	0,5				0,9	2,1	0,2		0,1
Entreprises et particuliers	0,1								
Effets publics :									
Effets publics belges	14,7	15,6	13,3	4,9	1,1	0,4	5,1	4,2	20,6
Effets publics luxembourgeois	0,2								
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A									
Compte B									2,5
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux						2,8	0,9	0,8	0,6
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972						3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	1,0	0,9	1,2	0,4	0,6	1,1	1,7	1,0	0,9
Fonds publics	3,5	3,6	3,7	3,8	4,1	4,3	4,8	5,3	5,5
Immeubles, matériel et mobilier	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	2,6	2,9	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5	6,5	7,8
Comptes transitoires	0,9	0,8	0,8	0,6	0,8	0,9	1,1	1,3	0,9
	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8	349,7
PASSIF									
Billets en circulation	183,2	183,0	188,2	201,8	222,6	238,5	256,1	288,4	307,2
Comptes courants et divers :									
Trésor public { compte ordinaire									
taxe exceptionnelle									
de conjoncture									
Organismes régis par une loi spéciale .	0,5	0,3	0,2	0,4	0,5	0,3	0,1	0,2	0,3
Banques en Belgique	0,9	1,0	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,6
Entreprises et particuliers	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,9
Banques à l'étranger, comptes ordin. .	0,7	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,4	0,4	0,6
Valeurs à payer	0,8	3,1	2,6	1,5	1,6	2,4	3,7	2,3	2,1
Accords internationaux	0,5	0,4	0,7	3,1	1,4	2,0	2,6	3,2	
Accord d'aide financière									2,5
Autres accords									0,4
<i>Total des engagements à vue</i> ...	186,9	188,4	193,7	208,8	228,1	244,8	264,5	296,0	314,6
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette			3,5	7,0	10,5	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire ² :									
Belgique					11,8	33,6	20,7		
Grand-Duché de Luxembourg						0,9	0,3		
Monnaies étrangères et or à livrer	30,7	51,8	48,7	35,8	21,5	26,5	11,1	12,1	
Caisse de Pensions du Personnel	2,6	2,9	3,1	3,5	4,0	4,5	5,4	6,5	7,7
Comptes transitoires	2,5	2,6	2,9	3,0	3,7	5,0	7,5	9,9	10,5
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,3
Réserve extraordinaire	0,5	0,5	0,5	0,8	0,9	1,3	1,7	1,9	2,3
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	1,9	1,9	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,1	2,1
Bénéfice net à répartir	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8	349,7

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts

de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Jusqu'au 31 décembre 1971 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
(milliards de francs)

Rubriques	1975 6 octobre	1976 4 octobre	1975 7 novembre	1976 8 novembre	1975 8 décembre	1976 6 décembre	1976 5 janvier	1977 10 janvier
ACTIF								
Encaisse en or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	72,1
Fonds Monétaire International :								
Participation	26,4	29,5	26,3	30,3	26,5	30,3	26,8	29,6
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	0,8
Droits de tirage spéciaux	30,0	19,9	30,0	19,9	29,9	19,4	29,9	19,3
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	128,2	121,2	128,1	122,0	128,2	121,5	128,5	121,8
Monnaies étrangères	106,4	64,5	106,6	64,1	108,3	72,9	106,8	82,4
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux .....	...	0,2	...	0,2	...	0,1	...	...
Avance au F.M.I.	2,4	9,7	2,4	9,7	2,4	9,7	2,4	9,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
Débiteurs pour change et or, à terme	13,0	1,6	13,0	1,6	12,6	...	11,9	...
Effets de commerce	17,5	47,9	14,0	52,3	16,9	43,7	21,6	36,8
Avances sur nantissement	2,3	35,1	...	9,9	1,3	9,3	7,1	6,2
Effets publics :								
Effets publics belges .....	...	20,6	...	20,6	1,3	20,6	0,2	20,6
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	2,5	...	2,4	...	2,5	...	2,5
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	5,3	5,5	5,3	5,5	5,3	5,5	5,3	5,5
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	6,0	7,1	5,9	7,1	5,9	7,1	6,3	7,5
Divers	3,3	10,5	4,8	4,8	4,5	4,7	5,7	9,2
Compte d'ordre :	331,9	373,9	327,6	347,7	334,2	345,1	343,3	349,6
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education na- tionale (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	7,4	8,7	9,9	13,4	13,8	18,2	14,1	17,4
PASSIF								
Billets en circulation	280,1	304,4	276,0	298,4	279,2	300,2	289,7	304,9
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...
{ taxe exceptionnelle de conjoncture .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord. ...	0,7	0,4	0,7	0,4	0,5	0,3	0,4	0,4
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,1	1,1	1,3	4,1	1,9	2,2	1,2	1,4
Accords internationaux	2,3	2,8	2,2	2,9	2,7	2,9	3,4	2,8
<i>Total des engagements à vue</i> ...	284,3	308,7	280,3	305,8	284,3	305,6	294,7	309,5
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire	...	25,1	...	2,1	...	...	...	...
Réserve monétaire :								
Belgique .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Grand-Duché de Luxembourg .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	10,6	1,7	10,6	1,8	12,8	...	12,1	0,1
Caisse de Pensions du Personnel	6,0	7,1	5,9	7,1	5,9	7,1	6,2	7,5
Divers	15,5	15,6	15,3	15,2	15,7	16,7	14,8	16,8
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	4,9	5,1	4,9	5,1	4,9	5,1	4,9	5,1
Compte d'ordre :	331,9	373,9	327,6	347,7	334,2	345,1	343,3	349,6
Ministres de l'Education Nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	7,4	8,7	9,9	13,4	13,8	18,2	14,1	17,4

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) 3	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)						(milliards de francs)
1969	1.022	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.031	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.060	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.080	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1975	1.116	139,1	65,9	249,5	450,1	248,9	450,1	1.398,7	95
1976	1.112	157,7	72,5	276,9	502,1	276,5	502,1	1.557,5	95
1974 4 ^e trimestre	1.101	121,4	61,4	229,0	399,0	220,0	399,0	1.247,0	95
1975 1 ^{er} trimestre	1.102	142,6	62,6	236,3	453,0	242,7	453,0	1.385,0	95
2 ^e trimestre	1.102	135,8	68,0	261,3	455,4	259,6	455,4	1.431,8	94
3 ^e trimestre	1.110	132,7	66,4	233,5	419,2	234,9	419,2	1.306,8	95
4 ^e trimestre	1.116	145,3	66,4	266,8	473,3	259,2	473,3	1.472,6	96
1976 1 ^{er} trimestre	1.113	148,4	68,6	262,1	503,7	265,5	503,7	1.532,9	96
2 ^e trimestre	1.110	162,6	74,3	287,4	500,5	284,4	500,5	1.572,8	95
3 ^e trimestre	1.114	151,9	74,2	265,8	478,5	267,8	478,5	1.490,6	95
4 ^e trimestre	1.112	167,8	73,1	292,5	526,3	288,6	526,3	1.633,7	96
1975 Décembre	1.116	158,0	68,4	283,8	487,6	266,7	487,6	1.525,5	95
1976 Janvier	1.115	154,2	67,5	277,0	542,4	278,2	542,4	1.640,0	96
Février	1.114	144,0	70,2	247,0	466,9	254,5	466,9	1.435,2	96
Mars	1.113	146,8	68,0	261,2	499,5	263,3	499,5	1.523,5	95
Avril	1.113	154,2	71,3	289,6	525,9	269,3	525,9	1.610,7	96
Mai	1.110	159,9	76,5	288,5	497,1	283,1	497,1	1.565,8	95
Juin	1.110	173,6	75,0	284,2	478,6	300,7	478,6	1.542,0	94
Juillet	1.111	164,4	75,3	292,3	510,9	293,6	510,9	1.607,7	95
Août	1.112	146,7	72,4	241,4	437,4	251,0	437,4	1.367,4	95
Septembre	1.114	144,3	74,9	263,6	487,2	258,7	487,2	1.496,7	95
Octobre	1.114	164,5	73,8	290,8	519,9	276,8	519,9	1.607,4	96
Novembre	1.113	166,5	72,4	272,4	498,9	276,9	498,9	1.547,1	96
Décembre	1.112	172,4	73,0	314,3	560,1	312,0	560,1	1.746,5	95

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-8).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1972 31 décembre	1978 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 31 oct.	1976 31 oct.	1975 30 nov.	1976 30 nov.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P. .	18,4	31,3	25,5	10,6	8,7	8,7	8,9	10,0
Prêts au jour le jour	14,4	11,4	26,9	21,5	15,3	17,6	16,5	29,6
Banquiers	245,2	341,4	338,3	401,7	391,3	453,7	376,6	461,2
Maison-mère, succursales et filiales	48,4	71,8	143,4	162,1	148,0	161,7	145,9	165,4
Autres valeurs à recevoir à court terme	21,9	23,4	26,7	29,3	25,3	31,8	27,6	33,6
Portefeuille-effets	149,4	158,9	183,1	209,5	194,6	238,7	201,4	249,4
a) Effets publics	16,7	21,0	32,0	40,0	39,1	54,8	36,9	62,4
b) Effets commerciaux *	132,7	137,9	151,1	169,5	155,5	183,9	164,5	187,0
Reports et avances sur titres	2,7	2,5	1,4	1,8	1,8	3,2	1,7	3,5
Débiteurs par acceptations	48,3	45,9	52,2	56,3	56,6	61,3	55,9	56,8
Débiteurs divers	232,7	296,8	355,7	453,2	445,4	523,2	445,2	523,6
Valeurs mobilières	280,0	343,8	386,0	412,2	422,0	438,0	418,5	440,3
a) Fonds publics belges	240,6	285,8	320,4	356,2	366,7	387,3	363,6	389,1
b) Autres titres d'emprunt	38,9	56,9	64,8	54,8	54,1	49,7	53,7	50,1
c) Actions et parts de sociétés	0,3	0,9	0,6	1,0	1,0	0,9	1,0	1,0
d) Autres valeurs mobilières	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1
Valeurs de la réserve légale	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,7	1,5	1,7
Participations	9,1	11,0	12,6	12,6	12,5	12,9	12,4	12,7
a) Filiales	3,0	4,1	5,0	4,9	4,9	4,8	4,8	4,8
b) Autres participations	6,1	6,9	7,6	7,7	7,6	8,1	7,6	7,9
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
Immeubles	7,4	9,3	11,2	14,0	14,2	16,5	14,4	16,8
Participations dans les filiales immobilières	0,4	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	1,1	1,3	1,6	2,1	2,3	2,6	2,4	2,7
Divers	16,1	26,1	49,6	44,1	36,5	38,7	35,2	43,3
Total de l'actif ...	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.833,6	1.777,1	2.011,5	1.765,2	2.051,8
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	28,8	31,9	42,9	40,6	37,4	54,9	38,1	53,2
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	—	—	2,3	1,6	1,5	3,1	1,6	2,5

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

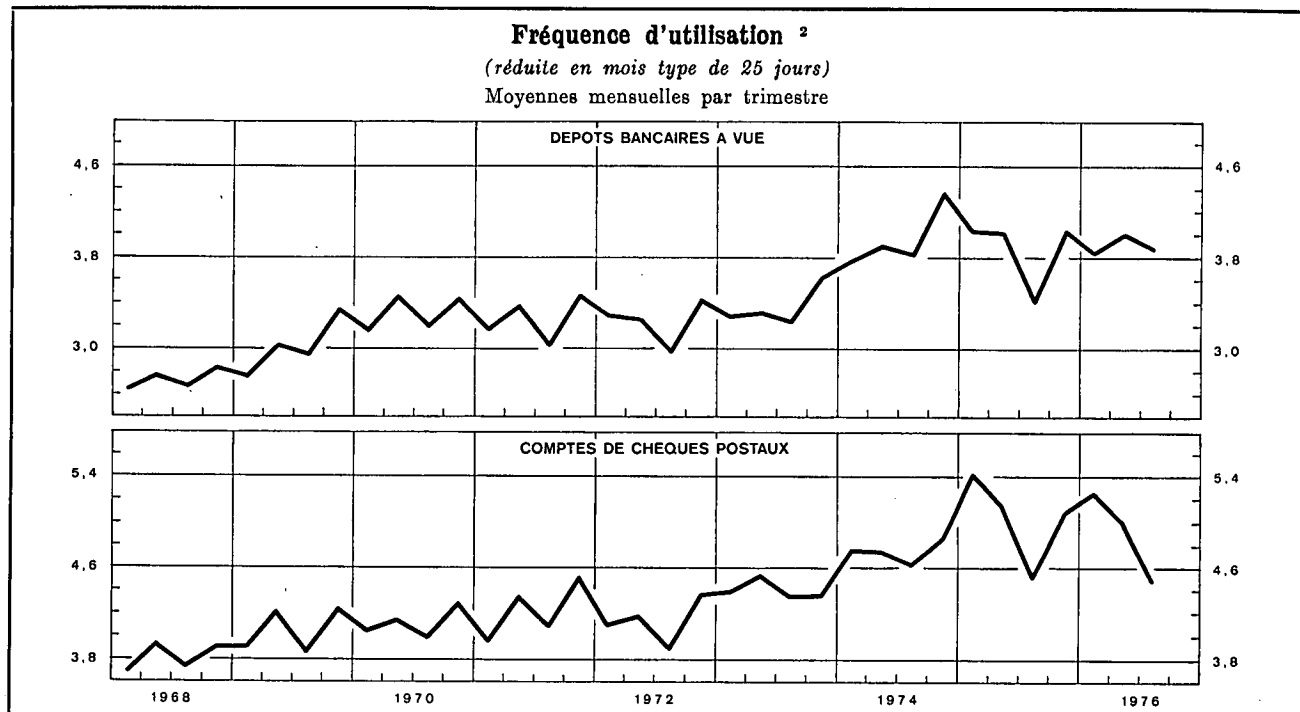
Passif

Rubriques	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 31 oct.	1976 31 oct.	1975 30 nov.	1976 30 nov.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	2,1	3,9	2,4	2,4	1,8	6,4	1,7	2,4
a) Créanciers garantis par des privilèges	1,0	1,3	1,9	2,1	1,3	1,5	1,3	1,4
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	1,1	2,6	0,5	0,3	0,5	4,9	0,4	1,0
Emprunts au jour le jour	20,9	22,1	43,9	36,7	36,4	24,5	31,1	37,3
a) Couverts par des sûretés réelles	2,9	4,4	8,5	4,7	4,1	4,1	2,7	3,8
b) Non couverts par des sûretés réelles	18,0	17,7	35,4	32,0	32,3	20,4	28,4	33,5
Banquiers	371,9	511,0	599,5	673,0	646,2	708,4	633,5	727,0
Maison-mère, succursales et filiales	37,4	49,5	86,7	99,5	97,0	105,3	98,4	108,1
Acceptations	48,3	45,9	52,2	56,3	56,6	61,3	55,9	56,8
Autres valeurs à payer à court terme	8,9	10,2	9,3	13,8	12,3	17,5	12,2	19,7
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1,6	2,5	6,3	2,7	2,3	2,9	3,3	2,9
Dépôts et comptes courants	501,9	605,1	665,8	783,0	754,6	883,4	761,5	891,7
a) A vue	193,5	208,0	221,2	268,7	248,6	273,3	251,5	281,5
b) A un mois au plus	36,2	51,4	74,3	77,4	85,4	96,3	83,1	98,9
c) A plus d'un mois	105,2	151,1	169,0	177,0	176,7	231,2	179,0	230,7
d) A plus d'un an	19,1	17,5	13,9	17,7	16,7	15,6	17,3	15,3
e) A plus de deux ans	13,1	17,3	14,9	17,7	17,1	19,2	17,3	18,2
f) Carnets de dépôts	132,4	157,6	170,5	221,8	207,8	245,2	210,9	244,5
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,4	2,2	2,0	2,7	2,3	2,6	2,4	2,6
Obligations et bons de caisse	33,9	40,2	47,2	54,8	53,5	67,7	54,2	68,5
Montants à libérer sur titres et participations	1,4	1,4	1,7	1,7	1,7	1,6	1,7	1,6
Divers	26,5	37,8	49,9	50,9	55,7	68,6	52,8	72,1
<i>Total de l'exigible ...</i>	1.054,8	1.329,6	1.564,9	1.774,8	1.718,1	1.947,6	1.706,3	1.988,1
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	3,6	3,3	3,6	8,4	8,7	9,2	8,7	9,0
<i>Non exigible :</i>								
Capital	22,8	25,4	27,2	28,1	27,9	30,7	27,9	30,7
Fonds indisponible par prime d'émission	4,2	5,6	5,7	3,2	3,2	3,1	3,1	3,1
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,7	1,5	1,7
Réserve disponible	9,7	11,1	12,2	12,0	12,0	13,4	12,0	13,4
Autres réserves ²	—	—	—	4,8	4,8	5,0	4,8	5,0
Provisions	0,6	0,6	1,6	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8
<i>Total du non exigible ...</i>	38,6	44,1	48,2	50,4	50,3	54,7	50,2	54,7
Total du passif ...	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.833,6	1.777,1	2.011,5	1.765,2	2.051,8

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Nouvelle rubrique. Avant le 31 octobre 1975, les montants repris sous cette rubrique étaient recensés, en partie, sous la rubrique « Fonds indisponible par prime d'émission », et en partie sous la rubrique « Réserve disponible ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	réduite en mois type de 25 jours		
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1975	709,6	408,4	1.118,0	3,91	3,88	e 5,05
1974 3 ^e trimestre	636,7	339,8	976,5	3,95	3,85	e 4,65
4 ^e trimestre	708,0	365,2	1.073,2	4,45	4,39	e 4,87
1975 1 ^{er} trimestre	673,9	415,8	1.089,7	4,04	4,04	e 5,44
2 ^e trimestre	738,1	430,9	1.169,0	4,04	4,03	5,15
3 ^e trimestre	658,6	370,9	1.029,5	3,44	3,44	4,53
4 ^e trimestre	767,7	416,1	1.183,8	4,12	4,06	5,10
1976 1 ^{er} trimestre	752,1	445,2	1.197,3	3,96	3,85	5,27
2 ^e trimestre	843,1	470,8	1.313,9	4,04	4,09	5,04
3 ^e trimestre	813,7	420,5	1.234,2	3,99	3,88	4,49
1975 Novembre	701,5	425,3	1.126,8	3,49	3,79	5,35
Décembre	858,2	422,1	1.280,3	4,56	4,38	4,99
1976 Janvier	728,5	460,6	1.189,1	3,83	3,69	5,53
Février	755,1	453,3	1.208,4	3,76	3,91	5,28
Mars	772,8	421,7	1.194,5	4,28	3,96	5,00
Avril	799,3	467,1	1.266,4	4,01	4,01	5,22
Mai	845,6	495,8	1.341,4	3,99	4,15	5,19
Juin	884,3	449,6	1.333,9	4,11	4,11	4,73
Juillet	800,1	430,6	1.230,7	3,83	3,69	4,51
Août	806,5	399,0	1.205,5	3,88	3,88	4,41
Septembre	834,5	431,9	1.266,4	4,25	4,09	4,56
Octobre	832,7	440,4	1.273,1	4,37	4,20	4,76
Novembre	878,5	464,3	1.342,8	4,25	4,42	5,15

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241 — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS
AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
	valeur nominale							
1967	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	...	...
1968	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...
1972	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5
1973 Septembre	15,4	0,9	...	...	...	11,2	1,2	...
Décembre	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...
1974 Mars	15,8	9,1	...	...	...	11,7	4,4	4,4
Juin	15,5	9,1	7,8	...	...	7,3	3,5	17,0
Septembre	14,7	9,1	...	...	...	14,7	1,2	3,7
Décembre	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...
1975 Janvier	12,8	...	...	...	7,4	16,3	...	...
Février	10,4	...	...	...	9,2	15,9	...	...
Mars	10,0	9,1	...	...	1,2	16,3	...	...
Avril	9,6	...	...	...	8,5	14,4	...	...
Mai	9,0	6,0	...	...	6,5	17,7	...	...
Juin	9,2	6,0	4,6	...	...	14,8	...	1,2
Juillet	10,2	6,0	...	...	4,9	17,4	...	...
Août	10,8	5,4	...	...	6,5	18,9	...	...
Septembre	11,8	6,0	...	...	5,0	18,1	...	0,9
Octobre	13,2	...	...	...	10,6	20,0	...	...
Novembre	14,5	...	...	...	7,0	17,7	...	...
Décembre	17,9	6,0	...	...	2,8	20,1	0,3	2,9

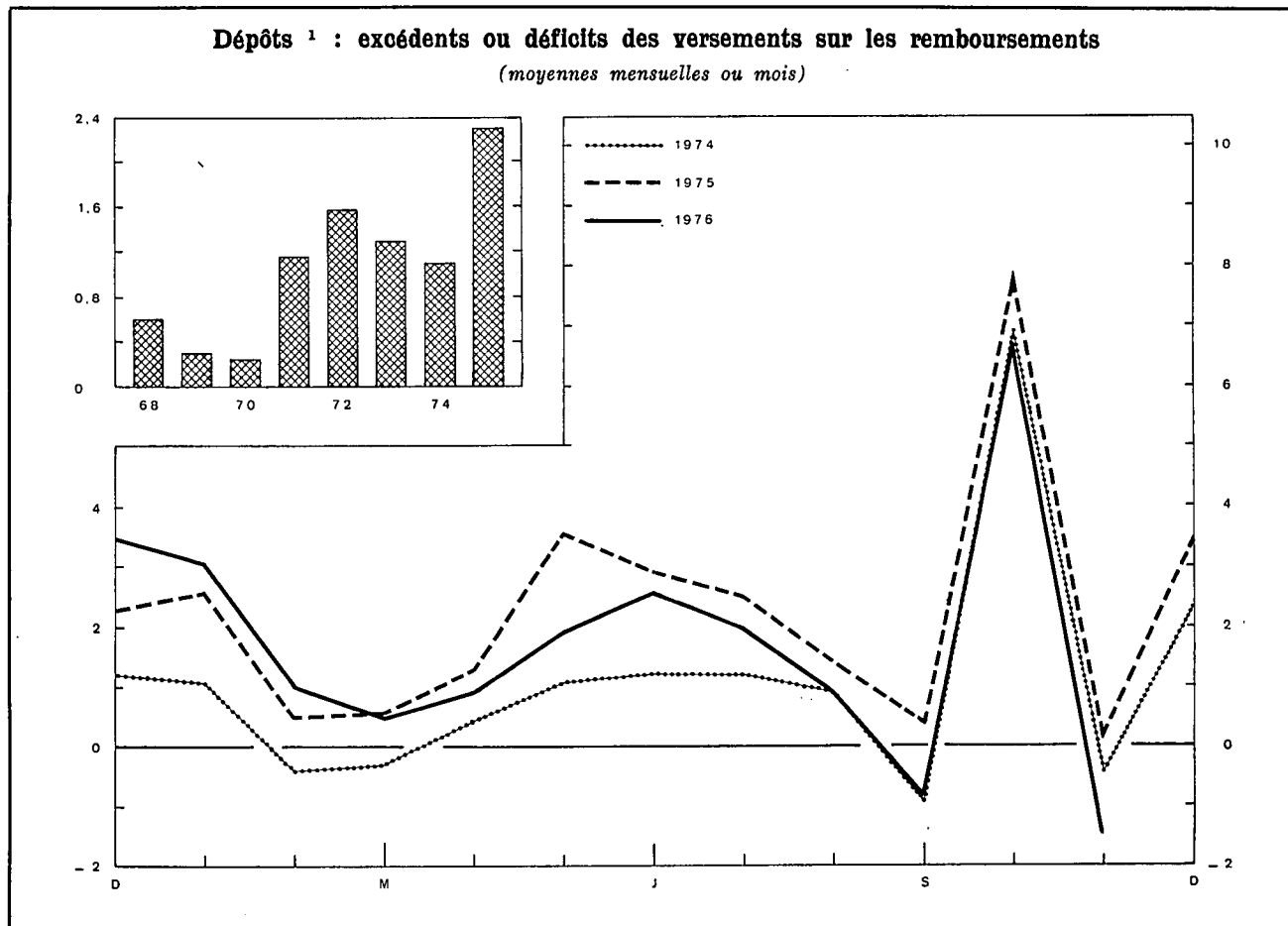
XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne

Opérations des ménages

(milliards de francs)

Source : CGER.



Périodes	Dépôts 1			Bons d'épargne 2		Total
	Versements 3 (1)	Remboursements (2)	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Solde 4 (4)	Montant en circulation	
					à fin de période	
				(5)	(6) = (4) + (5)	
1968	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7	144,0
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6	154,0
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2	165,9
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3	190,5
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6	217,5
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1975	244,4	216,9	27,5	287,5	39,9	327,4
1974 3 ^e trimestre	46,6	45,4	1,2	229,7	26,2	255,9
4 ^e trimestre	57,8	49,0	8,8	248,5	29,8	278,3
1975 1 ^{er} trimestre	53,8	50,0	3,8	252,3	35,2	287,5
2 ^e trimestre	60,6	52,8	7,8	260,1	37,8	297,9
3 ^e trimestre	56,4	52,1	4,3	264,4	39,2	303,6
4 ^e trimestre	73,6	62,0	11,6	287,5	39,9	327,4
1976 1 ^{er} trimestre	69,3	64,7	4,6	292,1	42,3	334,4
2 ^e trimestre	76,3	70,9	5,4	297,5	45,2	342,7
3 ^e trimestre	69,4	67,3	2,1	299,6	47,2	346,8
1975 Novembre	18,8	18,6	0,2	272,5	39,9	312,4
Décembre	24,5	21,0	3,5	287,5	39,9	327,4
1976 Janvier	24,2	21,1	3,1	290,6	40,9	331,5
Février	21,5	20,5	1,0	291,6	41,9	333,5
Mars	23,6	23,1	0,5	292,1	42,3	334,4
Avril	24,1	23,2	0,9	293,0	43,2	336,2
Mai	24,4	22,5	1,9	294,9	44,3	339,2
Juin	27,8	25,2	2,6	297,5	45,2	342,7
Juillet	24,8	22,8	2,0	299,5	46,0	345,5
Août	21,6	20,7	0,9	300,4	46,9	347,3
Septembre	23,0	23,8	- 0,8	299,6	47,2	346,8
Octobre	34,2	27,6	6,6	306,2	47,8	354,0
Novembre	24,1	25,5	- 1,4	304,8	48,6	353,4

1 Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

2 Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

3 Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

4 Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1975, les intérêts capitalisés s'élevaient à 11,5 milliards de francs.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	0,5	2,3	0,7	0,8	1,2	1,8	3,0	2,1	2,5
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	29,9	33,0	37,9	39,7	41,3	42,8	48,4	50,8	53,6
Avances à l'industrie	17,8	18,0	16,1	15,2	13,9	11,9	11,3	10,5	12,1
Crédit agricole	0,2	0,5	0,4	...	...	...	...	...	...
Crédit d'exportation	1,5	1,5	1,9	2,7	2,1	2,9	3,6	4,9	4,2
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	0,1	0,4	0,4	0,3	0,6	1,1	1,0	1,2
Acceptations bancaires	4,1	9,7	4,0	5,5	9,5	5,5	1,9	0,3	3,6
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	11,2	10,0	10,4	15,8	22,3	19,1	16,5	15,0	36,7
Prêts au jour le jour	1,4	...	1,9	1,6	1,9	2,2	2,2	2,7	2,8
Total ...	66,1	72,8	73,0	80,9	91,3	85,0	85,0	85,2	114,2
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	19,5	19,7	20,9	20,4	24,5	31,2	37,5	47,2	55,2
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	22,8	24,5	27,0	27,3	33,3	39,3	40,0	55,8	61,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	2,4	2,7	3,3	3,2	5,8	7,3	8,9	9,2	11,3
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,1	1,0	1,1	1,5	1,6	5,4	6,0	6,2	9,6
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,2	1,2
Prêts hypothécaires	7,6	8,6	10,2	11,6	13,9	20,3	29,2	37,6	44,1
Crédit agricole	5,6	6,0	6,4	6,5	6,3	6,4	6,8	7,2	7,6
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	27,5	29,0	30,6	31,7	32,3	34,4	36,4	38,3	42,0
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	—	1,5	6,6	10,9	15,7	20,4	24,9	31,7	37,6
Total ...	87,5	94,1	107,3	114,3	134,5	165,7	190,8	234,4	269,8
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	3,3	3,6	4,1	4,4	5,2	5,8	7,9	9,4	11,0
Valeurs échues du portefeuille	4,1	5,3	5,8	7,0	7,0	11,1	13,0	3,8	3,9
Réserve monétaire à la B.N.B.	—	—	—	—	—	1,8	5,1	2,2	—
Divers	1,3	2,1	3,4	4,6	6,7	11,0	15,1	19,7	24,9
Total de l'actif ...	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3

PASSIF

<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ² :									
Particuliers	131,2	144,1	154,0	165,8	190,4	217,5	245,6	270,7	327,5
Etablissements publics et autres	6,9	8,4	9,9	11,5	17,8	24,0	27,0	29,8	31,0
Total ...	138,1	152,5	163,9	177,3	208,2	241,5	272,6	300,5	358,5
Dépôts en comptes courants ²	7,3	8,7	9,4	11,9	12,6	11,1	10,0	13,4	19,9
Fonds de développement des universités libres	—	—	—	—	0,8	1,6	3,6	6,0	7,2
<i>Non exigible :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévision diverses, fonds de réserve et provisions	14,9	16,2	17,5	18,0	18,6	20,1	21,5	21,2	20,7
Divers	2,5	2,8	3,5	4,8	5,7	7,9	12,2	15,7	20,0
Total du passif ...	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² Y compris les intérêts capitalisés.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	7,6	7,5	8,1	7,7	7,9	9,6	8,5	8,8	8,5
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	17,3	14,0	13,6	13,9	13,9	12,4	13,7	13,2	14,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,1	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...
Total ...	26,8	23,4	23,5	23,2	23,2	23,3	23,2	22,9	23,5
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹	14,0	14,1	14,0	13,9	} 23,3 ⁴	23,2	23,1	23,2	23,4
Réserves mathématiques ²	14,4	9,8 ³	9,8	10,3		23,2	23,1	23,2	23,4
Fonds de réserve	—	—	—	—	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1
Total ...	28,4	23,9	23,8	24,2	24,2	24,2	24,1	24,3	24,5

¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 10 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour

frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

³ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants.

⁴ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	2,8	2,7	2,7	3,1	2,8	3,0	4,0	4,4	4,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	6,5	7,4	8,2	8,4	7,9	7,4	7,3	6,9	6,7
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...
Obligations de sociétés belges	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	0,4	1,0	1,9	3,0	4,5
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement	0,3	0,4	0,4	0,5	1,8	2,0	2,1	2,1	2,2
Total ...	10,0	10,9	11,6	12,3	13,2	14,5	15,4	16,5	18,2
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	6,7	7,1	7,6	7,9	8,2	8,9	10,1	11,0	12,4
Fonds de réserve et de répartition	3,3	3,6	4,0	4,3	4,7	5,2	5,5	5,9	6,3
Total ...	10,0	10,7	11,6	12,2	12,9	14,1	15,6	16,9	18,7

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 10 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT À L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
ACTIF									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat	22,2	24,2	26,7	28,4	30,3	30,8	33,5	36,9	40,8
2. garantis par banques et organismes financiers .	14,6	18,0	23,4	29,2	33,4	33,5	37,8	44,1	44,9
3. dont le risque est à charge de l'Institution	34,9	41,5	44,8	49,1	53,3	54,0	55,5	60,2	63,3
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6	0,4	0,3
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	0,3	0,1	...	—	—	—	—	—	—
Crédits commerciaux	0,9	1,3	1,8	1,5	1,3	2,0	2,4	2,7	5,3
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	2,1	2,1	2,7	3,8	3,1	4,5	5,7	8,3	7,4
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	4,0	5,0	5,7	5,9	6,2	6,3	6,8	8,0	10,3
Placements divers à court terme	8,0	9,2	13,9	18,7	19,6	19,7	16,8	18,0	22,1
Divers	5,0	3,0	3,0	3,8	4,8	6,4	7,9	6,9	7,1
Total de l'actif ...	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5

PASSIF

Obligations	57,4	65,6	75,6	87,1	98,5	100,5	105,4	115,1	119,7
Bons de caisse	9,1	12,1	15,3	19,2	18,7	20,3	21,5	22,3	27,4
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	8,8	9,3	11,7	13,0	12,9	13,3	17,0	22,3	22,7
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0	0,9
Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	2,5	3,3	3,6	4,0	4,4	4,6	5,2	6,5	8,9
Divers	14,0	13,8	15,5	16,9	17,2	18,1	16,8	18,3	21,9
Total du passif ...	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à

l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1975 31 oct.	1976 31 oct.	1975 30 nov.	1976 30 nov.
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	2,0	4,3	3,0	1,5	1,0	1,1	0,8	1,0
Prêts au jour le jour	0,2	0,4	0,4	1,0	0,2	0,4	0,5	0,4
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	6,4	7,8	7,7	11,9	8,1	10,6	10,6	9,6
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	1,2	1,6	1,7	1,8	1,6	2,0	1,6	1,9
Effets de commerce et factures	1,2	1,4	3,6	2,1	1,5	3,3	2,0	3,5
Débiteurs par acceptations	—	—	—	—	—	—	—	—
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	9,4	12,2	16,5	21,0	19,6	27,4	20,0	29,2
Portefeuille-titres et participations	82,8	93,1	103,0	131,7	132,4	150,3	132,0	151,7
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(0,9)	(0,8)	(1,8)	(1,6)	(2,6)	(0,8)	(2,3)	(2,4)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordon- nées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(31,0)	(34,0)	(37,2)	(48,9)	(48,9)	(59,8)	(48,9)	(59,4)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(40,9)	(47,1)	(51,3)	(61,8)	(62,4)	(69,0)	(62,2)	(69,1)
c) Obligations de sociétés belges	(6,6)	(7,4)	(8,0)	(13,2)	(12,6)	(14,2)	(12,7)	(14,3)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(1,4)	(1,6)	(2,4)	(3,1)	(2,9)	(3,3)	(2,9)	(3,3)
e) Autres valeurs	(2,0)	(2,2)	(2,3)	(3,1)	(3,0)	(3,2)	(3,0)	(3,2)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	94,5	110,8	127,3	143,4	138,8	162,4	140,3	164,2
Actionnaires ou sociétaires	1,4	1,6	1,9	2,4	2,3	3,0	2,3	3,0
Débiteurs divers	0,6	0,7	0,9	1,4	1,5	1,9	1,2	2,1
Divers	1,1	1,1	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0
Total du disponible et réalisable ...	200,8	235,0	267,0	319,3	308,0	363,4	312,3	367,6
Frais d'établissement et autres immobilisations incorpo- relles .....	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	2,6	3,0	3,3	3,0	3,7	3,4	3,7	3,5
Leasing immobilier .....	...	0,2	0,3	1,0	0,4	1,0	0,4	1,0
Matériel et mobilier	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Leasing mobilier .....	...	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Cautionnements imposés par la loi .....	...	...	...	...	...	...	—	—
Total de l'immobilisé ...	2,8	3,5	4,1	4,5	4,6	5,0	4,7	5,1
Comptes transitoires ¹	4,3	5,2	6,3	8,3	6,4	10,3	7,0	11,5
Total de l'actif ...	207,9	243,7	277,4	332,1	319,0	378,7	324,0	384,2
dont : affectés par privilège à la garantie du rembour- sement des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	189,8	224,5	256,9	306,9	295,1	349,4	299,3	353,4
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	187,3	221,3	253,4	302,6	290,9	343,4	295,3	347,7

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »								Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes .	
	Solde disponible au début de la période	Versements		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Prélèvements		Solde disponible à la fin de la période			créditeurs	débiteurs		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs			Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Pour rem- boursements d'emprunts		Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total				
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1
1975	15,5	35,8	5,3	10,5	51,6	1,1	47,6	48,7	18,4	234,5	24,0	7,4	25,8	198,6
1974 3 ^e trimestre	15,4	8,1	1,4	2,1	11,6	...	11,3	11,3	15,7	197,4	20,3	5,9	21,4	37,4
1974 4 ^e trimestre	15,7	8,3	1,2	2,9	12,4	0,3	12,3	12,6	15,5	204,4	18,0	7,4	19,7	37,9
1975 1 ^{er} trimestre	15,5	6,6	1,2	2,9	10,7	0,3	10,4	10,7	15,5	209,1	19,0	7,8	23,9	58,9
1975 2 ^e trimestre	15,5	10,0	1,2	2,4	13,6	0,2	11,3	11,5	17,6	217,1	22,6	8,0	22,6	43,8
1975 3 ^e trimestre	17,6	9,6	1,4	2,3	13,3	0,3	11,9	12,2	18,7	227,2	23,2	5,9	29,1	47,3
1975 4 ^e trimestre	18,7	9,6	1,5	2,9	14,0	0,3	14,0	14,3	19,4	234,5	24,0	8,0	27,4	48,6
1976 1 ^{er} trimestre	18,4	8,8	1,4	3,3	13,5	0,2	13,0	13,2	18,7	241,5	27,4	8,8	29,9	63,4
1976 2 ^e trimestre	18,6	11,4	1,6	3,2	16,2	0,2	13,9	14,1	20,7	253,7	27,4	9,3	31,2	49,8
1976 3 ^e trimestre	20,6	11,9	1,8	2,4	16,1	0,5	13,7	14,2	22,5	264,3	27,3	7,1	33,0	61,4
1975 Novembre	19,1	2,5	0,5	0,7	3,7	0,1	4,1	4,2	18,6	232,1	22,5	8,1	26,3	13,9
1975 Décembre	18,6	3,5	0,4	1,2	5,1	0,1	5,2	5,3	18,4	234,5	24,0	9,7	25,4	17,7
1976 Janvier	18,4	2,3	0,4	1,1	3,8	...	4,2	4,2	18,0	232,3	24,1	8,5	29,6	28,5
1976 Février	18,0	2,9	0,6	1,0	4,5	0,1	4,0	4,1	18,4	239,1	28,2	9,4	28,2	16,9
1976 Mars	18,3	3,6	0,4	1,2	5,2	0,1	4,8	4,9	18,6	241,5	27,4	8,4	31,8	18,0
1976 Avril	18,6	3,7	0,6	1,0	5,3	...	4,2	4,2	19,7	245,0	27,2	10,7	29,6	18,9
1976 Mai	19,6	3,8	0,3	1,1	5,2	0,1	4,2	4,3	20,5	245,6	27,9	8,7	31,8	15,7
1976 Juin	20,5	3,9	0,7	1,1	5,7	0,1	5,5	5,6	20,6	253,7	27,4	8,4	32,1	15,2
1976 Juillet	20,6	4,2	0,8	0,6	5,6	0,2	5,1	5,3	20,9	255,9	28,3	6,8	35,1	31,4
1976 Août	20,9	3,4	0,6	0,8	4,8	0,2	4,4	4,6	21,1	259,7	28,6	7,4	32,0	15,3
1976 Septembre	21,1	4,3	0,4	1,0	5,7	0,1	4,2	4,3	22,5	264,3	27,3	7,1	32,0	14,7
1976 Octobre	22,4	2,8	0,3	1,2	4,3	0,2	4,8	5,0	21,7	264,4	26,7	7,1	32,5	20,6
1976 Novembre	21,7	2,8	0,5	0,8	4,1	0,1	4,5	4,6	21,2	265,8	25,4	8,2	29,8	15,7

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
ACTIF									
Immeubles	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3	12,1	13,4	15,9	16,3
Prêts hypothécaires	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6	25,0	26,4	30,2	34,4
Prêts sur polices	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1	3,3	3,9
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	7,4	7,7	8,4	8,2	} 21,6	23,3	24,5	26,7	28,8
Titres des organismes parastataux de crédit	6,3	6,9	8,1	8,2					
Titres des autres organismes parastataux	2,2	2,6	2,5	2,5					
Titres des provinces et communes	1,6	1,9	2,3	1,9					
Valeurs étrangères	2,3	2,2	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7	4,0	4,1
Obligations de sociétés belges	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0	14,5	15,6	17,9	18,9
Actions de sociétés belges	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0	4,9	6,2	6,5	6,9
Total des valeurs mobilières ...	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1	46,2	50,0	55,0	58,7
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,9	0,9
Réserves mathématiques ¹	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1	87,1	94,8	104,0	114,6

Sociétés étrangères

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
ACTIF									
Immeubles	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5	3,5	3,9
Prêts hypothécaires	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6	6,9	7,3	7,9	8,6
Prêts sur polices	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	4,3	4,7	5,0	5,0	} 8,4	8,9	9,2	9,3	9,9
Titres des organismes parastataux de crédit	1,1	1,4	1,5	1,5					
Titres des autres organismes parastataux	1,0	1,0	1,0	1,1					
Titres des provinces et communes	0,4	0,4	0,5	0,4					
Valeurs étrangères	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9	0,8
Obligations de sociétés belges	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6	2,0	2,5	2,7	2,7
Actions de sociétés belges	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3
Total des valeurs mobilières ...	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8	13,0	13,9	14,3	14,7
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Réserves mathématiques ¹	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7	23,2	24,9	26,3	28,0

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Période	Détenus par les pouvoirs publics ²						Détenus par les entreprises et particuliers ⁶	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ³	Autres actifs à un an au plus ⁴			Actifs à plus d'un an ⁴	Total		
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁵	Auprès des secteurs nationaux non financiers	Total (4) = (2) + (3)				
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1970 1 ^{er} trimestre	- 1,3	+ 6,5	...	+ 6,5	...	+ 5,2	.....	.....
2 ^e trimestre	+ 3,5	- 0,4	...	- 0,4	+ 0,2	+ 3,3	.....	.....
3 ^e trimestre	- 5,0	- 5,0	...	- 5,0	...	- 10,0	.....	.....
4 ^e trimestre	+ 1,9	+ 2,2	...	+ 2,2	+ 0,3	+ 4,4	.....	.....
Année	- 0,9	+ 3,3	...	+ 3,3	+ 0,5	+ 2,9	+ 162,0	+ 164,9
1971 1 ^{er} trimestre	+ 2,2	+ 7,9	...	+ 7,9	+ 0,4	+ 10,5	.....	.....
2 ^e trimestre	+ 4,5	- 4,7	...	- 4,7	+ 0,4	+ 0,2	.....	.....
3 ^e trimestre	- 7,7	+ 0,5	...	+ 0,5	+ 0,5	- 6,7	.....	.....
4 ^e trimestre	+ 3,7	- 0,7	...	- 0,7	+ 0,7	+ 3,7	.....	.....
Année	+ 2,7	+ 3,0	...	+ 3,0	+ 2,0	+ 7,7	+ 206,1	+ 213,8
1972 1 ^{er} trimestre	- 1,3	+ 13,7	...	+ 13,7	+ 0,1	+ 12,5	.....	.....
2 ^e trimestre	+ 3,0	- 13,2	...	- 13,2	+ 0,3	- 9,9	.....	.....
3 ^e trimestre	- 0,4	- 1,0	...	+ 1,0	+ 0,5	+ 1,1	.....	.....
4 ^e trimestre .....	...	+ 2,3	...	+ 2,3	+ 0,7	+ 3,0	.....	.....
Année	+ 1,3	+ 3,8	...	+ 3,8	+ 1,6	+ 6,7	+ 281,8	+ 288,5
1973 1 ^{er} trimestre	+ 3,3	+ 11,6	...	+ 11,6	+ 0,4	+ 15,3	.....	.....
2 ^e trimestre	- 2,5	- 4,0	...	- 4,0	+ 0,4	- 6,1	.....	.....
3 ^e trimestre	+ 2,6	- 3,2	...	- 3,2	+ 0,5	- 0,1	.....	.....
4 ^e trimestre	+ 2,4	+ 2,7	...	+ 2,7	+ 1,3	+ 6,4	.....	.....
Année	+ 5,8	+ 7,1	...	+ 7,1	+ 2,6	+ 15,5	+ 281,3	+ 296,8
1974 1 ^{er} trimestre	+ 8,9	+ 9,3	...	+ 9,3	...	+ 18,2	p+ 105,0	p+ 123,2
2 ^e trimestre	- 7,2	- 1,6	- 0,1	- 1,7	+ 0,7	- 8,2	p+ 84,3	p+ 76,1
3 ^e trimestre	+ 4,8	- 5,8	...	- 5,8	+ 1,4	+ 0,4	p+ 34,9	p+ 35,3
4 ^e trimestre	- 0,9	- 0,4	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	- 1,2	p+ 77,3	p+ 76,1
Année	+ 5,6	+ 1,5	- 0,2	+ 1,3	+ 2,3	+ 9,2	p+ 301,5	p+ 310,7
1975 1 ^{er} trimestre	+ 0,9	+ 11,0	...	+ 11,0	- 0,7	+ 11,2	p+ 99,3	p+ 110,5
2 ^e trimestre	+ 3,8	- 8,6	+ 0,2	- 8,4	- 0,1	- 4,7	p+ 118,2	p+ 113,5
3 ^e trimestre	- 4,8	- 8,8	...	- 8,8	+ 0,3	- 13,3	p+ 62,8	p+ 49,5
4 ^e trimestre	+ 5,0	+ 4,9	+ 0,1	+ 5,0	- 0,2	+ 9,8	p+ 97,4	p+ 107,2
Année	+ 4,9	- 1,5	+ 0,3	- 1,2	- 0,7	+ 3,0	p+ 377,7	p+ 380,7
1976 1 ^{er} trimestre	+ 0,1	+ 6,5	- 0,1	+ 6,4	+ 0,3	+ 6,8	p+ 151,6	p+ 158,4
2 ^e trimestre	+ 6,9	- 6,4	+ 0,1	- 6,3	- 0,6	...	p+ 132,0	p+ 132,0
3 ^e trimestre	- 2,3	- 3,9	- 0,1	- 4,0	+ 2,5	- 3,8	p+ 74,3	p+ 70,5

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁴ Durc à l'origine.

⁵ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XV-2.

XY - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Période	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères			Autres actifs ⁸	Total général (⁹) = (⁴) + (⁷) + (⁸)
	Encaisses monétaires ²	Autres actifs à un an au plus ^{3 4}	Actifs à plus d'un an ^{3 5}	Total (⁴) = (1) à (3)	À un an au plus ³ (Dépôts) ⁶	À plus d'un an ³ (Valeurs mobilières) ⁷	Total (⁷) = (5) + (6)		
1970	+ 29,7	+ 45,6	+ 56,0	+131,3	+ 3,3	+ 14,4	+ 17,7	+ 13,0	+162,0
1971	+ 35,8	+ 78,1	+ 69,0	+182,9	- 2,8	+ 21,6	+ 18,8	+ 4,4	+206,1
1972	+ 64,7	+103,6	+ 64,3	+232,6	- 2,2	+ 33,3	+ 31,1	+ 18,1	+281,8
1973	+ 31,9	+139,6	+ 82,2	+253,7	+ 4,9	+ 23,0	+ 27,9	- 0,3	+281,3
1974 1 ^{er} trimestre	+ 2,7	+ 48,4	p+ 24,3	p+ 75,4	+ 7,3	+ 3,4	+ 10,7	+ 18,9	p+105,0
2 ^e trimestre	+ 36,1	+ 18,8	p+ 24,6	p+ 79,5	+ 1,3	+ 4,4	+ 5,7	- 0,9	p+ 84,3
3 ^e trimestre	- 18,1	+ 23,7	p+ 15,9	p+ 21,5	+ 4,6	+ 0,3	+ 4,9	+ 8,5	p+ 34,9
4 ^e trimestre	+ 13,7	+ 50,6	p+ 28,2	p+ 92,5	- 0,1	+ 6,9	+ 6,8	- 22,0	p+ 77,3
Année	+ 34,4	+141,5	p+ 93,0	p+268,9	+ 13,1	+ 15,0	+ 28,1	+ 4,5	p+301,5
1975 1 ^{er} trimestre	+ 14,2	+ 36,3	p+ 47,3	p+ 97,8	- 2,7	+ 8,8	+ 6,1	p- 4,6	p+ 99,3
2 ^e trimestre	+ 58,5	+ 5,6	p+ 27,7	p+ 91,8	+ 0,3	+ 9,5	+ 9,8	p+ 16,6	p+118,2
3 ^e trimestre	- 6,2	+ 28,9	p+ 14,2	p+ 36,9	+ 6,5	+ 4,2	+ 10,7	p+ 15,2	p+ 62,8
4 ^e trimestre	+ 24,7	+ 55,4	p+ 22,8	p+102,9	+ 5,1	+ 9,3	+ 14,4	p- 19,9	p+ 97,4
Année	+ 91,2	+126,2	p+112,0	p+329,4	+ 9,2	+ 31,8	+ 41,0	p+ 7,3	p+377,7
1976 1 ^{er} trimestre	- 3,7	+ 55,6	p+ 38,1	p+ 90,0	+ 4,4	+ 10,1	+ 14,5	p+ 47,1	p+151,6
2 ^e trimestre	+ 53,3	+ 24,6	p+ 48,9	p+126,8	- 2,7	- 3,3	- 6,0	p+ 11,2	p+132,0
3 ^e trimestre	- 27,0	+ 49,5	p+ 29,1	p+ 51,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 5,0	p+ 17,7	p+ 74,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

³ Durée à l'origine.

⁴ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁵ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (7).

⁸ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

**XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS ²**

(variations en milliards de francs)

Période	En francs belges						En monnaies étrangères				Total général	
	auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{3 4}						auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{3 6}	A l'étranger		Total
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme et à préavis	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : auprès des organismes principalement monétaires ⁵							(8) = (5) + (7)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1970 1 ^{er} trimestre	- 3,5	+ 13,7	+ 3,1	- 0,2	+ 13,1	+ 9,6	.....	- 1,5	.....	.....	.....
2 ^e trimestre .....	...	+ 4,5	+ 2,9	+ 0,7	+ 8,1	+ 4,2	.....	+ 0,4	.....	.....	.....
3 ^e trimestre	+ 1,7	+ 8,2	+ 2,4	+ 0,1	+ 12,4	+ 6,0	.....	+ 0,7	.....	.....	.....
4 ^e trimestre	+ 9,3	- 1,0	+ 2,9	+ 0,1	+ 11,3	- 0,1	.....	- 1,5	.....	.....	.....
Année	+ 7,5	+ 25,4	+ 11,3	+ 0,7	+ 44,9	+ 19,7	+ 0,7	+ 45,6	- 3,3	+ 6,6	+ 3,3	+ 48,9
1971 1 ^{er} trimestre	+ 5,2	+ 11,5	+ 4,8	- 0,1	+ 21,4	+ 9,5	.....	- 1,4	.....	.....	.....
2 ^e trimestre	+ 11,3	- 3,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 10,2	- 0,1	.....	...	.....	.....	.....
3 ^e trimestre	+ 11,4	+ 2,6	+ 2,4	+ 0,2	+ 16,6	+ 10,0	.....	+ 0,4	.....	.....	.....
4 ^e trimestre	+ 26,3	+ 2,7	+ 1,1	- 0,1	+ 30,0	+ 7,6	.....	- 0,7	.....	.....	.....
Année	+ 54,2	+ 13,0	+ 10,5	+ 0,5	+ 78,2	+ 27,0	- 0,1	+ 78,1	- 1,7	- 1,1	- 2,8	+ 75,3
1972 1 ^{er} trimestre	+ 16,4	+ 1,8	- 0,3	+ 0,2	+ 18,1	+ 8,5	.....	- 0,9	.....	.....	.....
2 ^e trimestre	+ 19,5	- 7,6	+ 1,6	+ 1,0	+ 14,5	+ 1,2	.....	+ 0,3	.....	.....	.....
3 ^e trimestre	+ 17,1	+ 7,2	+ 2,2	+ 0,4	+ 26,9	+ 14,9	.....	- 0,7	.....	.....	.....
4 ^e trimestre	+ 35,0	+ 2,5	+ 1,4	- 0,2	+ 38,7	+ 13,1	.....	+ 0,8	.....	.....	.....
Année	+ 88,0	+ 3,9	+ 4,9	+ 1,4	+ 98,2	+ 37,7	+ 5,4	+ 103,6	- 0,5	- 1,7	- 2,2	+ 101,4
1973 1 ^{er} trimestre	+ 13,8	+ 15,4	+ 5,2	- 1,4	+ 33,0	+ 20,0	+ 2,7	+ 35,7	+ 0,8	+ 0,2	+ 1,0	+ 36,7
2 ^e trimestre	+ 13,1	+ 3,6	+ 1,5	+ 1,5	+ 19,7	+ 8,3	+ 0,4	+ 20,1	+ 0,6	- 0,4	+ 0,2	+ 20,3
3 ^e trimestre	+ 11,1	+ 17,7	+ 1,7	- 0,8	+ 29,7	+ 19,7	+ 1,4	+ 31,1	+ 1,0	+ 2,5	+ 3,5	+ 34,6
4 ^e trimestre	+ 32,2	+ 12,1	- 0,8	+ 1,2	+ 44,7	+ 17,2	+ 8,0	+ 52,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,2	+ 52,9
Année	+ 70,2	+ 48,8	+ 7,6	+ 0,5	+ 127,1	+ 65,2	+ 12,5	+ 139,6	+ 2,7	+ 2,2	+ 4,9	+ 144,5
1974 1 ^{er} trimestre	+ 3,1	+ 30,3	+ 2,4	- 1,0	+ 34,8	+ 28,1	+ 13,6	+ 48,4	+ 5,8	+ 1,5	+ 7,3	+ 55,7
2 ^e trimestre	+ 3,0	+ 0,4	+ 1,4	+ 1,4	+ 6,2	- 1,2	+ 12,6	+ 18,8	- 0,5	+ 1,8	+ 1,3	+ 20,1
3 ^e trimestre	+ 4,2	+ 7,9	+ 3,3	- 0,6	+ 14,8	+ 7,3	+ 8,9	+ 23,7	+ 0,9	+ 3,7	+ 4,6	+ 28,3
4 ^e trimestre	+ 40,9	+ 3,7	- 0,1	+ 0,6	+ 45,1	+ 11,5	+ 5,5	+ 50,6	- 0,6	+ 0,5	- 0,1	+ 50,5
Année	+ 51,2	+ 42,3	+ 7,0	+ 0,4	+ 100,9	+ 45,7	+ 40,6	+ 141,5	+ 5,6	+ 7,5	+ 13,1	+ 154,6
1975 1 ^{er} trimestre	+ 17,8	+ 13,3	+ 3,2	- 1,1	+ 33,2	+ 13,8	+ 3,1	+ 36,3	+ 0,5	- 3,2	- 2,7	+ 33,6
2 ^e trimestre	+ 23,9	- 18,7	+ 2,6	+ 2,1	+ 14,9	- 3,4	- 9,3	+ 5,6	+ 1,9	- 1,6	+ 0,3	+ 5,9
3 ^e trimestre	+ 27,2	+ 6,8	+ 1,9	- 0,5	+ 35,4	+ 20,9	- 6,5	+ 28,9	+ 2,0	+ 4,5	+ 6,5	+ 35,4
4 ^e trimestre	+ 62,8	- 3,7	+ 2,4	+ 1,3	+ 62,8	+ 10,9	- 7,4	+ 55,4	+ 1,1	+ 4,0	+ 5,1	+ 60,5
Année	+ 136,7	- 2,3	+ 10,1	+ 1,8	+ 146,3	+ 42,2	- 20,1	+ 126,2	+ 5,5	+ 3,7	+ 9,2	+ 135,4
1976 1 ^{er} trimestre	+ 32,9	+ 17,1	+ 4,3	- 1,2	+ 53,1	+ 24,0	+ 2,5	+ 55,6	+ 8,7	- 4,3	+ 4,4	+ 60,0
2 ^e trimestre	+ 13,2	+ 3,4	- 1,5	+ 1,9	+ 17,0	+ 10,6	+ 7,6	+ 24,6	- 3,0	+ 0,3	- 2,7	+ 21,9
3 ^e trimestre	+ 12,0	+ 32,6	- 0,6	- 0,1	+ 43,9	+ 34,8	+ 5,6	+ 49,5	+ 1,4	+ 1,2	+ 2,6	+ 52,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁵ Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS ² AUPRES DES
INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général (8) = (5) + (7)
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires (1)	Dépôts à terme et à préavis (2)	Bons de caisse et d'épargne (3)	Divers (4)	Total (5) = (1) à (4)	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴ (6)		
1969 Décembre	270,8	110,6	18,8	2,5	402,7	156,8	14,7	417,4
1970 Mars	267,3	124,3	21,9	2,3	415,8	166,4	13,2	429,0
Juin	267,3	128,8	24,8	3,0	423,9	170,6	13,6	437,5
Septembre	269,0	137,0	27,2	3,1	436,3	176,6	12,9	449,2
Décembre	278,3	136,0	30,1	3,2	447,6	176,5	11,4	459,0
1971 Mars	283,5	147,5	34,9	3,1	469,0	186,0	10,0	479,0
Juin	294,8	143,7	37,1	3,6	479,2	185,9	10,0	489,2
Septembre	306,2	146,3	39,5	3,8	495,8	195,9	10,4	506,2
Décembre	332,5	149,0	40,6	3,7	525,8	203,5	9,7	535,5
1972 Mars	348,9	150,8	40,3	3,9	543,9	212,0	8,8	552,7
Juin	368,4	143,2	41,9	4,9	558,4	213,2	9,1	567,5
Septembre	385,5	150,4	44,1	5,3	585,3	228,1	8,4	593,7
Décembre	420,5	152,9	45,5	5,1	624,0	241,2	9,2	633,2
1973 Mars	434,3	168,3	50,7	3,7	657,0	261,2	10,0	667,0
Juin	447,4	171,9	52,2	5,2	676,7	269,5	10,6	687,3
Septembre	458,5	189,6	53,9	4,4	706,4	289,2	11,6	718,0
Décembre	490,7	201,7	53,1	5,6	751,1	306,4	11,9	763,0
1974 Mars	493,8	232,0	55,5	4,6	785,9	334,5	17,7	803,6
Juin	496,8	232,4	56,9	6,0	792,1	333,3	17,2	809,3
Septembre	501,0	240,3	60,2	5,4	806,9	340,6	18,1	825,0
Décembre	541,9	244,0	60,1	6,0	852,0	352,1	17,5	869,5
1975 Mars	559,7	257,3	63,3	4,9	885,2	365,9	18,0	903,2
Juin	588,6	233,6	65,9	7,0	900,1	362,5	19,9	920,0
Septembre	615,8	245,4	67,8	6,5	935,5	383,4	21,9	957,4
Décembre	678,6	241,7	70,2	7,8	998,3	394,3	23,0	1.021,3
1976 Mars	711,5	258,8	74,5	6,6	1.051,4	418,3	31,7	1.083,1
Juin	724,7	262,2	73,0	8,5	1.068,4	428,9	28,7	1.097,1
Septembre	736,7	294,8	72,4	8,4	1.112,3	463,7	30,1	1.142,4

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN ²**

(variations en milliards de francs)

Période	En francs belges				En monnaies étrangères ³			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Dépôts (2)	Actions (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Obligations (5)	Actions ⁴ (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1970	+47,5	+ 7,5	+ 1,0	+ 56,0	.....	.....	+14,4	+ 70,4
1971	+53,8	+11,2	+ 4,0	+ 69,0	.....	.....	+21,6	+ 90,6
1972	+55,2	+ 8,0	+ 1,1	+ 64,3	.....	.....	+33,3	+ 97,6
1973	+77,0	+ 3,5	+ 1,7	+ 82,2	+ 4,7	+18,3	+23,0	+105,2
1974 1 ^{er} trimestre	p+24,1	+ 0,1	+ 0,1	p+ 24,3	+ 2,6	+ 0,8	+ 3,4	p+ 27,7
2 ^e trimestre	p+21,7	- 1,1	+ 4,0	p+ 24,6	+ 3,4	+ 1,0	+ 4,4	p+ 29,0
3 ^e trimestre	p+15,0	- 0,4	+ 1,3	p+ 15,9	+ 0,8	- 0,5	+ 0,3	p+ 16,2
4 ^e trimestre	p+27,3	+ 0,3	+ 0,6	p+ 28,2	+ 6,2	+ 0,7	+ 6,9	p+ 35,1
Année	p+88,1	- 1,1	+ 6,0	p+ 93,0	+13,0	+ 2,0	+15,0	p+108,0
1975 1 ^{er} trimestre	p+44,8	+ 2,1	+ 0,4	p+ 47,3	+ 7,5	+ 1,3	+ 8,8	p+ 56,1
2 ^e trimestre	p+24,8	+ 2,5	+ 0,4	p+ 27,7	+ 7,2	+ 2,3	+ 9,5	p+ 37,2
3 ^e trimestre	p+ 8,0	+ 2,6	+ 3,6	p+ 14,2	+ 2,0	+ 2,2	+ 4,2	p+ 18,4
4 ^e trimestre	p+19,3	+ 3,3	+ 0,2	p+22,8	+ 5,7	+ 3,6	+ 9,3	p+ 32,1
Année	p+96,9	+10,5	+ 4,6	p+112,0	+22,4	+ 9,4	+31,8	p+143,8
1976 1 ^{er} trimestre	p+36,0	+ 2,0	p+ 0,1	p+ 38,1	+ 8,6	+ 1,5	+10,1	p+ 48,2
2 ^e trimestre	p+47,7	+ 0,2	p+ 1,0	p+ 48,9	- 2,0	- 1,3	- 3,3	p+ 45,6
3 ^e trimestre	p+28,3	+ 0,3	p+ 0,5	p+ 29,1	+ 3,1	- 0,7	+ 2,4	p+ 31,5

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.
² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ²

(variations en milliards de francs)

Période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	Banque Nationale de Belgique	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an à plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à plus d'un an	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)			
1970	+ 4,7	+ 6,0	+ 31,5	+ 8,1	+ 19,1	+ 22,2	+ 10,1	+ 5,8	+ 0,6	+ 71,4	+ 36,7	+108,1
1971	+ 13,8	+ 1,9	+ 44,1	+ 12,4	+ 34,1	+ 22,6	+ 18,3	+ 6,2	+ 1,2	+112,2	+ 42,4	+154,6
1972	+ 19,5	+ 11,9	+ 66,2	+ 10,2	+ 38,8	+ 14,9	+ 26,1	+ 4,5	+ 2,7	+162,5	+ 32,3	+194,8
1973	+ 14,3	+ 1,5	+ 80,7	+ 6,1	+ 40,3	+ 30,9	+ 24,9	+ 8,0	+ 1,1	+161,7	+ 46,1	+207,8
1974 1 ^{er} trimestre	- 4,8	- 0,4	+ 38,9	+ 1,2	+ 7,4	+ 10,3	+ 2,2	+ 3,5	+ 0,7	+ 43,3	+ 15,7	+ 59,0
2 ^e trimestre	+ 16,6	+ 5,7	+ 10,3	+ 0,5	+ 3,7	+ 7,3	+ 5,4	+ 2,8	+ 0,7	+ 41,7	+ 11,3	+ 53,0
3 ^e trimestre	- 7,2	- 3,5	+ 0,6	...	+ 5,3	+ 2,3	+ 2,4	+ 1,1	+ 0,7	- 2,4	+ 4,1	+ 1,7
4 ^e trimestre	+ 12,2	+ 1,0	+ 10,2	+ 1,5	+ 24,1	+ 18,3	+ 10,8	+ 2,3	+ 0,7	+ 58,3	+ 22,8	+ 81,1
Année	+ 16,8	+ 2,8	+ 60,0	+ 3,2	+ 40,5	+ 38,2	+ 20,8	+ 9,7	+ 2,8	+140,9	+ 53,9	+194,8
1975 1 ^{er} trimestre	- 0,4	+ 2,4	+ 24,2	+ 2,8	+ 17,7	+ 21,8	+ 3,9	+ 5,2	+ 0,6	+ 47,8	+ 30,4	+ 78,2
2 ^e trimestre	+ 24,7	+ 6,6	+ 22,2	+ 4,0	+ 12,2	+ 0,6	+ 9,7	+ 3,2	+ 0,6	+ 75,4	+ 8,4	+ 83,8
3 ^e trimestre	- 5,2	- 2,6	+ 20,7	+ 4,7	+ 11,5	+ 5,3	+ 6,6	+ 1,9	+ 0,6	+ 31,0	+ 12,5	+ 43,5
4 ^e trimestre	+ 14,0	+ 1,2	+ 20,6	+ 3,1	+ 36,0	+ 4,4	+ 16,9	+ 2,1	+ 0,6	+ 88,7	+ 10,2	+ 98,9
Année	+ 33,1	+ 7,6	+ 87,7	+ 14,6	+ 77,4	+ 32,1	+ 37,1	+ 12,4	+ 2,4	+242,9	+ 61,5	+304,4
1976 1 ^{er} trimestre	- 5,8	+ 3,2	+ 32,8	+ 5,9	+ 19,4	+ 14,9	+ 8,6	+ 2,0	+ 0,6	+ 58,2	+ 23,4	+ 81,6
2 ^e trimestre	+ 23,7	+ 4,6	+ 29,2	+ 3,0	+ 1,5	+ 16,4	+ 8,3	+ 4,5	+ 0,6	+ 67,3	+ 24,5	+ 91,8
3 ^e trimestre	- 8,4	- 2,8	+ 18,6	+ 3,1	+ 7,3	+ 10,4	+ 3,6	+ 3,6	+ 0,7	+ 18,3	+ 17,8	+ 36,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	Banque Nationale de Belgique	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus (10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	Actifs à plus d'un an (11) = (4) + (6) + (8) + (9)	Total général (12) = (10) + (11)
			Actifs à un an au plus (1)	Actifs à plus d'un an (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)				Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)
1969	176,6	50,9	280,0	31,8	184,8	190,0	68,6	46,2	5,3	760,9	273,3	1.034,2
1970	181,3	56,9	311,5	39,9	203,9	212,2	78,7	52,0	5,9	832,3	310,0	1.142,3
1971	195,1	58,8	355,6	52,3	238,0	234,8	97,0	58,2	7,1	944,5	352,4	1.296,9
1972	214,6	70,7	421,8	62,5	276,8	249,7	123,1	62,7	9,8	1.107,0	384,7	1.491,7
1973	228,9	72,2	502,5	68,6	317,1	280,6	148,0	70,7	10,9	1.268,7	430,8	1.699,5
1974 Mars	224,1	71,8	541,4	69,8	324,5	290,9	150,2	74,2	11,6	1.312,0	446,5	1.758,5
Juin	240,7	77,5	551,7	70,3	328,2	298,2	155,6	77,0	12,3	1.353,7	457,8	1.811,5
Septembre	233,5	74,0	552,3	70,3	333,5	300,5	158,0	78,1	13,0	1.351,3	461,9	1.813,2
Décembre	245,7	75,0	562,5	71,8	357,6	318,8	168,8	80,4	13,7	1.409,6	484,7	1.894,3
1975 Mars	245,3	77,4	586,7	74,6	375,3	340,6	172,7	85,6	14,3	1.457,4	515,1	1.972,5
Juin	270,0	84,0	608,9	78,6	387,5	341,2	182,4	88,8	14,9	1.532,8	523,5	2.056,3
Septembre	264,8	81,4	629,6	83,3	399,0	346,5	189,0	90,7	15,5	1.563,8	536,0	2.099,8
Décembre	278,8	82,6	650,2	86,4	435,0	350,9	205,9	92,8	16,1	1.652,5	546,2	2.198,7
1976 Mars	273,0	85,8	683,0	92,3	454,4	<i>p</i> 365,8	214,5	94,8	<i>p</i> 16,7	1.710,7	<i>p</i> 569,6	<i>p</i> 2.280,3
Juin	296,7	90,4	712,2	95,3	455,9	<i>p</i> 382,2	222,8	99,3	<i>p</i> 17,3	1.778,0	<i>p</i> 594,1	<i>p</i> 2.372,1
Septembre	288,3	87,6	730,8	98,4	463,2	<i>p</i> 392,6	226,4	102,9	<i>p</i> 18,0	1.796,3	<i>p</i> 611,9	<i>p</i> 2.408,2

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

**XV - 6. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS
DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS**

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1978	1974
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôt</i> ² :								
Caisses d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8	36,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9	33,7
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0	12,9
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8	83,5
Doubles emplois ³ ...	— 8,0	— 9,2	— 23,9	— 10,3	— 19,3	— 23,0	— 44,2	— 22,3
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6	61,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :								
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9	7,1
Organismes d'assurance-accidents du travail .	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1	4,5
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9	2,5
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2	13,8
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0	5,6
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1	33,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :								
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1	24,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	— 3,3	— 0,5	4,0	9,2
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1	33,3
E. <i>Emissions de capitaux</i> :								
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0	90,2
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	— 2,0	— 5,0	— 4,4	— 0,1	— 2,5	— 9,9	— 11,3	— 14,0
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5	204,2
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5	29,9
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0	234,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans

une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an (⁹) = (⁵) + (⁸)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	- 1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
	1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	- 2,9	62,7
	1974	106,0	50,6	55,4	—	55,4	6,0	3,4	2,6	58,0
	p 1975	133,1	63,7	69,4	—	69,4	—	3,6	- 3,6	65,8
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	2,5	2,9 ⁵	- 0,4	6,6
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	2,6	2,4	0,2	5,4
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	4,4	3,7	0,7	8,7
	1971	...	4,4	- 4,4	—	- 4,4	4,9	3,4	1,5	- 2,9
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	6,5	3,9	2,6	9,7
	1973	—	3,8	- 3,8	—	- 3,8	8,7	7,4	1,3	- 2,5
	1974	—	5,0	- 5,0	—	- 5,0	16,8	10,3	6,5	1,5
	p 1975	29,0	4,5	24,5	—	24,5	4,0	0,9	3,1	27,6
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1968	0,5	0,4	0,1	12,8	12,9	6,3	2,4	3,9	16,8
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	- 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	1972	...	0,1	- 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
	1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0
	1974	14,0	0,5	13,5	16,2	29,7	7,1	3,3	3,8	33,5
	p 1975	—	1,1	- 1,1	20,5	19,4	16,7	4,5	12,2	31,6
4. Pouvoirs subordonnés, Intercomm. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	- 0,1	19,5
	1971	17,0	3,1	13,9	12,8	26,7	3,6	0,1	3,5	30,2
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	0,8	...	0,8	25,9
	1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,4	...	0,4	37,6
	1974	8,5	5,6	2,9	19,8	22,7	0,9	0,1	0,8	23,5
	p 1975	8,0	5,3	2,7	23,6	26,3	1,5	0,5	1,0	27,3
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	2,7	1,8	0,9	6,4
	1974	12,0	5,0	7,0	—	7,0	4,9	1,2	3,7	10,7
	p 1975	5,0	4,6	0,4	—	0,4	7,5	2,5	5,0	5,4
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1968	66,0	29,5	36,5	22,0	58,5	12,6	8,6	4,0	62,5
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	17,1	8,9	8,2	52,9
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	18,9	13,2	5,7	67,1
	1971	147,0	65,8	81,2	33,5	114,7	23,5	11,8	16,7	131,4
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	25,5	8,8	16,7	135,8
	1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	19,2	15,2	4,0	124,2
	1974	140,5	66,7	73,8	36,0	109,8	35,7	18,3	17,4	127,2
	p 1975	175,1	79,2	95,9	44,1	140,0	29,7	12,0	17,7	157,7

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en francs belges de l'Etat : en 1968 : 16,9; en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2; en 1971 : - 11,4; en 1972 : - 0,4; en 1973 : - 3,7; en 1974 : 8,5; en 1975 : + 16,9 milliards. Montant des émissions nettes à un an au plus des années, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, et 1975 : « Intermédiaires financiers publics » : 2,2, - 2,8, 3,8, 8,7, 1,0, 0,7, 0,6 et 0,5 milliards; « Pouvoirs subordonnés », Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique : 1,2, 2,4, 5,0, 4,0, 3,7, 3,7, 4,5 et 4,7 milliards.

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement

l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ^{3 4}	Rendement pour le porteur ⁴		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1973	Janvier	15	Etat belge 1973-87	7,25	99,50	14 ans 14 jours	11.000	7,33	—	7,31
	Janvier	15	Etat belge 1973-81-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	8 a. 14 j. ou 14 a. 14 j.	19.000	7,12	7,08	7,13
	Février	12	Intercom. Autor. E3 1973-84	7,25	98,50	10 ans et 321 jours	7.000	7,50	—	7,46
	Mars	12	S.N.C.B. 1973-83	7,25	98,50	10 ans	3.000	7,52	—	7,47
	Mars	12	Intercom. Autor. des Ardennes E9/E40 1973-83	7,25	98,50	10 ans	4.000	7,50	—	7,47
	Avril	13	Etat belge 1973-85	7,25	98,50	12 ans	20.300	7,50	—	7,44
	Avril	13	Etat belge 1973-80-85	7,00 — 7,25 ⁵	98,75	7 ou 12 ans	14.700	7,26	7,23	7,24
	Mai	21	Intercom. Autor. E5 1973-85	7,25	98,50	12 ans	5.000	7,47	—	7,44
	Mai	21	Intercom. Autor. Périphérie de Bruxelles B1 1973-85	7,25	98,50	12 ans	4.000	7,47	—	7,44
	Septembre	6	Etat belge 1973-87	7,75	98,25	13 ans 6 mois	22.500	8,05	—	7,98
	Septembre	6	Etat belge 1973-81-87	7,50 — 7,75 ⁵	98,75	7 a. 6 m. ou 13 a. 6 m.	15.500	7,75	7,74	7,74
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	4.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Liège 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	2.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Gand 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	1.200	8,08	—	8,05
	Novembre	12	R.T.T. 1973-85	7,75	98,25	12 ans	11.000	8,08	—	8,04
	Décembre	10	S.N.L. 1973-84	7,75	98,25	11 ans	6.000	8,11	—	8,12
	Décembre	26	C.N.C.P. 1974-86	7,75	98,25	12 ans	1.000	—	—	8,04
						151.200				
1974	Février	6	Etat belge 1974-88	8,25	99,25	14 ans	17.900	8,37	—	8,34
	Février	6	Etat belge 1974-81-88	8,00 — 8,25 ⁵	99,25	7 ou 14 ans	19.100	8,20	8,14	8,26
	Mars	13	Intercom. Autor. des Ardennes E9/E40 1974-86	8,25	98,75	12 ans	5.000	8,46	—	8,42
	Mars	13	Intercom. Autor. E3 1974-86	8,25	98,75	12 ans	3.500	8,46	—	8,42
	Mai	20	Etat belge 1974-82	9,00	99,75	8 ans	36.000	9,05	—	9,05
	Septembre	9	Etat belge 1974-82	10,00	100,00	7 ans 6 mois	33.000	10,02	—	10,02
	Octobre	14	S.N.C.I. 1974-81	10,00	99,25	6 ans 6 mois	7.000	10,19	—	10,19
	Novembre	12	S.N.L. 1974-80	10,00	99,25	6 ans	6.000	10,24	—	10,24
	Décembre	9	R.T.T. 1974-81	10,00	99,50	7 ans	12.000	10,12	—	10,10
						139.500				
1975	Janvier	15	Etat belge 1975-81-85	10,00 — 9,75 ⁵	100,00	6 ou 10 ans	42.000	9,95	10,00	9,93
	Février	17	Ville d'Anvers 1975-81	10,00	100,00	6 ans	5.000	10,00	—	10,00
	Février	17	Ville de Liège 1975-81	10,00	100,00	6 ans	3.000	10,00	—	10,00
	Avril	14	Etat belge 1975-83	9,00	99,50	8 ans	50.000	9,10	—	9,09
	Mai	15	S.N.C.B. 1975-84	8,75	100,00	9 ans	5.000	8,75	—	8,75
	Juin	23	Fonds des Routes 1975-83	8,25	100,00	8 ans	29.000	8,25	—	8,25
	Septembre	15	Etat belge 1975-83	8,50	99,00	7 ans 9 mois 14 jours	41.100	8,77	—	8,69
						175.100				
1976	Janvier	12	Fonds des Routes 1976-84	9,00	100,00	8 ans	23.000	9,00	—	9,00
	Février	12	Etat belge 1976-84	9,00	99,00	8 ans	41.000	9,19	—	9,18
	Avril	23	R.T.T. 1976-84	10,00	100,00	8 ans	16.000	10,00	—	10,00
	Mai	31	Etat belge 1976-84	10,00	100,00	8 ans	48.000	10,00	—	10,00
	Juin	24	Ville d'Anvers 1976-84	10,00	99,75	8 ans	5.000	10,06	—	10,05
	Juin	24	Ville de Liège 1976-84	10,00	99,75	8 ans	2.000	10,06	—	10,05
	Septembre	6	Etat belge 1976-85	10,00	100,00	8 ans 6 mois	40.000	10,02	—	10,02
	Octobre	13	S.N.C.B. 1976-84	10,00	99,50	8 ans	7.000	10,11	—	10,09
	Novembre	17	Intercom. Autoroutes E3 et E5 1976-84	10,00	98,75	8 ans	14.000	10,26	—	10,24
						196.000				
1977	Janvier	17	Etat belge 1977-85	10,00	100,00	8 ans	56.000	10,00	—	10,00
	Février	17	S.N.C.I. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	5.000	9,96	—	9,96
	Février	17	S.N.L. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	16.400	9,96	—	9,96

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursements, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

⁴ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁵ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ²	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ²	Dette reprise de la République du Zaïre ³	Dette totale (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) ²
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	consolidée ¹	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	consolidée ²	à moyen et court terme	totale ²						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)						(9) = (5) + (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13) = (11) + (12)
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974 Septembre ...	625,8	19,7	50,1	62,7	758,3	4,7	...	4,7	763,0	59,9	822,9	0,8	823,7
Décembre	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4
1975 Mars	645,4	19,7	92,0	66,0	823,1	4,5	...	4,5	827,6	57,8	885,4	0,6	886,0
Juin	658,4	19,3	110,5	71,1	859,3	4,1	...	4,1	863,4	57,4	920,8	0,5	921,3
Septembre ...	649,7	17,6	108,6	68,5	844,4	3,9	...	3,9	848,3	85,4	933,7	0,5	934,2
Décembre	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	...	3,7	843,3	85,1	928,4	0,4	928,8
1976 Janvier	679,1	17,0	84,4	80,4	860,9	3,7	...	3,7	864,6	107,6	972,2	0,4	972,6
Février	677,1	16,8	99,7	69,1	862,7	3,7	...	3,7	866,4	107,0	973,4	0,4	973,8
Mars	715,3	16,4	96,2	72,6	900,5	3,7	...	3,7	904,2	106,6	1.010,8	0,3	1.011,1
Avril	706,0	15,7	113,3	86,9	921,9	3,5	...	3,5	925,4	106,3	1.031,7	0,3	1.032,0
Mai	702,3	15,5	137,9	76,3	932,0	3,5	...	3,5	935,5	105,9	1.041,4	0,4	1.041,8
Juin	745,8	15,4	115,0	77,6	953,8	3,3	...	3,3	957,1	100,3	1.057,4	0,3	1.057,7
Juillet	742,5	14,9	113,3	84,7	955,4	3,2	...	3,2	958,6	99,2	1.057,8	0,3	1.058,1
Août	739,0	14,9	123,7	76,9	954,5	3,2	...	3,2	957,7	98,7	1.056,4	0,3	1.056,7
Septembre ...	751,4	14,7	134,2	75,4	975,7	3,1	...	3,1	978,8	98,2	1.077,0	0,2	1.077,2
Octobre	760,2	14,4	114,1	78,8	967,5	3,1	...	3,1	970,6	97,9	1.068,5	0,2	1.068,7
Novembre	756,6	14,0	122,7	75,2	968,5	3,0	...	3,0	971,5	97,5	1.069,0	0,2	1.069,2
Décembre	752,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	...	2,9	961,8	96,7	1.058,5	0,2	1.058,7

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ¹	Dette reprise de la République du Zaïre ²	Dette totale ³	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	Variations du compte créditeur de l'Etat à la B.N.B. et des placements financiers	Besoins nets de financement du Trésor ⁷	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes ⁷
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ⁴	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. ⁵	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ⁶	Divers				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (4) à (7)	(9)	(10) = (8) - (9)	(11)	
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	+ 29,9	...	+ 29,9	- 1,8
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 0,5	...	...	...	+ 23,8	...	+ 23,8	...
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1 ⁹	+ 33,8	...	+ 33,8	...
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	...	- 0,2	- 0,5 ¹⁰	+ 63,7	...	+ 63,7	...
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	...	- 2,1	+ 2,8 ¹¹	+ 51,1	...	+ 51,1	...
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	...	...	...	+ 57,4	...	+ 57,4	...
1975	+ 107,8	- 0,4	+ 107,4	- 1,9	...	...	...	+ 109,3	...	+ 109,3	...
1976	+ 130,1	- 0,2	+ 129,9	- 3,2	...	...	...	+ 133,1	...	+ 133,1	...

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI-3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI-3a.

3 Variations de la colonne (13) du tableau XVI-3a.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès

de la B.N.B. A partir d'octobre 1978, l'avoir précité n'est plus compris dans le chiffre de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

7 Le total des colonnes (10) et (11) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) de l'ancienne série et à la colonne (8) de la nouvelle série « Besoins nets de financement du Trésor » du tableau XI-3.

8 Réévaluation du mark allemand.

9 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,8; conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

10 B.I.R.D.

11 Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S., le 12-2-1973 (Convention du 81-12-1973).

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres zairois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur 1

1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,0
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	10,9
1970	360,8	43,5	—	62,5	248,8	715,6	10,6
1971	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,3
1972	498,2	58,0	—	101,4 ⁵	315,1	972,7 ⁵	—
1973	560,5	63,7	—	120,9 ⁵	352,6	1.097,7 ⁵	—
1974	611,1	71,2	—	124,4 ⁵	406,4	1.213,1 ⁵	—
1975 p	705,4	72,1	—	126,9 ⁵	460,5	1.364,9 ⁵	—

Titres non accessibles à tout placeur

1968	67,0	11,9	4,2	16,5	34,8	134,4	—
1969	71,8	13,3	3,8	16,9	37,1	142,9	—
1970	70,9	19,4	3,3	17,3	39,7	150,6	—
1971	72,2	22,7	3,3	22,0	47,8	168,0	—
1972	78,1	26,2	3,9	21,4	55,8	185,4	—
1973	76,1	27,3	3,2	22,9	59,8	189,3	—
1974	80,1	30,9	3,2	27,1	63,1	204,4	—
1975 p	77,8	35,9	5,7	28,0	75,3	222,7	—

Total

1968	389,7	49,9	4,2	63,1	225,8	732,7	11,0
1969	412,4	53,0	3,8	70,5	246,5	786,2	10,9
1970	431,7	62,9	3,3	79,8	288,5	866,2	10,6
1971	494,5	72,6	3,3	98,6	337,6	1.006,6	10,3
1972	576,3	84,2	3,9	122,8 ⁵	370,9	1.158,1 ⁵	—
1973	636,6	91,0	3,2	143,8 ⁵	412,4	1.287,0 ⁵	—
1974	691,2	102,1	3,2	151,5 ⁵	469,5	1.417,5 ⁵	—
1975 p	783,2	108,0	5,7	154,9 ⁵	535,8	1.587,6 ⁵	—

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les bons de caisse à un an au plus.

4 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A partir de 1972, ces titres sont inclus dans la rubrique « Secteur public non compris ailleurs ».

5 Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Para-étatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	

Titres accessibles à tout placeur¹

1968	319,3	4,4	3,0	6,7	91,0	7,1	61,4	87,7	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	7,0	102,4	6,9	64,5	89,2	18,7	643,3
1970	385,7	4,7	2,9	7,6	128,2	6,0	68,9	93,2	18,4	715,6
1971	428,9	5,1	2,6	9,4	170,2	8,2	85,3	98,6	30,3	838,6
1972 ⁴	471,9	6,2	2,7	11,2	212,0	15,2	110,7	104,2	38,6	972,7
1973 ⁴	520,4	6,6	3,0	13,1	254,0	15,7	129,8	113,1	42,0	1.097,7
1974 ⁴	578,7	6,6	3,7	13,8	283,9	12,1	146,9	123,4	44,0	1.213,1
1975 ⁴ p	643,5	6,8	4,5	12,6	322,6	17,9	173,8	130,7	52,5	1.364,9

Titres non accessibles à tout placeur

1968	6,4	0,2	0,2	2,1	64,4	—	25,8	34,1	1,2	134,4
1969	5,8	0,3	0,2	2,5	65,0	—	28,3	34,3	6,5	142,9
1970	9,4	0,4	0,3	2,4	67,8	—	31,0	34,3	5,0	150,6
1971	9,2	0,3	0,3	2,8	72,5	—	40,2	33,8	8,9	168,0
1972	9,0	0,3	0,2	2,8	79,8	—	48,4	32,4	12,5	185,4
1973	8,4	0,2	0,2	3,2	81,6	—	51,3	32,8	11,6	189,3
1974	8,7	0,3	0,2	3,9	85,7	—	57,1	32,9	15,6	204,4
1975 p	10,1	0,3	0,2	3,7	92,6	—	68,6	31,7	15,5	222,7

Total

1968	325,7	4,6	3,2	8,8	155,4	7,1	87,2	121,8	18,9	732,7
1969	353,0	4,7	3,2	9,5	167,4	6,9	92,8	123,5	25,2	786,2
1970	395,1	5,1	3,2	10,0	196,0	6,0	99,9	127,5	23,4	866,2
1971	438,1	5,4	2,9	12,2	242,7	8,2	125,5	132,4	39,2	1.006,6
1972 ⁴	480,9	6,5	2,9	14,0	291,8	15,2	159,1	136,6	51,1	1.158,1
1973 ⁴	528,8	6,8	3,2	16,3	335,6	15,7	181,1	145,9	53,6	1.287,0
1974 ⁴	587,4	6,9	3,9	17,7	369,6	12,1	204,0	156,3	59,6	1.417,5
1975 ⁴ p	653,6	7,1	4,7	16,3	415,2	17,9	242,4	162,4	68,0	1.587,6

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

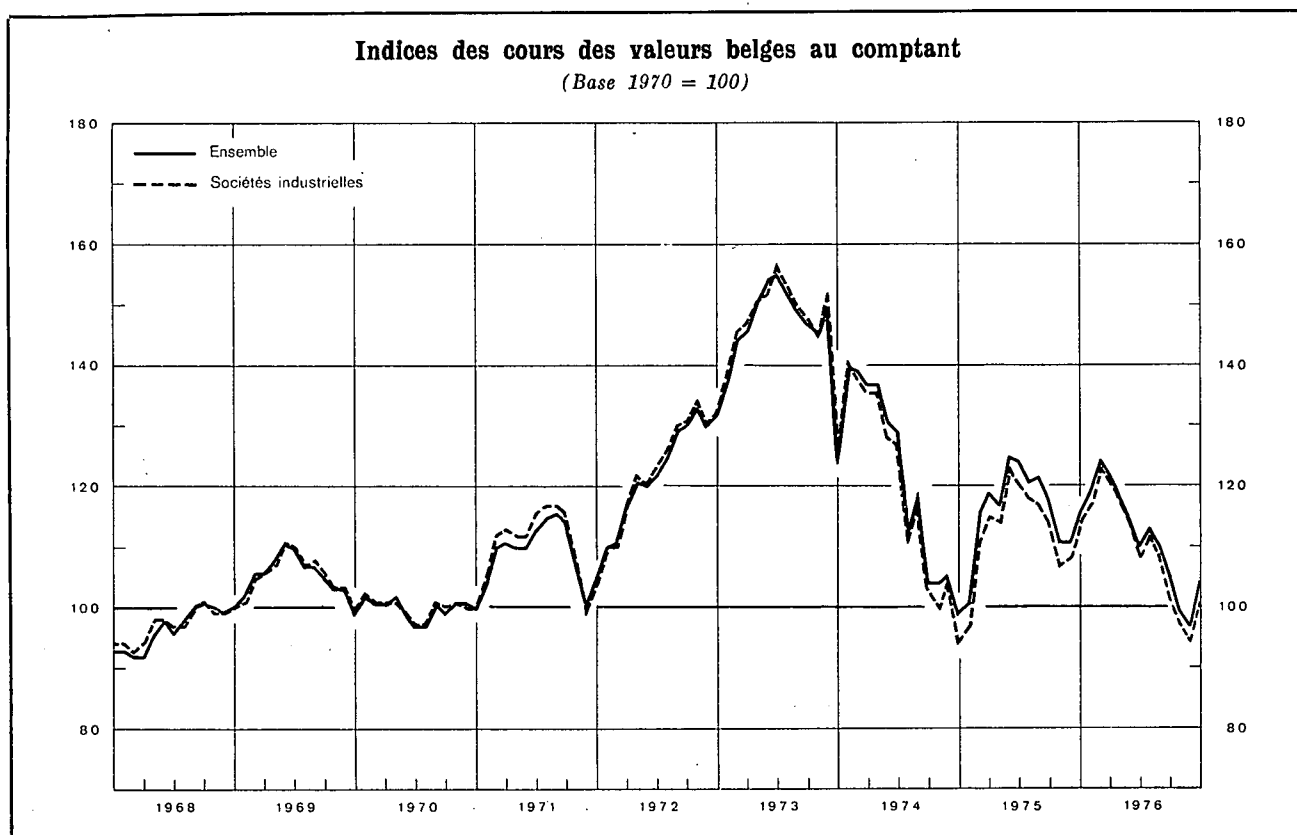
⁴ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire Statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XLII^e année, vol. I,

no 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, no 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités moyennes par séance (millions de francs) 1	Valeurs belges				
		Indices des cours 2			Taux de rendement 3	
		Au comptant		A terme	Ensemble	Sociétés industrielles
		Ensemble	Sociétés industrielles			
(Base 1970 = 100)					en p.c.	
1969	149	105	106	105	3,7	3,4
1970	112	100	100	100	4,9	5,2
1971	169	110	111	103	5,2	5,9
1972	199	123	124	118	4,1	3,9
1973	276	147	148	144	3,8	3,7
1974	185	121	119	125	5,3	5,4
1975	205	117	113	123	5,8	5,8
1976	230	111	110	116	5,5	4,9

	1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976
Janvier	165	316	101	119	97	117	104	125	5,7	5,5	5,6	5,3
Février	197	331	116	124	111	123	122	131	5,6	5,5	5,4	5,5
Mars	197	294	119	122	115	121	125	127	5,6	5,7	5,5	5,7
Avril	226	226	117	118	114	118	125	122	5,3	5,8	5,0	5,7
Mai	277	253	125	114	123	114	133	118	5,7	5,3	5,6	4,5
Juin	243	200	124	110	121	108	135	114	5,8	5,3	5,7	4,4
Juillet	229	179	121	113	118	112	130	119	5,6	5,3	5,7	4,3
Août	169	195	122	110	117	108	127	116	5,7	5,5	5,8	4,5
Septembre	185	188	118	105	114	101	122	109	6,1	5,6	6,3	4,6
Octobre	172	203	111	99	107	97	113	103	6,2	5,9	6,4	4,9
Novembre	207	186	111	97	108	94	114	97	5,8	5,6	6,0	4,8
Décembre	193	184	116	104	114	101	122	107	5,9	5,5	6,1	4,7

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant) à la Bourse de Bruxelles.

2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois ; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement (Bourses de Bruxelles et d'Anvers).

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé (Bourse de Bruxelles). Nouvelle série depuis 1975.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	...	2,3	0,1	40,4	2,2

Sociétés financières et immobilières ⁵

1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,1	3,8

Industries des fabrications métalliques

1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3

Métallurgie du fer

1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2

Industrie textile

1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII-2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
Industrie chimique									
1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
Electricité									
1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	...	3,6	0,1	34,2	2,1
Industrie du charbon									
1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...
1973	21	4,6	0,6	...	0,4	...	...	...	...
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶									
1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,2	10,4

Notes : voir fin du tableau XVII-2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantômes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3

C. — Total général ^{6 7}

1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,0	10,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1970 12 mois	15.539	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971 12 mois	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972 3 premiers mois	1.963	41,2	33,1	7,2	1,5	3,0	1,9
6 premiers mois	13.738	351,3	205,2	46,4	11,0	21,4	3,6
9 premiers mois	15.262	369,6	219,4	49,4	11,7	22,3	5,1
12 mois	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973 1 ^{er} mois	193	3,8	2,6	0,6	0,2	0,2	0,6
2 premiers mois	441	16,7	14,4	3,8	0,4	1,6	1,3
3 premiers mois	1.987	45,1	35,5	8,7	0,9	4,1	2,1
4 premiers mois	5.340	119,7	76,1	20,2	3,0	8,7	2,8
5 premiers mois	10.743	267,0	145,5	39,0	7,1	17,5	3,6
6 premiers mois	14.214	365,4	210,1	54,5	9,0	25,5	4,3
7 premiers mois	15.031	380,2	217,5	56,2	9,6	26,2	5,2
8 premiers mois	15.307	391,1	232,3	57,2	9,7	26,7	5,7
9 premiers mois	15.782	395,3	236,7	58,0	10,0	26,9	6,4
10 premiers mois	16.328	405,0	245,8	59,6	10,3	27,6	7,0
11 premiers mois	16.701	410,2	250,7	60,7	10,4	27,9	7,7
12 mois	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7

Notes voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)
(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1970 12 mois	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971 12 mois	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972 3 premiers mois	14	0,3	0,2	...	...	...	0,1
6 premiers mois	163	39,4	26,9	4,8	0,1	3,4	0,2
9 premiers mois	194	42,5	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
12 mois	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973 1 ^{er} mois	6	1,4	0,3	0,1	...	0,1	...
2 premiers mois	8	1,4	0,3	0,1	...	0,1	0,2
3 premiers mois	19	1,7	0,5	0,2	...	0,1	0,2
4 premiers mois	35	2,2	1,0	0,2	0,1	0,1	0,2
5 premiers mois	79	21,9	12,2	2,9	0,1	2,0	0,3
6 premiers mois	152	37,0	27,3	4,9	0,2	3,4	0,3
7 premiers mois	176	39,6	29,3	5,0	0,3	3,5	0,3
8 premiers mois	179	40,1	29,6	5,0	0,3	3,5	0,3
9 premiers mois	182	40,2	29,7	5,0	0,3	3,5	0,3
10 premiers mois	195	41,5	30,3	5,1	0,3	3,6	0,4
11 premiers mois	200	41,8	30,9	5,1	0,4	3,6	0,4
12 mois	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4

C. — Total général ⁴

1970 12 mois	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971 12 mois	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972 3 premiers mois	1.977	41,5	33,3	7,2	1,5	3,0	2,0
6 premiers mois	13.901	390,7	232,1	51,2	11,1	24,8	3,8
9 premiers mois	15.456	412,1	248,3	54,4	11,9	25,8	5,3
12 mois	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973 1 ^{er} mois	199	5,2	2,9	0,7	0,2	0,3	0,6
2 premiers mois	449	18,1	14,7	3,9	0,4	1,7	1,5
3 premiers mois	2.006	46,8	36,0	8,9	0,9	4,2	2,3
4 premiers mois	5.375	121,9	77,1	20,4	3,1	8,8	3,0
5 premiers mois	10.822	288,9	157,7	41,9	7,2	19,5	3,9
6 premiers mois	14.366	402,4	237,4	59,4	9,2	28,9	4,6
7 premiers mois	15.207	419,8	246,8	61,2	9,9	29,7	5,5
8 premiers mois	15.486	431,2	261,9	62,2	10,0	30,2	6,0
9 premiers mois	15.964	435,5	266,4	63,0	10,3	30,4	6,7
10 premiers mois	16.523	446,5	276,1	64,7	10,6	31,2	7,4
11 premiers mois	16.901	452,0	281,6	65,8	10,8	31,5	8,1
12 mois	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les

obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5) = (8) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	p 20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	p 43,3	45,5
1973	39,1	p 19,7	p 13,6	p 3,2	p 10,4	p 6,3	p 16,7	p 36,4	p 38,8

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	...	...	0,4	-0,4	...	-0,4	-0,4	-0,4
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	-1,4	...	-1,4	1,2	1,2
1972	0,5	p 0,1	2,9	0,1	2,8	...	p 2,8	p 2,9	2,9
1973	9,4	p 0,3	p ...	p 0,1	p -0,1	p ...	p -0,1	p 0,2	p 0,2

Total général

1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	p 20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	p 46,2	48,4
1973	48,5	p 20,0	p 13,6	p 3,3	p 10,3	p 6,3	p 16,6	p 36,6	p 39,0

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

(Chiffres mensuels ²)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1974 6 premiers mois	20,6	7,1	4,0	11,1	0,5	...	...	...
9 premiers mois	31,1	12,9	4,3	17,2	0,5	...	...	...
12 mois	49,4	19,3	<i>p</i> 9,3	<i>p</i> 28,6	0,7	0,2	<i>p</i> ...	<i>p</i> 0,2
1975 3 premiers mois ... <i>p</i>	6,8	3,1	0,8	3,9	...	...	...	...
6 premiers mois ... <i>p</i>	17,7	6,2	14,6	20,8	...	...	...	...
9 premiers mois ... <i>p</i>	25,2	10,3	17,6	27,9	...	...	...	...
12 mois	39,1	17,4	24,7	42,1	...	...	...	...
1976 3 premiers mois ... <i>p</i>	9,9	4,7	0,4	5,1	...	...	...	...
6 premiers mois ... <i>p</i>	20,9	9,6	2,4	12,0	1,2	...	...	...
1975 Juin	5,0	1,7	8,4	10,1	...	...	...	...
Juillet	2,9	2,1	0,8	2,9	...	...	...	...
Août	1,4	0,8	1,5	2,3	...	...	...	...
Septembre	3,2	1,2	0,7	1,9	...	...	...	...
Octobre	3,1	3,1	1,8	4,9	...	...	...	...
Novembre	3,7	1,1	0,2	1,3	...	...	...	...
Décembre	7,1	2,9	5,1	8,0	...	...	...	...
1976 Janvier	4,5	1,3	0,2	1,5	...	...	...	...
Février	2,5	1,9	...	1,9	...	...	...	...
Mars	2,9	1,5	0,2	1,7	...	...	...	...
Avril	3,5	1,2	1,5	2,7	...	...	...	...
Mai	2,7	1,4	0,4	1,8	1,2	...	...	...
Juin	4,8	2,3	0,1	2,4	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

**XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES**

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine ²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁵ (12)
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total 3 (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers	Total (10) = (5) à (9)		
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1969	2,8	...	214,5	217,3	149,3	57,0	107,3	80,4	0,9	394,9	612,2	24,0
1970	2,8	...	243,6	246,4	170,7	62,6	112,4	90,9	0,7	437,3	683,7	29,1
1971	3,7	...	279,4	283,1	184,3	71,0	120,9	100,6	1,0	477,8	760,9	38,1
1972	3,9	0,4	338,5	342,8	194,2	79,0	138,8	116,2	1,8	530,0	872,8	47,1
1973	4,1	0,4	395,6	400,1	219,9	88,4	161,5	136,2	1,9	607,9	1.008,0	52,6
1974	3,5	0,4	448,6	452,5	248,4	98,0	180,1	158,1	1,6	686,2	1.138,7	58,4
1975	2,1	0,4	524,2	526,7	278,0	110,3	201,0	183,9	1,8	775,0	1.301,7	72,9
1974 Juin ⁴	1,8	0,4	420,9	423,1	234,8	94,9	171,5	148,6	1,8	651,6	1.074,7	53,8
Septembre .	1,5	0,4	427,6	429,5	245,9	97,9	176,3	152,8	1,6	674,5	1.104,0	54,0
Décembre .	3,5	0,4	448,6	452,5	248,4	98,0	180,1	158,1	1,6	686,2	1.138,7	58,4
1975 Mars ⁴	3,1	0,4	457,5	461,0	249,9	101,6	183,7	160,9	1,1	697,2	1.158,2	63,0
Juin	1,9	0,4	475,0	477,3	259,6	104,9	187,2	167,8	1,0	720,5	1.197,8	67,3
Septembre .	1,0	0,4	487,0	488,4	266,8	107,7	192,2	173,6	1,3	741,6	1.230,0	68,2
Décembre .	2,1	0,4	524,2	526,7	278,0	110,3	201,0	183,9	1,8	775,0	1.301,7	72,9
1976 Mars	1,7	0,4	544,8	546,9	288,7	114,7	207,3	190,8	1,8	803,3	1.350,2	73,8
Juin	1,2	0,4	569,7	571,3	295,4	120,3	215,5	200,4	1,8	833,4	1.404,7	69,8
Septembre .	1,2	0,4	591,7	593,3	301,3	124,8	223,4	207,5	1,8	858,8	1.452,1	68,9

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11).

⁴ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁵ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

N. B. — Les données publiées dans ce tableau forment une nouvelle série non comparable à celle publiée avant janvier 1970 (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIX^e année, tome I, n° 1, janvier 1976).

**XVII - 7. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Noyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1969	5,9
1970	4,9
1971	5,6
1972	7,4
1973	10,1
1974	10,4
1975	9,7
1976	14,7
1974 4 ^e trimestre ..	9,9
1975 1 ^{er} trimestre ..	7,0
2 ^e trimestre ..	8,0
3 ^e trimestre ..	10,7
4 ^e trimestre ..	13,0
1976 1 ^{er} trimestre ..	13,8
2 ^e trimestre ..	15,8
3 ^e trimestre ..	14,7
4 ^e trimestre ..	14,3

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse

de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1)+(2)+(3) ou (4) + (5)+(6)+(7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ² (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1969	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1975	6,5	5,7	3,4	4,1	0,1	10,4	1,0	15,6
1976	6,8	0,8	3,6	4,4	1,2	4,6	1,0	11,2
1974 4 ^e trimestre	6,1	5,7	3,8	4,5	0,3	10,2	0,6	15,6
1975 1 ^{er} trimestre	6,9	5,3	3,3	4,1	...	10,4	1,0	15,5
2 ^e trimestre	6,9	4,9	3,7	4,4	...	10,0	1,1	15,5
3 ^e trimestre	5,8	5,0	3,5	4,1	0,5	8,9	0,8	14,3
4 ^e trimestre	6,5	7,5	3,2	4,0	...	12,1	1,1	17,2
1976 1 ^{er} trimestre	6,2	1,5	3,7	4,1	0,4	5,9	1,0	11,4
2 ^e trimestre	7,7	0,3	3,9	4,5	0,2	6,5	0,7	11,9
3 ^e trimestre	6,9	0,1	3,2	4,1	3,6	1,8	0,7	10,2
4 ^e trimestre	6,3	1,3	3,6	4,9	0,6	4,2	1,5	11,2
1976 Février	6,5	0,5	4,4	3,6	0,5	6,3	1,0	11,4
Mars	4,7	0,5	2,8	5,2	0,5	1,4	0,9	8,0
Avril	7,5	...	3,6	4,4	0,1	6,3	0,3	11,1
Mai	10,0	...	4,8	3,4	0,4	10,4	0,6	14,8
Juin	5,3	1,0	3,5	5,6	...	2,9	1,3	9,8
Juillet	6,4	0,2	2,7	4,4	0,2	3,6	1,1	9,3
Août	3,6	...	3,6	5,2	0,1	1,1	0,8	7,2
Septembre	10,7	...	3,4	2,4	10,8	0,6	0,3	14,1
Octobre	3,9	...	3,8	5,1	1,9	0,2	0,5	7,7
Novembre	6,8	0,7	2,9	3,9	0,2	4,6	1,7	10,4
Décembre	8,3	3,1	4,1	5,5	...	7,9	2,1	15,5
1977 Janvier	8,8	0,1	3,5	3,9	0,1	7,7	0,7	12,4
Février	4,2	2,3	4,2	6,2	0,1	3,4	1,0	10,7

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,7	171,6
1973	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1975	167,1	8,8	38,0	10,5	224,4
1974 3 ^e trimestre	161,7	4,1	26,0	27,3	219,1
4 ^e trimestre	153,5	11,8	29,0	24,7	219,0
1975 1 ^{er} trimestre	156,8	7,5	47,0	11,3	222,6
2 ^e trimestre	165,3	5,6	43,0	10,1	224,0
3 ^e trimestre	175,4	9,2	30,1	7,9	222,6
4 ^e trimestre	170,8	12,8	31,8	12,8	228,2
1976 1 ^{er} trimestre	179,9	7,7	39,3	22,7	249,6
2 ^e trimestre	178,1	5,7	37,0	33,4	254,2
3 ^e trimestre	188,8	1,5	29,5	43,6	263,4

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Fin de période (plafonds ou mois (quotas))	Plafonds de réescompte									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux normal (7)	
	Plafonds calculés selon la formule générale : pourcentages appliqués aux moyens d'action retenus 1 (1)	Ensemble des plafonds (2)		Encours imputés			Marges disponibles (6) = (2) - (5)				
				Effets visés 2 (3)	Effets non visés réescomptés 3 (4)	Total (5) = (3) + (4)					
		(milliards de francs)									
1969	12,00	44,0		29,7	4,2	33,9	10,1			—	
1970	9,00	38,0		20,7	6,2	26,9	11,1			—	
1971	9,00	43,9		19,0	9,4	28,4	15,5			—	
1972	8,00	46,2		20,4	14,6	35,0	11,2			—	
1973	5,50	37,8		14,4	18,0	32,4	5,4			—	
		Sous-plafond A 4 (2a)	Sous-plafond B 4 (2b)	Total (2) = (2a) + (2b)	Sous-plafond A 4 (3)	Sous-plafond B 4 (4)	Total (5) = (3) + (4)	Sous-plafond A 4 (6a)	Sous-plafond B 4 (6b)	Total (6) = (6a) + (6b) = (2) - (5)	
1974 Septembre	4,00	15,4	15,4	30,8	14,0	11,6	25,6	1,4	3,8	5,2	19,5
Décembre	4,00	15,7	15,7	31,4	13,9	12,4	26,3	1,8	3,3	5,1	20,7
1975 Mars	4,25	24,1 ⁵	10,3 ⁵	34,4 ⁵	14,8 ⁵	6,3 ⁵	21,1 ⁵	9,3 ⁵	4,0 ⁵	13,3 ⁵	21,2
Juin	4,75	—	—	39,0	—	—	13,6	—	—	25,4	25,1
Septembre	5,25	—	—	43,1	—	—	18,3	—	—	24,8	25,7
Décembre	5,25	—	—	49,5	—	—	29,1	—	—	20,4	25,7
1976 Février	5,25	25,7 ⁶	25,7 ⁶	51,4 ⁶	24,7 ⁶	11,5 ⁶	36,2 ⁶	1,0 ⁶	14,2 ⁶	15,2 ⁶	25,7
Mars	4,75	23,6	23,6	47,2	21,9	20,3	42,2	1,7	3,3	5,0	25,7
Avril	4,75	23,6	23,6	47,2	20,5	20,1	40,6	3,1	3,5	6,6	25,7
Mai	4,75	25,2	25,2	50,4	21,0	14,9	35,9	4,2	10,3	14,5	27,2
Juin	4,75	—	—	50,4	—	—	36,4	—	—	14,0	27,2
Juillet	4,25	22,9 ⁷	22,9 ⁷	45,8 ⁷	22,0 ⁷	19,2 ⁷	41,2 ⁷	0,9 ⁷	3,7 ⁷	4,6 ⁷	27,2
Août	4,25	23,0	23,0	46,0	22,0	20,9	42,9	1,0	2,1	3,1	27,2
Septembre	4,25	23,0	23,0	46,0	19,8	19,6	39,4	3,2	3,4	6,6	27,2
Octobre	4,25	23,0 ⁸	23,0 ⁸	46,0 ⁸	22,0 ⁸	20,9 ⁸	42,9 ⁸	1,0 ⁸	2,1 ⁸	3,1 ⁸	27,2
Novembre	4,25	24,4	24,4	48,8	20,6	13,4	34,0	3,8	11,0	14,8	28,9
Décembre	4,675	—	—	53,8	—	—	40,8	—	—	13,0	28,9
1977 Janvier	5,1425	—	—	59,2	—	—	32,8	—	—	26,4	28,9
Février	5,25	—	—	59,9	—	—	38,4	—	—	21,5	28,9

1 Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

2 Cette rubrique comprend :

a) jusqu'au 30 mars 1970, les effets visés réescomptés ou non ayant moins de deux ans à courir (y compris les effets Creditexport);
 b) du 31 mars 1970 au 31 mars 1974, les effets visés Creditexport réescomptés ou non ayant un an au plus à courir et les autres effets visés réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir;
 c) à partir du 1er avril 1974 les effets visés ou certifiés Creditexport ayant un an au plus à courir non nourris par le Pool et les autres effets visés, réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir.

3 Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G. (à partir du 1er avril 1974 à l'exclusion des effets certifiés Creditexport).

4 a) du 8 juillet 1974 au 31 janvier 1975, du 12 février au 16 juin et du 23 juillet au 19 décembre 1976, le plafond de chaque banque était utilisable :
 — par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la B.N.B. aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus

de 120 jours à courir (sous-plafond A);

— par moitié pour le réescompte effectif auprès de l'I.R.G. et aux taux fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Credit-export » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

b) du 1er février au 31 mars 1975, le plafond de chaque banque était utilisable à concurrence de 70 p.c. pour le sous-plafond A et de 30 p.c. pour le sous-plafond B.

c) du 1er avril 1975 au 11 février 1976, du 17 juin au 22 juillet 1976 et à partir du 20 décembre 1976, la répartition en sous-plafonds A et B ayant été supprimée, chaque banque a disposé d'un plafond unique utilisable pour le réescompte :

— soit directement à la B.N.B., d'effets des types définis sous a) et n'ayant pas plus de 120 jours à courir;
 — soit auprès de l'I.R.G. pour les effets de même nature et pour le papier « Creditexport » dont la durée ne dépasse pas un an.

5 Situation au 28 mars 1975.

6 Situation au 27 février 1976.

7 Situation au 30 juillet 1976.

8 Situation au 29 octobre 1976.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970 — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger » — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVI^e année, tome I, no 1,

janvier 1971 « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique » — XLIX^e année, tome I, no 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances » — Le même, tome I, no 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, no 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, no 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». LI^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte		Avances en compte courant et prêts sur			Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit ⁷	
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées ¹ ou certifiées ² représentatives d'opérations de commerce extérieur	Autres traites et promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 130 jours ³	Certificats de trésorerie émis à plus de 130 jours et à maximum 874 jours ³	autres effets publics ⁴	Dates des changements	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1969	7,50	9,50	9,00	9,25	9,50	1974 8 juillet	13,25
						15 juillet	14,00
1970 22 octobre	7,00	9,00	8,50	8,75	9,00	16 juillet	13,75
10 décembre	6,50	8,50	8,00	8,25	8,50	17 juillet	13,50
						23 juillet	13,00
1971 25 mars	6,00	7,50	7,00	7,25	7,50	14 août	13,25
23 septembre ...	5,50	7,00	6,50	6,75	7,00	19 août	13,00
						22 août	12,75
1972 6 janvier	5,00	6,50	6,00	6,25	6,50	3 septembre ...	12,50
3 février	4,50	6,00	5,50	5,75	6,00	6 septembre ...	12,00
						18 septembre ...	11,75
2 mars	4,00	5,00		5,00		10 octobre	11,50
23 novembre	4,50	5,50		5,50		21 octobre	11,25
21 décembre	5,00	6,00		6,00		29 octobre	11,00
						30 octobre	10,75
1973 10 mai	5,50	7,00		7,00		4 novembre ...	10,50
5 juillet	6,00	7,50		7,50		5 novembre ...	10,25
2 août	6,50	8,00		8,00			
4 octobre	7,00	8,50		8,50		1975 10 janvier	10,00
29 novembre	7,75	8,50		8,50		13 janvier	9,75
						30 janvier	9,25
1974 1 ^{er} février	8,75	9,50		9,50		13 mars	8,25
						15 avril	8,00
						25 avril	7,75
						16 mai	7,50
8 juillet	8,75	9,50		9,50		29 mai	7,00
						17 juin	6,75
1975 30 janvier	8,25	9,00		9,00		9 juillet	7,00
13 mars	7,50	8,00		8,00		21 août	6,50
24 avril	7,00	7,50		7,50			
29 mai	6,50	6,50		6,50		1976 30 janvier	7,50
21 août	6,00	6,00		6,00		11 février	8,00
						24 février	7,50
1976 18 mars	7,00	7,00		7,00		15 mars	8,00
23 juillet	8,00	8,00		8,00		17 mars	9,00
13 août	9,00	9,00		9,00		19 mars	10,00
1 ^{er} octobre	9,00	9,00		12,50		21 avril	9,00
20 octobre	9,00	9,00		12,00		19 mai	8,00
18 novembre	9,00	9,00		11,00		23 juillet	9,50
9 décembre	9,00	9,00		10,00		30 juillet	10,50
						13 août	11,50
1977 6 janvier	8,00	8,00		8,00		27 août	13,00
17 février	7,00	7,00		7,00		6 septembre ...	13,50
						1 ^{er} octobre	15,00
						20 octobre	14,00
						26 octobre	13,00
						2 novembre ...	12,00
						9 décembre	11,00
						17 décembre	10,50
						1977 6 janvier	8,50
						17 février	7,25

¹ Le visa a été supprimé le 1^{er} avril 1974.

² La procédure de certification a débuté le 1^{er} juin 1970.

³ Quotité maximum : 95 p.c.

⁴ Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

Quotité maximum : 80 p.c.

⁵ Du 1^{er} juillet 1974 au 31 mars 1975, du 12 février au 16 juin 1976, et

du 23 juillet au 19 décembre 1976, pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A (cf. tableau XVIII-3).

⁶ Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la Banque leur a attribué.

⁷ Taux existant depuis le 8 juillet 1974.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

Moyennes 1	
1969	5,40
1970	6,25
1971	3,70
1972	2,48
1973	4,81
1974	9,25
1975	4,63
1976	8,38
1974 4 ^e trimestre	9,25
1975 1 ^{er} trimestre	5,15
2 ^e trimestre	4,55
3 ^e trimestre	4,79
4 ^e trimestre	4,11
1976 1 ^{er} trimestre	5,48
2 ^e trimestre	7,10
3 ^e trimestre	10,41
4 ^e trimestre	10,15
1976 Février	5,41
Mars	7,56
Avril	7,74
Mai	6,52
Juin	7,16
Juillet	7,14
Août	10,28
Septembre	12,18
Octobre	15,52
Novembre	8,86
Décembre	7,37
1977 Janvier	6,14
Février	6,69

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 6		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44				
1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1970	6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1971	4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1970 8 déc.	7,45	*	7,75
1972	3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15
1973	7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85
1974	10,00	10,25	10,50	11,00	10,85	1973 11 déc.	*	*	8,10
1975	5,55	5,80	6,05	6,20	7,14	1974 11 juin	*	*	*
1976	10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	10 sept.	12,00	11,75	9,00
1974 4 ^e trim.	10,00	10,25	10,50	11,00	11,60	10 déc.	*	*	*
1975 1 ^{er} trim.	6,90	7,15	7,30	7,40	9,46	1975 11 mars	8,00	*	*
2 ^e trim.	5,25	5,50	6,00	6,25	7,03	10 juin	6,50	6,75	*
3 ^e trim.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,32	9 sept.	6,75	7,00	*
4 ^e trim.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	9 déc.	6,75	*	*
1976 1 ^{er} trim.	9,00	9,00	9,00	9,25	6,87	1976 10 févr.	7,10	*	*
2 ^e trim.	8,50	8,75	9,00	9,50	9,80	9 mars	7,10	*	*
3 ^e trim.	13,00	13,00	13,00	13,25	10,91	13 avril	*	*	*
4 ^e trim.	10,00	10,00	10,00	10,50	12,69	11 mai	*	*	*
1976 Févr. ...	6,00	6,20	6,40	6,55	6,54	8 juin	10,00	*	*
Mars ...	9,00	9,00	9,00	9,25	7,62	13 juill.	9,75	*	*
Avril ...	9,25	9,25	9,25	9,50	9,44	10 août	10,50	*	*
Mai ...	9,00	9,25	9,50	10,00	10,00	14 sept.	*	*	*
Juin ...	8,50	8,75	9,00	9,50	9,84	12 oct.	10,50	*	*
Juillet ...	10,00	10,00	10,00	9,50	9,50	9 nov.	12,50	*	*
Août ...	11,00	11,25	11,50	11,75	11,62	14 déc.	10,75	*	10,50
Sept. ...	13,00	13,00	13,00	13,25	13,15	1977 11 janv.	9,00	*	*
Oct. ...	13,50	13,50	13,50	13,75	13,74	8 févr.	8,75	9,00	9,25
Nov. ...	11,00	11,25	11,50	11,50	12,64				
Déc. ...	10,00	10,00	10,00	10,50	10,88				
1977 Janv. ...	8,00	8,00	8,25	9,00	9,36				
Févr. ...	7,00	7,25	7,50	7,75	8,28				

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles).

2 Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3238).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes par des institutions du secteur public, des banques et des caisses d'épargne privées. Ces deux

types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

5 Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

6 Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1971	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75	5,50
1972 15 janvier	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50	5,40
13 mars	0,50	0,75	1,75	2,75	3,75	5,00
1 ^{er} décembre	0,50	1,00	2,00	3,00	4,00	5,00
1973 15 janvier	0,50	1,35	2,40	3,50	4,50	5,25
4 juin	0,50	1,75	2,90	4,00	5,00	5,50
16 août	0,50	2,75	3,90	5,00	5,75	6,25
15 décembre	0,50	3,50	4,65	5,75	6,40	6,75
1974 6 février	0,50	4,00	5,15	6,25	6,90	7,25
8 avril	0,50	4,50	5,65	6,75	7,15	7,25
20 mai	0,50	4,50	5,65	6,75	7,40	8,00
1 ^{er} juillet	0,50	5,00	6,00	7,00	7,50	8,00
15 septembre	0,50	5,25	6,25	7,25	7,75	8,25
12 novembre	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 ^{er} avril	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75
10 octobre	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25
23 août	0,50	3,75	4,75	5,90	6,25	7,25
20 septembre	0,50	4,75	5,75	6,75	7,00	7,25
1977 17 janvier	0,50	4,25	5,25	6,50	6,75	7,25

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements

et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Période	1 ^{re} tranche 1		2 ^e tranche 2	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1 ^{er} janvier au 15 mars 1972	3,50	0,75	2,50	0,75
16 mars 1972 au 31 mai 1973	3,25	0,75	2,25	0,75
1 ^{er} juin au 31 août 1973	3,50	0,75	2,50	0,75
1 ^{er} septembre au 31 décembre 1973	4,00	0,75	3,00	0,75
1 ^{er} janvier au 15 février 1974	4,25	0,75	3,25	0,75
16 février au 31 mai 1974	4,50	0,75	3,50	0,75
1 ^{er} juin au 15 septembre 1974	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre au 31 décembre 1974 ⁴	4,75	1,50	3,75	1,50
1 ^{er} janvier au 15 mars 1975	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars au 30 avril 1975	4,75	1,25	3,75	1,25
1 ^{er} mai au 15 juin 1975	4,50	1,25	3,50	1,25
A partir du 16 juin 1975	4,25	1,25	3,25	1,25

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.
² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.
³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ Une « prime d'encouragement 1974 » au taux de 1 p.c. l'an est attribuée, prorata temporis pour la période du 16 septembre au 31 décembre 1974, sur l'accroissement moyen pondéré de l'avoir en compte par rapport au solde existant à la date du 15 septembre 1974.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1969	6,61	6,62	6,65	6,71	7,69	6,69
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1971	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1976	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1974 Octobre	9,06	9,55	9,12	9,65	11,95	9,32
1975 Janvier	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
Avril	8,16	8,64	8,71	8,86	9,94	8,69
Juillet	7,75	7,73	8,07	8,17	9,57	8,05
Octobre	8,28	8,39	8,50	8,61	10,38	8,53
1976 Janvier	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
Février	8,38	8,43	8,80	8,96	10,32	8,75
Mars	8,42	8,80	8,96	9,03	10,57	8,91
Avril	8,34	8,89	9,00	9,01	11,21	8,94
Mai	8,52	9,13	9,19	9,28	11,47	9,15
Juin	9,32	9,25	9,35	9,52	11,77	9,39
Juillet	8,97	9,16	8,94	9,41	11,65	9,10
Août	9,00	8,93	8,81	9,00	11,57	8,93
Septembre	9,43	9,21	9,21	9,41	11,98	9,32
Octobre	9,31	9,25	9,11	9,36	11,99	9,24
Novembre	9,43	9,35	9,17	9,50	12,07	9,34
Décembre	9,45	9,40	9,30	9,61	11,88	9,42
1977 Janvier	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
Février	9,12	9,10	9,24	9,50	11,14	9,29

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement,

intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égale cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1968	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre ..	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre ..	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ..	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ...	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier ...	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre ..	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ..	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février ...	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre ..	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février ...	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier ...	7,00	100,00	7,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	99,00	9,11
20 avril	7,25	100,00	7,25	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursés au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956 : « Statistique des

rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	Allemagne 1		Etats-Unis 2		France		Royaume-Uni 3		Italie 4		Pays-Bas 5		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1973 .		7,00		7,50		11,00		13,00		9,50		8,00		7,25		4,50
1974 Janvier ...							4	12,75							21	5,50
Février ...							1	12,50								
Mars									20	12,00						
Avril							5	12,25								
Avril			25	8,00			11	12,00					15	8,25		
Mai							24	11,75					13	8,75		
Juin					20	13,00										
Juillet							20	11,50					24	9,25		
Septembre ..																
Octobre ..	25	6,50									28	7,00				
Novembre ..													18	8,75		
Décembre ..	20	6,00	9	7,75					27	11,00						
1975 Janvier ...			10	7,25	9	12,00	17	11,25						13	8,25	
Janvier ...							24	11,00								
Février ...	7	5,50	5	6,75			7	10,75								
Février ...					27	11,00	14	10,50								
Mars	7	5,00	10	6,25			7	10,25			7	6,00			3	5,00
Mars							21	10,00								
Avril					10	10,00	18	9,75								
Mai	23	4,50	16	6,00			2	10,00	28	10,00					20	4,50
Juin					5	9,50										
Juillet							25	11,00								
Août	15	4,00									15	5,50			25	4,00
Septembre ..	12	3,50			4	8,00			15	9,00	15	4,50	3	9,00	29	3,50
Octobre ..							3	12,00							29	3,00
Novembre ..							14	11,75								
Novembre ..							28	11,50								
Décembre ..							24	11,25								
1976 Janvier ...			19	5,50			2	11,00							13	2,50
Janvier ...							16	10,75								
Janvier ...							23	10,50								
Janvier ...							30	10,00								
Février ...							6	9,50	2	10,00	2	4,00				
Février ...							27	9,25	25	11,00						
Mars							5	9,00	18	15,00			8	9,50		
Avril							23	10,50								
Mai							21	11,50								
Juin											1	4,50			8	2,00
Juin											18	5,00				
Juillet					22	9,50										
Août											2	5,50				
Août											16	6,50				
Août											20	7,00				
Septembre ..					23	10,50	10	13,00								
Octobre ...							7	15,00	4	18,00						
Novembre ..			22	5,25			19	14,75			29	6,00	22	9,00		
Décembre ..							17	14,50					22	8,50		
Décembre ..							24	14,25								
1977 Janvier ...							7	14,00			7	5,00 ⁶				
Janvier ...							21	13,25								
Janvier ...							28	12,25								
Février ...							3	12,00					1	8,00		

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

¹ Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au rachat à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Jusqu'au 2 février 1977, taux minimum de prêt, basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

⁴ Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au rachat pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

⁵ La Nederlandsche Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée.

⁶ I.e. taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 6,00 p.c.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 6 novembre	1976 4 novembre	1975 4 décembre	1976 9 décembre
ACTIF						
Or et créances sur l'étranger	42.896	100.098	102.237	88.997	104.726	88.890
Or	35.230	63.168	69.183	60.327	69.183	60.328
Disponibilités à vue à l'étranger		31.898	25.646	19.095	27.807	18.877
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ^{1 2}		7.324	4.856	7.250	9.533	7.578	9.643
Annuités de prêt de la B.I.R.D.	342	176	158	42	158	42
Créances sur le Trésor	6.944	10.697	21.083	19.356	18.061	21.843
Monnaies divisionnaires	110	71	142	243	70	211
Comptes courants postaux	134	43	106	307	241	176
Concours au Trésor Public ^{3 4}	6.700	9.650	19.974	17.679	16.882	20.281
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ⁵	—	933	861	1.127	868	1.175
Créances provenant d'opérations de refinancement	111.710	68.745	47.566	69.032	46.270	65.343
Effets escomptés ⁶	14.032	18.262	17.474	24.553	17.884	25.282
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁶	81.785	38.035	24.053	35.161	22.044	32.365
Avances sur titres	58	40	47	43	51	42
Effets en cours de recouvrement	15.835	12.408	5.992	9.275	6.291	7.654
Divers	2.600	3.304	3.142	2.862	2.991	2.964
Total ...	164.150	182.844	174.028	180.247	172.048	179.040

PASSIF

Billets en circulation	96.955	106.742	104.351	113.887	103.992	112.994
Comptes créditeurs extérieurs	5.270	6.814	6.732	7.234	6.414	7.497
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	1.195	922	1.321	569	1.003	832
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	2.694	2.540	2.411	2.634	2.411	2.634
Dépôts en devises des banques et institutions étrangères	1.381	3.352	3.000	4.031	3.000	4.031
Compte courant du Trésor public	3.022	4.719	1	1	1	1
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	47.720	12.767	7.414	11.377	5.245	11.566
Compte courant des établissements astreints à la constitution de réserves	44.801	10.175	5.642	9.354	3.624	9.374
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	2.919	2.592	1.772	2.023	1.621	2.192
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	—	43.553	49.568	40.664	49.568	40.664
Capital et fonds de réserve	1.021	1.243	1.243	1.368	1.243	1.368
Divers	10.162	7.006	4.719	5.716	5.585	4.950
Total ...	164.150	182.844	174.028	180.247	172.048	179.040

¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

² Concours au Fonds Monétaire

Acquisition de droits de tirage spéciaux

Autres opérations

³ Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.

⁴ Montant maximum des concours au Trésor public : 21,35 milliards de F, dont 11,35 milliards de F non rémunérés.

⁵ Loi du 27 décembre 1974.

⁶ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :

Effets publics	2.682	20.828	11.519	29.029	18.590	25.705
Obligations	21	15	17	14	15	14
Bons à moyen terme	5.097	699	717	1.787	644	1.392
Crédits à moyen terme	24.957	22.208	22.231	28.882	21.994	29.421
— Prêts spéciaux à la construction	90	26	26	69	25	69
— Crédits à l'exportation	14.033	18.262	17.474	24.553	17.884	25.282
— Autres crédits	10.834	3.920	4.731	4.260	4.085	4.070
Crédits à court terme	69.120	18.047	7.043	2	3.685	1.055
— Crédits à l'exportation	11.401	4.005	2.375	—	1.682	959
— Autres crédits	51.719	9.042	4.668	2	2.003	96

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1972 February 28	1973 February 28	1974 February 28	1975 February 28	1975 November 5	1976 November 10	1975 December 10	1976 December 8
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	---------------------	---------------------	--------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.217	3.486	3.513	4.625	5.237	5.961	5.419	5.941
Other Securities	497	703	1.076	739	652	678	720	923
Total ...	3.725	4.200	4.600	5.375	5.900	6.650	6.150	6.875

Notes Issued :

In Circulation	3.698	4.187	4.573	5.355	5.861	6.646	6.138	6.858
In Banking Department	27	13	27	20	39	4	12	17
Total ...	3.725	4.200	4.600	5.375	5.900	6.650	6.150	6.875

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	419	1.096	1.645	949	1.257	2.062	1.406	1.905
Advances and Other Accounts	27	37	155	452	254	386	264	640
Premises, Equipment and Other Securities	94	88	188	200	85	84	84	85
Notes	27	14	27	20	39	4	12	17
Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	567	1.235	2.015	1.621	1.635	2.536	1.766	2.647

Capital	15	14	15	15	15	15	15	15
Public Deposits	56	60	82	64	20	20	20	17
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	714	1.368	936	977	1.764	989	1.806
Bankers Deposits	199	177	250	217	271	304	322	325
Reserves and Other Accounts	297	270	300	389	352	433	420	484
Total ...	567	1.235	2.015	1.621	1.635	2.536	1.766	2.647

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1972 December 31	1973 December 31	1974 December 31	1975 December 31	1975 November 5	1976 November 10	1975 December 10	1976 December 8
ASSETS								
Gold certificate account	10.303	11.460	11.652	11.599	11.599	11.598	11.599	11.598
Special Drawing Rights certificate account	400	400	400	500	500	1.200	500	1.200
Cash	313	271	240	347	384	361	363	356
Discounts and advances	1.981	1.258	298	229	52	137	33	24
Acceptances :								
Bought outright	70	68	579	741	747	198	724	189
Held under repurchase agreement	36	...	420	385	229	248	...	...
Federal agency obligations :								
Bought outright	1.311	1.937	4.702	6.072	6.072	6.757	6.072	6.833
Held under repurchase agreement	13	42	511	118	40	34	...	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	29.664	36.897	36.765	37.207	30.446	36.668	33.473	37.944
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes	36.681	38.412	40.009	43.989	43.400	46.897	43.765	47.089
Bonds	3.463	3.149	3.284	5.521	5.104	6.506	5.448	6.579
Total bought outright ...	69.808	78.458	80.058	86.717	78.950	90.071	82.686	91.612
Held under repurchase agreement	98	58	443	1.217	614	2.702	...	...
Total U.S. Government securities ...	69.906	78.516	80.501	87.934	79.564	92.773	82.686	91.612
Total loans and securities	73.317	81.821	87.011	95.479	86.704	100.147	89.515	98.658
Cash items in process of collection	9.172	7.954	8.312	9.210	8.108	7.734	8.305	8.670
Bank premises	194	223	263	319	313	360	319	366
Operating equipment	—	—	—	13	11	26	12	27
Other assets	1.066	929	2.932	2.980	3.399	3.457	3.971	2.930
Total assets ...	94.765	103.058	110.810	120.447	111.018	124.833	114.584	123.805
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	58.757	64.262	70.916	77.159	73.895	82.149	76.509	83.615
Deposits :								
Member bank reserves	25.647	27.060	25.825	26.097	24.701	27.035	26.894	27.787
U.S. Treasurer - general account	1.855	2.542	3.113	7.285	3.066	6.472	1.032	3.011
Foreign	325	251	418	353	355	199	238	292
Other	840	1.419	1.275	1.090	692	933	1.846	970
Total deposits :	28.667	31.272	30.631	34.825	28.814	34.639	30.010	32.060
Deferred availability cash items	5.198	4.855	6.328	5.495	5.246	4.938	4.972	5.107
Other liabilities and accrued dividends ...	557	981	1.141	1.110	1.145	1.038	1.075	942
Total liabilities ...	93.179	101.370	109.016	118.589	109.100	122.764	112.566	121.722
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	793	844	897	929	918	973	922	974
Surplus	793	844	897	929	897	929	897	929
Other capital accounts .....	...	...	...	...	103	217	199	180
Total liabilities and capital accounts ...	94.765	103.058	110.810	120.447	111.018	124.833	114.584	123.805
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	179	581	981	...	...	...	...	...

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1972 31 december	1973 31 december	1974 31 december	1975 31 december	1975 10 november	1976 8 november	1975 8 december	1976 6 december
ACTIVA								
Goud	6.829	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	4.557	9.339	8.782	9.160	9.320	7.844	9.229	8.302
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	1	...	...	1
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F. Reservepositie in het I.M.F.	2.352	1.595	1.630	1.638	1.623	1.547	1.637	1.529
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	171	134	62	456	306	52	335	62
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	673	1.256	1.258	1.812	713	3.132	1.261	1.877
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	37	19	13	12	16	17	12	14
Belegging van kapitaal en reserves	382	424	462	515	515	599	515	599
Gebouwen en inventaris	195	195	235	235	235	260	235	260
Diverse rekeningen	104	140	870	82	85	710	84	827
Totaal ...	15.300	20.989	21.643	23.109	21.719	23.637	22.228	22.932

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	11.251	11.873	12.827	14.560	13.945	15.421	14.185	15.627
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.944	3.757	4.971	3.964	3.535	4.632	3.559	3.677
's Rijks schatkist	1.858	3.694	4.890	3.828	3.468	4.501	3.472	3.612
Banken in Nederland	47	26	34	99	12	4	12	19
Andere ingezetenen	39	37	47	37	55	37	75	46
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	358	388	159	184	149	86	149	92
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	224	282	84	93	97	31	102	33
Andere niet-ingezetenen	134	106	75	91	52	55	47	59
's Rijks schatkist, bijzondere rekening u.h.v. overdracht I.M.F.-positie	—	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400
Krediet aan het I.M.F. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	52	1.574	1	5	6	34	7	29
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	856	793	793	744	737	689	744	680
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	404	404	442	495	495	579	495	579
Diverse rekeningen	415	780	1.030	1.737	1.432	776	1.669	828
Totaal ...	15.300	20.989	21.643	23.109	21.719	23.637	22.228	22.932

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten

14	14	13	13	13	13	13	13
----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1972 31. Dez.	1973 31. Dez.	1974 31. Dez.	1975 31. Dez.	1975 7. Nov.	1976 7. Nov.	1975 7. Dezember	1976 7. Dezember
AKTIVA								
Währungsreserven	72.908	88.179	71.805	74.614	71.303	85.360	70.346	82.308
Gold	13.971	14.001	14.002	14.002	14.002	14.002	14.002	14.002
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechte	6.712	8.354	8.055	9.309	8.921	11.786	8.895	11.822
Devisen und Sorten	52.225	65.824	49.748	51.303	48.381	59.572	47.449	56.484
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	4.480	4.279	11.636	11.804	11.083	12.901	11.083	13.467
Kredite an inländische Kreditinstitute ...	20.178	11.216	15.516	8.521	5.731	11.370	6.223	21.644
Inlandswechsel	17.847	10.435	12.305	5.910	4.703	10.397	5.165	13.067
Im Offenmarktgeschäft angekaufte In- landswechsel mit Rücknahmeverein- barung .....	...	...	...	...	457	...	298	...
Auslandswechsel	1.185	460	877	903	558	955	746	1.131
Lombardforderungen	1.146	321	2.334	1.708	13	18	14	7.446
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	9.123	11.535	9.915	9.044	8.683	8.701	8.816	8.701
Kassenkredite (Buchkredite)	440	2.852	1.232	361	...	18	133	18
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Kredite an Bundesbahn und Bundespost Kassenkredite (Buchkredite)	318	300	...	...	...	...	...	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	318	300	...	...	...	...	...	...
Wertpapiere	53	25	469	7.953	7.957	3.060	7.962	1.353
Deutsche Scheidemünzen	344	584	423	946	1.067	755	978	705
Postcheckguthaben	525	466	647	358	179	196	205	253
Sonstige Aktiva	4.686	4.882	7.115	8.139	4.212	4.729	4.411	5.253
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und -ver- bindlichkeiten — Bilanzverlust	3.101	10.279	14.004	8.931	8.931	—	8.931	—
Ingesamt ...	115.716	131.745	131.530	130.310	119.146	127.072	118.955	133.684
PASSIVA								
Banknotenumlauf	44.504	46.247	50.273	55.143	51.951	56.964	57.419	60.511
Einlagen von Kreditinstituten	46.388	51.913	46.504	44.591	37.421	47.572	37.848	51.624
auf Girokonten	46.364	51.892	46.483	44.563	37.401	47.539	37.826	51.589
sonstige	24	21	21	28	20	33	22	35
Einlagen von öffentlichen Haushalten ...	7.083	11.298	11.742	8.256	15.001	5.920	9.924	3.696
Bund	97	204	139	2.291	6.267	1.404	2.658	480
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	197	174	163	358	454	261	371	275
Länder	2.543	2.403	643	2.106	4.213	3.766	2.849	2.698
Andere öffentliche Einleger	58	51	44	46	33	29	35	33
Sondereinlagen	4.188	8.466	10.753	3.455	4.034	460	4.011	210
Einlagen von anderen inländischen Einle- gern	3.214	2.932	2.739	2.502	2.107	1.954	887	2.931
Bundesbahn	5	16	5	5	3	3	5	3
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postsparkassenämter)	2.703	2.455	2.227	1.962	1.683	1.389	484	2.370
Sonstige Einleger	506	461	507	535	421	562	398	558
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot ...	1.336	244	127	256	230	696	287	155
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft	916	918	1.284	840	727	711	776	903
Einlagen ausländischer Einleger	898	735	1.268	828	680	670	771	735
Verbindlichkeiten gegenüber dem Euro- päischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit .....	...	...	...	...	...	...	...	43
Sonstige	18	183	16	12	47	41	5	125
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonder- ziehungsrechte	1.855	1.747	1.600	1.665	1.600	1.665	1.600	1.665
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobili- sierungs- und Liquiditätspapieren	4.465	9.860	8.867	4.173	4.701	5.354	4.610	5.870
Rückstellungen	1.296	1.296	1.485	1.670	1.670	1.835	1.670	1.835
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	929	929	929	929	1.100	929	1.100
Sonstige Passiva	3.289	4.071	5.690	9.995	2.519	3.011	2.715	3.104
Ingesamt ...	115.716	131.745	131.530	130.310	119.146	127.072	118.955	133.684

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 7 novembre	1976 5 novembre	1975 5 décembre	1976 7 décembre
ACTIF								
Encaisse or	11.880	11.893	11.893	11.893	11.893	11.904	11.893	11.904
Devises	12.323	12.520	11.571	14.706	9.747	13.310	10.800	15.743
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	4.278	4.613	5.403	5.403	5.403	5.403	5.403	5.313
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	784	898	2.210	1.712	226	231	247	303
Bons du Trésor de la Confédération ...	152	200	484	227	...	...	...	...
Avances sur nantissement	419	558	700	200	6	33	15	35
Titres :								
pouvant servir de couverture .....	—	—	...	...	...	...	...	...
autres	—	—	92	3	...	62	...	62
Correspondants en Suisse	142	282	167	136	10	52	44	44
Correspondants à l'étranger	27	—	—	—	—	—	—	—
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	1.244	1.243	622	622	622	622	622	622
Autres postes de l'actif	89	66	94	64	98	92	101	94
Total ...	31.338	32.273	33.236	34.966	28.005	31.759	29.125	34.120

PASSIF

Fonds propres	64	65	66	67	67	68	67	68
Billets en circulation	16.635	18.296	19.436	19.128	17.338	17.897	18.310	18.813
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	9.313	8.235	9.505	11.479	5.641	5.442	6.142	7.159
Autres engagements à vue	1.708	801	862	1.817	1.424	4.024	1.003	3.673
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse	1.449	1.600	...	...	...	...	...	...
les engagements envers l'étranger	530	1.272	348	165	172	193	170	226
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	73	121	247	380	915	1.580	915	1.580
Comptes spéciaux	2	83	986	...	5	...	...	...
Comptes de stérilisation de l'adminis- tration fédérale	—	26	—	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	1.514	1.774	1.786	1.930	2.443	2.555	2.518	2.601
Total ...	31.338	32.273	33.236	34.966	28.005	31.759	29.125	34.120

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 31 octobre	1976 31 octobre	1975 30 novembre	1976 30 novembre
I. Or	4.136	3.917	3.972	3.998	3.957	3.885
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	143	83	58	55	54	48
III. Bons du Trésor	515	363	438	95	361	97
IV. Dépôts à terme et avances	30.034	32.432	31.317	34.150	31.208	35.119
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	2	76	69	62	76	45
b) à plus de 3 mois	69	...	...	35	...	35
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	22.578	25.291	23.520	26.436	23.844	26.662
b) à plus de 3 mois	7.385	7.065	7.728	7.617	7.288	8.377
V. Titres à terme	8.253	5.761	4.484	3.670	4.663	4.806
a) à 3 mois au maximum	7.838	4.991	3.918	3.379	4.005	4.327
b) à plus de 3 mois	415	770	566	291	658	479
VI. Divers	80	159	200	230	206	59
<i>Total de l'actif</i> ...	43.161	42.715	40.469	42.198	40.449	44.014

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 31 octobre	1976 31 octobre	1975 30 novembre	1976 30 novembre
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	301	301	301	301	301	301
II. Réserves	666	821	821	952	821	952
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	309	371	371	424	371	424
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	75	75	75	75	75	75
4. Fonds de Réserve Libre	252	345	345	423	345	423
III. Dépôts (or)	3.572	3.370	3.391	3.400	3.376	3.419
1. Banques centrales :						
a) à vue	3.134	2.993	2.954	3.041	3.004	3.068
b) à 3 mois au maximum	199	345	404	317	339	292
c) à plus de 3 mois	206	—	—	9	—	26
2. Autres déposants :						
à vue	33	33	33	33	33	33
IV. Dépôts (monnaies)	37.479	37.064	34.837	37.013	34.831	38.772
1. Banques centrales :						
a) à vue	193	266	320	567	405	452
b) à 3 mois au maximum	29.092	31.807	29.316	30.522	29.510	32.344
c) à plus de 3 mois	7.173	3.298	4.204	3.991	3.522	4.164
2. Autres déposants :						
a) à vue	22	24	31	32	27	64
b) à 3 mois au maximum	877	1.515	825	1.754	1.127	1.448
c) à plus de 3 mois	122	154	141	147	240	300
V. Effets	667	641	639	—	629	—
a) à 3 mois au maximum	667	641	639	—	629	—
b) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
VI. Divers	379	451	409	480	424	521
VII. Dividende payable le 1^{er} juillet 1976	—	—	—	—	—	—
VIII. Provisions	97	67	71	52	67	49
<i>Total du passif ...</i>	43.161	42.715	40.469	42.198	40.449	44.014

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 14 janvier 1977

prorogeant jusqu'au 30 juin 1977 l'aide régionale complémentaire prévue par l'article 2, b, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique (Moniteur du 20 janvier 1977, p. 662.)

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Institut National de Crédit Agricole. Relèvement du plafond des engagements (Moniteur du 14 janvier 1977, p. 383.)

Par arrêté royal du 7 décembre 1976, le plafond des engagements de l'Institut national de Crédit agricole est porté, par libération d'une première tranche, de dix-neuf milliards à vingt et un milliards de francs.

Par arrêté royal de même date, le plafond des engagements de l'Institut national de Crédit agricole est porté, par libération d'une deuxième tranche, de vingt et un milliards à vingt-trois milliards de francs.

Arrêté royal du 6 décembre 1976

pris en exécution de l'article 21 § 1^{er}, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifiant l'encours sur lequel s'imputent les garanties accordées en vertu de cette loi (Moniteur du 27 janvier 1977, p. 936.) (Voir aussi rubrique 3.)

Article 1^{er}. — En application de l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifié par l'article 54 de la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique, le montant global de l'encours à concurrence duquel la garantie de l'Etat peut être accordée est porté de 25 milliards de francs à 30 milliards de francs, par libération de la deuxième et dernière tranche de 5 milliards de francs.

.....

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 30 juin 1976

contenant le budget des Affaires culturelles communes de l'année budgétaire 1976 (Moniteur du 15 janvier 1977, p. 427.)

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses de l'année budgétaire 1976 afférentes aux Affaires culturelles communes des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Dépenses courantes (Titre I)	3.136,5	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	202,0	—	—
Total ...	3.338,5	—	—

.....

Loi du 12 novembre 1976

contenant le budget des Affaires régionales bruxelloises pour l'année budgétaire 1976 (Moniteur du 19 janvier 1977, p. 564.)

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses du budget des Affaires régionales bruxelloises afférentes à l'année budgétaire 1976 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Dépenses courantes (Titre I)	908,9	13,0	6,5
Dépenses de capital (Titre II)	589,5	779,1	443,9
Total ...	1.498,4	792,1	450,4

Loi du 12 novembre 1976

ajustant le budget des Affaires régionales bruxelloises de l'année budgétaire 1975 (Moniteur du 1^{er} janvier 1977, p. 15.)

Loi du 17 novembre 1976

ajustant le budget des Affaires régionales wallonnes de l'année budgétaire 1975 (Moniteur du 14 janvier 1977, p. 371.)

Arrêté royal du 29 novembre 1976

déterminant les montants à prélever sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1976 (Moniteur du 20 janvier 1977, p. 648.)

Article 1^{er}. — Les montants à prélever sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1976 sont fixés comme suit pour le premier semestre :

- a) deux milliards huit cent quatre-vingts millions de francs, au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale;
- b) un milliard neuf cent quatre-vingts millions de francs, au profit du Fonds des routes;
- c) quatre milliards trois cent quatre-vingts millions de francs, au titre de contribution complémentaire à fournir aux Communautés européennes.

Arrêté royal du 6 décembre 1976

pris en exécution de l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifiant l'encours sur lequel s'imputent les garanties accordées en vertu de cette loi (Moniteur du 27 janvier 1977, p. 936.) (Voir texte rubrique 2.)

Arrêté royal du 9 décembre 1976

déterminant les montants à prélever sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1976 (Moniteur du 20 janvier 1977, p. 649.)

Article 1^{er}. — Les montants à prélever sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1976 sont fixés comme suit pour le troisième trimestre :

- a)* un milliard cent millions de francs au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale;
- b)* neuf cent nonante millions de francs au profit du Fonds des routes;
- c)* deux milliards cent nonante millions de francs au titre de contribution complémentaire à fournir aux Communautés européennes.

.....

Arrêté royal du 23 décembre 1976

autorisant la Société Nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de cinq milliards de francs (Moniteur du 8 janvier 1977, p. 206.)

Loi du 24 décembre 1976

ajustant le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1976 (Moniteur du 1^{er} janvier 1977, p. 3.)

Loi du 24 décembre 1976

contenant le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1977 (Moniteur du 1^{er} janvier 1977, p. 7.)

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses de la Dette publique afférentes à l'année budgétaire 1977 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	71.400,0	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	395,8	—	—
Total ...	71.795,8	—	—
Amortissements de la Dette publique (Titre III)	47.420,5	—	—
Total ...	119.216,3	—	—

.....

Loi du 5 janvier 1977

modifiant la loi du 9 août 1955 relative au Fonds des Routes (Moniteur du 22 janvier 1977, p. 721.)

Arrêté royal du 7 janvier 1977

relatif à l'émission de l'emprunt 10 p.c. 1977-1985 (Moniteur du 11 janvier 1977, p. 260.)

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 10 p.c. 1977-1985 ».

.....

Art. 4. — L'emprunt est amortissable suivant les modalités ci-après.

Une dotation annuelle de 5 p.c. du capital nominal émis, augmentée chaque année des intérêts des capitaux amortis est selon un étalement annuel normal si nécessaire adapté à l'état du marché, affectée au rachat des obligations à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Si le cours dépasse le pair, Notre Ministre des Finances peut déterminer sous quelles conditions l'amortissement par rachat peut éventuellement être poursuivi.

Les fonds destinés aux amortissements annuels sont mis à la disposition de la Caisse d'amortissement, à partir du 2 février de chacune des années 1978 à 1984 au fur et à mesure des besoins qu'elle aura notifiés au Service de la Dette publique.

La partie non utilisée des dotations d'amortissement n'est pas reportée.

Les obligations restant en circulation le 2 février 1985 sont remboursables à cette date au pair de leur valeur nominale.

Les dotations d'amortissement de cet emprunt pourront être confondues avec celles d'autres emprunts portant le même taux d'intérêt et remboursables au pair, à la même échéance et selon les mêmes conditions d'amortissement.

.....

Arrêtés ministériels des 7 et 11 janvier 1977

relatifs à l'émission de l'emprunt 10 p.c. 1977-1985 (Moniteur du 11 janvier 1977, p. 261 et Moniteur du 12 janvier 1977, p. 308.)

Article 1^{er}. — La souscription publique aux obligations de l'emprunt 10 p.c. 1977-1985 sera ouverte le 17 janvier 1977; elle sera close le 1^{er} février 1977. Il pourra toutefois être mis fin à la souscription avant cette dernière date.

.....

Art. 7. — Il est alloué une commission de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, agents de change et caisses d'épargne privées visés à l'article 1^{er}, ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

Une commission de 1 p.c. peut être allouée aux investisseurs institutionnels.

.....

*

**

Article 1^{er}. — Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 10 p.c. 1977-1985 est fixé au pair de leur valeur nominale.

.....

Loi du 17 janvier 1977

ajustant le budget du Ministère de l'Agriculture pour l'année budgétaire 1976 (Moniteur du 26 janvier 1977, p. 858.)

Loi du 17 janvier 1977

ajustant le budget des Pensions de l'année budgétaire 1976 (Moniteur du 29 janvier 1977, p. 1033.)

Loi du 17 janvier 1977

contenant le budget des Pensions pour l'année budgétaire 1977 (Moniteur du 29 janvier 1977, p. 1039.)

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses courantes de l'année budgétaire 1977 afférentes au budget des Pensions (...), des crédits s'élevant à la somme de 97.431,2 millions de francs.

.....

Arrêté ministériel du 24 janvier 1977

autorisant le Fonds de développement des Universités libres à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt au capital nominal de deux milliards quarante millions de francs (Moniteur du 28 janvier 1977, p. 982.)

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Deuxième directive du Conseil du 13 décembre 1976 (77/91/CEE)

tendant à coordonner pour les rendre équivalentes les garanties qui sont exigées dans les Etats membres des sociétés au sens de l'article 58, deuxième alinéa, du traité, en vue de la protection des intérêts tant des associés que des tiers, en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien des modifications de son capital (Journal officiel du 31 janvier 1977, n° L 26, p. 1.)

Directive du Conseil du 13 décembre 1976 (77/92/CEE)

relative à des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités d'agent et de courtier d'assurance (ex groupe 630 CITI) et comportant notamment des mesures transitoires pour ces activités (Journal officiel du 31 janvier 1977, n° L 26, p. 14.)

Directive du Conseil du 21 décembre 1976 (77/93/CEE)

concernant les mesures de protection contre l'introduction dans les Etats membres d'organismes nuisibles aux végétaux et produits végétaux (Journal officiel du 31 janvier 1977, n° L 26, p. 20.)

Directive du Conseil du 21 décembre 1976 (77/94/CEE)

relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant des denrées alimentaires destinées à une alimentation particulière (Journal officiel du 31 janvier 1977, n° L 26, p. 55.)

Directive du Conseil du 21 décembre 1976 (77/95/CEE)

concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux taximètres (Journal officiel du 31 janvier 1977, n° L 26, p. 59.)

Directive du Conseil du 21 décembre 1976 (77/96/CEE)

relative à la recherche de trichines lors des importations, en provenance des pays tiers, des viandes fraîches provenant d'animaux domestiques de l'espèce porcine (Journal officiel du 31 janvier 1977, n° L 26, p. 67.)

Décision du Conseil du 21 décembre 1976 (77/97/CEE)

relative au financement par la Communauté de certaines actions vétérinaires présentant un caractère d'urgence (Journal officiel du 31 janvier 1977, n° L 26, p. 78.)

Directive du Conseil du 21 décembre 1976 (77/98/CEE)

modifiant les directives 64/432/CEE, 72/461/CEE et 72/462/CEE dans le domaine vétérinaire (Journal officiel du 31 janvier 1977, n° L 26, p. 81.)

Directive du Conseil du 21 décembre 1976 (77/99/CEE)

relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges intracommunautaires de produits à base de viande (Journal officiel du 31 janvier, n° L 26, p. 85.)

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de janvier 1977. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

**

BELGISCHE VERENIGING DER BANKEN.

Nederlandse bankterminologie met Franse index.
Brussel, Interbankendienst, 1976, 202 blz.

SCHMITZ, W.

Die antizyklische Konjunkturpolitik, eine Illusion;
Grenzen der « Machbarkeit » durch Globalsteuerung.
Frankfurt/Main, Knapp Verlag, 1976, 245 S.

050. - 333.841. - 382.242.4
333.432.8

331.30

COMMITTEE ON FINANCE.

Causes and Cures of World Inflation.
(Hearings, January 26 and February 17, 1976,
94th Congress, 2nd session.)
*Washington, U.S. Government Printing Office, 1976,
III+101 p.*

GHYMERS, Ch.

Le cas belge : aspects sectoriels.
(*In : Service de Conjoncture de Louvain, Louvain-la-
Neuve, décembre 1976, pp. 21-40.*)
BELG. 87

311.83 - 311.81

331.30

CHAUNU, P. et SUFFERT, G.

La peste blanche; comment éviter le suicide de l'Occi-
dent.
Paris, Gallimard, 1976, 263 p.

GHYMERS, Chr.

Conjoncture de l'économie belge. Expansion modeste et
dégradation de la compétitivité.
(*In : Chroniques d'Actualité de la SEDEIS, Paris, n° 24,
31 décembre 1976, pp. 874-904.*)
FR. 10 B

331.061.

331.30

LOEWENTHAL, P.

Perspectives de l'économie belge en 1977.
(*In : Service de Conjoncture de Louvain, Louvain-la-
Neuve, décembre 1976, pp. 52-59.*)
BELG. 87

PRADES, F.G. et HOUARD, J.

Le climat international.
(*In : Service de Conjoncture de Louvain, Louvain-la-
Neuve, décembre 1976, pp. 3-20.*)
BELG. 87

LEROY, R.

Les salaires féminins; les mille formes de la discrimination.

Bruxelles, Edit. Vie Ouvrière, 1976, 108 p.

GAUTHY, Y.

La réduction du temps de travail contribuera-t-elle au bonheur des hommes ?

(In : L'Entreprise et L'Homme, Bruxelles, n° 9, novembre 1976, pp. 389-391.)

BELG. 39

332.622.2

332.814. - 368.40

DESTREE, U.

Le chômage partiel des employés : du combat concret à la lutte des classes.

(In : Fondation André Renard, Liège, n° 72, novembre 1976, pp. 3-16.)

BELG. 17

DELHUVENNE, M.

Les vacances annuelles et la sécurité sociale.

(In : Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, n° 8-9, août-septembre 1976, pp. 673-685.)

BELG. 141

332.622.2 - 332.88

332.88 - 338.751.1

GENNEN, J. et BODSON, J.-Cl.

Mise en chômage partiel des employés et lock-out.

(In : Fondation André Renard, Liège, n° 72, novembre 1976, pp. 31-37.)

BELG. 17

La grève de la division Mécanique de Cockerill (mars-mai 1976.)

(In : Courrier Hebdomadaire du CRISP, Bruxelles, n° 745, 24 décembre 1976, 21 p.)

BELG. 28 E

332.810. - 332.84

333.130. - 339.312.3 - 658.45

BEYAERT, A.

La durée du travail et des loisirs en Belgique.

(In : Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 72, 4° trimestre 1976, pp. 563-598.)

BELG. 44 E

VAN HOLSBECK, H.

Le financement de grands projets industriels.

Bruxelles, Centre d'Etudes bancaires et financières, Cahiers des conférences, n° 271, décembre 1976, 17 p.

333.130. - 333.432.8 - 382.257.
333.451.6 - 334.151.22

333.401. - 333.407. - 333.428.
333.741. - 333.110. - 333.820.

van YPERSELE de STRIHOU, J.

VUCHELEN, J.

Perspectives monétaires internationales.

(In : Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 72, 4^e trimestre 1976, pp. 493-539.)

A Structural Quaterly Monetary Model for Belgium.
(In : Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 72, 4^e trimestre 1976, pp. 493-539.)

BELG. 44 E

333.138.1

333.432.7 - 333.432.8

Les Fonds Communs de Placement.

(In : Bulletin Financier — Banque Bruxelles Lambert, Bruxelles, n° 42, 10 décembre 1976, pp. 1-3.)

BELG. 34 A

REITSMA, A.J.

Na Jamaica : attitudes m.b.t. het wisselkoersysteem.

(In : Economisch Statistische Berichten, Rotterdam, n° 3080, 24 november 1976, blz. 1153-1157.)

NED. 10

333.139.2

333.432.8 - 333.844. - 333.481.
333.423. - 382.257.

ROEGES, L.

De hervorming van de bankwetgeving in België.

(In : Bank- en Effectenbedrijf, Den Haag, n° 195, november 1976, blz. 420-423.)

NED. 3 A

COOMBS, Ch. A.

The Arena of International Finance.

New York, Wiley and Sons, 1976, XVII+243 p.

333.401.

333.432.8 - 382.257. - 334.151.22

MASON, W.E.

The Empirical Definition of Money : A Critique.

(In : Economic Inquiry, Los Angeles, No. 4, December 1976, pp. 525-538.)

USA. 30 F

LEVY, L.

Les récents événements sur le marché des changes.

Bruxelles, Administration générale de la coopération au développement, 1976, 16 p.

333.432.8 - 333.451.6 - 382.257.
334.151.22

333.602. - 333.614.

MARCHAL, J.

Le système monétaire international; de Bretton Woods aux changes flottants, 1944-1975.

Paris, Edit. Cujas, 1975, 129 p.

Les marchés nationaux et internationaux des obligations en 1976.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 48, 17 décembre 1976, pp. 1-6.)

BELG. 33

333.451.1 - 333.46 - 333.825.

333.613.

de CLOSSET, B.

La position du FB face aux taux d'intérêt comparés.

(In : *Service de Conjoncture de Louvain, Louvain-la-Neuve*, décembre 1976, pp. 41-51.)

BELG. 87

Le marché belge des actions et des obligations en 1976.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 49, 24 décembre 1976, pp. 1-8.)

BELG. 33

333.602.

333.613.

de CLOSSET, B.

L'efficiencia du marché boursier belge; deux tests alternatifs.

(In : *Bulletin de l'IRES, Louvain-la-Neuve*, n° 33, 1976, 18 p.)

BELG. 33 Z

VANES, F.R.

Enkele bedenkingen bij de evolutie van de Belgische obligatiemarkt. Periode 1974-1^e semester 1976.

(In : *Tijdschrift voor het Bankwezen, Brussel*, n° 7, oktober 1976, blz. 507-527.)

BELG. 134

333.602. - 333.613.

333.841.

Les marchés étrangers des actions en 1976.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 50, 31 décembre 1976, pp. 1-5.)

BELG. 33

BAECK, L.

De inflatoire groeimachine.

(In : *Leuvense Economische Standpunten, Leuven*, n° 1, 1976, 44 blz.)

BELG. 92

333.841.

334.151.20

DE GRAUWE, P. en PEETERS, Th.

De recente inflatie : een structureel of monetair fenomeen ?

(In : *Leuvense Economische Standpunten*, Leuven, n° 2, 1976, 18 blz.)

BELG. 92

Vers l'Union économique et monétaire.

(Plan Barre, rapports Werner et Marjolin.)

(Etudes et Perspectives Européennes.)

Paris, Bureau d'Information des Communautés Européennes, 1976, 106 p.

333.841. - 333.820. - 333.432.8
333.451.6 - 333.403.0

334.151.22

FRIEDMAN, M.

Inflation et systèmes monétaires. Edit. revue et augmentée.

Paris, Calmann-Lévy, 1976, 380 p.

The Future of the European Snake. Flexibility or Rigidity ?

(In : *Barclays Review*, London, No. 4, November 1976, pp. 76-79.)

G.B. 6

333.841. - 332.630. - 336.401.
331.31

334.151.22 - 333.432.0

Rapport du groupe d'études « Problèmes de l'inflation ». + Annexes.

Bruxelles, Commission des Communautés Européennes, 1976, 2 vol., II+41 div. pp.

Is Europe Becoming a Deutschemark Zone ?

(In : *Euromoney*, London, December 1976, pp. 35-42.)

G.B. 20 A

334.150.0 - 334.151.0

334.151.3

SWANN, D.

The Economics of the Common Market.

Harmondsworth, Penguin Books, 3rd edit., 1975, 267 p.

WHALLEY, J.

Some General Equilibrium Analysis Applied to Fiscal Harmonization in the European Community.

(In : *European Economic Review*, Amsterdam, No. 3, October 1976, pp. 291-312.)

GEN. 5 B

334.154.1

336.214.

Entraves techniques : la Communauté européenne ouvre les frontières.

(In : *Documentation Européenne, Luxembourg, 2^e trimestre 1976, 19 p.*)

CE. 5 D

VANDEWINCKELE, E.K.

Taux d'imposition de l'impôt des sociétés.
(Exercice d'imposition 1977.)

(In : *Revue Générale de Fiscalité, Bruxelles, n° 10, décembre 1976, pp. 303-307.*)

BELG. 158 F

334.154.31

336.401. - 336.61

WATERBLEY, A.

De Europese Naamloze Vennootschap : een nieuwe rechtsfiguur.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 6, december 1976, blz. 937-952.*)

BELG. 64 B

DELOOF, E. e.a.

Politique budgétaire : Réflexions sur une alternative socialiste.

(In : *Socialisme, Bruxelles, n° 136, août 1976, pp. 311-320.*)

BELG. 155 C

334.154.32 - 334.154.33

338.012.

POURVOYEUR, R.

De Europese integratie en de Belgische ondernemingen.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 6, december 1976, blz. 865-876.*)

BELG. 64 B

JAUMOTTE, A.

L'énergie solaire et son utilisation.

(In : *Electricité, Bruxelles, n° 163, décembre 1976, pp. 3-20.*)

BELG. 176

336.208.

338.013.

ROELANS, J.

Le fisc et les transferts internationaux de bénéfices.

(In : *Fabrimétal, Bruxelles, décembre 1976, pp. 19-23.*)

BELG. 69

Les marchés commerciaux en 1976 : les perspectives conjoncturelles déterminent l'évolution des prix.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 47, 10 décembre 1976, pp. 1-6.*)

BELG. 33

LECAILLON, J.

La propagation des hausses de salaires.

(In : Revue d'Economie Politique, Paris, n° 5, septembre-octobre 1976, pp. 679-701.)

FR. 52

Mons-Borinage, sous-région wallonne.

(In : Cahiers de la Wallonie, Louvain-la-Neuve, n°s 9-10, décembre 1976, 48 p.)

BELG. 29

338.43 - 332.630.

338.43

CARTON, A. e.a.

Emploi et politique de développement en Wallonie.

*(Semaines Sociales Wallonnes 1975.)**Bruxelles, Edit. Ouvrières, 1976, 133 p.*

PREUDHOMME, Cl.

Esquisse de la Belgique « régionalisée ».

III. Le développement économique régional.

(In : Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, n° 118, octobre 1976, pp. 217-240.)

BELG. 61 A

338.43 - 311.80

338.43 - 371.

CLAES, H.

De recente bevolkingsevolutie in de provincie Antwerpen.

(In : ERA-Berichten, Antwerpen, 2° kwartaal, 1976, blz. 77-106.)

BELG. 65

VLAAMS EKONOMISCH VERBOND.

Het Benelux-middengebied; balans en bezinning.

*(Rapport samengesteld door de studiegroep Benelux-Middengebied, Hasseltse studiegroep.)**Antwerpen, V.E.V., 1976, 125 blz.*

338.43

338.723.0 - 338.721.

DEHOUSSE, J.-M.

Régionalisation définitive : un madrier pour les régions.

(In : Socialisme, Bruxelles, n° 136, août 1976, pp. 283-295.)

BELG. 155 C

QUADEN, G.

L'Etat, la politique agricole et l'avenir de l'agriculture en Belgique.

(In : Economies et Sociétés, Paris, n° 7-8, juillet-août 1976, pp. 1405-1432.)

FR. 14

338.727.21

338.753.3

L'activité dans l'industrie laitière en 1975. Structures des entreprises.

(In : *Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 10, octobre 1976, pp. 1033-1037.*)

BELG. 44

BELOT, F.R. et POTEMANS, M.

Analyse commentée du point de vue des Sages sur l'utilisation de l'énergie nucléaire en Belgique.

(In : *Electricité, Bruxelles, n° 163, décembre 1976, pp. 21-32.*)

BELG. 176

338.74

338.76 - 332.691.

DELVAUX, L.

A la recherche de l'eau wallonne.

(In : *L'Entreprise et l'Homme, Bruxelles, n° 9, novembre 1976, pp. 381-388.*)

BELG. 39

CONFEDERATION NATIONALE DE LA CONSTRUCTION.

Construction et emploi; le « modèle économique » de la C.N.C.

Bruxelles, C.N.C., 1976, 42 p.

338.74 - 351.2

339.311.5 - 339.4

WESTVLAAMS EKONOMISCH STUDIEBUREAU.

Colloquium « leefmilieu 2000 »; waterbeleid in West-Vlaanderen.

Brugge, W.E.S., 1976, 64 blz.

TEULIE, J.

La mesure du rendement des actions.

(In : *Banque, Paris, n° 357, décembre 1976, pp. 1233-1241.*)

FR. 6

338.752.0 - 338.43

339.312.4

Répartition régionale de l'activité dans l'industrie des fabrications métalliques selon la statistique mensuelle (années 1970-1973-1974-1975.)

(In : *Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 10, octobre 1976, pp. 1019-1032.*)

BELG. 44

BLAUWENS, G.

Statische en dynamische selectieregels voor onafhankelijke of interdependente overheidsinvesteringen.

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 72, 4^e trimestre 1976, pp. 541-561.*)

BELG. 44 E

La politique du logement face à la régionalisation.

(In : *Bulletin du CEPI, Bruxelles, n° 6, novembre-décembre 1976, 24 p.*)

BELG. 27 B

Les Centres Publics d'Aide Sociale.

(In : *Documents-Cepess, Bruxelles, n° 3-4, 1976, 147 p.*)

BELG. 149 B

347.720.1

368.40

CRACCO, E. et VAN CAMPENHOUDT, J.-M.

L'internationalisation des entreprises européennes : cas de la Belgique.

(In : *Annales de Sciences Economiques Appliquées, Louvain-la-Neuve, n° 1, 1976/77, pp. 61-83.*)

BELG. 10

DELEECK, H.

Financiering van de Sociale Zekerheid door bijdragen berekend op de toegevoegde waarde der Belgische ondernemingen in plaats van op het loon.

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 72, 4^e trimestre 1976, pp. 451-476.*)

BELG. 44 E

347.728.1

368.40

MUSIN, H.

Les comptes annuels des entreprises.

(In : *Revue Belge des Sciences Commerciales, Bruxelles, n° 11, novembre 1976, pp. 389-414.*)

BELG. 140

FRANK, M.

Substitution de la valeur ajoutée aux salaires, comme base de calcul des cotisations des employeurs à la sécurité sociale.

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 72, 4^e trimestre 1976, pp. 437-448.*)

BELG. 44 E

347.734. - 333.139.2

368.42

BRUYNEEL, A.

Les prêts subordonnés.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 7, octobre 1976, pp. 530-569.*)

BELG. 134

DE DECKER, M.

De differentiële weerslag van de afschaffing van de loongrens op de loonkost in de onderscheiden productiesectoren.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 6, december 1976, blz. 877-892.*)

BELG. 64 B

382.10

383.0

PAGOULATOS, E. and SORENSEN, R.

Foreign Trade, Concentration and Profitability in Open Economies.

In : European Economic Review, Amsterdam, No. 3, October 1976, pp. 255-267.)

GEN. 5 B

BOERJAN, P.

De toeristische statistiek in België; analyse, evaluatie en voorstellen tot hervorming.

(Facetten van West-Vlaanderen, 9.)

Brugge, Westvlaams Economisch Studiebureau, 1976, 84 blz.

382.240. - 382.257. - 333.432.8
333.453.

385.311.

LELART, M.

Le dollar, monnaie internationale; le rôle des Etats-Unis dans la création monétaire internationale.

Paris, Edit. Albatros, 1976, 192 p.

FAYAT, H.

De historiek van de nieuwe Schelde-Rijnverbinding.

(In : Studie Diplomatica, Brussel, n° 5, 1976, blz. 567-574.)

BELG. 50

382.242.

657.33

Tapping the Eurocurrency Markets to Finance Business Expansion.

In : International Management, Maidenhead, Supplement December 1976, 32 p.)

USA. 24 H

FAIGNAERT, L.

Hausse des prix et dépréciation des valeurs du fonds de roulement.

(In : La Vie au Bureau, n° 11, novembre 1976, pp. 653-668.)

BELG. 183 A

382.30 - 382.51

GERARD, M. en GLEJSER, H.

De structurele problemen van de Belgische export, gezien door de exporteurs.

In : Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 6, December 1976, blz. 909-935.)

BELG. 64 B

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 250,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 300,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 25,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 30,—.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
